
AVANT LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

DANS quelques semaines, va se réunir à Genève une Conférence générale, qui s'efforcera de conclure une Convention de durée déterminée, limitant et, autant que possible, réduisant les armements de tous les pays.

Quelles sont les conditions du succès de la Conférence? Les passions nationales, les rivalités, les suspicions, parfois même les haines sont excitées entre les nations, enfin la crise économique générale fournit aux peuples un nouveau prétexte de querelle, chacun d'eux attribuant volontiers au voisin la responsabilité des maux, dont, à des degrés divers, ils souffrent tous.

Le « désarmement » apportera-t-il un remède à une pareille situation? Ne peut-il compter en attendant parmi les causes qui ont contribué à la créer? Depuis douze ans qu'on parle de « désarmer » et qu'on s'y prépare, des pays, qui n'auraient peut-être pas songé à augmenter leurs armements, les ont développés en prévision de la réglementation prochaine. Ils veulent se présenter à la Conférence générale avec des forces capables de répondre, en toute occurrence, aux besoins de leur sécurité, ce qui est justifié, ou aux prétentions de leur amour-propre, ce qui l'est beaucoup moins.

Au milieu du désordre, flagrant ou latent, causé par les erreurs économiques, les rivalités politiques, les querelles d'amour-propre ou par l'accroissement des armements de certains pays, la France est certainement, parmi toutes les nations, celle dont la position peut être considérée comme la meilleure. Elle apparaît comme un des rares noyaux

d'ordre et d'équilibre qui existent encore dans le monde et autour desquels celui-ci pourrait se stabiliser. Elle a réduit spontanément ses armements et, sans considération de prestige, elle les a strictement adaptés aux besoins de sa défense nationale et aux conditions actuelles de sa sécurité, elle est en droit de demander aux autres pays d'en faire autant. La prétendue menace créée par une grande armée française, qui pèserait lourdement sur la vie politique de l'Europe et placerait dans une situation intolérable certains États qui se disent désarmés, est un mythe, dont une propagande active et persévérante a presque réussi à faire un dogme. Des faits, des chiffres précis suffisent à démontrer qu'il est contraire à la réalité.

Malgré les accusations intéressées dont la France est l'objet, elle ne craint pas la réunion de la Conférence où l'on a pu croire qu'elle se présenterait en accusée. C'est elle au contraire qui pourra requérir; mais sans doute voudra-t-elle surtout construire, car elle estime que la Conférence, au lieu de se perdre en vaines polémiques, a pour tâche véritable d'organiser une paix solide et durable.

La Conférence saura-t-elle, comme le Gouvernement français s'en est déclaré convaincu dans son memorandum du 15 juillet 1931 à la Société des nations, ne pas laisser passer la grande occasion qui s'offre à elle? En dépit des indices défavorables résultant de certaines manifestations récentes, il faut encore l'espérer.

Ces manifestations ont démontré que la discussion se concentrera autour de trois questions, dont l'aspect politique domine de beaucoup les caractères techniques :

- l'égalisation des armements et la parité;
- l'organisation de la sécurité, à laquelle se rattachent la revision des traités et la question des armements aériens;
- La limitation des dépenses d'armements.

I. — L'ÉGALISATION DES ARMEMENTS ET LA PARITÉ

Les déclarations d'hommes d'État responsables, les paroles ou les écrits de nombreux hommes politiques et plus encore l'effort de propagande accompli dans ce sens, indiquent que le problème central de la Conférence sera l'établissement d'une égalité entre les États en matière de limitation des arme-

ments
tous c
chiffre

Éc
minis
de l'I

« I
États.

de dés
d'après

mène
applic

à un
meille

Et

«

dispar
et cett

général

magn

nation

lité, s

seron

obten

quenc

tion d

d'acti

Ce

C'

devan

minis

on ne

quelq

de dé

jouir

aux r

marin

(1) D
et inter

(2) I

ments, qu'il s'agisse d'adopter des méthodes identiques pour tous ou de réaliser des « parités » dans la détermination des chiffres de certains d'entre eux.

Écoutons le général Grøner qui cumule les fonctions de ministre de la guerre, de ministre de la Marine et de ministre de l'Intérieur du Reich :

« L'Allemagne a droit au même traitement que les autres États. Elle a droit à la même sécurité et aux mêmes méthodes de désarmement... Si les faits ont prouvé que les principes d'après lesquels l'Allemagne et ses alliés ont été désarmés mènent au désarmement, il est logique, dans ce cas, qu'on les applique à tous les États. Si ces principes ne peuvent pas mener à un désarmement général, il faut alors les remplacer par de meilleurs, qui puissent être appliqués à tous les États (1). »

Et le général von Seeckt est encore plus formel :

« Un véritable état de paix ne peut être obtenu que par la disparition de la menace continuelle d'un pouvoir dominateur et cette menace ne pourra disparaître que par le désarmement général obtenu grâce à l'égalisation des armements... L'Allemagne continuera à demander que le désarmement des autres nations se poursuive jusqu'au point où les droits d'égalité, selon la promesse qui lui a été solennellement faite, seront atteints, et quand l'égalité des armements sera obtenue. L'Allemagne sera contrainte à faire état des conséquences du rejet de sa demande et de ce que la non-observation des traités par une des parties devra lui rendre sa liberté d'action (2). »

Ces voix allemandes ne sont pas sans écho.

C'est ainsi que, parlant le 27 novembre, à New-York, devant l'Association américaine de politique étrangère, le ministre des Affaires étrangères d'Italie, M. Grandi, a déclaré : on ne pourrait concevoir ni moralement, ni juridiquement, que quelques nations fussent être pour toujours réduites à un état de désarmement partiel, tandis que d'autres continueraient à jouir d'une liberté sans limite. « Les traités de paix ont imposé aux nations vaincues la limitation de leurs armées et de leurs marines. Or ces limitations et réductions n'ont été décidées

(1) Déclaration publiée le 10 octobre 1931 dans la *Bergisch-Markische-Zeitung* et interview donnée le 13 novembre 1931 à la *Chicago Tribune*.

(2) Interview donnée le 16 août 1931 à l'*Opera Mundi Press Service*.

que dans le dessein évident de préparer la voie à un désarmement général. »

Cette déclaration volontairement vague doit être rapprochée d'une autre beaucoup plus précise qui définit la thèse officielle italienne et qui a été maintes fois formulée comme suit : « En matière de désarmement terrestre, naval, aérien, le Gouvernement italien est disposé *a priori* à adopter comme limite de ses armements, des chiffres quelconques, même les plus bas, pourvu qu'ils ne soient dépassés par aucune autre Puissance continentale de l'Europe. »

C'est ce que M. Grandi, dans son discours du 7 septembre 1931, à l'Assemblée de la Société des nations, a résumé, sous une forme légèrement atténuée, en préconisant la « péréquation de la puissance militaire des États à des niveaux minimes ».

Enfin rappelons un passage de la résolution adoptée à Budapest le 28 mai 1931, par l'Union internationale des Associations pour la Société des nations, résolution dont les représentants de l'Association française n'ont pas su, ou n'ont pas voulu voir les tendances directement contraires à la politique et à la sécurité de leur pays. C'est sur cette résolution que l'Union internationale s'est fondée pour publier un « *vade-mecum* du confrencier sur la question du désarmement », qui risque d'égarer l'opinion publique. La résolution de Budapest se trouve en effet à l'origine des campagnes qui se poursuivent dans tous les pays, par la parole et par la presse, pour créer, en vue de la conférence de 1932, une agitation favorable aux desseins de certains gouvernements.

On y lit : « Il est indispensable de faire reconnaître officiellement par la Société des nations le principe de l'égalité en matière de désarmement entre Puissances « vaincues » et Puissances « victorieuses », et la Conférence de 1932 devra commencer à réaliser cette égalité... En tout état de cause, l'Union estime que les principes de limitation et de réduction des armements doivent être les mêmes pour tous les États... »

Et lord Cecil, représentant officiel du Gouvernement britannique à la Société des nations, mais qui, agissant « en son nom personnel », est un des auteurs de la Résolution de Budapest, a commenté en ces termes le passage précité :

« Il ne saurait être maintenu indéfiniment aucun régime spécial en matière de désarmement pour des pays particuliers.

Aux ye
lieu co
de l'im
de lim
suppos
laire d
où cet
tous. l
certain
tous le
Ide
les pr
procla
recher
intère

Et
du Pa
du tra
des an
nale c
par u
l'artic
comp
spécia
tion
l'excl
deux
spéci
Q
sur l
prête
désar
prép
les
claus
texte

(1)
titre 2

Aux yeux de la plupart des gens, cette déclaration semblera un lieu commun... La résolution propose que sans tenir compte de l'importance des armements des divers pays, les méthodes de limitation et de réduction soient les mêmes pour tous. A supposer par exemple qu'il soit décidé que la limitation budgétaire doive s'appliquer à des pays quelconques, et dans la mesure où cette décision sera prise, il convient qu'elle s'applique à tous. De même, tout au moins en principe, l'interdiction de certains genres particuliers d'armements doit être acceptée par tous les pays (1). »

Identité de méthodes, nivellement des armements, tels sont les principes posés. Que valent-ils ? Mais, surtout, ceux qui les proclament poursuivent-ils un idéal de justice ou bien la recherche d'arguments commodes pour atteindre leurs buts intéressés ?



Et tout d'abord, quels sont les engagements pris ? L'article 8 du Pacte de la Société des nations, qui fait partie intégrante du traité de Versailles, se borne à recommander « la réduction des armements au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune ». En ce qui concerne les méthodes, l'article 8 ne définit pas d'autres règles que celle-ci : on tiendra compte « de la situation géographique et des conditions spéciales » de chaque État. Ainsi cet article, loin de faire mention d'une idée d'égalité ou de nivellement d'armements, l'exclut en pratique, sauf dans le cas très peu vraisemblable de deux États dont la « situation géographique et les conditions spéciales » seraient identiques.

Quant au préambule de la partie V du traité de Versailles sur lequel le « *Vade-mecum* du Conférencier » s'appuie pour prétendre que des assurances ont été données aux États désarmés, il est ainsi conçu : « En vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations, l'Allemagne s'engage à observer strictement les clauses militaires, navales et aériennes ci-après stipulées. » Ce texte ne préjuge en rien la question des niveaux auxquels

(1) Article paru dans le *New-York Herald Tribune* du 16 août 1931, sous le titre *Désarmer ou Réarmer*.

seront fixés les armements des divers pays; il n'implique aucune promesse de ramener ces armements au niveau de ceux de l'Allemagne, ni d'utiliser pour la limitation générale des armements les méthodes et les procédés employés pour la fixation des armements allemands.

Sans doute le *Vade-mecum* fait état de notes échangées entre la délégation allemande et M. Clemenceau, président de la Conférence de la paix. Il vise un passage des observations allemandes du 29 mai 1919 où le Gouvernement allemand se déclare disposé à désarmer, « à condition », notamment en ce qui concerne la suppression du service militaire obligatoire, que cet exemple soit suivi à bref délai par celui des autres nations. Toutefois, si le rédacteur du *Vade-mecum* cite la partie de la réponse de M. Clemenceau où celui-ci précise que « les conditions concernant les armements de l'Allemagne n'ont pas seulement pour objet de la mettre dans l'impossibilité de reprendre sa politique d'agression »; qu'elles constituent aussi « le premier pas » vers une réduction et une limitation générale des armements, il se garde bien de faire mention de cet autre passage de la même réponse : « l'Allemagne doit consentir *sans conditions* un désarmement précédant celui des Puissances alliées. »

Le *Vade-mecum* du Conférencier, sous le titre « Acheminement nécessaire vers l'égalité internationale », se réfère au procès-verbal de la dixième séance de la Commission de la Société des nations à la Conférence de la paix (13 février 1919). On pourrait contester la valeur juridique de ce procès-verbal, puisqu'il relate des discussions préliminaires au cours desquelles les paroles prononcées ne sauraient constituer des engagements. Mais en fait, si M. Léon Bourgeois et M. Rolin-Jacquemyns, parlant de l'admission future de l'Allemagne et de ses alliés dans la Société des nations, ont exprimé l'avis qu'une fois ces États admis, on ne pourrait maintenir les conditions d'inégalité, c'était parce qu'ils pensaient que cette admission ne serait prononcée que lorsque les États visés auraient donné toutes les garanties nécessaires pour qu'on pût leur faire confiance. Et il faut noter que le délégué italien, M. Scialoja, s'était élevé avec raison, au cours du même débat resté d'ailleurs sans conclusion, contre l'idée qu'un État entrant dans la Société des nations pourrait être de ce fait

libéré
sait, l
aéri
tion, e
faveur
tation
rence
précis
en rai
celles

Fa
a été a
uniqu
rentes
saires
de l'A
lui fai
à ce r
autres
au cor
de Loc
partie
t-elle,
de ses
princi
sion q
Ainsi
mum
fait, s
piet d
à la d
rempl
mane
Ma
féren
mand
« pro
Socié
le tra

libéré de tous engagements antérieurs. Au surplus, il s'agissait, non de l'ensemble des clauses militaires, navales et aériennes des traités de paix, mais du contrôle de leur exécution, et le Gouvernement français s'est toujours prononcé en faveur d'un contrôle international des engagements de limitation d'armements. Si la Convention que discutera la Conférence de 1932 ne comporte pas un système de contrôle aussi précis que celui qui est prévu par le traité de Versailles, c'est en raison de l'opposition de nombreuses délégations, dont celles des États-Unis, de l'Italie et du Japon.

Faut-il rappeler enfin dans quelles conditions l'Allemagne a été admise dans la Société des nations? On s'est laissé guider uniquement par des considérations d'ordre politique très différentes de celles qui dominaient les discussions des commissaires de 1919. Loin d'exiger des garanties formelles de la part de l'Allemagne, on a pensé la convertir aux idées de paix en lui faisant confiance. De son côté, elle n'a nullement insisté à ce moment pour être placée sur le même pied que les autres États en ce qui concerne ses armements. Elle a trouvé au contraire commode, au cours de l'élaboration des accords de Locarno, de prendre acte du régime spécial que lui fixe la partie V du traité de Versailles et qui ne lui laisse, affirmativement, que des forces militaires juste suffisantes pour la police de ses frontières. Elle en a tiré argument pour s'exclure, en principe, des obligations d'assistance mutuelle en cas d'agression qui figurent à l'art. 16 du Pacte de la Société des nations. Ainsi pensait-elle retirer de son entrée dans la Société le maximum d'avantages politiques sans assumer aucune charge. En fait, si elle a été admise dans la Société des nations sur le pied de la plus complète égalité de droits, il s'agit des droits à la discussion et au vote, conditions qui ont été intégralement remplies par l'attribution qui lui a été faite d'un siège permanent au Conseil.

Mais il y a plus. Au cours de la sixième séance de la Conférence de Locarno, sur une question des négociateurs allemands, il a été stipulé qu'il ne pouvait être question de « proportionner » le statut militaire des États membres de la Société des nations à celui qui est défini pour l'Allemagne par le traité de Versailles.

* * *

Il ressort des divers textes qui viennent d'être cités ou rappelés que les thèses d'égalité, de nivellement ou de parité des armements ne sont pas fondées en droit. Le sont-elles davantage en équité? Certains répondent : évidemment, oui! C'est là un jugement bien sommaire. Pour se faire une opinion, il faudrait au moins examiner si ces thèses aboutiraient à réaliser entre les États une égalité effective et durable, leur assurant à tous un même degré de sécurité.

A ce sujet, on crée trop souvent une confusion volontaire. Suivant le public auquel on s'adresse, on parle tantôt d'égalité de droit, tantôt de parité de sécurité, mais ce que l'on veut réellement, c'est l'égalité des armements.

Notons, tout d'abord, une certaine contradiction, dans le fait d'affirmer que les armements sont des facteurs d'insécurité, et de vouloir en même temps assurer la sécurité par une égalité d'armements. Prétend-on par là garantir plus sûrement l'égalité théorique des droits, grâce à une égalité de puissance politique s'appuyant sur des armements semblables? Ce serait vouloir fonder, non plus seulement sur le droit, mais sur la force, ou tout au moins sur la menace de son emploi, la réalisation des revendications politiques. Pourquoi proclamer alors qu'on peut sans danger maintenir fermement ces mêmes revendications, sous prétexte qu'on s'interdit de les faire valoir par le recours aux armes? Pourquoi affirmer que le droit se suffit à lui-même, qu'il n'est pas besoin et qu'il est même dangereux d'organiser, par une assistance mutuelle effective, des sanctions contre ceux qui voudraient le violer?

Pourquoi aussi attendre la paix de la création « d'équilibres » d'armements entre les États et déclarer en même temps contraires à la paix des accords particuliers d'assistance mutuelle, sous le prétexte qu'ils seraient les succédanés des anciennes alliances, dont l'objet était pourtant de créer des équilibres entre des « groupes d'États »? Ce qui serait bon entre États deviendrait-il donc mauvais entre groupements d'États?

De pareilles contradictions ne s'expliquent que par des arrière-pensées.

En r
de sécur
ciste, ay
façon de
cations,
nions co
rien qui
ne veul
ment p
nombre
sion et

Et l
« désar
à réalis

Aut
lité ré
« visibi
armem
imméd
civiles,
en fabr
entraîn
plein a
militai
et mét
ports a

Ne
les arm
tance
inégali
vie des

Qu
foi, et
très ra
choisi
l'État

Mè
armem
entre
rensei

En réalité, peut-il exister une commune mesure, une parité de sécurité entre une Allemagne hitlérienne ou une Italie fasciste, avides de revanche ou d'expansion, affirmant d'une façon de plus en plus violente leurs appétits et leurs revendications, et une France pacifique, sinon pacifiste, dont les opinions courantes comme la politique officielle ne contiennent rien qui puisse menacer un État quelconque ? En France, on ne veut que défendre les résultats d'une victoire très chèrement payée ; outre-Rhin, des partis de plus en plus puissants et nombreux, sont au contraire dressés pour l'agression, l'invasion et la conquête.

Et puisqu'on attache avec raison tant d'importance au « désarmement moral », la première égalité d'armements à réaliser ne serait-elle pas celle des armements moraux ?

Autre question non moins grave. Obtiendrait-on une égalité réelle, en la faisant porter sur les seuls armements « visibles » ? Croit-on possible de la faire porter aussi sur les armements « invisibles », sur le potentiel de guerre, souvent immédiatement utilisable à des fins d'agression ? aviations dites civiles, industries chimiques, instantanément transformables en fabriques de gaz asphyxiants, jeunesses enrégimentées et entraînées à tous les sports, y compris à certains « jeux » de plein air qui ont des analogies troublantes avec des exercices militaires, techniciens de toute nature, industries mécaniques et métallurgiques, ressources minières, voies ferrées et transports automobiles, paquebots, flottes de commerce, etc...

Ne voit-on pas cependant que si l'on se bornait à égaliser les armements « visibles », on donnerait encore plus d'importance aux armements « potentiels », consacrant ainsi des inégalités redoutables qui pèseraient sans contre-partie sur la vie des peuples ?

Quelle tentation ce serait alors pour un État de mauvaise foi, et grâce à des mesures appropriées à la mise en œuvre très rapide et secrète de son potentiel de guerre, au moment choisi par lui, de s'assurer une supériorité écrasante sur l'État qui se serait cru son « égal » en armements !

Même en ce qui concerne les armements « visibles », ou armements proprement dits, quelle égalité pourrait exister entre deux États si, chez l'un, la publication du moindre renseignement sur des contraventions aux engagements inter-

nationaux relatifs à ses armements est puni comme crime de haute trahison, et si chez l'autre, en raison de l'esprit pacifique et démocratique de l'opinion publique, de semblables divulgations sont considérées comme légitimes et même recommandables.

Les récents procès de Leipzig contre les auteurs de publications concernant l'activité du *Stahlhelm*, où les relations de l'aviation civile allemande avec la Reichswehr n'obligent-ils pas à se poser la question? Et que dire de la situation dans laquelle se trouveraient à cet égard, c'est-à-dire quant aux garanties d'exécution, des démocraties comme la France, en face d'États, comme l'Italie et la Russie des Soviets, où rien ne se fait, ni ne se dit sans l'autorisation du Gouvernement?

Si déplaisant que cela paraisse aux amateurs de solutions simplistes, il faut donc conclure que l'égalisation, le nivellement des armements ne répondent pas aux termes du problème. La raison en est que les armements ne sont pas menaçants par eux-mêmes. La menace vient de la volonté de s'en servir à des fins agressives. Accuser *a priori* les États qui sont ou paraissent les plus armés, de constituer une menace intolérable pour leurs voisins, même s'ils ne leur demandent rien, équivaut, à l'intérieur d'un État, à accuser la police de menacer la paix publique parce qu'elle est mieux armée que les fauteurs de désordre. En définitive, on ne peut pas faire abstraction de la politique générale des États pour apprécier les risques que leurs armements font courir à la paix. En ce qui concerne l'Allemagne, il n'y a pas lieu de revenir ici sur la question des responsabilités de la guerre au sujet de laquelle la *Revue* a publié récemment une mise au point convaincante (1). Sans même fonder en droit sur ces responsabilités les clauses militaires, navales et aériennes de la partie V du traité de Versailles, dont le préambule vise la nécessité de remplir certaines conditions préalables pour permettre la limitation générale des armements, il est bien permis de dire que la disparité créée entre les armements « visibles » de l'Allemagne et ceux de ses voisins était et demeure justifiée. La sécurité de l'Allemagne, que personne ne menace, n'en souffre pas, alors qu'au contraire sa puissance

(1) Voir dans la *Revue* du 15 avril 1931 l'article de M. Pierre Renouvin sur les *Historiens américains et les Responsabilités de la guerre*.

potentielle et son attitude de révolte contre le statut politique actuel de l'Europe sont une menace constante pour de nombreux États.

Mais ce qui rend encore plus inadmissibles les thèses allemandes sur le nivellement des armements, et plus suspectes les raisons qui ont incité la politique italienne à s'y rallier, c'est que la disparité des armements n'existe même pas en fait entre France, Allemagne, Italie.

* * *

Une brève comparaison des forces que ces trois pays pourraient immédiatement mettre en ligne permet de s'en convaincre. Une telle comparaison ne peut évidemment porter que sur les éléments comparables. L'Allemagne n'a pas de colonies; l'empire colonial français par son étendue et sa dispersion (1) est sans rapport avec les colonies italiennes; on ne peut donc comparer que les forces disponibles dans les métropoles. Ainsi, sur les 578 000 hommes de troupes de l'armée française, 237 000, stationnés dans les territoires d'outre-mer, et 70 000, constituant une réserve mobile, répondent aux besoins de la sécurité de la France d'outre-mer. D'autre part, sur les 271 000 hommes qui restent affectés à la défense de la métropole, et qui comprennent des engagés ou rengagés et des hommes du contingent, la moitié seulement de ceux-ci, soit 163 000 hommes, sont « instruits », parce que les effectifs appelés ne servent que pendant un an, et que la durée de l'instruction élémentaire est de six mois. En Italie, la durée du service est de dix-huit mois, au moins pour la plus grande partie des appelés. Quant à l'Allemagne qui a une armée de métier, la durée du service y est de douze ans. Il faut enfin faire état de certaines formations organisées militairement, polices ou milices spéciales, qui peuvent être utilisées sur le champ pour des opérations de guerre.

Si donc on compare dans les forces terrestres, celles qui sont comparables, c'est-à-dire le nombre d'hommes instruits pouvant être utilisés immédiatement pour la défense des métropoles, on a le tableau suivant :

(1) Voir le remarquable article du colonel Grasset paru dans *l'Illustration* du 29 août 1931 sous le titre *Charges impériales*.

FRANCE : 178 000 hommes instruits (163 000 de l'armée et éventuellement 15 000 gardes républicains mobiles).

ALLEMAGNE : 165 000 hommes instruits (95 000 de la Reichswehr et 70 000 schupos disponibles sur les 150 000 hommes de la Schutzpolizei).

ITALIE : 228 000 hommes instruits (178 000 de l'armée et 50 000 « chemises noires » des bataillons permanents de la milice fasciste).

Il y a tout juste parité avec l'Allemagne, si l'on observe que les soldats instruits français ont pour la plupart de six à douze mois de service, alors que les Allemands ont entre six mois et douze ans de service. Encore faudrait-il admettre que les effectifs allemands sont strictement ceux du traité de Versailles, alors que des faits patents, ainsi qu'en témoigne notamment la lettre adressée le 16 mars 1931 par le président de la Conférence des ambassadeurs à la Société des nations, prouvent le contraire.

Quant aux effectifs instruits que possède l'Italie, ils sont plus nombreux que ceux dont dispose la France. Il n'y a donc pas parité et, *a fortiori*, il n'y a pas pour la France un *two powers standard* vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Italie. Et cependant si l'on examine la situation politique actuelle et les menaces qu'elle comporte, on ne peut nier que la France serait au moins autant fondée à demander des forces équivalentes à celles de l'Allemagne et de l'Italie réunies que l'Angleterre à vouloir des forces navales équivalentes à celles de l'Italie et de la France réunies. Or, cette exigence de l'Angleterre n'est même pas discutée; il est donc permis de s'étonner que la situation relative des armements français, allemands et italiens, qui est loin de nous donner les mêmes avantages, suscite des critiques, notamment outre-Manche.

En ce qui concerne les armements navals, si les flottes se trouvaient stabilisées aux chiffres de tonnages fournis par les États lors de la dernière enquête de la Société des nations, comme étant ceux de leur flotte « en service, en construction, ou autorisée » (1) :

(1) On entend par là les bâtiments compris dans un programme ayant fait l'objet d'un vote du Parlement.

la France aurait.	642 000 tonnes (anglaises)
l'Italie.	397 000
l'Allemagne.	125 000

La France étant obligée de garder sur la Manche et l'Atlantique une force équivalente à celle de la flotte allemande, soit 125 000 tonnes, et d'avoir dans les mers lointaines pour la protection de ses routes coloniales un minimum de 120 000 tonnes, il ne lui resterait que 395 000 tonnes en face de 397 000 tonnes italiennes concentrées dans la Méditerranée.

La comparaison est encore plus défavorable pour la France, si on suppose atteintes les limites fixées par le traité de Washington pour certaines catégories de bâtiments et stabilisés aux niveaux actuels les tonnages des autres bâtiments.

La France aurait dans ce cas 175 000 tonnes de bâtiments de ligne, 60 000 tonnes de porte-aéronefs et 433 000 tonnes de bâtiments légers et sous-marins « en service, en construction ou autorisés » : au total 668 000 tonnes.

L'Italie aurait 545 000 tonnes, comprenant le même tonnage que la France pour les bâtiments de ligne et les porte-aéronefs, puisque le traité de Washington a fixé dans ces deux catégories les mêmes limites pour les deux pays, et 310 000 tonnes de bâtiments légers et sous-marins.

Quant à l'Allemagne, elle pourrait avoir environ 140 000 tonnes, puisqu'aux 108 000 tonnes que le traité de Versailles lui attribue, il lui serait possible d'ajouter, en les pourvoyant d'équipages, de munitions et d'approvisionnements, les 36 000 tonnes supplémentaires de bâtiments en réserve (4 cuirassés, 2 croiseurs, 4 destroyers et 4 torpilleurs) munis de leurs canons, que la Conférence des ambassadeurs a tolérés en mars 1930.

Dans ces conditions, si la Marine française devait maintenir dans le Nord 140 000 tonnes en face de la flotte allemande de même force, il ne lui resterait que 528 000 tonnes, à opposer en Méditerranée aux 545 000 tonnes italiennes et à employer à la protection de ses communications coloniales. C'est dire qu'elle ne parviendrait pas à équilibrer complètement les flottes allemande et italienne, même dans le cas où elle renoncerait à la moindre protection de ses liaisons lointaines qui seraient du jour au lendemain à la merci d'un croiseur corsaire.

Quant aux forces aériennes disponibles pour la défense aérienne des métropoles, on doit, pour une comparaison, faire abstraction de l'aviation d'observation et de renseignement, dont le rôle défensif en coopération avec les forces de couverture terrestres et navales est évident et qui comprend plus d'appareils en France qu'en Italie, celle-ci ayant préféré porter son effort sur l'aviation de combat.

Or la situation en ce qui concerne cette dernière aviation est la suivante :

Appareils de chasse : Italie 384 ; France 358.

Appareils de bombardement : Italie 324, dont 120 gros porteurs ; France 314, dont 96 gros porteurs.

En fait, les forces aériennes de bombardement italiennes peuvent transporter plus de 250 tonnes de bombes, tandis que les forces françaises en peuvent à peine emporter 200. On doit en outre tenir compte de ce que les avions civils allemands sont pour la plupart des avions militaires camouflés, de nombreux faits ayant prouvé par exemple que le même type d'avion, civil en Allemagne, est vendu par les constructeurs à l'étranger comme avion militaire. Or l'aviation dite civile allemande est capable de transporter plus de 123 tonnes de bombes.

La situation relative des forces aériennes françaises, allemandes et italiennes est donc critiquable, mais c'est nous qui sommes fondés à la critiquer.

Ces chiffres doivent suffire à détruire la légende de l'hégémonie militaire de la France. Sans doute, on ne manquera pas de les discuter et on cherchera à faire état des « immenses réserves instruites » de la France. Mais celles de l'Italie sont également considérables. Quant à l'Allemagne, elle a encore près de 3 millions d'hommes de moins de trente-deux ans ayant fait la guerre et ses Associations militaires peuvent lui fournir de nombreux effectifs entraînés, sans compter les hommes libérés de la Reichswehr après le temps de leur service normal, ou ceux qui ont été incorporés en surnombre, en violation des traités pour une période d'instruction de plus courte durée.

Au surplus, toute discussion sur les réserves instruites est nettement hors du cadre de la Conférence de 1932. Celle-ci est

réunie pour appliquer l'article 8 du Pacte de la Société des nations et ce Pacte ne vaut que dans la mesure où la Société est en état de remplir son rôle. Or la première de ses missions, en cas de différend, est de prévenir les hostilités ou de réprimer l'agression. On ne doit donc limiter que les armements qui peuvent être utilisés immédiatement et mettre la Société des nations en face d'un fait accompli, avant qu'elle ait eu le temps d'intervenir pour arrêter le conflit ou pour organiser la lutte commune contre l'agresseur. Les réserves instruites, en raison des délais nécessaires pour les « mobiliser » et les employer, n'entrent pas dans cette catégorie d'armements.

Si on se place sur ce terrain, le seul solide en droit comme en fait, on aperçoit le danger et le vide des thèses de « parité », « d'égalité », ou d'une façon plus générale de « proportions d'armements ». Il ne s'agit pas en fin de compte de réaliser l'égalité des armements de tels ou tels États, mais de créer au contraire une inégalité aussi grande que possible entre un agresseur quelconque et les forces que la collectivité pourrait dresser contre lui. Afin d'y parvenir, il suffirait, comme la France l'a toujours demandé et le demande encore, d'organiser réellement l'assistance mutuelle prévue à l'article 16 du Pacte, dont les obligations ne sont pas moins formelles que celles de l'article 8.

II. — L'ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ, LA REVISION DES TRAITÉS ET L'INTERNATIONALISATION DE L'AVIATION

Dans un mémorandum adressé le 15 juillet 1931 à la Société des nations, et notamment dans la troisième partie de ce document (1), le Gouvernement français a clairement exposé comment la véritable tâche de la Conférence de 1932 devait être une organisation complète de la paix. Dans son esprit, seule une telle organisation peut permettre de larges réductions des armements nationaux, grâce au règlement pacifique obligatoire de tous les différends internationaux et à une assistance mutuelle effective, immédiate et suivant un plan préétabli, contre tout agresseur éventuel.

On peut s'étonner qu'une thèse aussi logique ne rencontre

(1) Voir *l'Europe nouvelle* du 25 juillet 1931.

pas l'unanimité des adhésions. Dans une situation anarchique, chaque individu demeure armé et ne connaît d'autre loi que sa force jusqu'au moment où il rencontre plus fort que lui. Un ordre, précaire d'ailleurs, ne peut résulter que de la domination tyrannique des plus forts ou, ce qui est plus précaire encore, de l'équilibre toujours instable de deux groupes de forces à peu près équivalentes. La paix et l'ordre à l'intérieur de toute société civilisée reposent obligatoirement sur la loi, sur le juge et sur la force publique, et chacun de ces éléments est indispensable. Le désarmement des citoyens est à la fois possible et nécessaire dans la mesure où cette organisation est véritablement réalisée. L'ordre international et la réduction progressive des armements nationaux ne pourront se fonder d'une façon durable que sur des bases semblables.

Sans doute certains affirment qu'on ne doit pas concevoir les rapports entre États d'après les mêmes principes que les rapports entre individus. Mais quand on leur demande des raisons et qu'on les analyse, on ne trouve rien, sauf des affirmations. Comme le spectacle de l'anarchie internationale suffit à démontrer que celle-ci ne peut pas éviter la guerre, comme les adversaires de l'organisation internationale conçue sur le modèle de l'organisation nationale ne proposent pas en définitive un autre système que le *statu quo*, on ne comprend guère leurs résistances à s'engager dans une voie qui ne saurait être en tout cas plus dangereuse que les sentiers battus sur lesquels ils se complaisent.

Nul n'a la naïveté de croire qu'une organisation complète de la vie internationale puisse être réalisée du jour au lendemain. L'histoire des sociétés humaines, celle de la formation des États et notamment celle de la constitution des fédérations d'États, prouvent qu'il y faut du temps. Du moins est-il nécessaire d'abord de s'accorder sur le but à atteindre, afin de franchir une étape aussi importante que possible. Cette étape doit d'ailleurs porter simultanément sur chacun des trois éléments du système. Il y aurait par exemple plus d'inconvénients que d'avantages à étendre la compétence du juge et à le laisser bafouer ensuite faute d'une force publique suffisante. Telle est cependant l'erreur profonde de ceux qui prétendent que l'arbitrage suffit et que l'assistance mutuelle est inutile, nuisible même.

Mais leurs raisons ne sont au fond que des prétextes. Les véritables motifs des résistances que rencontrent les thèses françaises d'organisation de la paix sont d'un autre ordre. Rien de plus instructif à cet égard que de lire le compte rendu sténographique (1) de la fameuse interview que le sénateur américain Borah a donnée le 23 octobre 1931 aux journalistes français qui accompagnaient M. Laval aux États-Unis. Au cours de cette interview, M. Borah, après avoir critiqué, comme on le sait, le traité de Versailles, fut amené à déclarer qu'un système d'assistance mutuelle « n'aurait d'autre effet que d'établir le traité de Versailles d'une façon plus absolue et plus complète » et que « ce serait perpétuer le statu quo ». Il ajouta qu'ainsi on parviendrait peut-être à « la paix par la force pure et simple », grâce à de vastes armées prêtes à attaquer l'agresseur éventuel, mais qu'on n'aurait pas « la paix qui est fondée sur le consentement des peuples se rendant compte que justice a été rendue ».

Voilà bien le sophisme. On commence par poser un axiome : « le statut politique actuel est injuste », sans d'ailleurs le prouver, ni surtout sans démontrer que celui qu'on voudrait instituer le serait moins. Et, sous ce prétexte, on refuse de se prêter à une organisation internationale qui rendrait impossible tout recours à la guerre. Dès lors, il n'existe plus pour les États qui tiennent des traités leur existence indépendante ou la réparation des injustices subies, aucune garantie qu'une revision de ces traités, dans la mesure où elle pourrait être légitime, se ferait librement sans que les « demandeurs » pussent abuser de la situation. Ces États sont alors d'autant moins disposés à réduire leurs armements qu'ils ont le sentiment qu'on leur demande cette réduction beaucoup moins dans l'intérêt de la paix que pour pouvoir leur imposer plus facilement des modifications profondes, à leur détriment, de l'ordre actuellement existant. En particulier, la croissance régulière, en Allemagne, de partis violents susceptibles d'y prendre le pouvoir, la mystique qu'ils ont créée dans la population et spécialement dans la jeunesse allemande contre l'injustice « intolérable » du *Diktat* de Versailles, leur programme de revendications radicales, donnent nécessairement à réfléchir.

(1) Ce compte rendu a paru *in extenso* dans *l'Europe nouvelle* du 7 novembre 1931.

Certaines de ces revendications touchent en effet si profondément les intérêts essentiels de plusieurs États que ceux-ci ne pourront consentir bénévolement à les satisfaire et que le seul fait de les formuler implique l'idée d'employer la force.

Qu'il s'agisse d'ailleurs de ces revendications, d'autres querelles d'ordre politique ou des diverses causes de conflits résultant des rivalités économiques, ne voit-on pas qu'on s'exposerait à des difficultés inextricables en voulant résoudre directement tous ces problèmes avant d'avoir assuré la paix? On n'a certes pas attendu que soient résolus tous les différends entre les individus avant de constituer, précisément pour les résoudre, une organisation solide des sociétés humaines.

Mais les adversaires des thèses françaises ne se bornent pas à poser la condition préalable de la revision des traités. Ils cherchent à faire suspecter les véritables intentions de la France. Celle-ci, disent-ils, « mendie » des garanties de sécurité, et comme elle dispose déjà d'une hégémonie militaire incontestable, elle ne cherche évidemment que des prétextes pour ne pas désarmer. Ils ajoutent qu'il existe de nombreuses garanties qui assurent un degré de sécurité suffisant pour que de larges réductions d'armements soient dès maintenant possibles.

Nous avons déjà dit ce qu'il fallait penser de la prétendue hégémonie militaire française. Quant à « mendier » la sécurité, on oublie que la France ne la demande pas pour elle seule, mais pour tous les États. Elle n'a pas hésité déjà à assumer à ce sujet des responsabilités précises et elle est prête à en assumer de plus larges encore dans l'ordre de la solidarité internationale.

Enfin elle ne songe pas davantage à nier qu'il existe actuellement certaines garanties de sécurité. Elle en a fait le bilan en donnant une particulière importance aux accords de Locarno, et surtout au pacte rhénan où se trouvent à la fois inscrit le principe de l'assistance mutuelle et définis des cas précis d'agression flagrante. Malheureusement, la portée du pacte rhénan est limitée et la politique suivie par un des deux garants, l'Italie, laisse de graves doutes sur l'interprétation qu'elle donnerait à ses obligations, dans le cas où la violation du Pacte par l'Allemagne ne serait pas absolument flagrante.

Quant aux autres garanties, ou bien il ne s'agit que de

promesses comme la convention d'assistance financière non encore entrée en vigueur, ou bien elles sont surtout d'ordre moral comme celles du pacte Briand-Kellogg, ou bien elles sont incomplètes comme celles de l'acte général d'arbitrage auquel l'Allemagne n'a d'ailleurs pas adhéré et qui ne comporte pas de sanctions.

Il y a encore sans doute des garanties résultant de l'existence de la Société des nations et figurant dans son Pacte. Mais précisément le conflit actuel entre la Chine et le Japon a fait ressortir toutes les insuffisances du système du Pacte et pis encore, puisqu'il a prouvé que les grandes Puissances qui siègent au Conseil n'ont même pas pu se résoudre à mettre en œuvre les possibilités que comporte le Pacte, si imparfait qu'il soit. La raison de cette impuissance ? Le cas était particulièrement complexe et délicat, mais aussi et surtout que chacun des membres du Conseil, faute de règles précises d'application automatique et obligatoire, ne pouvait pas agir comme un juge qui est lié par un code. Il doit engager sa responsabilité personnelle et celle de son gouvernement vis-à-vis de l'une ou de l'autre des parties. C'est dire qu'il se détermine d'après les conséquences de ses décisions sur la politique de son propre pays au lieu d'apprécier impartialement les faits. Les conditions politiques, au lieu d'être un des éléments de l'application d'une loi internationale précise, se substituent à cette loi et l'annihilent entièrement.

Sans blâmer le Conseil qui a cherché à sortir, le moins mal possible et en évitant le pire, d'une situation qu'il n'a pas en réalité les moyens de régler, il faut espérer qu'on saura tirer la leçon de cette expérience en définissant pour l'avenir ces moyens.

Malheureusement, jusqu'ici on n'a cherché au contraire qu'à minimiser les garanties du Pacte. A cet égard, l'Angleterre et les États-Unis ont assumé une lourde responsabilité dont il faut souhaiter qu'ils se rendent compte au plus vite.

Pour l'Angleterre, il suffira de citer le témoignage non suspect de lord Robert Cecil. Dans un document récent, il s'exprime ainsi, à propos des articles 10, 11, 15, 16 du Pacte :

« Ceux-ci ne font en somme que stipuler, en termes très modérés, que l'agression militaire est un crime international

et que la victime de cette agression a droit à l'aide et à la protection des autres membres de la Société. Or, n'est-ce pas l'essence réelle d'une collectivité internationale? Et lorsqu'en Angleterre nous avons éludé ces obligations, les réduisant le plus possible et faisant même entendre, dans une partie de notre presse, que nous avons l'intention de nous y soustraire, n'avons-nous pas donné beau jeu aux militaristes de France et d'autres pays continentaux qui ne sont déjà que trop peu disposés à s'en remettre à la Société du soin d'assurer la sécurité de leur pays? Nous devons montrer que nous entendons rester fidèles à nos obligations de solidarité internationale, quelles que soient nos spéculations, — spéculations optimistes, en ce qui me concerne, — au sujet de l'attitude de l'Amérique vis-à-vis d'une action de la Société contre un agresseur éventuel (1). »

Notons au passage l'allusion aimable aux « militaristes » de France et d'autres pays « continentaux ». Comme si, en Angleterre et aux États-Unis, les hommes responsables étaient disposés à renoncer à la protection fournie par les plus puissantes flottes du monde et « à s'en remettre à la Société des nations, du soin d'assurer la sécurité de leur pays »? L'aveu que l'Angleterre a « éludé les obligations » du Pacte n'en est pas moins net. Et lord Cecil ne manque pas de viser un des prétextes les plus courants de cette carence : le doute sur l'attitude éventuelle des États-Unis.

Ceux-ci ne sont pas membres de la Société des nations. Ils ne sont donc pas liés par son Pacte. Mais ils sont signataires et promoteurs du Pacte de renonciation à la guerre qui a fait de l'agression un crime international. Dès lors, l'idée de neutralité ne s'explique plus; bien plus, elle est devenue un des éléments les plus certains de l'anarchie internationale.

Il est heureusement des Américains de plus en plus nombreux qui le comprennent. Mais d'autres fort influents, comme M. Borah, le contestent encore et refusent même de s'engager, en cas d'agression, à se consulter avec la Société des nations sur les mesures à prendre, et, *a fortiori*, de renoncer à l'avance à fournir aucune aide, aucun ravitaillement à l'agresseur désigné par la Société des nations. Quel argument pour les « neutralistes » anglais qui affirment que leur pays ne peut

(1) Lettre ouverte publiée le 15 octobre 1931 par la *Hogarth Press* de Londres.

risquer, en appliquant les sanctions du Pacte et notamment le blocus des côtes de l'agresseur, d'être entraîné à un conflit avec les États-Unis, peut-être même à une guerre! Nous n'avons signé le Pacte, disent-ils, que parce que nous croyions que les États-Unis le signeraient aussi. Ils ne l'ont pas fait et nous ne pouvons interpréter les obligations du Pacte qu'en tenant compte de la situation ainsi créée.

La France non plus ne peut ignorer cette situation quand elle fait le bilan actuel des sécurités que certains affirment suffisantes pour que soient dès à présent possibles de « massives » réductions d'armements. En ce qui la concerne, elle a déjà, notamment par l'adoption du service d'un an, après la mise en vigueur des accords de Locarno, apprécié avec un large optimisme la valeur de ces sécurités, et elle y a adapté son organisation de défense nationale. Elle pense que ceux qui demandent à elle-même et à d'autres pays de nouvelles réductions d'armements, et se font ainsi juges des conditions de la sécurité de ces pays, assument du même coup des responsabilités positives au cas où cette sécurité viendrait à être mise en péril. Des conseils de cet ordre ne sont admissibles que s'ils sont accompagnés d'engagements formels et précis d'aide mutuelle.



Cette aide mutuelle peut d'ailleurs prendre des formes multiples. Ce serait certainement anticiper sur les travaux de la Conférence et faire un peu trop œuvre d'imagination que de prétendre les fixer ici. Il existe toutefois une de ces formes sur laquelle l'attention de l'opinion publique est particulièrement attirée par certains projets dont la presse a été récemment saisie et que leurs auteurs estiment de nature à augmenter la sécurité et à permettre une réduction des armements (1). Il s'agit de l'internationalisation de l'aviation et de sa mise à la disposition de la Société des nations.

L'aéronautique, arme nouvelle, constituée en effet, pour la part qui serait employée au bombardement par explosifs et éventuellement par engins porteurs de toxiques, le moyen d'action qui pourrait donner à une nouvelle guerre le caractère le plus

(1) Voir notamment *Revue Politique* du 15 novembre 1931, sous le titre : « Internationalisation des services publics de transports aériens. Organisation de l'assistance mutuelle aérienne. Limitation des armements. »

terrible et la rendre peut-être mortelle pour la civilisation.

Sans discuter ce qu'il peut y avoir d'exagéré dans ces craintes, ou de chimérique dans les projets conçus pour les écarter, bornons-nous à définir les termes du problème qui doit retenir l'attention de la Conférence de 1932.

La première idée qui vient à l'esprit est de supprimer purement et simplement l'aéronautique militaire pour tous les pays, qui se trouveraient ainsi mis sur le même pied.

Mais on se heurte immédiatement à deux objections.

Tout d'abord, pour une part qui comprend les appareils de reconnaissance, d'observation, ou de réglage d'artillerie et les appareils de chasse destinés à les protéger, et l'aviation du champ de bataille, l'aéronautique est nécessaire à l'emploi normal des autres armes dans les conditions modernes de la technique militaire et navale. Cette aéronautique de coopération peut être limitée, éventuellement réduite, mais ne peut pas être supprimée. Logiquement, la suppression ne devrait porter que sur les appareils spécialisés dans le bombardement. Il faudrait alors pouvoir tracer une ligne de démarcation très nette entre les appareils de bombardement et les appareils d'observation. Or, ils sont parfois du même type.

Cette difficulté n'est cependant pas la plus sérieuse. Ce qui rend le problème aussi complexe, c'est qu'il est pratiquement impossible de distinguer l'aviation civile de l'aviation de guerre. Nous n'en sommes pas encore au degré de différenciation qui s'est progressivement établi entre la marine de commerce et la marine de guerre. En fait, sauf de très rares exceptions, l'aviation dite civile est une entreprise commerciale qui ne paie pas. Elle vit de subventions et n'est le plus souvent qu'un moyen de constituer une aviation militaire potentielle, supplémentaire et camouflée, de maintenir en haleine un nombreux personnel de pilotes et de techniciens et d'entretenir des industries aéronautiques capables d'un grand rendement en temps de guerre. Des faits patents ont démontré que, malgré les dénégations officielles de l'Allemagne, telle est bien sa conception de l'aviation civile. Mais l'Allemagne n'est pas seule en cause. Que penser de certaines lignes régulières d'hydravions créées par l'Italie, par exemple entre Cagliari et Tunis ou entre Gênes, Marseille et Barcelone, quand on constate que le trafic de ces lignes en passa-

gers ou en marchandises est à peu près inexistant? N'y a-t-il pas là un entraînement continuuel d'équipages et un matériel tout prêt pour des bombardements éventuels et subits de Tunis, Toulon ou Marseille?

La suppression ou même la limitation de l'aéronautique militaire de bombardement n'auraient donc pas de sens, si on ne supprimait pas aussi l'aviation civile, ce qui est impossible.

Mais on peut, dit-on, internationaliser ou réglementer l'aéronautique civile dans des conditions et sous une surveillance de la Société des nations assez précises pour qu'aucun État ne puisse l'utiliser à des fins d'agression. D'autre part, l'aéronautique est une arme d'un emploi particulièrement rapide et efficace. On a donc songé à faire porter spécialement l'organisation de l'assistance mutuelle sur cette forme d'armements, au besoin en réservant la possession des appareils militaires les plus puissants à la Société des nations qui pourrait les employer immédiatement contre les rassemblements des forces armées, les terrains d'aviation, les transports de troupes d'un agresseur éventuel.

Cette conception est celle de la constitution d'une force armée internationale et, *a priori*, il n'y a pas de raisons pour la constituer uniquement avec de l'aviation. On répond souvent à cette objection que ce serait, dans cette voie, le premier pas et qu'il semble être, au moins du point de vue technique, le plus facile à accomplir. Quoi qu'il en soit, il faut s'attendre à voir ces divers projets discutés à la Conférence.

Il ne suffira pas d'ailleurs de pourvoir la Société des nations de moyens d'action. Il faudra donner des garanties que ces moyens seront, le cas échéant, mis en œuvre avec une rapidité suffisante. Ces garanties ne s'obtiendront que si on réussit à définir d'une façon précise, sinon tous les cas d'agression, ce qui est impossible, du moins les cas flagrants, tels que l'invasion d'un territoire étranger ou d'une zone démilitarisée en vertu d'accords internationaux, le recours à la guerre après avoir refusé de soumettre à l'arbitrage le différend en cause, etc... Œuvre d'autant plus utile que certaines discussions récentes à Genève ont fait ressortir des résistances, difficilement explicables, à reconnaître que, même dans des cas aussi nets, il y aurait *ipso facto* agression et que l'action collective contre l'agresseur devrait être entreprise sans délais.

III. — LA LIMITATION ET LA RÉDUCTION DES DÉPENSES D'ARMEMENTS

La résolution votée à Budapest le 27 mai 1931 par l'Union internationale des Associations pour la Société des nations stigmatise « la folie ruineuse des armements » et contient les passages suivants : « Chaque État doit être astreint à une limitation budgétaire de ses dépenses militaires, navales et aériennes... L'Union est d'avis que, sans préjudice des réductions qui devront intervenir relativement au personnel et au matériel et sous réserve de la répartition adéquate entre les divers États, la Conférence devrait aboutir à une réduction globale d'un ordre de 25 pour 100 sur l'ensemble des dépenses militaires. »

Le *Vade-mecum* du Conférencier précise que cette réduction se traduirait pour le monde par une économie de cinq milliards de francs-or. Il ajoute que, tout en réservant à la Conférence le soin de répartir la réduction à faire par les divers États, suivant qu'ils sont déjà désarmés, ou qu'ils sont menacés par des dangers spéciaux, il faut fixer à cinq milliards de francs-or l'économie que doit réaliser l'ensemble de l'humanité. « Que la conférence, s'écrie-t-il, ait le courage de proclamer dès le début ce postulat et nous serions étonnés si la masse des contribuables n'exigeait pas en tous pays sa part d'allègement des charges financières ! »

Évidemment, toutes les propositions démagogiques et simplistes sont assurées d'avoir la sympathie des masses jusqu'au moment où le bon sens populaire réagit, quelquefois un peu tard. Et, d'ailleurs, pourquoi seulement 25 pour 100 de réductions ?

Mais le problème est-il aussi simple ? Notons tout d'abord que la proposition peut se présenter ainsi : la réduction pourra ne pas être de 25 pour 100 pour chaque État, pourvu que, dans l'ensemble, l'économie soit de 25 pour 100. Ce n'est malheureusement là qu'une apparence, car il est évident qu'aucun État ne voudra réduire de 35 pour 100 et encore moins de 50 pour 100, pour permettre à un autre de ne réduire que de 15 ou de conserver son niveau actuel de dépenses. On serait donc bien vite amené à proposer de réduire dans la même proportion les dépenses de tous les États, et nous

serions ramenés à l'un de ces système de barèmes, proportions, ou « ratios » qui ont tous été, après examen, rejetés par les Commissions compétentes, au cours des travaux préparatoires de Genève.

Non seulement le principe même de ces systèmes est inacceptable, puisqu'il ne vise qu'à conserver à de moindres frais un équilibre entre les armements, au lieu d'organiser, pour le cas d'une agression, un déséquilibre certain au détriment de l'agresseur, mais encore il est inapplicable, sauf dans des cas exceptionnels. Il est possible en effet que, pour certaines catégories d'armements, tels que les armements navals, des réductions proportionnelles entre les tonnages d'États placés dans des circonstances relatives favorables, sauvegardent dans une mesure acceptable l'équilibre de leurs forces. Mais on ne saurait généraliser ce procédé.

Les armements terrestres et aériens d'un pays, et même ses armements navals, si ses côtes sont la continuation de celles de ses voisins ou sont proches de ces dernières, ne sont pas en effet fonction seulement des armements de ses adversaires. Ils dépendent aussi de ses conditions géographiques, et spécialement de la longueur et du degré de vulnérabilité de ses frontières ou de ses lignes de communication, ainsi que des charges auxquelles il doit faire face, par exemple pour maintenir l'ordre dans ses territoires d'outre-mer. Beaucoup de ces charges ou sujétions sont irréductibles. De deux pays, celui dont les frontières sont vulnérables et proches de ses centres vitaux ou qui a la responsabilité d'un empire colonial, se trouvera beaucoup plus atteint que l'autre, si on applique à tous les deux le même coefficient de réduction pour l'ensemble de leurs dépenses d'armements. Le second pourra en effet répartir la réduction sur l'ensemble de ses armements, tandis que le premier devra la concentrer sur les seules parties réductibles qui devront être dès lors réduites dans des proportions inadmissibles, modifiant en tout cas totalement l'équilibre des armements des deux États, équilibre que l'on prétend sauvegarder.

Cependant, ce ne serait pas encore là l'injustice la plus grande. La proposition de Budapest est née de la constatation, qualifiée de scandaleuse, que l'ensemble des dépenses mondiales d'armement atteint actuellement le même niveau qu'en

1914, compte tenu des variations de la valeur nominale des monnaies et de leur pouvoir d'achat. Or, dit-on, on était en 1914 à la veille de la guerre et en pleine « fièvre » des armements. Est-il admissible que, douze ans après la paix, on dépense encore autant pour s'armer?

Mais à qui la faute? D'abord, à la technicité, qui dans tous les domaines coûte cher. Armes automatiques, avions, sous-marins, engins motorisés, sont, par rapport à 1914, des causes de dépenses supérieures. Ensuite, à l'élévation du niveau général d'existence qui a conduit à une augmentation du bien-être des militaires (solde, logement, vêtement) et à un accroissement des salaires des ouvriers travaillant à la fabrication des matériels de guerre. Il en résulte que les armées et les flottes coûtant plus cher qu'en 1914, le monde de 1931, bien que dépensant pour ses armements autant qu'en 1914, est en réalité beaucoup moins armé.

C'est encore trop, dira-t-on? Serait-il cependant juste d'appliquer à tous les États le même coefficient de réduction sans examiner auparavant l'évolution des dépenses d'armements de chacun d'eux depuis 1914? Serait-ce juste, quand on constate, par exemple, que la France, malgré l'augmentation du coût des armements, a maintenu ses dépenses à peu près au même niveau, tandis que l'Italie a augmenté les siennes de plus de 40 pour 100 et que les États-Unis ont presque doublé les leurs. Ces augmentations sont peut-être explicables. Il n'en est pas moins impossible d'admettre qu'on n'en tienne pas compte.

Arbitraire et très probablement injuste dans son application, telle est la méthode qui consiste à fixer *a priori* un certain pourcentage de réduction aux dépenses d'armements.

Une autre méthode, d'inspiration analogue, est parfois proposée. Elle consisterait à établir une relation entre les dettes de guerre et les dépenses d'armements, en apportant aux premières une certaine réduction, sous réserve que les secondes subiraient une réduction semblable.

Sans doute, on peut admettre que les États créanciers qui consentiraient à réduire leurs créances, en vue d'atteindre un but bien déterminé, l'amélioration de la situation économique générale, seraient fondés à demander l'assurance que les économies ainsi réalisées par les États débiteurs ne pourraient pas être utilisées par ceux-ci à des armements. Mais, pour obtenir

cette garantie, il suffirait que la réduction des dettes ne fût pas suivie d'une augmentation des dépenses d'armements. Et cette condition serait remplie par une limitation de ces dépenses aux niveaux actuels sans qu'une réduction fût nécessaire.

Toutefois, la question peut se présenter sous un autre aspect. Les États créanciers verront, si les dettes de guerre sont réduites, diminuer les ressources de leur budget. Ce sera certainement le cas des États-Unis, et ce pourrait être le cas de la France, s'il y avait diminution ou nouveau moratoire des annuités inconditionnelles pour les réparations. Ces États, pour équilibrer leur budget, devraient réduire leurs dépenses publiques, y compris sans doute leurs dépenses d'armements. Dans ce cas, affirme-t-on, ces États seraient en droit de demander aux autres États, bénéficiaires ou non de l'abolition des dettes de guerre, de réduire aussi leurs dépenses d'armements, dans les mêmes proportions, afin qu'il y ait réciprocité d'obligations, maintien de l'équilibre actuel et des conditions relatives de sécurité.

2. Nous retrouvons ici, une fois de plus, l'idée de l'équilibre ou de la relativité. Et ce n'est pas parce que ce problème se trouverait posé sous l'aspect des dépenses plutôt que sous celui des effectifs ou des matériels, qu'une réduction des armements pourrait être rendue indépendante des conditions de sécurité particulières à chaque pays et d'une organisation de garanties d'assistance mutuelle en cas d'agression.

La même objection vaut contre la thèse d'après laquelle une réduction automatique des dépenses d'armements, parallèlement à une réduction des dettes de guerre, serait nécessaire pour aider au rétablissement de la confiance indispensable à l'amélioration de la situation économique.

Il faut surtout à la crise actuelle des remèdes immédiats. Or les institutions militaires ne se prêtent pas à des transformations brusques. Une réduction des dépenses d'armements ne pourra donc être que très progressive. En outre, au cours des discussions récentes à Genève sur la trêve des armements, plusieurs délégués, qui n'étaient pas français, ont cru devoir attirer l'attention sur les conséquences regrettables que pourrait avoir un arrêt brusque de certaines industries d'armements et de constructions navales, en aggravant le chômage dans divers pays.

Tous les procédés empiriques pour réduire *a priori* les dépenses d'armements, indépendamment des conditions de sécurité, ne soulèvent donc pas seulement les plus graves objections de principe, mais ils ne paraissent même pas d'une efficacité certaine et rapide pour atteindre les buts économiques qu'ils se proposent. Dès lors, ne vaut-il pas mieux à tous égards porter l'effort de la Conférence sur une organisation rationnelle de la paix, qui, en assurant la sécurité de tous les pays, permettrait certainement une réduction des armements et des dépenses d'armements au moins aussi rapide et sans doute plus complète que par tout autre moyen ?

* * *

Ces conditions politiques, réalisées, et suivant la mesure dans laquelle elles le seront, il faudra cependant conclure une convention limitant les armements aux chiffres qui auront été déterminés sur ces bases. Parmi les méthodes de limitation qui sont actuellement prévues, la limitation par les dépenses est intéressante et complexe ; elle sera certainement très discutée. Il est donc utile de donner quelques précisions sur le système proposé par les experts de la Société des nations.

La première notion est que toute comparaison des dépenses d'armements de plusieurs États, pour être équitable, doit tenir compte de tant de facteurs qu'elle apparaît toujours difficile, et souvent impossible. Ce n'est pas que la France ait à craindre une telle comparaison. Bien que sa politique strictement défensive et sa situation géographique l'obligent à se tenir toujours prête à faire face à une agression, à la fois sur terre, sur mer, et dans les airs, elle ne vient qu'au quatrième rang pour les dépenses globales d'armements avec environ 14 milliards de francs, après l'Empire britannique (19 milliards 600 millions, dont 18 milliards pour la Grande-Bretagne et les Indes), après les États-Unis (18 milliards) et après l'Union des Républiques soviétiques (près de 17 milliards). L'Italie avec 8 milliards 400 millions, le Japon avec 6 milliards 600 millions, l'Allemagne avec 4 milliards 300 millions ne viennent qu'ensuite. On ne peut cependant pas en conclure avec certitude que l'Empire britannique et les États-Unis soient plus armés que la France et que celle-ci le soit plus que l'Italie ou l'Alle-

magne. Les situations ne sont pas identiques, les organisations militaires non plus, les coûts de fabrication des armements et d'entretien des forces sont différents, etc. Est-ce à dire que les dépenses ne sont pas un critère acceptable pour mesurer les armements d'un pays? Oui, si on veut établir entre les États des barèmes mathématiques. Mais le but étant de limiter les armements de chaque pays, la limitation de ses dépenses est un excellent moyen d'y parvenir. En outre, ce procédé a le grand avantage d'éliminer les questions irritantes, telles que celle de la parité. On voit difficilement, en effet, le gouvernement d'un État expliquer à ses contribuables que, pour des raisons de prestige national, il a tenu à avoir le même chiffre de dépenses que tel ou tel autre État.

Le procédé peut donc être commode. Est-il efficace? A cet égard, il est difficile d'apporter des preuves. Sans doute des dépenses peuvent être camouflées; des États de mauvaise foi peuvent falsifier leur comptabilité ou, par des moyens divers, se procurer des armements, sans que la dépense apparaisse directement dans les comptes publics. Tout ce que l'on peut affirmer, c'est qu'il est encore plus facile de dissimuler des matériels, sauf peut-être des navires, et d'accroître, sans vérification possible, des effectifs bien au delà des limites fixées, que de dissimuler les dépenses correspondantes. Les dépenses n'apparaissant pas dans les comptes publics ne peuvent être que restreintes; quant aux autres dépenses, une falsification systématique de ses comptes exposerait un gouvernement à bien des dangers du côté de ses comptables et supposerait la complicité des plus hauts corps de l'État, tels que la Cour des comptes.

En fait, dans tous les États, les dépenses publiques sont l'objet de vérifications et d'authentifications dont les résultats sont publiés. C'est notamment cette constatation qui a conduit les experts de la Société des nations à proposer de faire porter la limitation sur les paiements effectués et non sur les crédits qui figurent dans les budgets votés et qui ne sont que des prévisions. Cela ne veut pas dire que le vote des budgets n'ait pas de sens. Des mesures devront être prises pour qu'on puisse s'assurer qu'aucun État ne se fait ouvrir plus de crédits qu'il le doit, s'il a l'intention de se tenir, pour ses dépenses, au-dessous de la limite qu'il aura acceptée. Mais la contexture des

budgets et leur signification juridique varient trop suivant les pays et il y a trop de crédits qui, sans être dissimulés, font cependant l'objet de comptes hors budget, pour qu'on puisse fonder une limitation sur les crédits budgétaires.

D'autre part, il faut être sûr d'atteindre toutes les dépenses et pour cela en dresser une liste complète ; il faut en permettre la vérification grâce à une présentation uniforme des comptes au moyen d'un relevé-type du même modèle pour tous les pays, accompagné, pour chaque pays, de tableaux de concordance avec les rubriques de ses budgets et comptes particuliers. Il faut aussi une certaine souplesse permettant, dans des conditions évitant tout abus, de reporter sur l'année suivante les dépenses autorisées pour une année, mais que des circonstances diverses auraient empêché d'effectuer. Il faut enfin tenir compte des variations possibles du pouvoir d'achat des monnaies.

Les experts de la Société des nations se sont efforcés de résoudre ces difficultés. La Conférence dira s'ils y sont parvenus. Ce n'est d'ailleurs pas l'adoption du système qui soulèvera le plus gros débat, mais bien la détermination des chiffres de limitation.

LA POSITION DE LA FRANCE

L'exposé qui précède n'a pas la prétention d'épuiser un sujet aussi étendu et aussi complexe que celui de la limitation et de la réduction des armements en relation avec le problème de la paix organisée. Il s'est borné à marquer quelques jalons qui permettront au lecteur de suivre des débats qui promettent d'être très animés et dont les conséquences peuvent être graves.

La France les aborde sans arrière-pensée. Mais si son passé et la cause de la paix lui font un devoir de se montrer généreuse et largement compréhensive, ils lui interdisent en revanche d'être la dupe des mysticismes, des égoïsmes, et des hypocrisies, ou de compromettre sa sécurité, et avec elle celle de l'Europe, en faisant le jeu des fauteurs de guerre de revanche, de guerre d'expansion, ou de guerre sociale, qui, avec plus ou moins de cynisme, montrent qu'ils attendent surtout, de la Conférence de 1932, les moyens de réaliser plus facilement leurs desseins.

« Quelqu'un se risquerait-il à dire que la Société des

nations est en ce moment en état de garantir la sécurité contre toute nation à une France désarmée ? » demandait le 24 novembre 1931 le cardinal Bourne, archevêque de Westminster. « Il n'est pas de l'intérêt immédiat de la paix européenne que l'armée française soit sérieusement réduite, elle est à présent le facteur principal de la stabilité de l'Europe et tout affaiblissement de ce facteur peut ouvrir les barrières qui protègent l'Europe », déclarait M. Winston Churchill le 29 juin 1931 à la Chambre des communes en soulignant les dangers que représente la Russie.

En tout cas, s'il y a encore des rivalités et des menaces d'une reprise de la course aux armements, la France n'en est pas responsable. Depuis dix ans, elle s'est constamment attachée à adapter son système d'organisation de défense nationale et ses dépenses d'armements aux conditions spéciales de sa sécurité. En particulier, par l'adoption du service d'un an, elle a transformé son armée permanente en une armée d'instruction, en une armée « école », dont les effectifs instruits, relativement peu nombreux et relativement peu instruits, ne sont immédiatement utilisables que pour la couverture des frontières. Elle a, d'autre part, limité sa marine et son aéronautique dans des conditions telles qu'elle n'a pas la certitude de pouvoir faire face à tous les dangers pouvant la menacer à la fois.

En restant fidèle à ses traditions démocratiques qui lui imposent tout ensemble de réduire au minimum les obligations militaires des citoyens et de sauvegarder les principes de ses obligations égales pour tous, elle a dû adopter un système de défense nationale relativement coûteux. Les effectifs du service d'un an ne sauraient avoir une cohésion et une solidité suffisantes, sans laquelle ils ne pourraient même pas jouer leur rôle purement défensif de couverture des frontières, s'ils ne pouvaient s'appuyer sur une organisation de ces frontières et s'ils n'étaient pas pourvus de cadres de carrière assez nombreux. Cette dernière sujétion s'impose particulièrement aux armes techniques, à la marine et à l'aviation. La faible durée du service des appelés exige d'autre part l'emploi de professionnels dans tous les services nécessaires à la vie de l'armée, la constitution de forces de police et de gendarmerie spécialisées, enfin le recours surtout à des indigènes et à des

engagés ou rengagés pour la garde des territoires d'outre-mer. En outre, devant toujours être prête à faire immédiatement face à une agression, au lieu de pouvoir choisir son heure ou disposer de délais suffisants pour préparer sa défense, la France doit posséder des matériels relativement nombreux qui se démodent vite et dont l'entretien, la modernisation et le renouvellement sont onéreux.

Il est possible que, pour certains pays, l'adaptation et la réduction de leurs armements et de leurs dépenses d'armements aux conditions actuelles de la sécurité n'aient pas été faites et qu'une partie de leurs armements soit en quelque sorte du luxe ou du superflu, répondant moins à des besoins défensifs qu'à des considérations de prestige, ou même à des intentions d'agression. Ce n'est certes pas le cas de la France. Ses dépenses d'armements, notamment, sont le résultat de son système de défense nationale. Celui-ci est lui-même la conséquence d'une réorganisation ayant eu pour effet de la réduire au minimum compatible avec les conditions actuelles de sécurité.

D'importantes réductions de dépenses ou d'armements ne seraient donc maintenant possibles qu'en modifiant le système et celui-ci ne pourrait l'être que grâce à une transformation des données du problème auquel il répond, et, en premier lieu, des conditions de la sécurité, non seulement de la France, mais aussi de l'ensemble des États constituant l'organisation solidaire qui est à la base de la Société des nations. En demandant le développement et le renforcement de cette organisation, la France n'a pas seulement en vue ses intérêts : elle a la certitude de servir ceux de tous les États de bonne foi. Depuis que les adversaires de ses thèses ont dû renoncer à éliminer du débat la notion de sécurité, ils se sont ingéniés à obscurcir et à déformer cette idée. Ils affirment que la sécurité sera obtenue par le désarmement et par l'égalité du régime des armements, ou encore qu'elle résultera de l'arbitrage et du désarmement. A ces formules équivoques, la France oppose un système complet et clair d'organisation de la paix : la sécurité préparée par l'arbitrage et l'assistance mutuelle, qui permettrait la réduction des armements.

* * *

MADAME CLAPAIN

QUATRIÈME PARTIE (1)

I

IL faut ici revenir en arrière. La lettre d'Ursule en effet n'était qu'une des moindres conséquences d'une action générale dont Langres, dès le départ d'Ida, était devenu le théâtre.

On imagine difficilement la rapidité et surtout la violence avec lesquelles, en certains cas, un fait d'apparence insignifiante arrive à exciter l'opinion en province. Donc, un matin, on avait vu à la même heure Ursule suivre le convoi de Mme Clapain et Ida se diriger vers la gare : deux actes en somme très naturels, le premier marquant le bon cœur d'Ursule, le second justifié sans doute par un motif légitime. Si Langres devait s'émouvoir chaque fois qu'un de ses habitants prend le train, qu'y deviendraient les cerveaux ? Mais associés au souvenir du drame de la place Saint-Martin, commentés par des personnes intéressées, ces actes, au contraire, ne pouvaient que paraître extraordinaires et aviver les soupçons.

Tout d'abord, la présence de la seule Ursule derrière le cercueil de la suicidée prouvait qu'un dissentiment profond séparait désormais deux sœurs unies jusqu'alors, et quelle cause lui attribuer, sinon le rôle probablement différent de chacune, dans la mort de la mystérieuse pensionnaire ?

Copyright by Edouard Estaunié, 1932

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 décembre 1931, et 1^{er} janvier 1932.

D'autre part, on savait pertinemment que les sœurs Cadifon étaient de ces personnes qui ne voyagent pas. On ne les voyait jamais partir en vacances. On ne leur connaissait pas de relations dans les environs. Or, à l'étude Henriceau, le personnel ne se fit pas faute de révéler la hâte d'Ida et l'emprunt d'une somme importante pour un voyage. Devant de tels détails supplémentaires, la pensée d'une fuite en prévision d'enquête s'imposait. Après l'annonce du suicide, seuls quelques audacieux avaient risqué : « Ne conviendrait-il pas de rechercher comment au juste les choses se sont passées ? » En présence de cette fuite d'Ida, aussi soudaine qu'inexplicable, l'opinion devint unanime et put se formuler ainsi : « Les deux sœurs se seraient-elles quittées de la sorte, s'il n'y avait eu *quelque chose* ? »

Quelque chose, voilà le mot grave. Tant qu'on ne le prononce pas, l'opinion demeure libre de flotter. A peine a-t-il paru que chacun prétend lui donner une forme.

Quand, vers trois heures, parut l'article de *l'Éclaireur*, on vit bien en effet qu'il répondait au désir unanime de lecteurs en train d'imaginer ce que recouvrait ce « quelque chose » et réduits à lui octroyer des aspects contradictoires sans autre lien que le nom des accusées, à savoir les Cadifon.

Tel fut en particulier le cas au Cercle républicain où, le docteur Coin s'étant permis de déclarer stupides les élucubrations de la feuille de chou, il s'ensuivit une dispute qui faillit tourner au pugilat.

— Après tout, suggéra le notaire Henriceau, qui nous prouve la réalité du suicide ?

— Voulez-vous me dire, répliqua M. Coin arrogant, comment vous vous y prendriez pour faire avaler de force à une personne valide deux tubes de véronal ?

— Cependant... objecta le sous-préfet.

— Il n'y a pas de cependant : on ne prétend pas, je pense, m'apprendre ici la médecine légale, ni me faire croire qu'au temps du téléphone, de la T. S. F. et autres fariboles, c'est-à-dire de la Science, on peut assassiner une femme sans que je m'en aperçoive !

— Et moi, riposta le sous-préfet que la renaissance de cette histoire exaspérait, j'affirme qu'à aucune époque il ne se commet plus de crimes ignorés.

Du coup, M. Coin se dressa derrière sa table.

— Pendant que vous y êtes, affirmez donc que je suis de connivence avec les assassins !

De son côté, le sous-préfet s'était aussi levé. On se précipita, redoutant qu'à de telles paroles ne succédassent des arguments violents ; mais non, simplement, comme au jour du suicide, le sous-préfet voulait aller au téléphone, histoire de déverser sur la police la trombe qui met fin à l'orage.

Justement Dancy, à son bureau, se trouvait lui-même en cours de bataille avec des communications interurbaines. C'est le privilège de certains êtres qu'ils s'imposent à la curiosité. Depuis qu'il avait examiné les mains de M^{me} Clapain, Dancy en gardait l'obsession. Après s'être intéressé d'abord à Ida, peut-être s'intéressait-il plus encore au mystère d'une morte anonyme que son intuition lui révélait redoutable. Donc, persuadé que l'affaire Angélique Mirot tenait de très près à l'affaire Clapain, doutant d'autre part qu'Ida réussit à ramener de Blaizot des indications intéressantes, il s'était attelé depuis le matin à l'appel par téléphone des diverses maisons d'aliénés de la région. « Ne soigneriez-vous pas par hasard une dame dénommée Mirot, ou encore Cadifon, ou même Angélique ? » demandait-il chaque fois. N'ayant jusqu'alors obtenu que des réponses négatives, on devine son irritation quand, à la place du nouveau correspondant attendu, il découvrit le sous-préfet au bout du fil. L'entretien manqua d'aménité. La conclusion seule en importe, et ce fut Dancy qui la donna :

— Je n'ai attendu personne pour faire mon devoir, mais je prétends aussi rester maître de mes moyens. Si demain ou après-demain, vous apprenez que j'ai pris le train, cela prouvera que j'ai découvert un filon, mais je ne vous informerai qu'après résultats acquis.

Le même soir, à l'heure du chien et loup, une main discrète glissait *l'Eclaireur* sous la porte Brochard. Si Ursule avait alors surveillé la place, sans doute aurait-elle constaté que M^{me} Cormier rentrait à ce moment chez elle, mais Ursule se trouvait occupée dans sa cuisine : elle ignore donc à qui elle devait d'être si obligeamment renseignée.

Quand elle prit connaissance du journal, elle crut défaillir. Il faut se rappeler que depuis l'arrivée de M^{me} Clapain, elle jouissait de la tranquillité que donne le devoir accompli. Le

suicide même n'avait troublé cette totale sécurité qu'en raison des inquiétudes financières qui paraissaient devoir le suivre. Mais de là à partager les sentiments d'Ida, à supposer surtout qu'on en viendrait aux odieuses insinuations de *l'Éclaireur*, quelle distance !

Brusquement elle entrevit un gouffre ouvert par sa faute. La nuit qui suivit fut affreuse. En vain Ursule avait-elle écrit aussitôt le billet qu'on a vu : elle ne savait plus que calculer les heures la séparant du retour demandé, et s'accuser d'avoir méconnu sa sœur. Que de fois le contact quotidien nous enlève le sens exact des rapports auxquels il donne lieu ! Dans une chambre close où lentement l'atmosphère ne cesse de se vicier, il suffit aussi d'une soudaine ouverture de fenêtre pour s'apercevoir que l'asphyxie commençait. A la lumière de *l'Éclaireur*, Ursule comprenait enfin que son dissentiment avec Ida allait bien au delà de Mme Clapain, et que leur affection réciproque s'y jouait. Simple et bonne, elle se désola d'y avoir donné prétexte et pleura.

Après cela, une journée à subir, puisqu'au mieux Ida ne pouvait reparaitre avant quarante-huit heures.

L'attente est l'épreuve des âmes. Pour savoir attendre, il faut être fort et capable de diriger sa pensée. Ursule qui n'avait jamais attendu, parce qu'elle n'avait non plus jamais rien désiré, sentit au cours de ces nouvelles heures la vie se retirer d'elle. Désorientée, elle errait à travers la maison. Quand, à deux heures, un crieur annonça de nouveau *l'Éclaireur*, elle se précipita pour l'acheter, et l'ouvrit en tremblant. A son grand soulagement, elle n'y trouva rien. Peu au courant des artifices de la presse en vue de tenir en haleine la curiosité des lecteurs, elle crut à l'abandon d'une campagne reconnue insoutenable. Cette impression candide et la certitude que sa lettre était arrivée désormais, aidèrent à la reconforter. Que serait-elle devenue, si elle avait aperçu Ida en train de cheminer au même instant sur la route de Froidure, le cerveau à mille lieues de Langres ? L'ignorance a des grâces que l'on devrait plus souvent remercier.

Si long qu'il nous paraisse, le temps consent à s'effriter. Cinq heures à Saint-Martin. Une nuit encore, et demain retour d'Ida. D'ici là, s'efforcer, du moins, de se reprendre, grâce au silence et à la solitude qui oppressent la maison...

Telle une réponse ironique, ce fut à ce moment qu'une sonnerie retentit à l'entrée. Les gestes automatiques nous commandent, surtout dans les circonstances graves, parce qu'on les contrôle moins encore que d'habitude. Ursule, qui tremblait à la pensée de rencontrer âme qui vive, se précipita pour ouvrir et ne mesura son tort qu'après avoir déjà tourné le pêne. Elle acheva donc de tirer la porte et recula d'effroi à la vue de deux robes noires.

— Ah ! mademoiselle Ursule, bien heureux de vous trouver ! Je passais, et voyant que madame allait chez vous, je n'ai pas résisté au désir de venir avec elle vous exprimer, ainsi qu'à votre sœur, ma sympathie.

M. le chanoine Bordier se tourna ensuite vers la seconde robe noire :

— Mais je vous en prie, madame, passez la première.

Et Mme Cormier en personne, obéissant à l'invitation, à son tour se montra.

Il y avait à l'évidence quelque chose d'effrayant dans cette double apparition. M. Bordier n'ayant jamais reparu depuis sa nomination au canonat, Mme Cormier, bien que porte à porte, ayant jusqu'alors négligé de franchir le seuil des Cadifon.

Tremblante, Ursule murmura :

— C'est que ma sœur n'est pas là, et moi-même...

— Je le savais... comme tout le monde, répliqua aussitôt Mme Cormier : aussi est-ce bien vous seule que je désirais voir.

— Quant à moi, j'ignorais... balbutia M. Bordier : toutefois, dès lors que vous voici, la visite n'en sera pas moins bonne.

Tout en parlant, ils pénétraient. Obligée de céder, Ursule, après hésitation, désigna la chambre d'Ida :

— Si vous voulez vous donner la peine d'entrer là... Vous m'excuserez pour la poussière...

— Peu importe celle-ci, dit allègrement M. Bordier, allant droit à un fauteuil.

Mme Cormier fit de même ; seule Ursule s'installa sur une chaise.

M. Bordier n'avait pas changé de dimensions en changeant de position. Il gardait intacte également son ancienne expression de paix confortable, à peine troublée ce jour-là par une envie d'être indiscret.

M^{me} Cormier, elle, possédait un air de dignité et on ne savait quoi de pointu, qui émanaient de toute sa personne. Rencontrant son ancien curé devant la porte, elle avait d'abord hésité à entrer avec lui, mais en fin de compte jugé la circonstance propice à son dessein.

La seule façon dont chacun maintenant était assis, suffisait à révéler l'état des âmes : Ursule, en bord de chaise, respirant l'anxiété; M. Bordier, bien calé contre son dossier, l'œil luisant d'une curiosité prête à se satisfaire du moindre grain de mil; M^{me} Cormier enfin, le dos en piquet, sourcils barrés, et manifestement résolue à lever le siège sitôt communication faite.

Pénétré de son sujet, M. Bordier commença :

— Eh bien! chère demoiselle, que d'ennuis pour vous, et quel événement imprévu! Car j'avais eu le plaisir de m'entretenir avec la défunte, et c'était une chrétienne.

Ursule s'inclina sans répondre. La voix de M^{me} Cormier affirma en mineur :

— De la part d'une chrétienne, le suicide, en effet, paraît chose improbable.

C'était dit au chanoine et non à Ursule qui, en ce moment, semblait n'exister ni pour l'un, ni pour l'autre.

— Improbable, répéta le chanoine, mais toujours possible, car dans le cas présent on ne saurait douter, hélas! que... bref, hier, en constatant la tournure que prenaient les choses, l'idée m'est venue... je n'ai pas cru pouvoir m'abstenir, et me voici, apportant à mes chères paroissiennes d'autrefois l'assurance de mon estime, au besoin, le réconfort de ma présence.

Cette fois, Ursule parvint à répliquer :

— Je vous remercie, monsieur le chanoine, et quand j'informerais ma sœur de votre démarche...

— Mais, interrompit de nouveau la voix en mineur de M^{me} Cormier, votre sœur, d'après ce qu'assure mon notaire, n'est-elle pas partie pour très longtemps?

Ravi de voir aborder par une autre le sujet qui l'intéressait, M. Bordier se hâta de poursuivre :

— Après tant d'émotions, rien de plus naturel que M^{lle} Ida ait éprouvé le besoin de se remettre au grand air : mais, telle que je la connais, elle reviendra bientôt, n'est-il pas vrai?

Ursule fit un geste évasif, et résolue à ne rien livrer au sujet du rappel de sa sœur :

— Je le suppose, répondit-elle d'un air las qui ne laissait aucun doute sur son désir d'abrégier l'entretien.

— Il serait désirable que vous en soyez sûre, reprit vivement M^{me} Cormier tournée enfin vers elle, surtout s'il est exact que votre sœur soit seule à traiter vos affaires.

— Dites, madame, que nous prenons toujours nos décisions en commun, ce qui signifie que je ne me désintéresse d'aucune...

— En ce cas, je ne regrette pas ma venue, et en me poussant à m'adresser à vous, Henriceau a eu raison.

— Henriceau? répéta Ursule. S'agirait-il encore?...

— Du projet de vente de votre maison, oui.

— Quoi! s'écria le chanoine, ces demoiselles envisageraient...

— Jamais de la vie! jeta Ursule. Il s'agit d'une proposition déjà écartée. J'ignorais qu'elle vint de madame. Mais peu importe, nous sommes là, nous y resterons.

— Même aux dépens de votre tranquillité? reprit paisiblement M^{me} Cormier. J'espérais que depuis hier vous auriez du moins réfléchi, sinon changé d'avis.

Ursule, à ce rappel de l'article abominable, venait de se dresser :

— Changer d'avis, madame, serait avouer que nous craignons quelque chose, et vous ne verriez pas ici M. le chanoine, si nous n'étions d'honnêtes filles, n'ayant rien à nous reprocher!

Aux derniers mots, elle avait semblé prendre à témoin M. Bordier. Celui-ci affirma :

— D'honnêtes filles, certes!...

Inquiet en même temps de la tournure imprévue que prenait l'entretien, il se leva :

— Toutefois, je vois aussi qu'il est question d'affaires, et ma présence paraissant devenir indiscrete...

— Nullement, monsieur l'abbé, c'est moi qui vous prierais de rester, se récria M^{me} Cormier, très certaine que vous m'appuieriez auprès de mademoiselle, dès qu'elle aura entendu le peu qui me reste à dire.

Puis revenant à Ursule :

— Si persuadés que nous soyons de votre honnêteté, nous ne pouvons ignorer ce qui s'écrit ou se raconte. En s'éloi-

gnant, votre sœur a vraiment pris le bon parti et la sagesse pour vous serait de l'imiter.

— Non, madame, coupa Ursule fermement.

— Même si je me faisais forte d'arrêter alors une campagne, dont, je le crains, vous ne voyez que le début ?

Épouvantée, Ursule se tourna vers M. Bordier :

— Croyez-vous donc qu'on oserait...

— Oh ! balbutia celui-ci, je ne crois rien : la presse et moi sommes si éloignés !... Madame, en revanche, semble munie d'informations... troublantes.

Pris entre deux feux, son regard allait alternativement d'Ursule à M^{me} Cormier, avec le désir d'approuver chacune tour à tour.

Impassible, M^{me} Cormier reprit :

— Informée ou non, j'ai le goût des positions nettes. Mademoiselle se refuse à admettre qu'en acceptant dès aujourd'hui le principe de... son départ de Langres, elle couperait court à ses ennuis soit, voilà qui règle tout pour aujourd'hui. En revanche, il me paraît probable que demain, dans quelques jours au plus, elle changera d'opinion, et dans ce cas je lui demande de m'accorder l'option pour la maison, à prix égal s'entend, car...

Ici une pause légère, sans doute pour appuyer sur la finale et obliger à en déguster le fiel :

— ... Car je n'achète pas par surprise, moi, et ne recommencerai pas, aux dépens du vendeur, les manœuvres qui lui permirent jadis de s'installer à la place qui me revenait.

Un nouveau coup de sonnerie couvrit les derniers mots.

— Encore ! murmura Ursule, décidée cette fois à ne pas ouvrir.

Mais elle avait compté sans M. Bordier, trop heureux de sauter sur l'occasion d'échapper à sa situation gênante :

— Ne vous dérangez pas, mademoiselle : puisque je suis debout, c'est moi qui vais répondre.

Il se précipita vers le couloir. On l'entendit ensuite échanger un colloque à mi-voix ; après quoi, il reparut, le visage contracté par un émoi extraordinaire.

— Quelqu'un vous demande à la porte.

Ursule eut une exclamation angoissée :

— Savez-vous qui ?

— C'est... je crains bien d'avoir reconnu le... commissaire de police.

Triomphante, M^{me} Cormier se leva :

— Que disais-je, mademoiselle ? Vous n'attendrez pas à demain pour me donner raison. D'autre part, ce que je demande ne vous engage qu'en cas de vente. Il s'agit d'une préférence, rien de plus...

— La préférence... en effet... cela n'engage pas... si vous voulez... balbutia Ursule, accablée par ce nouvel imprévu.

Ayant peine à tenir sur ses jambes qui flageolaient, elle gagnait le seuil :

— Ah ! vous êtes témoin, monsieur l'abbé, elle a promis ! Et maintenant, mademoiselle, rassurez-vous, je vous laisse, nous vous laissons à toutes vos occupations...

Droite, sèche, M^{me} Cormier quittait la chambre. L'abbé Bordier suivait, marmonnant des phrases incompréhensibles qui étaient dans sa pensée aussi bien des encouragements que des regrets de sa venue. Arrivés à l'entrée, ils saluèrent un monsieur qui les dévisagea au passage sans déguiser son impatience. Ursule les vit ensuite, telles des ombres, s'évanouir dans la nuit de la place.

— En hâte : un mot seulement, commença Dancy, — car M. Bordier ne s'était pas trompé, c'était bien lui, — quels sont les prénoms de votre sœur ?

— Ma sœur ? répéta Ursule de plus en plus décontenancée : elle s'appelle Ida. Je croyais que vous ne l'ignoriez pas.

— Je parle de M^{me} Mirot.

— Quoi ! sauriez-vous qu'Angélique ?...

— Je ne sais pas, riposta Dancy impatient, je vais savoir, ce qui revient à peu près au même pour le moment. Ne se nommait-elle pas Isaure-Angélique ?

— En effet.

— Pas de photographie d'elle ?

— Non.

— Tant pis : au plaisir de vous revoir, mademoiselle... Ah ! un dernier renseignement. Cette dame en noir, tout à l'heure ?

— Notre voisine, M^{me} Cormier.

— Parfait, l'air d'un corbeau. Prendre garde à ce genre d'animal. A une autre fois, mademoiselle, je n'ai que le temps.

Adossée au mur, effondrée à la pensée que la police connais-

sait peut-être la folie d'Angélique, Ursule regarda la silhouette de Dancy disparaître dans l'ombre, comme avaient fait auparavant celles du chanoine et de Mme Cormier.

— N'aurais-je pas dû me taire ? se demandait-elle.

Jamais elle n'avait ainsi compris à quel point Ida lui manquait. Jamais non plus elle n'avait ressenti pareil abandon dans la solitude.

Dancy, au même moment, tirait de sa poche un télégramme venu de Blaizot et le relisait.

— Cette Ida aurait-elle été plus maligne que je ne m'y attendais ? songeait-il. A moins que...

Un sourire de fatuité l'éclaira :

— Après tout, ce ne serait pas si bête !... En attendant, allons nous assurer d'abord à l'hospice de Cramans si par hasard la malade dénommée Isaure-Angélique ne serait pas née tout bonnement Cadifon...

Ainsi, ce soir-là, à Langres comme à Blaizot, chacun obéissait à la morte. Ursule, la dernière, venait d'entrer en lice. De tous, n'était-elle pas d'ailleurs la plus à plaindre, elle qui, ayant toujours cru en M^{me} Clapain, se découvrirait soudain, et grâce à celle-ci, entraînée vers une catastrophe inconnue?..

II

Les décisions réalisées laissent après elles un bien-être singulier : ainsi pour Ida, sa dépêche expédiée. Cependant, à travers son apaisement momentané, passait encore ce qu'elle prenait pour un reste d'inquiétude, — ce qui n'était à vrai dire qu'un prétexte à évoquer, sans scrupule de conscience, l'homme qu'elle venait d'appeler à son secours.

Chaque fois qu'une passion dangereuse commence de bouleverser un cœur, ce cœur refuse ainsi de la reconnaître, et préfère se piper de raisons accessoires qui aident à masquer le fond.

— Ai-je eu tort ou raison ? songeait maintenant Ida, stupéfaite de sa confiance en Dancy.

Confiance en effet telle qu'au Rempart l'aveu de la folie d'Angélique lui avait échappé sans effort. Encore pareille confidence s'expliquait-elle à la rigueur : ne disposant que d'un

signalement de médecin, combien sommaire! — crâne chauve, barbe de jais, air jovial, — Ida ne pouvait espérer retrouver Angélique sans le secours d'autrui. Mais que penser en revanche de l'élan qui tout à l'heure venait de la projeter à nouveau et irrésistiblement vers cet inconnu? En ce moment même, pourquoi l'assurance qui la baignait, comme si par sa seule présence Dancy devait la sauver de tout péril?

Tout à coup, elle secoua les épaules :

— Qu'importe! demain, quand *il* sera là, je saurai bien!

Puis, cessant de résister, elle accepta la joie qui frappait à sa porte, et, lasse de tant de détours, osa y reconnaître autre chose que le soulagement de ne pas affronter seule Joudetot, oui, autre chose, et qui était l'attente de Dancy pour lui-même.

Des pensées désordonnées suivirent. Demain, à quelle heure paraîtrait-il? Serait-ce seulement le soir, par le train? Mais non, le télégramme disait : « Urgent », et moins de quatre heures d'auto séparant Blaizot de Langres, comment hésiterait-il à venir par la route? Voilà qui était dit : demain, dès le matin, elle partirait à sa rencontre, sur la route. Elle partirait, sûr moyen d'éviter Joudetot et surtout, ah! surtout! d'avancer l'heure d'un revoir dont la douceur la bouleversait dès ce soir...

Apaisée par cette décision, elle ne souhaita plus ensuite que dévorer le temps qui la séparait d'une arrivée d'échéance incertaine. C'était l'heure, où, à Langres, Ursule exprimait le même vœu : les désirs sont divers, mais identique l'impatience qu'ils provoquent. Au surplus, à cette impatience devait se limiter la ressemblance momentanée entre les deux sœurs, car tandis qu'Ursule, une fois couchée, devenait la proie d'insomnies coupées par de brefs cauchemars, la nuit d'Ida fut un écroulement dans le sommeil, revanche de la nature contre tant d'émotions subies, besoin surtout de rétablir un équilibre à défaut duquel la vie hésiterait à aborder le lendemain.

Quand ce lendemain parut aux yeux d'Ida, une lumière vive inondait depuis longtemps la chambre. Stupéfaite, Ida se jeta hors du lit. Déjà neuf heures et demie! Si elle désirait ne pas être surprise par Joudetot, elle n'avait que le temps de s'habiller en hâte et de fuir la maison Blondeau.

— Quelle grasse matinée! s'écria le père en la voyant paraître dans l'échoppe : un peu plus, j'envoyais Lalie vous réveiller.

— Sous quel prétexte, grand Dieu ! dit Ida s'efforçant de railler ; me supposiez-vous malade ou partie sans régler ?

— Je ne supposais rien : histoire seulement de ne pas trop faire attendre celui qui est là.

D'un clignement d'œil, il indiquait la direction de la salle à manger où Ida avait passé son premier soir : puis, abaissant la voix :

— Le docteur Joudetot demande à vous voir.

On a beau tout prévoir : les circonstances sont autres. Ida prise au piège ouvrit la bouche pour répondre : « Je n'ai pas le temps ; qu'il revienne plus tard ! » Mais le regard du père arrêta la phrase sur ses lèvres. Posé lourdement sur elle, il semblait dire : « Avec tes questions sur la Nine et Joudetot à la traverse, que viens-tu tramer ici ? »

— Allez, reprit tout haut le père, pas besoin de frapper : n'y a qu'à ouvrir. Ce doit même être pressé, car il est déjà venu hier soir.

— Vous croyez ? fit Ida indécise.

Indécision inutile : celui dont on parlait devait guetter ce qui se passait dans l'échoppe, car, au même instant, la porte indiquée s'entrebâillait d'elle-même, laissant paraître précisément le conducteur de l'auto rencontrée la veille sur la route de Froidure.

— Mademoiselle, dit-il, pourriez-vous me faire l'honneur de m'accorder un entretien ?... Docteur Joudetot... Conseiller général.

Alors, poussée par la force mystérieuse qui conduisait chacun, et résolue à obéir au conseil de Christine : « écouter, parler peu », Ida se dirigea vers cet homme que de toute son âme elle avait souhaité ne pas affronter.

D'un signe de main, il l'invitait à passer la première dans la salle où lui-même avait attendu. Il disait en même temps :

— Je ne me trompe pas, n'est-ce pas ? M^{lle} Cadifon, de Langres ?

— Vous savez mon nom ?

— Appris hier par hasard...

Le père n'en put entendre plus. Joudetot venait de refermer la porte.

Il est rarement possible de dire à quoi se décèle la préoccupation intérieure d'une personne qui affecte toutes les appa-

rences d'une parfaite aisance. Peut-être le simple excès de celle-ci suffit-il à provoquer une instinctive mise en garde.

Rien de plus naturel par exemple que de fermer une porte pour assurer à un entretien sa complète tranquillité. Cependant Joudetot crut devoir justifier cette précaution :

— En qualité de médecin... vous permettez?... je déteste les courants d'air.

S'embarquant ensuite dans des excuses, il ajouta :

— Vous me pardonnerez, je l'espère, une démarche aussi matinale... J'ignore en effet si vous restez ici encore quelques jours, ou seulement quelques heures...

Excuses qui, on le voit, portaient sur le moment choisi et non sur la démarche qui seule pourtant se trouvait en cause.

Enfin, il parut s'apercevoir qu'Ida demeurait debout, et montrant le fauteuil :

— Mais d'abord, je vous en prie, veuillez prendre place.

Or, tandis qu'il se prodiguait ainsi, Ida percevait avec certitude que derrière ces allures d'aimable laisser-aller se cachait une violente inquiétude. « Puisqu'il sait mon nom, songeait-elle, il doit se demander ce que je fais ici... Les rôles ont changé, et c'est moi qu'on va confesser. Allons ! Christine voyait juste : avant tout, me taire et écouter. »

Des deux fauteuils de la salle à manger, l'un était placé de côté, l'autre, comme on l'a vu, en bout de table et réservé au père.

Tout naturellement, Joudetot offrait à Ida celui de côté. Accoutumé à n'approcher d'un siège qu'à fin de présidence, il se réservait d'office le second.

Tandis qu'il s'y installait, Ida continuait de songer : « Où donc ai-je entendu cette voix ? »

Question puérile ; mais il est courant que, dans les circonstances graves de la vie, l'esprit s'attache de préférence au détail superflu.

Non pas que la voix de Joudetot fût une voix vulgaire ou d'un timbre exceptionnel. Elle ne retenait en somme l'attention que par son volume excessif, — reste probable de la pratique des réunions publiques, — et un accent de familiarité, excellent sans doute pour capter la confiance de l'électeur mais qui, dans l'intimité d'une pièce, agaçait les nerfs comme une note fausse.

Plus que la voix et bien que vu à contre-jour, le visage aurait dû frapper Ida. Visage double en quelque sorte : la partie supérieure d'expression féline, grâce à un front lisse qui fuyait vers un crâne dénudé, et à des yeux de porcelaine qui ne laissaient passer aucune pensée ; le reste, au contraire, joues rebondies, nez sensuel, suggérant la bonhomie et le goût de la chère grasse. Cachant les lèvres et le menton, une barbe mal taillée, attribut rituel du politicien d'arrondissement échappé de la loge, empêchait toutefois de choisir entre ces deux aspects contradictoires : et, au surplus, Ida, tout au problème de la voix, ne s'en souciait pas. Si elle semblait examiner Joudetot, elle ne le voyait pas encore.

Celui-ci, d'ailleurs, une fois sur son fauteuil, parut aussitôt remis en selle. Affectant d'ignorer le silence d'Ida, il poursuivait :

— Tout d'abord, mademoiselle, je vous prierai de ne pas me croire plus malin ou plus indiscret qu'un autre. Le fait de connaître votre nom, qui a paru tout à l'heure un peu vous surprendre, tient à une circonstance fortuite, et indépendante de ma volonté. Je me trouvais hier au café Bastier quand vous-même...

Cette fois, Ida ne put retenir une exclamation soulagée :

— Ah ! c'était vous, monsieur, qui de l'intérieur appelez l'homme de la maison Bernard ?

Ainsi s'expliquait donc le mystère de la voix reconnue... Le reste allait de soi : Joudetot convie Baptistin à sa table ; libation électorale ; questions sur l'étrangère et Baptistin exhibe son carnet.

— Quant au motif pour lequel j'ai souhaité vous entretenir...

Mais, décidément, Joudetot n'avait aucun goût pour les phrases qui s'achèvent, car de nouveau une incidente arrêta celle-ci avant la fin :

— Au fait, vous alliez sortir quand je me suis permis de vous arrêter : je ne déränge aucun projet en vous retenant ?

— Aucun.

— Vous m'en voyez soulagé. Serait-ce la première fois que vous venez à Blaizot ?

— La première en effet.

— Un pays admirable et qui n'a contre lui que de se trouver

hors de la grande circulation. Moi qui ai l'honneur de le représenter depuis nombre d'années et en parle en connaissance de cause, je déplore de n'y voir, en fait d'étrangers, que des passants amenés par leurs affaires, jamais par leur plaisir.

La période devait souvent servir, car, à mesure qu'elle se déroulait, les bras un peu massifs esquissaient dans l'air des gestes oratoires. Il est probable cependant que son objet véritable visait à amener la suite :

— Vous-même, m'a conté Baptistin, ne faites pas exception à la règle, puisque vous songez à acheter le château Bernard.

Ida ne sourcilla pas : elle s'attendait à ce qu'on lui parlât non seulement du château Bernard, mais aussi de la Nine, l'un conduisant à l'autre.

— J'y ai songé, rectifia-t-elle d'un ton léger, mais n'y songe plus. On m'avait parlé d'une propriété à vendre dans des conditions avantageuses : ce que j'ai vu dépasse mes moyens.

— Eh bien ! mademoiselle, reprit vivement Joudetot, enfin lancé sur la voie souhaitée, voilà ce qui justement provoque mon intervention auprès de vous. En apprenant hier dans quelles conditions vous veniez de visiter les lieux, j'ai tout de suite pensé... enfin j'ai cru de mon devoir de vous renseigner. Ne regagnez pas Langres sur la foi de votre première déception. En réalité, l'affaire est magnifique.

Étonnée, mais de plus en plus sur ses gardes, Ida s'inclina :

— Tant de bonté me touche, monsieur ; à quel titre toutefois vous en suis-je redevable ?

Joudetot haussa les épaules :

— Évidemment pas à titre personnel, puisque jusqu'à cette heure je n'avais pas le plaisir de vous connaître. Je pourrais vous dire que le secret de ma modeste influence consiste en ceci que je ne supporte pas de laisser fermer un dossier tant que les circonstances n'y ont pas imposé le mot : fin. Cependant, je préfère être franc. Il importe beaucoup pour moi qu'avant les élections disparaissent du pays tous les ferments de division qu'y a jetés cette vente. Or ils ne disparaîtront qu'avec l'installation d'un nouveau propriétaire. En principe, je suis donc pour l'acheteur, quel qu'il soit.

Il fit ensuite une pause, espérant une demande d'explica-

tions supplémentaires. Fidèle à sa consigne de silence, Ida demeura muette. Alors brusquement :

— Baptistin, par hasard, ne vous aurait-il pas mise au courant du procès relatif à l'attribution du château ?

— Il me semble, dit Ida obligée de répondre à cette question précise : avouerais-je qu'occupée de ma visite, je n'écoutais que d'une oreille distraite ?

— En ce cas, vous savez au moins que je passe pour avoir soutenu dans une certaine mesure les intérêts de l'héritière désignée par M. Bernard. Erreur, mademoiselle : je servais la vérité. Tout honnête homme à ma place eût agi de même. Ma démarche présente prouve au contraire qu'entre les deux partis je m'efforce de tenir la balance égale : et quand je vous demande de ne pas renoncer à vos projets d'achat sans nouvel examen, je ne crois pas défendre l'amie de M. Bernard, mais uniquement les héritiers naturels.

Cette fois il s'arrêta, à bout d'un plaidoyer certainement préparé, décontenancé aussi par l'absence de répliques et l'air indifférent d'Ida. Désormais, pour arriver aux éclaircissements qu'il souhaitait, il faudrait s'en remettre aux imprévus d'un entretien dont jusqu'alors il avait dû faire les frais. Par bonheur, et maintenant qu'il commençait de désespérer, Ida sans le vouloir lui rouvrit la voie.

— Je ne puis que vous remercier, monsieur, d'une insistance qui devrait me convaincre. Malheureusement, je vous répète que l'ampleur du domaine, les conditions de prix...

— Je vous arrête! s'écria Joudetot : sans doute n'avez-vous parlé qu'à Farizet qui, en notaire madré, joue l'intransigeance ; pour un sérieux rabais, adressez-vous directement aux héritiers : les Bernard-Jazy. Ou, mieux, allez les voir. Ils habitent Tonnerre...

Ici un léger intervalle, puis une répétition :

— Tonnerre... vous connaissez, je suppose ?

Encore un temps... Quoi de plus insignifiant en apparence que pareille demande ? Cependant il n'est pas très sûr que la voix de Joudetot ait conservé sa belle sonorité, pas très sûr non plus que le visage d'Ida n'ait point trahi une stupeur passagère.

A Joudetot, en effet, Tonnerre rappelle beaucoup de souvenirs ; Joudetot n'est même ici que pour vérifier si oui ou

non l'étrangère, dont le nom l'a inquiété, ne prétendrait pas porter sur eux un regard indiscret.

Comment définir d'autre part ce qui se passe pour Ida? Jusqu'au moment où le mot de Tonnerre a été prononcé, réellement elle n'avait pas vu Joudetot. Soudain, le mot résonne, et elle voit! La corpulence, cet air jovial, le crâne dénudé, par-dessus tout la barbe noire qui crie la teinture... lui, c'est lui, l'auteur de l'enlèvement d'Angélique! Lumière aveuglante devant laquelle elle s'effare, oublie ses volontés de silence, risque enfin :

— Tonnerre... non, je ne connais pas, mais ma sœur y vivait...

Puis l'audace imprudente, mais qui transformera sans doute l'intuition en certitude :

— Si vous y allez quelquefois, comme je le suppose, peut-être l'avez-vous rencontrée... M^{me} Mirot...

Les yeux de porcelaine ont cillé : la cause est entendue.

— M^{me} Mirot?... répète Joudetot : il est possible... Je ne suis pas très sûr...

Il affecte de chercher. Un sourire tire ses lèvres; toutefois jamais le contraste entre les deux parties du visage n'a été plus visible. Et Ida lit maintenant sur le front barré, dans le regard devenu de glace que, fixé désormais sur l'identité de l'étrangère, l'adversaire va quitter enfin les propos d'approche pour entamer la vraie bataille.

Il reprit, en effet, comme frappé d'une illumination soudaine :

— Ah! voilà qui me revient : cette dame Mirot n'avait-elle pas pour amie une de mes anciennes clientes, à qui elle procura même une installation à Langres?

— M^{me} Clapain, peut-être?

— Justement.

Paisible, Ida sourit.

— Admirez ce hasard : M^{me} Clapain est notre pensionnaire.

Joudetot, que cette franchise hardie désarçonnait, passa la main sur son front.

— En vérité, le monde est petit.

— Croyez-vous? répliqua Ida avec une involontaire ironie.

— En tout cas, puisque l'occasion s'en présente, pourrai-je

avoir des nouvelles de cette chère femme dont je ne sais rien depuis longtemps?

Mentait-il en paraissant ignorer le suicide? Cela semblait peu probable; cependant, mieux valait s'en tenir à une réponse évasive: c'est pourquoi Ida laissa tomber du bout des lèvres:

— A parler franchement, j'avouerai que mes rapports avec elle ont toujours été rares. Si je ne me trompe, sa santé ne donne pas d'inquiétude.

— Allons, tant mieux!

Un nouveau silence. Sans qu'on pût définir à quel instant c'était arrivé, ils semblaient devenus tout à coup deux duellistes qui, las des perpétuelles feintes, s'apprêtent au coup final.

— Chère mademoiselle...

Joudetot, cette fois, venait de décider de risquer le tout pour le tout.

— ...je me doutais bien que pour venir à Froidure, vous aviez dû être renseignée par une personne un peu au fait du pays...

— Et même beaucoup... coupa Ida malgré elle.

Aussitôt consciente de sa maladresse, elle corrigea:

— A en croire du moins ce qu'on me disait hier pendant ma visite au château Bernard.

Trop tard: Joudetot avait sursauté:

— Ah! on vous a raconté...

— Que M^{me} Clapain était connue ici sous le nom de la Nine? acheva Ida résolument. Mon Dieu oui. Y voyez-vous un inconvénient?

— Aucun, bien entendu. Toutefois, il est assez surprenant qu'à tant faire que de vous signaler Froidure, M^{me} Clapain ait négligé de vous renseigner aussi sur l'importance du bien et je me demande si par hasard votre visite ici n'aurait pas un autre but...

Une seconde, Ida se sentit perdre pied. En avouant que M^{me} Clapain était sa pensionnaire, elle venait de révéler sa maigre situation de fortune. Donc Joudetot raisonnait juste et le prétexte d'une acquisition ne tenait plus. Alors en trouver un autre, tout de suite, mais lequel?

Elle louvoyait et affectait un ton détaché:

— C'est là, monsieur, une question pour le moins indiscreète.

— Mettons une simple remarque.

— Si je vous demandais à mon tour en quoi mes intentions vous intéressent?

— Oh! mademoiselle, je n'hésiterais pas à répondre que vous sachant envoyée ici par une de mes amies, et quoi que vous cherchiez, je ne m'enquiers que pour être en mesure, s'il est possible, de vous aider.

Il avait appuyé sur le « quoi que vous cherchiez ». En même temps ses yeux pesaient sur ceux d'Ida avec une telle insistance que celle-ci baissa les siens. Elle continuait d'ailleurs de chercher éperdument le prétexte à alléguer. Que n'avait-elle Dancy pour le lui souffler? Mais, au fait, pourquoi pas Dancy lui-même, ce prétexte? L'esprit va, court au loin; tout à coup, on s'aperçoit que ce qu'on imaginait hors de portée s'offrait à vous dès le départ. Une vague de délivrance passa sur Ida. Elle releva les yeux, et enfin assurée de l'issue:

— Et qui vous dit, monsieur, que M^{me} Clapain m'ait envoyée ici? demanda-t-elle. Ne pouvais-je avoir mes raisons pour venir sans l'avertir?

Réponse aussi inquiétante pour Joudetot que l'avait été auparavant la demande pour Ida.

Il balbutia :

— Aussi m'étonnais-je un peu que M^{me} Clapain ne vous eût chargée d'aucun message pour moi...

— Ne l'en blâmez pas. J'ai négligé en effet d'annoncer à tout venant que je venais ici... retrouver un ami.

— Ah! vous attendez...

Ida se leva :

— J'allais même à sa rencontre quand vous m'avez retenue au passage et, quoiqu'un peu en retard, je vous demanderai de poursuivre ma route. Avouez que pour cela l'aide si aimablement offerte tout à l'heure risquerait d'être un peu gênante...

Elle eut un léger sourire d'ironie :

— Tout au plus, m'obligerez-vous en tenant secrète une confidence due à votre seule insistance.

Il y eut une seconde incertaine. Visiblement, Joudetot demeurait partagé entre la pensée d'être joué et celle qu'en effet Blaizot doit paraître le lieu rêvé à des amoureux en quête de tranquillité. Puis comme Ida, décidément, se dirigeait vers la porte, en hâte il se leva, la rejoignit :

— Je vois, mademoiselle, que je vous dois beaucoup d'excuses. Puis-je espérer, en manière de pardon, que si, conquise par les charmes de Blaizot, vous nous demeurez quelques jours, vous me permettrez de vous revoir... un peu moins hâtivement ?

Triomphante et toute à l'allégresse de s'être ainsi tirée de l'épreuve, Ida sourit encore :

— Certes, monsieur ; peut-être même verrez-vous alors mon ami...

Joudetot la vit ensuite traverser l'échoppe, disparaître. Il ressentait à la fois du dépit, de la crainte et le désir que tout ce que venait de dire Ida fût la vérité.

Au même moment, celle-ci, remontant dans sa chambre, songeait :

— Il n'a pas nié que la Nine et M^{me} Clapain fussent un seul être : et c'est lui qui a fait enfermer ma sœur. Avec ces points acquis, Dancy est sûr de vaincre.

Elle ne doutait plus d'atteindre la certitude : comme si la certitude existait en ce monde !

III

Pour comprendre ce qui suivit au cours de cette journée, il convient auparavant de marquer brièvement quels sentiments allaient y apporter les principaux acteurs, en l'espèce Ida et Dancy.

Ida, on l'a vu, en quittant Joudetot, était remontée chez elle. Très justement, elle avait estimé que, pour répondre à son appel, Dancy prendrait le procédé le plus rapide et viendrait en auto. Elle ne s'occupa donc point des heures de train, attendit chez elle jusqu'à deux heures, puis à ce moment, lasse de son inaction, gagna la route avec l'espoir de s'assurer plus tôt un entretien à l'abri des importuns. Toutefois, entre celle qui, la veille, appelant Dancy à son secours, songeait moins à se sauver d'un Joudetot qu'à se procurer un revoir secrètement désiré et l'Ida qui maintenant commençait de descendre la côte de Blaizot, quelle distance, précisément parce que dans l'intervalle Joudetot avait paru ! Prise au piège d'une entrevue dont elle se savait sortie sans dommage et même avec des clartés nouvelles, elle avait paru quitter Joudetot,

le sourire aux lèvres : en réalité, tout en elle vibrait comme il arrive à la sortie d'un danger grave et, subissant le choc en retour de son émoi, elle s'affolait devant une situation dont elle découvrait seulement le caractère véritable.

C'est qu'aussi, jusqu'alors, le passé de Mme Clapain, si intéressée qu'Ida se crût à le connaître, lui avait semblé une chose estompée par le recul du temps, une façon de roman dont elle se passionnait à démêler l'intrigue, mais qui ne la touchait en somme que d'une manière théorique. Or tout à coup elle venait de se heurter à l'homme qui, certainement, avait dirigé l'internement de sa sœur : le drame vivant substituait aux visions de l'esprit sa menace directe. Il y a un monde entre rechercher l'histoire d'un assassin et se trouver soudain en face de l'assassin lui-même. Ce que n'avait pu obtenir la lettre d'Ursule, Joudetot, par le seul fait de son apparition, y était parvenu. Résultat aussi logique qu'imprévu, désormais Ida n'attendait plus Dancy pour elle-même, mais pour le jeter dans la bataille. Elle ne songeait maintenant qu'à son propre danger et d'avance croyait ne pouvoir s'occuper que de lui.

Le même matin, de son côté, Dancy était parti pour l'asile de Cramans, décidé à pousser ensuite jusqu'à Blaizot. Parce qu'en lui s'unissaient un homme de plaisir et un homme de métier, chemin faisant, il commença de penser un peu à Ida et beaucoup à Mme Clapain. Celle-ci l'intriguait mais seulement à titre provisoire, et sous réserve que la suite révélerait que le personnage en valait la peine. Qu'en savait-il en somme jusqu'alors ? Qu'elle avait eu des relations épistolaires avec un habitant de Blaizot, et reçu un visiteur inconnu : à quoi il convenait d'ajouter qu'Ida la rendait responsable de l'internement de Mme Mirot. En bon policier, bien entendu, il n'avait eu garde de négliger l'une de ces indications : donc il avait envoyé Ida à Blaizot, fait insérer dans les journaux mondains de Paris l'annonce du suicide, — cela dans l'espoir qu'au vu de la nouvelle l'inconnu reviendrait peut-être de lui-même à Langres, — enfin découvert la piste de la folle. Cependant on sent bien que le maintien de son intérêt pour Mme Clapain dépendait à peu près uniquement des renseignements qu'il comptait recueillir à l'Asile. Or il se trouva qu'à Cramans Dancy allait faire à la fois chasse pleine et buisson creux.

Sans grande peine en effet, il y vérifia la présence de M^{me} Mirot, inscrite simplement sous ses prénoms. Autre lumière : le médecin déclarant se trouvait être un nommé Joudetot, homme politique important, paraît-il, et qui exerçait précisément à Blaizot. Ce nom de Blaizot, revenant ainsi après avoir paru dans la correspondance Clapain, marquait à l'évidence le lien probable des deux affaires.

En revanche, de M^{me} Mirot elle-même rien à tirer. La malheureuse était-elle déjà folle, quand on l'avait amenée de Tonnerre ? question impossible à poser, cela va de soi. En tout cas, aujourd'hui la démence éclatait. Tout au plus, pouvait-on retenir que le nom de Clapain prononcé devant la malade excitait son effroi, et encore qu'en guise d'idée fixe, celle-ci se prétendait accusée de substitution d'enfant.

Si l'effroi incitait à penser que M^{me} Clapain avait joué un rôle désagréable dans la vie de M^{me} Mirot, rien ne permettait de conclure que ce rôle fût en rapport quelconque avec un fait déterminé. L'idée fixe d'autre part pouvait provenir d'un incident survenu à la clinique et entièrement étranger à M^{me} Clapain.

Quand Dancy remonta dans l'auto, il se sentit donc enclin à s'occuper un peu moins de l'affaire elle-même et beaucoup plus de la femme rencontrée à son occasion : évolution exactement opposée à celle que subissait Ida.

Plus Dancy y réfléchissait, plus l'appel reçu par lui devenait à ses yeux une réponse ingénieuse aux avances du Rempart. Une fois partis à faux et dès que la fatuité est complice, les hommes les plus intelligents se leurrent de sottises. Dancy, convaincu de la finesse d'Ida, n'admettait pas cependant qu'elle eût en vingt-quatre heures obtenu à Blaizot des renseignements sérieux. De même, après avoir été attiré par une certaine distinction native tout de suite reconnue, il n'y voyait plus qu'une apparence propre à exciter le désir et une raison de brusquer l'aventure. Sur quoi, il conclut :

— Si elle vient à ma rencontre sur la route, je me parie une soirée charmante en perspective.

Tout à coup, comme il en arrivait là, il reconnut au loin une silhouette attentive. Il songea :

— J'ai gagné.

Et c'est ainsi qu'ils s'abordèrent, Ida toute à M^{me} Clapain, lui tout à la perspective d'un plaisir escompté.

— Je désespérais de votre arrivée, s'écria Ida, tandis que l'auto s'arrêtait. Dieu merci ! vous voilà...

— Vous m'avez appelé : comment ne serais-je pas accouru ? répliqua gaiement Dancy.

Puis, s'adressant au chauffeur :

— Est-on loin de Blaizot ?

— Un kilomètre à peine.

— Parfait ! Je descends : vous, continuez. Je vous retrouverai... Au fait, où loge-t-on à Blaizot ?

— Mais... à l'hôtel évidemment, dit Ida. D'ailleurs, vous n'avez pas le choix. Il n'en existe qu'un.

— Le vôtre, alors ?

Elle haussa les épaules :

— Non, moi je demeure chez l'habitant.

— Ah ! fit Dancy désappointé, j'espérais... enfin soit. Allez, chauffeur !

Celui-ci approuva d'un signe entendu :

— Est-ce qu'on passe la nuit ?

Son regard, allant tour à tour de Dancy à Ida, montrait qu'il ne se croyait pas dupe.

— C'est bon, vous le saurez plus tard, fit Dancy agacé.

Puis, se retournant vers Ida :

— Et maintenant... commença-t-il.

Mais elle l'interrompit, lui faisant signe d'attendre que l'auto fût partie, et alors seulement :

— Avant toutes choses, vous remercier d'avoir répondu à mon appel, ensuite vous mettre au courant, parce que l'heure presse.

Elle continua, désignant une place sur l'accotement :

— Si vous le vouliez, nous pourrions nous asseoir là : le temps, moi, de vous exposer mes découvertes, ce qui risque d'être assez long, et vous, d'arrêter une décision.

Dancy affecta de railler :

— Va pour le siège champêtre.

Il ne put se tenir ensuite de remarquer l'étrange expression de celle qui l'invitait ainsi.

— Savez-vous que vous m'effrayez avec votre air grave ? Moi qui rêvais de vous voir sourire ! Une nouvelle catastrophe est-elle survenue chez vous, ou bien serait-ce le chagrin de n'avoir pu remplir, comme vous souhaitiez, la mission que je vous avais donnée ?

— Asseyez-vous d'abord... Là... Et maintenant, écoutez-moi. J'ai trouvé...

— Qui était M^{me} Clapain?

— Oui, et même beaucoup plus.

Il la contempla, stupéfait :

— Bigre! fit-il, voilà l'inattendu!

Elle savoura une seconde cette surprise. Il ne lui déplaisait pas qu'il admirât sa réussite. Lui, cependant, partagé entre la crainte désagréable de s'être trompé sur les intentions d'Ida et la joie instinctive du chasseur remis sur la piste, persistait à douter.

— Je vous écoute.

Il avait mis d'abord la tête dans ses mains, en homme résigné à ne rien apprendre de sérieux, mais à peine Ida eut-elle commencé qu'il oublia sa déception et celle qui parlait, pour ne plus voir qu'une Clapain digne vraiment de son effort et surgissant, telle un défi, à travers les mailles du récit.

Récit extraordinaire d'ailleurs, et qui surprenait Ida elle-même.

La veille, voulant dépeindre à Christine M^{me} Clapain, que de peine à trouver les mots, les traits, propres à susciter, fût-ce d'une manière approchée, l'image de la morte! Cette fois, au contraire, parce que résumer des événements oblige à préciser leurs valeurs relatives, et qu'ainsi, toutes choses mises à leur place, le relief paraît, cette même image s'offrait spontanément, lumineuse, nette, effrayante surtout au point d'en paraître presque grande.

De l'idylle Hurtot, si l'on peut désigner de la sorte la première aventure de la Nine, rien ou presque rien : Ida négligea même de parler de l'enfant mort. A ses yeux, en effet, la Nine ne commençait de compter qu'une fois avec Bernard. Seulement, à dater de là, quelle figure énigmatique et dépassant de haut la classique servante-maitresse! Ici l'amante, mais devenue geôlière; le château, mais ramené aux dimensions d'un cachot. A-t-elle aimé son misérable partenaire? On l'a cru, c'est possible, on ne sait pas. En revanche, à s'en tenir aux seuls faits visibles, voici ce qui apparaît : après une longue attente ou un long dévouement, — on n'en décide pas, — la Nine est couchée sur le testament de Bernard; à peine le testament signé, Bernard disparaît. Mort subite? Assassinat?

— Oh! murmura Dancy comme malgré lui, n'allez-vous pas bien loin?

— Vous oubliez les mains, riposta Ida, emportée par sa logique.

Et elle continua l'évocation. Bernard disparu, long procès, vente des terres; puis aussitôt après celle-ci, engloutissement de ce passé dans une ombre totale... Plus de Nine: à sa place, Mme Clapain! Riche, puisqu'elle a récolte faite, et pauvre, à en juger par ses hardes, honnie par les uns et défendue par les autres, heureuse apparemment de vivre indépendante et se suicidant: énigme toujours, mais encore plus indéchiffrable, et cent fois pire que le personnage auquel elle succède, à en juger par les ruines qu'elle persiste à accumuler autour d'elle.

Arrivée là, Ida se recueillit une seconde.

— Je doutais d'aller plus avant, reprit-elle, quand un homme a demandé à me voir: Joudetot, le même qui fit enfermer ma sœur.

Pour le coup, Dancy se dressa:

— Quoi! cela aussi, vous l'avez découvert!

Une réelle admiration lui venait pour cette femme qu'il avait cru d'abord une petite bourgeoise, bonne tout au plus à procurer une heure d'agrément, et qui, du premier coup, se révélait auxiliaire de qualité supérieure.

Sans remarquer ce changement, Ida, encore frémissante de l'alerte du matin, poursuivit:

— Complice ou confident, celui-là, qui le dira, sinon vous? Quoi qu'il en soit, la perspective d'une entrevue avec lui, la crainte de manquer peut-être, et par ma faute, l'occasion unique d'atteindre la vérité m'ont bouleversée: et c'est alors que je vous ai appelé. Malheureusement, je comptais sans mon hôte: ce matin, il m'a surprise au réveil... Oh! rassurez-vous! visite durant laquelle je n'ai rien compromis. Je sors de l'épreuve, vous laissant le champ libre...

Suivit un détail précis de l'entretien. Enfin, haletante, elle acheva:

— Maintenant, je suis au bout: si quelque chose vous semble obscur, interrogez: je répondrai. Surtout hâtons-nous, car si Joudetot a tenu à me voir, rien ne dit que, sachant qui je suis, il ne trouvera pas préférable de nous fausser compagnie.

Il y eut un premier silence, au bout duquel Dancy se leva:

— Marchons un peu, voulez-vous ?

Puis, toujours silencieux, ils commencèrent de remonter vers Blaizot.

Le silence est le lieu d'élection des évolutions d'âme. Dès que l'entraînement du verbe disparaît, l'immobilité se fait, les scories gagnent le fond et les clartés se lèvent.

On a vu dans quels sentiments Dancy et Ida s'étaient rejoints. Par un phénomène plus fréquent qu'on ne l'imagine, voici que ces sentiments tendaient maintenant à s'inverser. Devant le mutisme de Dancy, Ida se demandait soudain si l'amicale protection offerte par celui-ci n'avait pas été une offre sans lendemain. Pensant déjà moins à Mme Clapain, elle se sentait frustrée d'une chose vaguement attendue bien que non définie, et éprouvait un début de désillusion. Cela pendant que Dancy, ramené violemment à des préoccupations de métier, oubliait presque la présence d'Ida pour ne songer qu'à cette Clapain dont, une heure auparavant, au départ de Cramans, il s'était dit : « Mérite-t-elle vraiment qu'on s'en occupe ? » Balancement irrésistible, qui obligeait leurs âmes à demeurer lointaines, tout en restant proches.

— Résumons, dit enfin Dancy. D'abord les faits certains : Nine ou Clapain, une seule et même personne, partie de rien et finalement maîtresse des terres de Bernard. Ensuite les faits possibles : cette fille a peut-être assassiné son amant, peut-être organisé l'internement de votre sœur. Enfin ce que nous savions déjà : elle achève sa vie dans le dénuement apparent et se suicide. Remords ? désespoir ? on l'ignore. Ainsi toutes les apparences du crime utile et j'ajouterai : intelligent. Seulement au crime, surtout au crime intelligent, il faut une raison. Laquelle choisir ici ?

Il ralentit le pas : il apparaissait désormais clairement que, tout au problème posé, il avait oublié la présence d'Ida.

— Une femme criminelle, reprit-il, n'obéit jamais qu'à l'une de ces trois passions : cupidité, maternité ou amour. Dans le cas présent, la cupidité ? Évidemment, elle est possible. On objectera que le trousseau suait la misère, qu'en dernier lieu la pension n'a pas été payée ; mais on voit des avarès mourir de faim sur un matelas bourré de valeurs. Enfin, admettons : l'assassinat s'explique, devient même certain ; mais en ce cas, pourquoi l'internement de votre sœur ?

Vengeance parce qu'elle a suggéré une augmentation du prix de pension ? gros effet pour bien petite cause... Une femme comme la Clapain ne jetait pas sa poudre inutilement. Non, en conscience, la cupidité n'explique pas tout, et dès lors n'explique rien. Elle a pu être un phénomène accessoire, non une cause. Je passe sur la maternité, M^{me} Clapain n'ayant pas eu d'enfant...

— Je vous demande pardon, interrompit vivement Ida : elle en a eu un d'Hurtot. J'avais omis ce détail, le croyant sans importance, car cet enfant serait mort en naissant.

Dancy, se rappelant brusquement les propos de la folle, eut un sursaut :

— Ah ! voilà qui change tout ! Mort en naissant : qui nous le prouve ? En pareille matière, et la Clapain n'étant pas à un mensonge près, douter me paraît de bonne règle. Donc il importerait de savoir où et quand se fit l'accouchement. Si par hasard votre sœur s'y trouvait mêlée ? Pourquoi aussi cette histoire d'enfant mort-né n'aurait-elle pas servi à masquer aux yeux de Bernard les relations avec Hurtot ? Voyez l'avantage de procéder avec méthode : nous ne pensions pas à ces questions et de la réponse qu'elles recevront dépend peut-être la solution. Car la maternité...

Il se recueillit avant de poursuivre :

—... la maternité, des passions qui commandent un cœur de femme, est sans doute la plus noble ; mais en connaissez-vous de moins soucieuse des moyens, de plus ingénieuse dans ses calculs, de plus déroutante dans son action ? Forte de la vénération que nous avons tous pour notre mère, elle possède toutes les audaces. Seule capable d'un sacrifice total et ignoré, elle pratique toutes les patiences. Elle survit à l'ingratitude de l'enfant, à son oubli, voire à sa haine. C'est un moteur sublime et terrifiant, parce que toujours désintéressé. Il est aussi à la source de la plupart des crimes à longue portée, parce que, partie intégrante de l'être, il faudrait, pour le supprimer, supprimer l'être même !

Ida murmura, pensive :

— Possible : je répète toutefois que l'enfant est mort, tout le monde est d'accord pour l'affirmer : tandis que pour l'amour...

— Je ne crois pas à l'amour chez une Clapain...

— Et pourtant...

La voix d'Ida trembla :

— Oui, pourquoi non ? Vous parleriez autrement si, comme moi, depuis hier, vous aviez respiré dans chaque récit la concernant, jusque dans l'affreux décor de la maison Bernard, l'odeur de passion dont je me sens encore obsédée. L'amour ! avant ce voyage, j'en imaginais les effets, ou plutôt je croyais les imaginer : depuis quarante-huit heures, il me semble au contraire n'en avoir jamais rien su. Je ne soupçonnais ni sa violence, ni son pouvoir. C'est au point qu'à force de me pencher sur ces histoires d'une femme détestée, je me sens gagnée par une sorte de contagion, et me figure la détester moins parce que je la comprends mieux. Vous hochez la tête, vous doutez ? Alors d'où vient qu'en dépit de tant d'apparences contraires, je crois à l'amour cause de tout le drame ? Non seulement j'y crois : j'ai senti, je sens encore qu'à une heure donnée, sous la poussée d'un tel sentiment, une femme peut démentir en un instant son passé et détruire l'édifice de sa vie, quitte à garder ensuite, durant des années, la force de mentir au bénéfice de celui qu'elle a aimé !

Paroles imprévues, combien lointaines en réalité de la morte dont elles prétendaient s'occuper ! N'était-ce pas elle-même, et l'âme neuve désormais éveillée en elle, qu'Ida venait d'exprimer ainsi ? Mais les êtres humains sont ainsi faits : les mots qui les atteignent se colorent de leurs propres sentiments et nous n'entendons jamais que nous-même, quand un autre nous parle. Dancy, qu'absorbait tout entier en ce moment le problème de M^{me} Clapain, se contenta de sourire en répliquant :

— Savez-vous que la philosophie des enquêtes vous rend éloquente ?

Phrase banale qui, en d'autres circonstances, eût peut-être enchanté Ida, mais qui, ici, tomba sur son cœur comme une glace.

— Pas de compliments inutiles ! reprit-elle, rendue subitement à elle-même, et concluez, car voici déjà Blai Zot : nous arrivons.

— Conclure ? répéta Dancy pensif.

Et il cessa d'avancer. Il semblait maintenant interroger le paysage, la chute brusque des sapinières qui se découvraient, la vallée profonde pâmée à cette heure sous une flambée de

soleil : décor magnifique d'où montait, avec les odeurs des plantes, comme un appel de volupté. Cependant, insensible à ces choses, il ne songeait toujours qu'à celle qui peut-être les conduisait tous deux.

— Eh bien ? interrogea de nouveau Ida.

— Eh bien, pour savoir laquelle des trois routes a suivi cette Clapain, une seule découverte suffirait, celle-là même qui importe aussi à votre tranquillité : pourquoi le suicide ? Le suicide est la clef de tout. Je n'en veux pour preuve que votre enquête, étonnante du reste : nous connaissons qui était cette femme, son origine, son passé ; bref, la matière de ses actes est tout entière sous nos yeux, et c'est exactement comme si nous ne savions rien ! Le suicide, vous dis-je, éclairera seul le mobile, et en matière de crime, comme dans la vie, le mobile explique tout.

Il s'interrompit encore :

— Au fait, ce Joudetot était-il informé du suicide ?

— Je ne le crois pas, bien qu'avec lui un mensonge paraisse possible.

Dancy resta un instant silencieux : il réfléchissait. Soudain, rapproché d'Ida, il lui prit le bras comme auparavant sur le Rempart et se remettant en marche :

— Alors...

Enfin ! son regard se posait sur elle, détendu, affectueusement amical :

— Alors, vous allez vous montrer patiente, — oh ! pas bien longtemps ! — et par exemple flâner sur cette route, jusqu'à ce que je revienne après avoir vu le Joudetot, démonté le pantin et, je l'espère, découvert grâce à lui l'essentiel qui nous manque. Une heure d'attente, moins peut-être, suivant ce que le crochetage que je projette aura exigé de détours préalables. Après quoi, l'intermède achevé, nous n'aurons plus qu'à jouir de la lumière enfin complète et d'un bonheur conquis pour vous !

Il attendait une réponse joyeuse : celle qui vint sonna désabusée :

— Le bonheur est, je le crains, un gâteau interdit à mon âge.

— Allons donc ! C'est un gâteau dans lequel chacun trouve sa part. Tout à l'heure, à mon retour, vous n'aurez qu'à ouvrir les bras, pour saisir la vôtre !

Voulait-il parler de l'issue de sa démarche auprès de Joudetot ou d'une réunion libérée de soucis? Ida, les yeux à terre, ne chercha pas à le savoir. En revanche, elle se sentait tout à coup, et sans cause définie, oppressée par un subit découragement.

— Soit, dit-elle, partez donc et revenez-moi, comme vous dites, les mains pleines.

Elle le regarda ensuite se diriger à grands pas vers Blaizot. L'ivresse de la bataille proche devait enchanter sa pensée, car au moment d'entrer dans le village il ne détourna pas la tête pour regarder une dernière fois celle que pourtant il était venu conquérir. Immobile et de nouveau solitaire, Ida attendit qu'il disparût et alors seulement murmura :

— Un intermède... mais après? Pourquoi ai-je peur de ce qui suivra?

IV

Les villages plus encore que les petites villes bénéficient d'une police individuelle, au regard de laquelle la vraie paraît assez misérable.

Il était quatre heures environ, quand Dancy pénétra dans Blaizot. Un quart d'heure plus tard, Joudetot installé dans son cabinet de consultation l'apercevait, causant avec un chauffeur devant le Lion d'Or, et concluait sans hésiter :

— Voilà l'ami de M^{lle} Cadifon !

La maison du docteur Joudetot, conseiller général, jouit en effet, à défaut de jardin, d'une situation particulière. Placée à l'intersection de la route nationale et de la principale rue de Blaizot, elle domine, comme une tour de guet, les allées et venues d'alentour : avantage considérable pour qui se doit par profession de ne rien ignorer du pays. Elle est aussi d'une simplicité démocratique. Aucun luxe à l'extérieur et moins encore à l'intérieur. Le cabinet de consultation, situé au premier étage, y affichait en particulier un dédain résolu du confort. Trois chaises de paille, un sofa défoncé recouvert d'un reps de couleur indéfinissable, une table grossière encombrée de journaux et de paperasses en constituaient les principaux ornements. Sur la cheminée, au pied d'une glace ébréchée, l'armée des échantillons de spécialité pharmaceutique ; sur le

sol une sparterie brune, effilochée aux places où s'installaient d'ordinaire les clients ; un peu partout des débris de cigares et de tabac : bref, installation de vieux garçon, identique à celle du temps lointain où, bourse plate et estomac vide, l'officier de santé Joudetot avait débarqué, inconnu, dans Blaizot. Depuis lors, d'ailleurs, quelle ascension ! Personne en pénétrant dans ce lieu n'eût soupçonné la fortune réalisée par celui qui l'habitait : et qui aujourd'hui ne s'inclinait très bas devant monsieur le docteur, ou n'aurait trouvé sacrilège d'évoquer son début ?

La politique réalise de ces miracles. Reconnaisant, Joudetot invitait donc la République à présider à ses ordonnances, sous forme d'un petit buste en plâtre qui voisinait avec l'encrier. Pour les mêmes raisons, figuraient aux murs un portrait de Jaurès et un panneau colorié reproduisant les Droits de l'homme sur deux colonnes séparées par un faisceau de licteurs.

Hélas ! si puissante soit-elle, la politique ne dispense pas non plus ses adeptes de certaines inquiétudes qui, tels des rhumatismes contractés en cours de service, renaissent aux heures de mauvais temps. C'est pourquoi, bien que la journée fût belle, affalé sur le sofa, l'oreille attentive aux bruits du dehors, mais obsédé par la présence à Blaizot d'Ida Cadifon suivie de l'arrivée d'un nouvel inconnu, Joudetot ressentait en ce moment le malaise particulier que donne toujours l'approche d'un risque.

En vain s'efforçait-il de croire à une fugue amoureuse : choisir précisément Blaizot comme lieu de rendez-vous, quand on habite Langres et qu'on abrite M^{me} Clapain sous son toit, ne saurait résulter d'un hasard. La visite de la propriété Bernard sous prétexte d'achat puait l'invraisemblance. Tout militait au contraire pour que cette Cadifon et son acolyte fussent venus en émissaires de M^{me} Clapain.

Il paraît que le propre des gens ayant eu des relations avec celle-ci était d'en redouter le renouvellement : témoin Christine. Devant la conclusion qui s'imposait, Joudetot eut de même un mouvement d'humeur. Il se reprocha sa démarche du matin :

— Si on prétendait m'apporter une nouvelle mise en demeure, on aurait bien su me rejoindre, et si je me trompe,

ma curiosité m'aura compromis. Dans les deux hypothèses, c'était imbécile.

Il répéta tout haut :

— Imbécile...

Puis, saisi d'une idée nouvelle :

— Si je disparaissais pour deux jours : le temps de laisser ces gens disparaître à leur tour !

Un conseiller général a toujours des devoirs impérieux qui motivent un voyage à la Préfecture. Solution excellente : il partirait. Il n'avait même que le temps, puisque le train pour Dijon passait vers six heures.

Aussitôt, quittant sa pose abandonnée, il se leva, gagna le palier et allait donner l'ordre de préparer sa valise, quand le bruit d'une discussion l'arrêta.

— Qu'est-ce ? cria-t-il d'un ton rogue.

Une voix répondit au rez-de-chaussée :

— Un monsieur, pour monsieur.

Une autre poursuivit :

— Le docteur Joudetot, sans doute ? Excusez-moi, docteur, je n'en aurai que pour une minute.

Ensuite un pas leste qui escalade les marches. Avant que Joudetot ait protesté, l'inconnu aperçu tout à l'heure au Lion d'Or paraissait devant lui.

Qu'on se représente ici le contraste de ces deux hommes sur le palier : Joudetot, ventripotent, la barbe solennelle, l'air d'autant plus gourmé qu'il se sentait pris au trébuchet et en tenue débraillée ; Dancy mince, la face rase, vêtu avec recherche, et rayonnant de confiance en lui-même. Deux générations séparées par la guerre s'affrontaient là : l'une embourbée dans le trafic des petits intérêts, des gains au compte-goutte et des ruses à la minute, l'autre pratiquant à visage ouvert le dédain de l'obstacle qui gêne et décidée à jouer hardiment le jeu de la vie ; la première, âprement accrochée à une importance sociale conquise à force de labeur méthodique et sournois, la seconde, plus soucieuse des réalités immédiates que des espoirs à longue portée et dépourvue de respect pour les situations acquises.

Deux générations, et aussi deux méthodes, car là où l'un foncerait droit, l'autre d'instinct s'efforcerait de biaiser. C'est pourquoi en regardant Dancy, Joudetot, frappé par son air

conquérant et une élégance qui éloignait toute idée de police, se dit : « Agissons comme si c'était l'amant : il l'est peut-être ! » tandis que Dancy, jaugeant Joudetot, songeait au même instant : « Il suffira de lui faire peur : je le confesserai comme un enfant. »

De tels contacts instantanés et silencieux commandent la suite ; l'issue, elle, se charge au besoin de démentir les pronostics de chacun.

Quoi qu'il en soit, ce fut avec l'air de gravité du professionnel très occupé et qu'on dérange indûment que, négligeant de répondre au salut qui lui était adressé, Joudetot demanda :

— Un cas urgent, dehors ?

Dancy eut un rire de belle santé :

— Non, docteur, une brève consultation.

— Pour vous ?

— Mettons pour moi... si vous y tenez.

Et comme Joudetot ne bougeait pas :

— Mais d'abord, puis-je entrer ?

Sans attendre la permission, il passait la porte.

— Je vous préviens, dit Joudetot avec humeur, que convoqué d'urgence par le préfet, je prends le train dans un instant.

— Rassurez-vous, je ne vous retiendrai pas.

Bien obligé de suivre Dancy qui posait son chapeau sur une chaise et s'installait sur une autre, Joudetot alla s'asseoir à sa table. Le sans-gêne de l'inconnu lui portait sur les nerfs.

— C'est vous le malade ? reprit-il, l'air excédé et comme insensible d'avance aux misères physiques qu'on s'apprêtait à lui dévoiler.

Dancy rit de nouveau.

— Vous ne le voudriez pas !

— J'allais dire en effet que les apparences n'y sont pas.

— Je viens vous parler d'une amie.

— M^{me} Cadifon ?

Joudetot, on le voit, allait droit au but. Dancy ne sourcilla pas :

— Vous brûlez.

— Enfin, de qui s'agit-il ?

— D'une de vos clientes que je viens de visiter et qui m'a paru en triste état.

— Son nom ?

— Madame Mirot.

Si Joudetot avait pu hésiter auparavant sur le rôle caché de *M^{me} Clapain* dans les incidents survenus depuis la veille, la réponse de Dancy n'en laissait plus le moyen. En entendant ce nom de Mirot pour la seconde fois depuis le matin, Joudetot sentit passer en lui un petit froid intérieur. Impassible toutefois, il se contenta de hausser les épaules avec une expression vaguement apitoyée :

— Ah ! celle-là !... murmura-t-il... en effet...

Puis d'une main distraite, il caressa la tête du petit buste de la République qui se trouvait devant lui : geste d'invocation à l'adresse de la divinité tutélaire, à moins que ce ne fût simplement celui de l'homme embarrassé qui quête une attitude.

— Y a-t-il longtemps que vous n'avez été la voir ? poursuivit Dancy.

Joudetot reprit son air rude :

— A quoi bon ? Quand on ne peut soulager... D'ailleurs, on la soigne, là-bas... Alors ?

— Qui sait pourtant si votre présence, de temps à autre, ne lui procurerait pas au moins un mieux momentané. Une cliente si fidèle ! et qui vous aimait tant !...

— Peuh ! moi-même je ressentais aussi pour elle un réel attachement : les circonstances toutefois nous ont séparés. Elle habitait Tonnerre, bien difficile d'accès pour nous autres, gens de Blaizot. D'autre part, chargé d'intérêts politiques considérables...

— Je sais... glissa encore Dancy.

— ... partagé entre ma clientèle proche et mes devoirs de conseiller général, j'ai dû renoncer à la suivre.

— Mais elle n'avait point renoncé à recourir à vous, à preuve sa dernière crise où elle tint à se mettre entre vos mains.

— On a confiance ou on ne l'a pas, affirma sentencieusement Joudetot.

— Il est admirable qu'à travers la folie commençante, de tels sentiments parviennent à subsister. En somme, plutôt que faire appel à sa famille, *M^{me} Mirot* a d'abord songé à vous : quel éloge !

Joudetot s'inclina sans répondre.

— Ce qui me surprend, c'est qu'elle ait aussi tenu à cacher sa présence à l'asile de Cramans. Sans un hasard, — providentiel, j'ose le dire, — du diable si j'aurais songé à l'y chercher ! Un pareil désir d'incognito explicable chez une folle m'étonne chez les gens raisonnables qui l'amenaient, et c'est pourquoi, ayant lu sur le certificat votre nom, si connu à tous égards, passant d'autre part assez près de Blaizot, j'ai souhaité vous demander, en même temps que votre avis sur le cas médical, à quoi correspondaient des précautions... mettons assez anormales. Vous me comprenez, n'est-ce pas ? Je ne suis pas indiscret ?

De plus en plus digne et toujours caressant la République, Joudetot parut peser sa réponse : enfin il laissa tomber :

— Indiscret ? Cela dépend...

— Qu'entendez-vous par là ?

— Rien que de naturel. Je serais certes désireux de vous fournir les détails souhaités...

— Les éclaircissements, rectifia Dancy.

— Éclaircissements ou détails, peu importe ! Le malheur veut cependant que je sois astreint à un secret professionnel : donc, faute de me trouver en face d'un tuteur, ou d'une personne dûment mandatée par la famille, je me vois dans la pénible obligation de garder le silence. J'ajoute que j'ignore encore qui vous êtes, et autant cette ignorance demeurerait indifférente pour un malade occasionnel, autant devant vos demandes d'un caractère... spécial, je deviens désireux d'apprendre à qui j'ai présentement affaire.

— Fort juste ! s'écria Dancy avec un parfait sourire : vous me rappelez que, dans ma hâte à vous entretenir de cette chère Mme Mirot, j'avais omis ce détail. Je me nomme Roger Dancy et vous parle au nom de M^{lle} Cadifon, sœur de l'intéressée, c'est-à-dire et sauf erreur, sa plus proche parente.

Joudetot approuva d'un signe de tête :

— Enchanté de la nouvelle : mais en ce cas, pour satisfaire à vos désirs, permettez-moi d'attendre que M^{lle} Cadifon en personne ait bien voulu m'y inviter : ce lui sera facile, puisqu'elle est à Blaizot...

La main, agrippée au buste de la République, venait cette fois de quitter son appui : on entendit un soupir qui pouvait

passer soit pour la marque de soulagement de l'homme sorti d'un pas difficile, soit pour une invitation discrète à terminer l'entretien.

Dancy ne bougea pas, et de plus en plus souriant :

— Entre nous, cher monsieur, ne croyez-vous pas qu'il serait meilleur *pour tous* de tenir valable mon mandat ? Il existe quelquefois telles intentions qu'une femme risquerait de ne pas comprendre, voire qu'il serait humain de lui cacher... du moins en partie... tandis qu'entre hommes, et j'ajouterai, — car j'en suis un, — entre fonctionnaires voués à un commun idéal républicain, nous serions sûrs de nous entendre à demi-mot.

Aux modulations de la voix, à la lenteur calculée des phrases, un témoin quelconque eût reconnu le plaisir que prenait Dancy, croyant avoir jaugé l'homme, à prolonger ses feintes, quitte ensuite à l'abattre d'un coup. Un chat joue de même avec sa victime.

Interloqué, Joudetot tourna vers Dancy ses yeux de porcelaine.

— Nous entendre, à quel propos ? Je ne saisis pas.

— Si, reprit Dancy, vous devez au contraire admirablement saisir ce que je ne souhaitais qu'insinuer, mais, puisque vous y tenez, et, je le répète, dans l'intérêt de tous, je me décide à préciser. Supposons... ce n'est bien entendu qu'une supposition, — supposons que l'accès de délire de M^{me} Mirot soit survenu à la suite d'incidents ignorés de la famille et que vous seul connaissiez, il devient naturel... je dis plus : évident !... que vous deviez, en installant la malade dans son asile, tenir secret son internement. Un hasard, peut-être déplorable, ayant découvert à la famille ce qu'on souhaitait lui cacher, le meilleur ne consisterait-il pas à me confier vos raisons ? Je me fais fort ensuite, et sur ma simple affirmation, de rassurer tout le monde sans compromettre personne.

Joudetot continuait de regarder Dancy.

— J'estime que là où votre parole suffirait, la mienne aussi doit suffire, dit-il, en lissant sa barbe d'une main redevenue nerveuse.

— Hélas ! non, cher monsieur.

— Et pourquoi, je vous prie ?

En même temps, Joudetot venait de se dresser à demi.

Partagé entre le désir de jeter à la porte l'insolent et celui de savoir à quoi tendait son insistance, il réfléchit toutefois que la colère incite surtout aux maladresses. Au contraire, on gagne toujours à noyer le temps sous l'averse des lieux communs. Profitant donc de ce que Dancy tardait à répondre, il reprit sa pose attentive et s'empressa de poursuivre :

— Si je vous demandais à mon tour quels motifs vous ont fait rejoindre ici la personne dont vous semblez prendre tellement à cœur l'intérêt, vous me répliqueriez à coup sûr que cela ne me regarde pas : souffrez alors qu'il en soit de même en ce qui concerne ma fonction. Quand on a derrière soi un passé de citoyen probe, désintéressé, tout entier voué à sa tâche sociale, bref un passé tel que le mien, plutôt que d'y mentir, on néglige les insinuations, si absurdes soient-elles. D'ailleurs, homme politique, je suis accoutumé aux calomnies. Je n'en garde pas moins ma conscience pour moi, et, comme le prouve ma dernière réélection, l'estime des honnêtes gens !

— Regrettable... se contenta de soupirer Dancy.

— Qu'est-ce qui est regrettable ?

— Que vous m'obligiez à vous avouer que sur cette affaire d'autres que vous se sont montrés moins discrets.

— Quels autres ? Le directeur de Cramans ?

— Mon Dieu ! dit paisiblement Dancy, pourquoi tout de suite accuser un confrère de se livrer à des pratiques contraires à l'honneur de la corporation ? Vous oubliez qu'il y eut des tiers dans l'affaire, libres ceux-là de passer outre au fameux secret professionnel !

— Non, monsieur, j'étais seul dans la circonstance.

— Seul présent, peut-être : mais en arrière, au loin ?... M^{lle} Cadifon aurait-elle par hasard omis de vous informer qu'elle avait le plaisir d'abriter chez elle une autre de vos clientes ?...

Ensuite le nom que Joudetot depuis le début n'a point cessé d'attendre, dont Dancy au contraire s'était plu à retarder la venue :

— M^{me} Clapain...

— Je n'entrevois pas le rapport... balbutia Joudetot.

— Allons donc ! répliqua Dancy, résolu désormais à plaider

le faux pour obtenir le vrai, vous l'apercevez si bien que je nous crois déjà d'accord ! De quoi s'agit-il en somme ? De confronter deux versions, dont l'une déjà donnée par cette honorable personne. Inutile d'ajouter que je me sens prêt à me référer à la vôtre : sinon, vous ne me verriez pas ici.

Un intervalle suivit à peine perceptible, bien qu'à l'intéressé il parût d'une durée démesurée.

— Eh bien ? reprit Dancy.

— Eh bien, monsieur, riposta résolument Joudetot, dès lors que M^{me} Clapain, ma cliente en effet, vous a fourni les explications qu'elle jugeait utiles, tenez-les pour confirmées.

— Quelles qu'elles soient ?

— Assurément.

— Même si elles se lient à des événements antérieurs, en apparence assez éloignés de la question qui nous occupe, et par exemple...

Ici encore un temps : enfin le premier coup destiné à faire peur :

— Et par exemple... à votre rôle dans la mort d'un nommé Bernard.

Une barbe teinte en noir n'est pas seulement censée rajeunir un visage : elle permet d'atténuer la pâleur d'une face blémisante. A la grande surprise de Dancy, Joudetot répondit simplement :

— Vous rendez-vous compte, monsieur, que ceci n'a rien à voir avec la santé de M^{me} Mirot ?...

— Savoir ! interrompit Dancy.

— ... et qu'ayant épuisé le sujet qui pouvait à la rigueur vous intéresser, je n'ai plus qu'à vous prier de retourner à vos occupations, en me laissant libre de poursuivre les miennes ?

Magnifique de sang-froid, Joudetot en même temps se levait.

— Et qui vous prouve qu'en insistant de la sorte, répondit Dancy avec un flegme équivalent, je sorte de mes occupations ? Au fait, en vous faisant part tout à l'heure de ma qualité de fonctionnaire, je crains d'avoir omis de vous confier ma fonction. Permettez donc que j'achève une présentation... devenue indispensable : Roger Dancy, commissaire de police à Langres et chargé d'enquêter sur les causes du suicide de M^{me} Clapain.

— Vous dites ? M^{me} Clapain suicidée !

Et Joudetot retomba sur sa chaise, comme fauché par la nouvelle. Un éclair de triomphe passa dans les yeux de Dancy. Cette fois, il ne doutait plus de tenir l'adversaire ; et s'accoudant à la table :

— Mon cher conseiller général, si nous reprenions maintenant notre entretien en toute tranquillité ? Je vous assure que cela vaut mieux, aussi bien pour vous que pour moi...

Joudetot ne répondit pas.

— Étrange, n'est-ce pas, ce suicide ?

Même silence de Joudetot. La surprise passée, pareil en cela à Christine, peut-être en savourait-il l'allègement. Imprudent, Dancy poursuivait :

— Étrange et inexplicable. Dommage qu'en veine de confidences, M^{me} Clapain, avant de se tuer, ait négligé de nous aiguiller ! Il est vrai qu'entre ses confidences et la vérité, on doit toujours supposer une distance appréciable. Je ne saurais les suivre en particulier en ce qui vous concerne, ni croire que de gaieté de cœur vous ayez été jusqu'à... couvrir l'assassinat de Bernard.

Il attendait une révolte : elle ne vint pas. Au contraire, à mesure qu'il avançait, Joudetot reprenait son calme du début ; on eût dit même que le rappel de Bernard, après l'avoir désarçonné au début, servait ses desseins, car à peine Dancy achevait-il qu'il redressa la tête et sèchement :

— J'ai donné en effet un permis d'inhumer.

— Alors vous savez du moins exactement quelle maladie causa le décès ?

— Je le sais.

— Et c'était ?...

Un sourire, le premier, crispa la bouche de Joudetot :

— A mon tour, monsieur, de vous faire remarquer que je n'ai pas pour habitude de me prêter à un interrogatoire, fût-il de commissaire de police, sans prendre au préalable connaissance de la commission rogatoire qui l'autorise, sans m'assurer aussi de l'identité de l'enquêteur et si ce n'est pas à moi de le faire arrêter pour usurpation de fonction.

Dancy, devant cette diversion qu'il jugeait puérile, haussa les épaules :

— S'il ne tient qu'à cela pour que vous répondiez...

Prenant son portefeuille il en tirait à demi sa carte d'identité, mais Joudetot ne la regarda même pas :

— Répondre à quelles questions, poursuivait-il, ou plutôt à quels soupçons stupides ? Je m'étonne en vérité qu'un homme tel que vous m'ait supposé assez niais pour me laisser prendre aux balivernes que vous débitez depuis une heure, assez bête surtout pour m'être engagé jadis à découvert dans des opérations douteuses. A l'inverse de vos procédés qui sentent par trop la jeunesse, moi, j'irai droit au but et jouerai cartes sur table. Si c'est un accusé que vous cherchez, vous faites fausse route : vous ne trouverez ici qu'un homme public résolu à se défendre par tous les moyens à sa disposition, et *fût-ce à vos dépens* : si c'est simplement un collaborateur, au cours d'une enquête délicate, soit, je ne me refuse pas à vous aider, mais auparavant j'entends savoir où vous allez, où je devrai moi-même vous suivre.

Un instant auparavant, Dancy avait jugé la diversion puérile. Quelle erreur, puisque devant ce qui la suivait, il hésitait maintenant sur la route à prendre ! Lequel valait mieux ? Essayer encore de la surprise, tenter d'effrayer plus, ou, comme le proposait Joudetot, affecter de se prêter à une collaboration ?

— Eh ! s'écria-t-il après une courte hésitation, mon cher conseiller général, que ne vous expliquiez-vous plus tôt ? je ne demande comme vous qu'à étaler mon jeu. Ce que je cherche ? Je l'ai déjà dit : la cause du suicide de M^{me} Clapain, rien de plus. Pourquoi je vous interroge ? Parce qu'il se trouve que M^{me} Clapain était de vos clientes, et non point une cliente banale, certes ! puisqu'elle recourut à vous dans une circonstance... pour le moins délicate, la mort de Bernard, puisque, récemment encore, elle vous chargeait de soigner M^{me} Mirot, puisqu'enfin il me paraît hors de doute que c'est vous, toujours, qui assistiez à son accouchement jadis, dans la clinique de Tonnerre.

Lentement Dancy laissait tomber, l'une après l'autre, ces accusations avec l'attente soit d'une dénégation, soit d'un signe lui révélant qu'il frappait juste ; mais, désormais sûr de lui-même, Joudetot avait repris sa figure d'homme officiel, et s'occupait à balayer avec la main les cendres de cigarettes qui maculaient le buvard placé devant lui.

Dancy continua, résolu de pousser sa pointe :

— Si je rappelle ces choses, c'est qu'à parler vrai, je les suppose intimement liées au suicide, et qu'entre les propos de Mme Clapain, ou les déclarations d'un témoin tel que vous, je n'hésite pas. Mme Clapain avait toutes raisons de mentir. Vous, au contraire, par fonction, et j'ajouterai par intérêt, ne pouvez servir que la vérité. Je ne demande donc qu'à vous croire. Encore faudrait-il parler ! Allons, un bon mouvement, ne m'obligez pas à penser que l'amitié d'une Clapain dût être moins un agrément qu'une charge. Et je reviens à ma première question : quand ce Bernard est mort, quand vous avez constaté le décès, n'avez-vous rien vu qui vous permit de soupçonner une fin... providentielle... ?

Un instant on n'entendit plus dans la pièce que le grattement sur le papier d'une paume qui s'obstinait à la chasse aux cendres de cigarettes. Joudetot persistait à se taire.

— Vous ne répondez pas ? Ne serais-je pas assez clair ?

D'un souffle brusque, Joudetot fit cette fois voler au loin le petit tas de cendres qu'il avait réuni :

— Je vous demande pardon, j'ai parfaitement compris.

— Alors ?

— Alors, si vous avez fini, j'userai d'une franchise égale à la vôtre. Cher monsieur, la raison du suicide m'échappe totalement, et je ne pourrais à cet égard que suggérer une direction de recherches : reste à savoir si vous ne feriez pas aussi bien de laisser celles-ci et de vous occuper d'autres affaires d'un intérêt probablement plus pressant.

— Vous m'étonnez, dit Dancy.

— Cela pourtant tombe sous le sens. Supposons en effet que vous renonciez à savoir pourquoi Mme Clapain s'est tuée : qui s'en plaindra ? Pas elle puisqu'elle est morte ; ni ses héritiers, s'il en existe, ce dont je doute ; ni enfin la Justice à qui manque le loisir des curiosités platoniques. Alors, une enquête pour la gloire... ou pour satisfaire votre amie, M^{lle} Cadifon ? Mais justement, dans ces cas-là, un homme avisé tâte le terrain et se garde de choisir une espèce où les plus habiles devront se rompre le cou. L'affaire Clapain, croyez-en mon expérience, est une mauvaise affaire.

— Vous m'étonnez de plus en plus, interrompit encore Dancy.

Joudetot eut un sourire où se lisait une pitié condescendante :

— Je maintiens : une mauvaise affaire à laquelle vous n'avez pas réfléchi, ou que vous connaissez mal. Reprenons, pour vous éclairer, les faits auxquels je fus mêlé et dont vous paraissiez tellement curieux. J'ai en effet assisté M^{me} Clapain, il y a quelque vingt-cinq ans, à la clinique Mirot, lorsqu'elle y accoucha d'un enfant-mort, si je ne me trompe.

— Vivant, rectifia vivement Dancy.

Le visage de Joudetot eut une légère contraction qui équivalait à un aveu, mais sans se déconcerter :

— Il est possible, bien que, n'ayant pas été chargé de la déclaration à l'état civil, je m'en tienne aux affirmations de la mère et de M^{me} Mirot. Beaucoup plus tard, appelé auprès de Bernard, amant de M^{me} Clapain, je juge acceptable de certifier que la mort est due à une attaque. Pourquoi ? parce que les apparences y étaient, et qu'après tout la loi ne m'invitait qu'à certifier des apparences. Enfin, tout récemment, je soigne M^{me} Mirot...

— Sur les instances de M^{me} Clapain !

— Parfaitement, sur ses instances : or, vous avez vu M^{me} Mirot ce matin et pu vérifier par vous-même son état mental. Ainsi de ces trois chefs d'inquiétude, rien à tirer en ce qui me concerne, n'est-il pas vrai ?

Si Dancy avait cru tenir auparavant Joudetot, comment à l'accent de celui-ci, douter maintenant que la pareille commençait de lui être rendue ? Riposte d'avant-guerre, toute en cautele, où le combattant se dérobe, tandis que, le poing tendu vers le vide, l'adversaire perd l'équilibre.

Voyant que Dancy ne répliquait rien, Joudetot poursuivit :

— Tenons-nous en dès lors à M^{me} Clapain, unique personne à mettre en cause. Ici en effet, cher monsieur, impossible, à la lumière des simples faits énumérés ci-dessus, de ne pas ressentir quelque trouble. Pour ma part, je suis frappé de deux choses : la vie de M^{me} Clapain n'a commencé de défrayer les racontars qu'à dater de la naissance de l'enfant, — mort ou vivant, — dont vous parliez tout à l'heure ; d'autre part, la folie de M^{me} Mirot semble tourner à la fois autour de M^{me} Clapain et d'un agissement probablement douteux survenu dans la clinique : deux choses, je le répète, lointaines, mais qui

pourraient bien être liées. Croyez-moi, entre elles, quelque part, je ne sais où, mais en tout cas autour de ces histoires d'enfant, repose la clef du suicide. Libre à vous, maintenant, de fouiller les broussailles : à votre place, j'y renoncerais, assuré que le monde n'y perdra rien et que trop de pièges encombrant les sentiers. Car enfin, qu'on le veuille ou non, dès lors que vous commencerez, se posera la question Bernard. Mort naturelle ou assassinat ? Il suffira que le public doute : même si Mme Clapain fut innocente, le scandale existera. Ce n'est rien encore : il y a la possibilité d'une falsification d'état civil, aussi bien à la naissance de l'enfant qu'à la mort de Bernard ; il y a la possibilité du vol des titres de Bernard quand Mme Clapain a quitté le château ; il y a enfin les relations inquiétantes de Mme Clapain avec la clinique Mirot, relations qui sans doute amèneront plus d'une découverte fâcheuse pour Mme Mirot et par contre-coup pour cette demoiselle dont vous souhaitez défendre les intérêts. La seule évocation du testament Bernard devant un tribunal, a mis pendant trois ans ce pays en révolution. Que sera-ce, si vous évoquez le reste et, dans pareille bataille, comment ne pas gager que vous en deviendrez la première victime ?

Il aspira ensuite l'air comme un homme à fond de course, puis conclut :

— Ce sont les mêmes considérations qui jadis, à la mort de Bernard, m'incitèrent, quels que fussent mes appuis, mon expérience et ma situation, à une attitude de stricte prudence. Je demeure persuadé qu'en m'imitant, vous ne rendriez pas seulement service à la société, mais aussi peut-être à votre amie et à vous-même.

Il y eut ensuite un silence. Tout à coup il apparaissait que ni Joudetot ni Dancy ne sauraient ajouter rien et qu'entré en conquérant, Dancy devait reconnaître sa défaite.

Il murmura enfin :

— Quoi que je décide, mon cher conseiller général, croyez que je n'oublierai pas vos judicieux avis, et que cet entretien restera strictement confidentiel.

— J'y compte bien, répliqua Joudetot en se levant.

Conscient d'être redevenu le plus fort, il congédiait maintenant l'intrus.

Dancy comprit et se leva à son tour, mais précisément parce

qu'il se sentait battu, il ne put se tenir de montrer qu'il représentait encore une menace.

— Reconnaissons en tout cas que M^{me} Clapain était une rude femme et le danger d'avoir été son témoin. M^{me} Mirot en sait aujourd'hui quelque chose, et pour un peu, puisque vous en fûtes un autre, je vous féliciterais d'un suicide qui supprime définitivement vos risques, fût-ce aux dépens du profit.

Les yeux de porcelaine s'animèrent d'une courte lueur, la première qui trahit un peu la tension de Joudetot.

— Que signifie ?...

— J'entends que, perdant le bénéfice d'une cliente, vous gagnez en sécurité.

Ce furent leurs derniers mots.

Demeuré seul, Joudetot ne bougea pas. Il se demandait : « Poursuivra-t-il ses projets, ou l'ai-je convaincu ? » La vie fait parfois payer en dix minutes des années de bonheur injuste. Vivante, M^{me} Clapain s'était montrée créancière impérieuse, mais toujours bouche close et avec tranquillité garantie ; morte, elle venait de le livrer à un passant, et désormais, cette tranquillité perdue, il tremblait.

ÉDOUARD ESTAUNIÉ.

(La dernière partie au prochain numéro.)

L'ESPAGNE MUSULMANE

I

CET fut, par certains côtés, une véritable épopée, proche parente de nos chansons de geste, et aussi, par d'autres, une histoire assez médiocre et pleine de choses affreuses, histoire dont on aime mieux ne plus parler et qui est fort mal connue, du moins chez nous.

La grande faiblesse des historiens qui, en France, se sont occupés de l'Espagne, — et notamment de l'Espagne musulmane, — c'a été de négliger les relations des faits espagnols avec l'histoire européenne contemporaine de ces faits et, si l'on peut dire, avec l'histoire mondiale de ce temps-là. Ils ont considéré l'Espagne en vase clos. Ce qui leur a manqué surtout, c'est l'intuition de tout un monde, de toute une civilisation très différente de la nôtre, c'est le sentiment et la connaissance des milieux et des âmes. L'auteur de cette étude ayant longtemps vécu en Afrique parmi des musulmans et des Espagnols, c'est-à-dire dans un milieu assez analogue à ce que devait être l'Espagne méridionale du moyen âge, a peut-être quelque chance de ne pas tomber dans les mêmes erreurs de jugement. Enfin, il s'est efforcé de rejeter tous les préjugés absurdes amassés depuis près de deux siècles contre l'Espagne et les Espagnols par l'esprit de parti, les rancunes, les haines de race et de religion.

Ce sont ces haines et ces passions politiques et religieuses, encore mal éteintes aujourd'hui, et même, chez certains, plus vivaces que jamais, qui ont faussé chez nous, comme ailleurs, la compréhension de l'histoire espagnole.

Il y a eu, d'abord, entre les deux peuples, le français et l'espagnol, une rivalité qui a duré près de deux siècles, dont le souvenir est maintenant aboli, mais qui a laissé, de part et d'autre, des préjugés tenaces. Pendant près de deux siècles, nous nous sommes battus et nous nous sommes exécrés cordialement. L'Espagnol a été, pour nous, le grand ennemi, comme l'Allemand le devint plus tard. Jusqu'à ces derniers temps, pour un grand nombre d'Espagnols, la France était un pays d'hérétiques qui n'avaient de catholiques que le nom et qui refusaient l'obédience au Pape. Pour les Français du temps de Louis XIII et de Louis XIV, l'Espagne était un pays fini, moribond, *nécrosé*, comme disent de nous les Allemands : plus de population, plus d'industrie, plus de commerce, partout une misère affreuse et, avec cela, une morgue, un orgueil insupportable,

Drapant sa gueuserie avec son arrogance...

Les caricatures de cette époque-là représentent l'Espagne sous les traits d'un soldat éclopé, ou trainant une jambe de bois, avec des chausses et un justaucorps en lambeaux, un vieux chapeau troué, un emplâtre sur l'œil, mais la rapière relevée sous sa cape en dents de scie et retroussant sa moustache, d'un geste avantageux.

La cause d'erreur la plus grave, ce sont les rancunes et les haines religieuses. Après trois ou quatre siècles, elles n'ont pas encore désarmé. On les sent alors plus ou moins latentes et prêtes à exploser derrière les jugements iniques et passionnés que la plupart des historiens d'aujourd'hui font de l'Espagne du passé. Ils assouvissent sur le dos des Espagnols contemporains les rancunes des Juifs contre Isabelle la Catholique et celles des protestants contre Charles-Quint et Philippe II. Chez nous, au xvii^e siècle, cette hostilité irréductible a pris une forme dogmatique dans les écrits des encyclopédistes, et ce préjugé pédantesque, favorisé par la persistance inconsciente de la vieille rancune française contre les Espagnols du temps de la Ligue, a passé jusqu'aux écrivains catholiques. Plutôt

que d'y aller voir, ils ont préféré épouser un préjugé qui flattait l'amour-propre national. Et c'est ainsi que les passions religieuses jointes au philosophisme des loges et des écrivains libres-penseurs du XVIII^e siècle ont créé et imposé à l'opinion une image caricaturale de l'Espagne, qui n'est pas encore effacée.

Il est entendu que ce malheureux pays, abruti par la superstition, s'est ruiné et dépeuplé lui-même pour satisfaire on ne sait quelle terrifiante orthodoxie. Il a expulsé ou exterminé des populations entières, dont le seul crime était de ne point adhérer au *credo* catholique. Et pour justifier les anathèmes lancés contre les persécuteurs, il a fallu doter les persécutés de vertus et de talents admirables. Afin d'augmenter le crime des Espagnols catholiques, on a surestimé de façon absurde et ridicule la civilisation des musulmans d'Espagne. C'est bien simple : on a décrété que les musulmans représentaient la civilisation et les Espagnols la barbarie. Chez certains historiens, cela en devient comique, notamment chez Dozy, le très savant auteur de l'*Histoire des Musulmans d'Espagne*. Ce Hollandais, descendant de huguenots français et qui, d'ailleurs, a écrit son histoire dans un français plutôt agréable, est tellement prévenu en faveur des musulmans qu'il en arrive à conclure contre ses propres prémisses. En bon historien, il ne peut cacher les actes de fanatisme et de cruauté dont les musulmans étaient prodigues. Il les étale tout au long. Mais cela n'a aucune importance : ce sont les Espagnols qui étaient des fanatiques et des barbares, les musulmans des modèles de tolérance et des civilisés supérieurs.

Mêmes préventions et même injustice lorsqu'il s'agit de juger l'œuvre colossale, — et admirable, — accomplie par les Espagnols en Amérique. Nos philosophes du XVIII^e siècle ont inventé les Incas, — l'Inca tantôt représenté comme le type du bon sauvage, plein d'innocence et de vertu, selon le cœur de Jean-Jacques, d'autres fois comme l'héritier d'une haute civilisation odieusement écrasée par la barbarie des conquérants. Comme pour la civilisation musulmane, il a fallu exagérer ridiculement celle des Incas, afin de justifier la réprobation dont on frappait les cruels Espagnols, et, à travers eux, le catholicisme, le vrai coupable ! Aujourd'hui encore, beaucoup de Français se représentent la conquête de l'Amérique avec les

mêmes yeux que Victor Hugo, dans sa *Légende des siècles*. Ils n'ont d'autres arguments à opposer aux Espagnols que « les raisons du Momotombo ».

J'ouvre un gros livre sur la civilisation des Arabes et j'y trouve, en manière de conclusion, un réquisitoire sans circonstances atténuantes contre la pauvre Espagne sombrée dans la misère, la routine, l'abrutissement, pour avoir expulsé de chez elle les Mores et les Morisques. Plus d'Arabes, plus de civilisation ! L'auteur a l'air d'ignorer que la plus grande prospérité, la plus grande richesse, la plus grande puissance militaire de l'Espagne, son plus haut degré de culture intellectuelle, l'apogée de sa civilisation enfin a coïncidé avec l'expulsion des Mores, que cette période extraordinairement brillante a duré plus d'un siècle et que jamais l'Espagne n'a été plus catholique qu'à cette époque. Le préjugé pro-islamique et anticatholique est tellement fort qu'il fait oublier des faits historiques élémentaires et qu'il ferme les yeux à des vérités trop évidentes. Si c'est la disparition de l'Islam qui explique la décadence de l'Espagne, comment se fait-il que des pays restés purement islamiques soient tombés dans une décadence encore plus lamentable ? Dès que l'Afrique islamique a été coupée de l'Espagne catholique et latine, elle n'a plus rien donné, ni comme art, ni comme littérature, ni comme science. L'Islam occidental n'a connu la civilisation que tant qu'il a été espagnol, c'est-à-dire en contact avec de vieux civilisés formés par la tradition helléno-latine et très supérieurs aux sauvages Berbères d'Afrique.

Mais toutes ces considérations ne tiennent pas devant le préjugé mis en circulation par les Encyclopédistes et propagé par toute une littérature de parti. Il ne lui manquait plus, pour prendre la forme définitive et immuable d'un dogme, que d'être consacré par un grand écrivain catholique. *Les Aventures du dernier Abencérage* de Chateaubriand ont opéré cet embellissement et cette idéalisation suprêmes. Pour celui-ci, le dernier rejeton des souverains de Grenade est un chevalier parfait : homme de foi, amant d'une fidélité sublime, guerrier sans peur et sans reproche, n'ayant d'autre devise que : « Honneur et amour ». Et, pour que rien n'y manque, ce parfait chevalier est aussi un homme de science, adonné à l'étude de la botanique et à la cueillette des simples : « Ainsi,

nous dit-on, cette race de guerriers qui, jadis, faisait des blessures, s'occupait maintenant de l'art de les guérir. » L'Abencérage dépose l'épée, pour distiller des élixirs et préparer des tisanes. Comment résister à un héros orné de tant de qualités ?

Une telle supériorité chez le musulman a pour corollaire inévitable l'infériorité du chrétien. Non seulement aux yeux des profanes, mais même du plus grand nombre des lettrés et de ceux qui, chez nous, se sont occupés de ces questions, il y a deux Espagnes ennemies qui s'opposent de la façon la plus tranchée et la plus violente, l'une digne de toutes les admirations, l'autre, de tous les mépris.

Cette dernière, — l'odieuse, l'abominable, celle de l'Inquisition, — se symbolise tout naturellement dans l'Escorial, fantaisie démente d'un despote fanatique et cruel, qui a ruiné et abêti tout un pays et tout un peuple. On ne veut pas faire attention que l'Escorial, tout en étant d'abord un monastère et une Messe des morts perpétuelle, est aussi un musée et une bibliothèque, une des plus riches du monde, une de celles qui renferment le plus de manuscrits anciens et, en particulier, de manuscrits arabes ; que c'est aussi un lieu de fraîcheur, de verdure et d'eau jaillissantes, fait pour la joie des yeux et la récréation de l'âme et du corps, une succession de jardins peuplés de statues et de fontaines qu'a imités notre Versailles et près desquels les charmants jardinets mauresques ne sont plus que caprices de petits bourgeois. On oublie tout cela et bien d'autres agréments encore et l'on ne veut considérer en ce site farouche et en ce palais austère que le pourrissoir des cadavres royaux et la cellule ascétique où Philippe II s'abimait dans la prière et la méditation. Ce que l'Escorial représente aux regards prévenus, c'est l'image la plus offensante de l'Espagne : il signifie l'écrasement de la vie et de l'intelligence par l'idée religieuse, sous sa forme la plus intolérante et la plus fanatique.

En face, se dresse l'Alhambra, figure de l'autre Espagne, la voluptueuse, la charmeuse, la savante aussi, l'artiste, l'intelligente... L'Alhambra, décor léger, fantaisie aérienne créée en une nuit par les fées de l'Islam ; palais de fraîcheur et d'ombre ardente, palais des myrtes, des eaux murmurantes, des baignoires et des alcôves secrètes. Et, sous les arcades ajourées des patios, on imagine de perpétuels décamérons de poètes et des musiciens ; des philosophes qui dissertent sur

l'éternité de la matière ou sur le premier moteur; des chanteuses et des danseuses gaditanes, qui rythment les poses lascives de leurs corps au claquement des crotales ou qui lancent leurs roulades vers les étoiles, en battant des mains; des festins et des orgies aux flambeaux, les convives couchés sur des divans et couronnés de roses, au milieu des eunuques et des pages qui, malgré les puritains ennemis du jus de la vigne et de la musique, versent dans les coupes les vins d'or d'Andalousie... Hélas! cette Espagne délicieuse a été ignoblement jugulée par l'autre, la barbare, celle des curés visigoths et des hobereaux asturiens et castillans. Quelle catastrophe pour la civilisation! Quel chagrin pour les âmes sensibles, pour les intellectuels et pour les artistes! Et quelle honte inexpiable pour ceux qui ont commis un tel forfait!...

Les descendants des destructeurs, des « barbares », les Espagnols modernes, devenus étrangers aux sentiments des hommes de la Reconquête, avaient fini, dans leur indolence, surtout au cours du ^{xix}^e siècle, par admettre le crime des ancêtres, par s'incliner sous le verdict de culpabilité fulminé contre eux. Et puis, en Espagne même, grâce au progrès des méthodes historiques, grâce aux travaux d'arabisants plus compétents et mieux informés, on a fini par réagir contre cet excès d'humilité, par se convaincre que, s'il y a eu crime et barbarie au cours de ces siècles obscurs du moyen âge, le crime et la barbarie doivent être partagés équitablement entre musulmans et chrétiens, et qu'enfin il n'y a pas eu deux Espagnes, mais une seule, — une seule et unique Espagne, qui, avec ses vices et ses vertus, a perpétué jusqu'à nos jours sa vie héroïque et misérable, frénétique et somnolente, opulente et sordide, matérielle et mystique...

Ces tendances et ces idées sont sorties du petit monde des érudits pour pénétrer jusqu'à la foule. Il y a deux ans, en 1929, à Cordoue, l'antique capitale des Califes, une manifestation solennelle, à laquelle ont pris part nombre de savants réputés, a célébré, *comme fête nationale espagnole, le millénaire du Califat*. Les Espagnols ont fini par comprendre qu'il était aussi absurde de séparer l'histoire de l'Espagne musulmane de celle de l'Espagne chrétienne qu'il le serait, pour nous autres Français, de considérer comme allemande la période mérovingienne ou carolin-

gienne de notre histoire et de la rejeter comme étrangère. Ils se sont convaincus que le nombre des conquérants arabes fixés sur le sol était extrêmement restreint, celui des Berbères africains très inférieur à celui des autochtones et que de continuels croisements entre musulmans et chrétiens avaient formé peu à peu une race nouvelle : « Les musulmans du Califat de Cordoue, écrit Menendez Pidal, étaient, en majeure partie, Espagnols de race, et même les descendants de père oriental ou africain avaient d'habitude pour mère une esclave galicienne, catalane ou basque... » De sorte que la civilisation, dont on fait honneur à d'hypothétiques Arabes, est en réalité espagnole. Les Espagnols peuvent la revendiquer comme leur et s'en montrer fiers autant que de ce xvi^e siècle qu'ils appellent leur « Siècle d'or ».

Il y en a même qui exagèrent cette autre « reconquête » et qui considèrent la civilisation de l'Espagne califale comme plus espagnole que l'autre. Et voici une nouvelle cause d'erreur. Les Espagnols, par excès de nationalisme, en arrivent à rejoindre, dans leur exaltation du Califat, les pires ennemis de l'Espagne chrétienne. Pour des raisons différentes, les uns et les autres en viennent à surestimer étrangement la civilisation hispano-musulmane, — les Espagnols, par patriotisme, du moment qu'ils se sont annexé le Califat, les autres en haine du catholicisme espagnol et pour le rabaisser.

Il faudrait essayer de voir clair dans cette confusion, de garder la mesure entre deux exagérations inspirées de principes contraires. C'est ce que l'on se propose au cours de ces études. Et cela en vaut la peine. La lutte multi-séculaire de l'Espagne contre l'Islam est le fait capital de son histoire et c'est un des faits capitaux de l'histoire du monde occidental. On peut dire que cette lutte a eu une influence décisive sur les destinées de l'Espagne et que les conséquences s'en font encore sentir. Ce contact si prolongé avec l'Islam a laissé une empreinte profonde sur le caractère espagnol. Les contemporains de Charles-Quint et de Philippe II, comme ceux du Cid et de Pierre le Cruel, en sont pénétrés jusqu'aux moelles. Leurs gestes, leur psychologie intime, leur art, leur littérature et jusqu'à leur religion, tout cela est marqué d'islamisme.

On voudrait étudier ce grand duel dans toutes ses phases et dans ses conséquences ultimes. Mais on voudrait éviter en

même temps de se noyer dans le menu détail d'un drame aux péripéties innombrables et interminables, dont la complication et l'embrouillement donnent l'impression de l'incohérence et de l'absurdité, dont les acteurs, innombrables aussi, sont trop souvent médiocres et dépourvus de personnalité. Ce sont les grandes figures seules qui nous retiendront, les événements et les scènes de tout premier plan, en un mot ce qu'il y a d'*intelligible* dans une histoire, qui, comme toutes les histoires humaines, est, la plupart du temps, fastidieuse et inintéressante pour le reste de l'humanité. Autant le moindre petit fait relevé par un érudit peut être révélateur pour une imagination d'historien ou de poète, autant l'énorme fatras de l'annaliste est accablant et sans utilité pour l'esprit. Ce sont donc uniquement les idées, les âmes et les faits qui ont mené les destinées de l'Espagne, que l'on souhaiterait mettre dans une lumière satisfaisante, et cela, bien entendu, sans la prétention d'arriver à la vérité intangible et indiscutable. Après une longue enquête, après de longues réflexions, voilà, ose-t-on dire, comment les choses ont dû se passer, comment les hommes ont dû se comporter et ce qu'il en est advenu pour eux-mêmes, pour leurs voisins, ou leurs rivaux.

J'ajoute que cette histoire lointaine, ce duel interminable de l'Espagnol contre le More, n'est qu'un épisode de l'éternelle lutte de l'Orient contre l'Occident. A des signes infaillibles, on pressent que cette lutte va reprendre avec un renouveau d'acuité. Ce serait une grave erreur de croire que le rôle mondial de l'Islam est terminé. Il y a treize siècles, profitant d'une baisse de la civilisation dans le monde méditerranéen, de l'affaiblissement irrémédiable et de la désagrégation de l'Empire, de la ruine des institutions et de l'anarchie universelle, l'Islam a pu se propager avec la rapidité d'un incendie et s'étendre, en vainqueur, sur trois continents. Il est à craindre qu'une chance pareille exploitée par des chefs ayant, avec toutes les armes de la civilisation déclinante, toutes les énergies intactes du Barbare, il est à craindre que cette chance ne se représente, pour lui, un jour ou l'autre. Alors, si l'Occident ne veut pas mourir, il lui faudra, comme l'Espagne du Cid, des Alphonse et des Ferdinand, recommencer la bataille et l'œuvre harassante de la Reconquête...

LA COUR DES CALIFES

La civilisation hispano-musulmane atteignit son plein épanouissement au x^e siècle de notre ère, sous le règne d'Abd-er-Rhaman le Grand et de l'usurpateur El-Mansour. Elle est en avance d'un siècle, et même un peu plus, sur la civilisation de notre Occident et, en particulier, des petits royaumes chrétiens d'Espagne. Cette constatation remplit de joie les historiens qui ont la haine de l'Espagne chrétienne et qui voient dans l'Islam un agent civilisateur très supérieur au christianisme.

Il y a là une flagrante injustice. C'est oublier que l'Europe occidentale a été mise en état d'infériorité par des invasions barbares qui se sont prolongées jusqu'au x^e siècle et surtout qu'elle a été coupée des anciens centres de la civilisation méditerranéenne. Rome et l'Italie, ravagées par les mêmes envahisseurs, étaient retombées à un état voisin de la barbarie, en tout cas dans une honteuse misère. Constantinople était loin. Et les grands centres orientaux, Damas, Alexandrie, Bagdad, étaient fermés aux chrétiens. Mais l'injustice est plus particulièrement frappante en ce qui concerne les petits royaumes pyrénéens et cantabriques. A l'époque romaine, comme à l'époque visigothique, c'avait toujours été la région la moins riche, la moins fertile et la moins civilisée de l'Espagne. Et dès le lendemain de la conquête musulmane, cette malheureuse contrée fut soumise à des razzias, pour le moins annuelles : dévastations, incendies, villes et couvents saccagés, moissons détruites, arbres fruitiers arrachés ou coupés au ras du sol. Et cela dura pendant des siècles : dès le printemps, les armées du Calife entraient en campagne contre les chrétiens. La guerre sainte était, pour ainsi dire, permanente et toujours virtuellement déclarée. Quel pays aurait pu résister à un pareil régime ? Mais ce n'est pas tout : la population était continuellement décimée, quand elle n'était pas exterminée. L'objectif des bandes califales était de ramener à Cordoue, avec beaucoup de butin, le plus grand nombre possible de prisonniers, qui devenaient des esclaves, — surtout des

femmes et des enfants : le reste était égorgé et décapité. Plus on entassait, plus on rapportait de têtes coupées après chaque razzia, plus la campagne était glorieuse et méritoire aux yeux d'Allah. Dans des conditions pareilles, il faut admirer les pauvres gens de Navarre et des Asturies d'avoir pu seulement continuer à vivre de leur vie misérable et sans cesse menacée.

Ceux-là n'avaient ni le temps ni les moyens de cultiver les beaux-arts et de faire fleurir la littérature : ils avaient assez à faire d'ensemencer à la hâte leurs champs brûlés par l'ennemi ou de rebâtir leurs cabanes. Seuls de rares moines, dans les couvents épargnés, ou bien des clercs, derrière les murailles de leurs villes, pouvaient donner quelque soin aux choses de l'esprit, collectionner quelques livres, ou s'essayer à rythmer de mauvais vers latins, ou à rédiger d'arides chroniques. Que les rustres, et même les hobereaux asturiens ou basques, n'aient ni su lire ni écrire, rien de plus compréhensible : c'est le contraire qui serait surprenant. Dozy, qui ne se sent pas d'aise à constater cette ignorance, nous affirme avec désinvolture qu'« en Andalousie, presque tout le monde savait lire et écrire ». On se demande sur quels textes il appuie cette affirmation au moins extraordinaire. Mais, savoir lire et écrire était une médiocre supériorité. Jamais l'instruction et le bien-être matériel n'ont été forcément des signes de civilisation. On ne voit pas, en tout cas, que les sujets d'un Alphonse ou d'un Ordoño aient eu des âmes plus barbares que ceux d'un Hakam ou d'un Abd-er-Rhaman : ce n'était pas du côté chrétien qu'on rencontrait les monceaux de têtes coupées et les files de crucifiés. Quoi qu'il en soit, ces pauvres pays du Nord, sans cesse envahis et dévastés, ne pouvaient songer à rivaliser avec les pays comblés du Midi ou du Levant, où l'on jouissait d'une tranquillité moins souvent troublée. La civilisation occidentale pourra bien y être en sommeil pendant des siècles : c'est de là qu'elle partira pour conquérir toute l'Espagne et donner des fruits que la civilisation califale n'a jamais connus.

Celle-ci eut la chance de rencontrer un terrain éminemment propice pour s'y développer. Non seulement, les musulmans se sont emparés de la partie la plus fertile de l'Espagne, celle dont le climat, comme le ciel, est le plus heureux. Mais

ils ont trouvé, en arrivant en Andalousie, les restes d'une magnifique civilisation. Les barbares africains qui composaient le plus gros de leurs armées et qui arrivaient des régions à demi sauvages du Moghreb, n'avaient rien vu de pareil, dans leurs pays, à des métropoles comme Séville, Mérida, ou Cordoue. Au début, ils se bornèrent à mettre leurs pas dans les pas de leurs prédécesseurs, à recueillir l'héritage romain, augmenté de l'apport de Byzance et du Proche-Orient, que leurs cavaliers syriens traînaient derrière leurs chevaux. Grâce à eux, grâce à l'effort de leurs walis et de leurs émirs pour maintenir l'ordre latin et sauver au moins le matériel de la vieille civilisation méditerranéenne, celle-ci put continuer à vivre ou à se survivre, elle eut même un commencement de renaissance, qui préfigure la grande Renaissance occidentale des ^{xv^e} et ^{xvi^e} siècles.

Leur principal mérite, c'a été de renouer le lien, rompu par les barbares, entre l'Orient et l'Occident. Désormais les routes sont rouvertes vers les grandes villes d'Afrique, d'Égypte et du Levant : Tunis, Kairouan, le Caire, Alexandrie, Damas, Bagdad. Les caravanes reprennent les pistes romaines qui, à travers la Cyrénaïque et la Libye, mènent vers le Moghreb. Et les flottes sarrasines retrouvent le chemin des ports espagnols. Les tapis, les soieries, les orfèvreries et les gemmes orientales affluent à la cour des Califes et dans les souks de Cordoue. Si, dans l'ordre scientifique, philosophique et littéraire, les musulmans espagnols n'ont pas ajouté grand chose au vieil héritage gréco-latin, ils l'ont augmenté dans l'ordre artistique, pratique et utilitaire; ils ont ajouté aux commodités de la vie, — du moins telle qu'elle était devenue en Espagne et ailleurs après la baisse ou la disparition de la culture romaine. En matière d'art surtout, voilà leur grande originalité : ils ont allié la grâce légère et la fantaisie des Orientaux à la solidité et à l'eurythmie latines. La fantaisie des formes, le charme des lignes courbes, l'incantation mystérieuse de l'arabesque, ils ont appris tout cela aux Occidentaux. Et, ce faisant, ils ont introduit dans le monde un paganisme nouveau, qui, sans doute, n'est plus qu'une image affaiblie ou incomplète de l'ancien, mais qui garde, avec une physionomie très particulière, un incomparable attrait de séduction.

LE PAGANISME MUSULMAN

LE vieux paganisme ressuscité, — un paganisme en turban et en robe longue, — voilà sous quelle espèce l'Islam apparut d'abord aux Espagnols. Et c'est ce qui explique peut-être, après les raisons intéressées, qu'un si grand nombre d'entre eux aient abandonné le christianisme. Ces méridionaux sensuels ne voyaient qu'une chose : c'est que l'Islam était indulgent à la volupté. Tandis que la religion du Christ condamnait sévèrement tous les plaisirs charnels, celle de Mahomet autorisait la polygamie et promettait à ses fidèles un paradis de houris et de jouissances sans fin. C'est pourquoi, aux yeux des chrétiens du moyen âge, les musulmans étaient des païens, comme aux yeux des musulmans, les chrétiens étaient des polythéistes. Dans la *Chanson de Roland*, les Sarrasins ne sont jamais désignés par un autre nom, « les païens », non pas précisément parce qu'ils sont censés adorer, comme le croit naïvement l'auteur, une statue de Mahomet, mais surtout parce qu'ils mènent une vie basement matérielle et corrompue. C'est le principal grief des clercs et des moines espagnols contre les musulmans.

Ceux qui vivaient à Cordoue sous les Califes leur reprochaient de se vautrer dans la débauche. Non seulement ils livraient aux sarcasmes des catholiques ce paradis qui n'est qu'un mauvais lieu, ces harems, repaires de tous les vices, ces fausses austérités du ramadan, qui ne sont qu'un prétexte à un redoublement de ripailles et de fornications, mais ils dénonçaient avec horreur ce retour des musulmans à toutes les voluptés païennes : l'abus du vin, les orgies aux flambeaux, les danseuses et les chanteuses, les musiciens et les poètes qui célèbrent l'amour charnel et toutes les concupiscences de la vie, enfin le faste des bâtiments, l'usage des bains chauds qui amollissent les corps, les thermes, qui sont des lieux de rendez-vous équivoques et l'asile de toutes les turpitudes. Il est vrai qu'ils se rencontraient en cela avec les fâquis et les musulmans de stricte observance. Eux aussi proscrivaient les danses, la musique, la chasse, l'usage du vin. Mais l'entraînement du climat et du milieu était le plus fort. Jusqu'au dernier jour, les musulmans d'Espagne sauront concilier ce

paganisme avec les pratiques de leur religion : ils y perdront leurs anciennes vertus guerrières, mais ils considéreront comme une sorte de point d'honneur national de conserver leurs danseuses, leurs chanteuses, leurs musiciens ; et, à la veille de l'exil, ils continueront à boire, avec leurs poètes et leurs favoris, les vins capiteux et sucrés d'Andalousie...

Ce paganisme musulman exerçait sur les Espagnols une véritable fascination : c'est pourquoi les prêtres chrétiens le jugeaient si dangereux pour leurs ouailles, dangereux non pas certes au point de vue doctrinal, mais par les facilités qu'il accordait à la chair. Ils avaient beau faire et beau dire : les chrétiens mêmes, qui restaient fidèles à la religion ancestrale, se laissaient contaminer par ce paganisme. Les hommes du Nord, les Francs surtout, cédaient tout de suite à l'attrait de ces voluptés païennes. Beaucoup d'entre eux, qui guerroyaient à la solde des princes musulmans, finissaient par vivre complètement de la vie sarrasine. Un auteur arabe nous a raconté la singulière aventure de ce brave comte normand, qui, après la prise de Barbastro par ses coreligionnaires, en 1064, s'était installé dans une maison de la ville, et qui, non content de revêtir les habits de l'ancien propriétaire, s'était mis à vivre à la moresque. On le trouve assis sur un divan, dans une pièce où rien n'a bougé, depuis le départ du maître musulman, ni les meubles, ni le décor, au milieu de jeunes esclaves musiciennes. Il se fait jouer du luth et chanter des romances arabes. Autour de lui, on déploie des soieries et des brocards, on ouvre des écrins, on étale des bijoux et des orfèvreries... Le bon Normand s'est glissé dans la peau du Sarrasin dont il a pris la place...

Il fallait les mâles vertus d'un héros comme le Cid pour résister aux séductions païennes de cet Islam relâché. Il se rencontrait en cela avec les faquis, lesquels ne cessaient de reprocher leur mollesse aux princes musulmans. Aux Valenciens qui venaient de se rendre à lui, il disait sévèrement : « Si vous avez quelque affaire pressée, venez me trouver et je vous écouterai. Car *je ne me renferme pas avec des femmes pour boire et chanter*, comme font vos seigneurs, que vous ne pouvez jamais voir... » Ces paroles du chrétien font écho à celles de l'Almoravide Yousouf ben Tachefin, ce rude Africain, ce musulman austère qui, lui aussi, reprochait aux roitelets

andalous d'être des libertins, des débauchés et des impies.

Vains sermons! ni les plus édifiants discours, ni même les raisons vitales d'intérêt dynastique ou national, ne pouvaient convertir l'âme païenne de l'Andalousie. Le soupir du More exilé, se retournant une dernière fois vers Grenade, sera pour regretter l'Enchanteresse et ses voluptés perdues.

A tout le moins, ce que l'on ne peut pas contester, c'est que plusieurs de ces Califes et de ces roitelets musulmans eurent le sentiment de la beauté, et, presque tous, celui de la magnificence.

Malheureusement, ces instincts de grandeur et de faste furent trop souvent contrariés par la misère des temps. Les guerres et les brigandages étaient continuels, les sécheresses et les famines fréquentes. Pendant plus d'un siècle, les conquérants n'ajoutèrent pas grand chose à la Cordoue romaine. Et il fallut plus de deux cents ans pour achever la construction et la décoration de la grande mosquée. Néanmoins, il y eut des périodes de calme et de prospérité, surtout dans le cours du ^x^e siècle. Aux mains des chrétiens et des Juifs, le trafic était devenu considérable, et les droits de douane valaient de gros revenus à l'État. Enfin, la plus importante ressource paraît avoir été le butin fait annuellement et souvent deux fois par an, en pays chrétien. Les milliers de prisonniers que ramenaient périodiquement les armées du Calife étaient employés à la main-d'œuvre, et notamment à la construction des mosquées. Enfin la vente des esclaves chrétiens, femmes, filles ou enfants, était elle aussi fructueuse pour le Trésor. El-Mansour, pour prévenir les critiques que pouvait exciter le faste de ses bâtiments, avait bien soin d'avertir le public que tout cela était payé par les infidèles : « Le Trésor, disait-il, est bien rempli, grâce aux richesses que j'ai enlevées aux mécréants! »

Quoi qu'il en soit, il est certain que tous ces souverains s'efforcèrent de donner grand air au moins à leur cour, sinon à leur capitale et d'y introduire toute sorte d'embellissements. Ils avaient choisi Cordoue pour leur résidence, parce que Tolède, l'ancienne capitale des rois visigoths, était trop près de la frontière chrétienne, et que Séville, voisine de la mer par son fleuve, était à la merci d'une flotte africaine. La position de Cordoue, en Andalousie, était à peu près centrale. Et

puis enfin l'antique Colonia Patricia des Romains, l'ancienne capitale de la Bétique, conservait toujours, aux yeux des populations, un certain prestige.

Sous la domination romaine et visigothique, la ville proprement dite avait à peu près l'étendue qu'elle eut sous la domination musulmane. Ses environs comptaient de nombreux faubourgs. On y voyait des fermes, des villas, des couvents et des églises. D'abord les musulmans se bornèrent à occuper l'enceinte romaine et les faubourgs qui devaient être en partie dépeuplés et couverts de ruines, surtout après le sac de la ville par les Berbères de Mogith : en particulier, le pont sur le Guadalquivir était fort endommagé. La réfection de ce pont fut un des premiers travaux d'utilité publique entrepris par les musulmans (719). Il n'y en eut pas d'autre jusqu'au règne d'El-Mansour, c'est-à-dire pendant près de trois siècles.

Il est infiniment probable que cette Cordoue romaine présentait un profil assez analogue à celui que nous lui voyons encore aujourd'hui. En tout cas, les principaux édifices, ceux qui lui donnent son caractère, — s'ils n'avaient pas encore atteint toute leur ampleur ou toute leur magnificence, — étaient du moins en place : le grand pont sur le fleuve, la porte monumentale, qu'on appelait la porte de la Statue, à cause du lion, sans doute en bronze doré, qui la surmontait, le castellum devenu plus tard l'Alcazar, et enfin la cathédrale Saint-Vincent, devenue la grande Mosquée...

En somme, la ville était petite, comme toutes les villes de l'antiquité et du moyen âge. Il est absolument impossible d'admettre les chiffres fantastiques que nous donnent les annalistes arabes, et que Dozy reproduit, les yeux fermés : Cordoue, à les en croire, aurait eu un demi-million d'habitants, trois mille mosquées, cent treize mille maisons, et trois cents bains publics, sans préjudice de ses vingt-huit faubourgs. Or, sous les Califes, l'agglomération urbaine, l'enceinte fortifiée ou *Medina*, ne représentait même pas la moitié de la Cordoue actuelle, qui compte tout au plus quatre-vingt-dix mille habitants. Et l'on nous dit que cette enceinte comprenait de nombreux et grands jardins ! Ajoutons-y, si l'on veut, le faubourg le plus proche, — qui existait déjà, en partie, à l'époque romaine et qui est entré plus tard dans l'enceinte de la ville moderne, ce que les Arabes appelaient l'*Ajerkua*, — ajoutons-y

même le faubourg de Secunda, autre fondation romaine : nous ne pourrions absolument pas loger dans ce périmètre le demi-million d'habitants, les cent treize mille maisons et les trois mille mosquées dont on nous parle. Il faut supposer que, sous le nom de Cordoue, les auteurs arabes désignaient non seulement la ville actuelle et ses faubourgs, mais une immense banlieue qui s'étendait jusqu'au pied de la Sierra, et même jusqu'à trente-cinq kilomètres de la ville actuelle. En admettant une Cordoue ainsi arbitrairement agrandie, le chiffre de cinq cent mille habitants paraîtrait encore singulièrement exagéré.

De cette banlieue, certainement plus peuplée qu'aujourd'hui, et de la ville proprement dite, il n'est rien resté, à part la mosquée et quelques débris sans grande valeur d'art. Cela semble indiquer que les constructions étaient fort légères et que la Medina elle-même, comme d'ailleurs, aujourd'hui encore, toutes les villes musulmanes, n'avait aucun caractère monumental ni même architectural, du moins à l'extérieur. Ce devait être, dans un labyrinthe de petites rues étroites, un agglomérat de petites maisons aux rares ouvertures, aux murs blanchis à la chaux et sans décoration apparente. Bien entendu, les maisons opulentes étaient plus vastes et comprenaient des jardins assez étendus. Mais, pas plus que les maisons pauvres, rien ne les signalait, du dehors, à l'attention du passant. C'était l'ancienne maison romaine et méditerranéenne, avec ses patios intérieurs et ses jardins entourés de hauts murs. Un texte d'Aben Pascual nous dit que l'on voyait à Cordoue des restes d'anciennes bâtisses « grecques et romaines... Des statues d'argent et de bronze doré y versaient l'eau dans des récipients, d'où elle se répandait dans des bassins et dans des vasques de marbre admirablement travaillé ». Ainsi, les musulmans trouvèrent, dans la Cordoue romaine, avec l'ordonnance générale de leurs demeures et la distribution de leurs parties, les thèmes principaux de leur décoration intérieure. Ils n'eurent qu'à adapter tout cela à leur goût ou à leurs convenances personnelles, ou aux formes neuves des styles orientaux.

J'imagine que la ville actuelle, après tant de siècles, de révolutions et de civilisations successives, a conservé les traits essentiels de la Cordoue musulmane et même romaine. Les maisons se sont donné un peu plus d'air et de jour sur la rue.

Mais c
mêmes
faces é
pren
maison
églises
cloche
pied d
gile
d'œil
dans l

M
patri
toctra
pagn
calife
zar c
Ces s
surve
faire
ont r
mais
N
les t
nom
reus
cité,
des
des
de r
just
tom
si n
de p
mo
ari
dor
d'A

Mais ce sont toujours, sous leur enduit de chaux blanche, les mêmes bâtisses légères, de brique ou de pisé, les mêmes surfaces étincelantes et nues où le moindre accessoire décoratif prend une valeur d'art inattendue; les mêmes carrefours aux maisons basses dominées par les tours quadrangulaires des églises qui furent autrefois des minarets, après avoir été des clochers espagnols ou visigoths; les mêmes placettes, où un pied de jasmin ou de plumbago prend une apparence de fragile merveille; où la note rouge d'un pot de géranium ou d'œillet éclate, avec une intensité joyeuse et presque cruelle, dans la blancheur des murailles éblouissantes de soleil.

Mais les Arabes, comme les Berbères, n'aiment pas le séjour des villes. C'est pourquoi la Medina, séjour des familles patriciennes, n'est guère sortie de son enceinte romaine. L'aristocratie, les hauts fonctionnaires et la cour préféraient la campagne ou les villes estivales aux flancs de la Sierra. Pour les califes, il y avait à cela des raisons de sécurité. Dans leur alcazar cordouan, ils étaient sans cesse à la merci d'une émeute. Ces souverains étrangers, campés en pays conquis, se sentaient surveillés par des sujets sans bienveillance, toujours prêts à faire cause commune avec des factieux. Et c'est pourquoi ils ont multiplié, dans la banlieue de leur capitale, les villas, les maisons de plaisance et même les retraites fortifiées.

Naturellement, les auteurs arabes parlent de ces villas dans les termes les plus enthousiastes. Elles portent, chez eux, des noms mirifiques : il y avait la Parfaite, la Fleurie, l'Amoureuse, la Magnifique, la Villa des Plaisirs, la Villa de la Félicité, la Villa des Prodiges... Ne doutons point que ce ne fussent des lieux charmants, où l'on trouvait de l'eau en abondance, des patios ombrés, des cabinets de verdure et de petits canaux de marbre ou de terre cuite, entre des corbeilles de fleurs. Pour justifier les admirations arabes, il suffit de se rappeler qu'ils tombent en pamoison devant le moindre bouquet d'arbres. Mais si naïves ou hyperboliques que soient ces louanges, les maisons de plaisance auxquelles elles s'appliquent n'en devaient pas moins être fort agréables, surtout en été, dans la sécheresse aride et la nudité de la plaine cordouane. Les villas moresques, dont on retrouve encore quelques vestiges dans la banlieue d'Alger, en donneraient peut-être une idée approchante...

Toutefois, parmi ces villas califales, certaines étaient, paraît-il, de véritables palais : la Medina Az-Zahira construite par El-Mansour, la Medina Az-Zahara, construite par Abd-er-Rhaman III, enfin une autre, l'Alamyria, qui paraît avoir été une dépendance de celle-ci. Il est difficile d'en juger autrement que par les descriptions, en général aussi peu précises que dithyrambiques, des auteurs arabes. On n'a rien retrouvé de la première. Quelques débris subsistent de l'Alamyria. Quant à la fameuse Zahara, les fouilles pratiquées jusqu'à ce jour n'en donnent qu'une idée très insuffisante. Force nous est donc de nous en rapporter aux témoignages arabes.

« Medina Az-Zahara, dit Edrisi, était une ville considérable, bâtie en amphithéâtre, par étages superposés, de sorte que le sol de la ville supérieure était au niveau des toits de la ville intermédiaire, et celle-ci au niveau des toits de la ville basse. Les unes et les autres étaient entourées de murailles. Dans la ville haute, il y avait des palais d'une telle beauté qu'elle défie toute description. La cité médiane comprenait des vergers et des jardins. La ville basse comprenait les maisons et la mosquée... »

Et voici ce qu'en raconte Ibn-Adhâri : « Elle fut commencée sous En-Naîr (surnom d'Abd-er-Rhaman III) au début de l'année 325 (936 de notre ère). On y mettait en œuvre quotidiennement six mille pierres équarries, en outre des moellons employés dans la fondation. Le marbre était importé de Carthage, en Ifrikia, et de Tunis, par des hommes de confiance... La construction absorba 4 313 colonnes dont 1 013 provenaient d'Ifrikia et 140 avaient été envoyées par le Roi des Chrétiens (le Basileus de Byzance?). Le reste fut tiré d'Espagne même. Quant au magnifique bassin sculpté et orné d'images dorées, dont la valeur est inestimable, il fut amené de Constantinople par l'évêque Rébi... En-Naîr le plaça dans la chambre de repos du Salon oriental, connu sous le nom de Morines. Il était orné de douze statues d'or rouge, incrustées de perles d'un haut prix, statues travaillées dans l'atelier du palais de Cordoue... Huit cents pains étaient quotidiennement employés à nourrir les poissons des étangs... On dit que les hôtels renfermés dans l'enceinte du palais d'Az-Zahara et destinés au logement du sultan, de son entourage et de sa famille, étaient au nombre de quatre cents ; que le nombre des eunuques esclavons était de trois mille sept cent cinquante ; que, dans le palais d'Az-Zahara,

le nom
de six
treize
drix,

La
noton
Cordo
n'étai
la plu
Carth
paien
parti
aussi
dina
du C
avec
de pl
de la

C
Az-Z
déra
l'Al
ress
redo
tena
ils p
tout
exh
ony
dig
byz
épo
unc
rie
tell
se
qu
tou
fra
ab

le nombre des femmes, vieilles et jeunes, et des servantes était de six mille trois cents ; que, pour tout ce monde, il fallait treize mille livres de viande, non compris les poules, les perdrix, les oiseaux et poissons de toute espèce... »

Laissons à Ibn-Adhâri la responsabilité de ses chiffres et notons que ce compilateur écrivait après la reconquête de Cordoue par les chrétiens, à une époque où Medina Az-Zahara n'était plus qu'un amas de ruines. Remarquons en outre que la plupart des colonnes avaient été apportées toutes faites de Carthage et de Constantinople, ou empruntées à des temples païens ou à des églises d'Espagne ; que la décoration venait en partie de Byzance : les vasques, les orfèvreries et sans doute aussi les mosaïques ; il y avait notamment « une perle extraordinaire, qui figurait dans le Salon merveilleux. Elle provenait du César grec de Constantinople qui l'avait envoyée à En-Naçir avec de nombreux et précieux cadeaux. » Redisons-le une fois de plus : l'Islam, au moins à ses débuts, est paré des dépouilles de la Latinité.

Ce qu'on a dégagé, jusqu'aujourd'hui, des ruines de Medina Az-Zahara ne donne pas précisément l'idée d'une « ville considérable ». Cela n'est pas plus grand et même moins que l'Alhambra de Grenade. Plutôt qu'une ville, c'est une forteresse, l'*Alcazaba* de tous les roitelets mores ou africains qui, redoutant toujours les émeutes ou les attaques brusquées, se tenaient au-dessus de leurs capitales, sur une hauteur d'où ils pouvaient surveiller la ville et les routes avoisinantes. En tout cas, il est incontestable que les fondations et les débris exhumés indiquent un lieu de magnificence. Les marbres, les onyx, les albâtres, les substances les plus précieuses sont prodigués. Les motifs de décoration s'apparentent à la sculpture byzantine, ou à la sculpture romano-africaine de la basse époque, mais, tout en accusant des influences orientales, ils ont une évidente originalité. Les appartements et les cours intérieures n'ont rien de colossal. Et puis enfin ce qui subsiste est tellement informe ou restreint qu'on ne peut absolument pas se prononcer sur ce « merveilleux » palais. Il est probable qu'il devait être très luxueusement décoré et meublé, et surtout que c'était une résidence des plus agréables et des plus fraîches pendant la saison chaude. Medina Az-Zahara était abondamment pourvue d'eau. Elle avait de beaux ombrages

dans ses jardins. Et, du haut de ses terrasses, on jouissait sans doute d'une vue admirable sur Cordoue et sa campagne parsemée de villas, de jardins et de vergers...

Le luxe déployé dans ces constructions faisait murmurer les musulmans austères. Ce n'était pas seulement le scandale de ces statues, de ces bas-reliefs ou peut-être de ces peintures qui reproduisaient des formes vivantes ou végétales, toutes choses prohibées par la Loi : c'étaient cet or et ces métaux précieux follement gaspillés. Ibn-el-Athir nous raconte qu'après la construction de ce Palais des Enchantements, Abd-er-Rhaman se tenait un jour « dans un pavillon incrusté d'or et dont la merveilleuse architecture était incomparable. Entouré de grands personnages, le Prince leur demandait si personne, à leur connaissance, avait jamais élevé un bâtiment pareil. Et tous de répondre, avec force éloges, qu'ils ne connaissaient rien de tel. Seul, le cadî Moudhir Ballouïti restait muet et les yeux baissés. Interpellé par le Calife, il répondit, en laissant couler des pleurs jusque sur sa barbe :

— J'en prends Dieu à témoin : je ne pensais pas que Satan (soit-il confondu !) prit assez de pouvoir sur toi qu'il te fit descendre au rang des Infidèles !...

Et il cita un texte du Coran, où il est dit que les toits d'argent et les ornements d'or ne sont faits que pour les mécréants. Abd-er-Rhaman baissa les yeux sans répondre et se mit à pleurer.

Il est certain que rien ne devait être plus païen que ces voluptueuses villas andalouses. L'Arabe ou le Berbère nomade, ennemi des villes et de toute habitation bâtie en pierres, ne pouvait que condamner l'impiété et la démente de ces palais trop magnifiques. Il fallait, pour s'y complaire, être, comme les Califes, des fils d'étrangères, des hommes de sang mêlé et de foi suspecte, qui s'abandonnent à toutes les influences dissolvantes d'un sol saturé d'idolâtrie, d'un climat et d'un ciel trop beaux...

LA MOSQUÉE DE CORDOUE

C'EST encore le paganisme, ce paganisme indéracinable, dont le parfum subtil flotte toujours dans l'air d'Andalousie, — c'est encore lui que nous allons retrouver dans le monument le plus religieux que nous aient laissé les Califes : cette éton-

nante
tenté

En
cation
à l'ép
Cordo
qui s
intru
le Di
d'un
les c
durer

«
suite
qu'av
des C
moit
s'étai
ailles
les b
plus
Dans
tand
détru

S
tiguë
no.n
cède
inde
de C
fut
succ
dir c
deve
fit a
Puis
Enfi
faisa
cess
qui

nante mosquée de Cordoue, dont les chrétiens ont vainement tenté de faire une cathédrale.

Et pourtant ce fut d'abord une église, placée sous l'invocation du grand martyr espagnol, saint Vincent, — ce fut, à l'époque romaine et visigothique, l'église cathédrale de Cordoue. Il est bon de rappeler cela aux touristes littéraires qui s'empressent de proclamer que le christianisme est un intrus en ce lieu : non, l'intrus, c'est l'Islam qui en a délogé le Dieu de l'Évangile, lequel, sans doute, avait pris la place d'un dieu païen. Dès les premiers jours de la conquête arabe, les chrétiens, après avoir vu démolir toutes leurs églises, durent encore partager leur cathédrale avec les musulmans.

« Les musulmans, dit le compilateur Ibn-Adhâri, à la suite de leur conquête de l'Espagne, tirèrent argument de ce qu'avaient fait Abou-Obeyda et Khalid, de l'aveu du Prince des Croyants, Omar ben Khattab, touchant le partage par moitié des églises chrétiennes, intervenu dans les pays qui s'étaient rendus à composition, par exemple à Damas et ailleurs. En conséquence, les musulmans s'entendirent avec les barbares de Cordoue (*sic*) pour prendre la moitié de leur plus grande église, qui était située dans l'intérieur de la ville. Dans cette moitié, ils élevèrent une mosquée principale, tandis qu'ils laissaient l'autre moitié aux chrétiens, mais en détruisant toutes les autres églises... »

Sous le règne d'Abd-er-Rhaman I^{er}, cette mosquée, contiguë à l'église chrétienne, étant devenue trop étroite pour le nombre croissant des fidèles, l'Émir obligea les chrétiens à lui céder l'autre moitié de leur cathédrale, — cela contre une indemnité et l'autorisation de relever les églises qui, *en dehors de Cordoue*, avaient été abattues, lors de la conquête. L'édifice fut tout entier rebâti en 786 de notre ère. La plupart des successeurs de ce prince eurent à cœur d'embellir ou d'agrandir cette mosquée, qui, après la Caaba de la Mecque, finit par devenir le plus grand sanctuaire de l'Islam. Abd-er-Rhaman II fit ajouter de nouvelles travées dans le sens de la longueur. Puis, ces travées furent encore prolongées par Hakam II. Enfin, El-Mansour doubla presque la largeur de l'édifice en faisant ajouter huit nefs aux onze nefs élevées par ses prédécesseurs. Abd-er-Rhaman III avait fait construire le minaret qui existe encore aujourd'hui; de sorte que la mosquée de

Cordoue, dans toutes ses parties essentielles, était terminée pour la fin du x^e siècle.

Il est infiniment probable que cette mosquée, qui prit la place d'une ancienne basilique chrétienne, commença par en copier les dispositions et par en reproduire peut-être exactement le plan. Cette basilique, comme les basiliques africaines que nous connaissons, était précédée d'une cour, sans doute entourée de portiques et pourvue d'une vasque des ablutions : c'est ce que, plus tard, les Espagnols ont appelé, dans tous les édifices de ce genre, le *Patio des Orangers*. La nef centrale devait être plus large que celle des bas-côtés. Et peut-être que l'église Saint-Vincent avait déjà onze nefs, comme la mosquée d'Abd-er-Rhaman. En tout cas, la grande basilique de Tipasa a neuf nefs. Les musulmans n'en auraient ajouté qu'une, de chaque côté de la bâtisse. Le mirhab, — la niche qui, pour la prière, donne l'orientation vers la Mecque, — prit tout simplement la place de l'abside. Cette abside fut reculée progressivement avec le mur du fond, à mesure que la mosquée s'agrandissait dans le sens de la longueur. Quand El-Mansour l'agrandit, dans le sens de la largeur, le sanctuaire s'en trouva désaxé, le mirhab étant resté dans l'axe de l'ancienne église. Enfin il est possible que, jusqu'au règne d'Abd-er-Rhaman III (912-961), qui fit, nous dit-on, régulariser la façade, la mosquée ait conservé la forme basilicale, c'est-à-dire une nef centrale plus élevée que les bas-côtés.

Considérée dans ses grandes lignes, la mosquée de Cordoue n'est donc qu'une basilique chrétienne amplifiée dans les deux sens. On s'est borné à aligner des colonnes, à en prolonger et à en multiplier les files. Or, ces colonnes sont, pour la plupart, d'origine païenne ou chrétienne, — qu'elles proviennent d'Afrique ou d'Espagne! La civilisation romaine avait laissé sur le sol les débris d'un immense matériel inutilisé. Les Arabes se bornèrent à remployer tout cela, à remettre debout des colonnes renversées et à les couronner de leurs chapiteaux romains ou byzantins. Seulement, ces colonnes de fortune n'étaient pas toujours assez hautes, ou bien elles étaient tronquées : alors, il fallait, comme à Kairouan, leur mettre des béquilles. D'autres fois, elles étaient trop hautes : alors, il fallait les réséquer. A Cordoue, les architectes ont heureusement évité les béquilles de Kairouan. Mais les

colon
pied,
obten
colon

D'
c'est-à-
quée
par d
pereu
ses ou
riaux
Adhâ
chréti
Nord
a retr
dessin
payée
prince
tées s

Ai
après
le pla
d'œuv

On
bouts
avoue
mosqu
être u
pouss

Se
inflig
plafon
voûte
contre
grotes
milie
table.
mayo
magn
partie

colonnes remployées, et quelquefois coupées au-dessus de leur pied, sont d'une médiocre hauteur. Et alors on a dû, pour obtenir une certaine élévation du plafond, surmonter ces colonnes de deux arcs superposés.

D'autre part, nous savons que les mosaïques du mirhab, — c'est-à-dire ce qu'il y a de proprement oriental dans la mosquée de Cordoue, — nous savons que ce travail a été exécuté par des ouvriers byzantins prêtés au calife Hakam II par l'empereur de Constantinople. Non seulement le Basileus prêta ses ouvriers, mais il dut envoyer à Cordoue jusqu'aux matériaux de la mosaïque : « trois cent vingt quintaux », dit Ibn-Adhâri. Pour la maçonnerie elle-même, les manœuvres étaient chrétiens : c'étaient des prisonniers faits dans les régions du Nord et ramenés à Cordoue par les armées califales; on a retrouvé sur un mur la forme d'une croix, grossièrement dessinée par un de ces malheureux. Enfin toute la bâtisse fut payée, en majeure partie, soit sur les tributs imposés aux princes chrétiens de la péninsule, soit sur les razzias exécutées sur leurs territoires par le Calife.

Ainsi, dans ce grand sanctuaire de l'Islam, le premier après celui de La Mecque, tout, ou presque tout, est chrétien : le plan de l'édifice, les matériaux employés et jusqu'à la main-d'œuvre.

On a beau savoir tout cela, tous ces emprunts, tous ces bouts-ci bouts-là raccommodés comme on a pu : il faut bien avouer que l'effet d'ensemble est des plus originaux. La mosquée de Cordoue ne ressemble à aucune autre. Elle paraît être un produit du sol espagnol, une plante unique qui n'a pu pousser que là.

Ses fanatiques se lamentent sur les mutilations que lui ont infligées les chrétiens de la Reconquête. On regrette l'ancien plafond de bois peint et sculpté et l'on flétrit les médiocres voûtes en berceau qui l'ont remplacé. On s'indigne surtout contre la cathédrale catholique, de style mi-flamboyant, mi-grotesque, que les chanoines cordouans ont plantée au beau milieu de la mosquée. Tout cela est sans doute fort regrettable. Ce qui doit nous consoler, c'est d'abord que la *capilla mayor* et le transept de cette cathédrale font un ensemble magnifique, et ensuite que, sans les hautes voûtes de cette partie centrale, les voûtes de l'abside et du chœur, et même

sans les voûtes moins élevées des nefs latérales, le plafond de cet immense édifice, juché sur des colonnes très petites, produirait un effet d'écrasement : on croirait cheminer à travers une interminable souricière. Les voûtes des travées et surtout le splendide élan de la voûte absidale relèvent, à mon avis, fort heureusement, ce plafond très bas. Elles lui prêtent un caractère de spiritualité que le sanctuaire musulman n'avait pas.

Mais ce caractère s'efface dès qu'on est sorti de l'enclave catholique. Les chanoines ont eu beau faire : il n'y a pas moyen de christianiser un endroit comme celui-là. L'édifice reste païen. Les architectes, qui ont inventé cette merveille, pouvaient être des Espagnols islamisés : ils étaient restés, dans leur cœur, des Latins ayant le sens de la volupté et de la beauté des formes. Nulle idée religieuse ne vous hante, quand vous êtes assis devant ces rangées de colonnes et ces arcs aux claveaux teints de pourpre, qui font songer à des enfilades de pergolas fleuries, avec leurs toits de verdure, leurs arceaux de plantes grimpantes, leurs berceaux lourds de roses et de volubilis. On songe encore au portique d'un tepidarium, ou d'un patio indéfiniment multiplié, et ce que l'on voit se dessiner, au fond de la perspective, dans un envol de gazes flottantes, ce sont les silhouettes harmonieuses des chœurs et des danses antiques. Seules la surcharge et la complication orientales des arcatures entrecroisées et polylobées qui avoisinent le mirhab, contrarient un peu cette illusion. Mais il suffit que les regards se détournent et se perdent à travers les jolies colonnes de marbre mauve ou rose et leurs chapiteaux corinthiens, pour que la vision païenne continue...

L'extérieur de l'édifice produit un effet non moins saisissant. Il faut le contempler de la rive gauche du Guadalquivir, de ce misérable faubourg qui s'appelle le *Campo de la Verdad*. Entouré des édifices avoisinants, il prend un accent d'une intensité singulière. En été, vers midi, quand les lignes des architectures se découpent avec une précision presque brutale sur un ciel d'un bleu mat, cela forme un ensemble extraordinaire et du caractère le plus fougueusement espagnol : le vieux pont romain avec son castillo moyennageux, les créneaux moresques de l'Alcazar, les tours quadrangulaires du palais épiscopal qui, avec le mur d'enceinte de la mosquée, rappelle

la nu
Phili
ces
lilas
silenc
cepen
le po
un cr

C'ES
C G
Mans
malgr
appel
qu'il
quels
les O
cette
ration
qui n
pour
cultur

La
civilis
Arabe
jamai
que d
invol
centr
Bagda
rudes
contr
Même
oblig
teurs
inven
leur
conte

la nudité farouche de l'Escorial, enfin la porte monumentale de Philippe II, à l'autre bout du pont, — ces tons rudes et crus, ces tons de cendre mêlés à des rousseurs ardentes, ces tuiles lilas et mauves qui semblent se consumer sur les toits en un silencieux incendie, — tout cela paraît desséché et mort et cependant brûlant. C'est de la passion contractée, écrasée par le poids du soleil, et qu'on s'attend à voir éclater et jaillir en un cri furieux vers le ciel de feu...

CE QUE FUT LA CIVILISATION ARABO-HISPANIQUE

C'EST au ^x^e siècle, surtout sous les règnes d'Ab-er-Rhaman le Grand, de son fils Hakam II et même de l'usurpateur El-Mansour, que se développa, malgré l'inclémence des temps, malgré les guerres et les révoltes perpétuelles, ce qu'on a pu appeler la civilisation arabo-hispanique. Et c'est ici surtout qu'il faut prendre garde de ne point être dupe des mots, lesquels ne représentent pas pour nous les mêmes choses que pour les Orientaux. Enfin, il importe, pour juger raisonnablement de cette civilisation, de ne pas se laisser entraîner par les admirations hyperboliques, les préventions et les partis-pris de ceux qui n'exaltent si exagérément la culture arabo-hispanique que pour rabaisser d'autant l'Espagne catholique et, en général, la culture chrétienne médiévale.

La plus grave erreur, en cette matière, est de croire que la civilisation arabo-hispanique est l'œuvre des Arabes. Les Arabes, en nombre très restreint dans la Péninsule, n'ont jamais été, pour les Espagnols et pour l'Europe occidentale, que des intermédiaires, la plupart du temps inconscients ou involontaires, qui leur ont rouvert les chemins des grands centres civilisateurs de l'Orient : Byzance, Damas, Le Caire, Bagdad. L'Arabe n'apportait rien avec lui que sa misère et sa rudesse de nomade, son orgueil de race, sa haine de soudard contre tout ce que nous entendons par le mot de civilisation. Même les historiens les plus prévenus en leur faveur sont obligés de reconnaître leur nullité comme éléments civilisateurs et comme facteurs de progrès. « C'est le peuple le moins inventif du monde, écrit Dozy... L'invention est si rare, dans leur littérature, que, lorsqu'on y rencontre un poème ou un conte fantastique, on peut presque toujours affirmer d'avance,

sans crainte de se tromper, qu'une telle production n'est pas d'origine arabe, que c'est une traduction d'un original hindou, persan, syrien ou grec... » Et ailleurs : « Ils ont traduit et commenté les ouvrages des anciens. Ils ont enrichi certaines spécialités par des observations patientes, exactes, minutieuses. *Mais ils n'ont rien inventé. On ne leur doit aucune idée grande et féconde...* Par suite du contact avec les peuples qu'ils avaient vaincus, ils ont cultivé les sciences et se sont civilisés, autant que cela leur était possible... »

Encore faut-il ajouter, pour être précis, que ce sont surtout les peuples vaincus par eux, les Syriens, les Persans, les Égyptiens, les Espagnols, qui, sous leur domination et en se servant de leur langue, ont continué à cultiver ou se sont mis à vulgariser les sciences ou les philosophies anciennes, celles de l'Orient ou celles du vieux monde helléno-latin. S'il y a une civilisation arabo-hispanique, c'est surtout aux Espagnols, — chrétiens, juifs, ou renégats, — que cette civilisation est due.

Et d'abord l'Islam espagnol a hérité de tout le matériel de la civilisation romaine, telle qu'elle subsistait après les invasions germaniques et les tentatives de restauration visigothes.

Nous avons noté plus haut que les cadres administratifs de l'époque romaine et visigothe avaient été maintenus par les conquérants arabes. De même, en ce qui concerne l'habitation, l'hygiène, les travaux publics, ils n'ont fait que suivre les traces de leurs prédécesseurs. Ils ont trouvé des maisons commodas, bien adaptées au climat, parfois luxueuses, des villes tracées par le génie militaire des Romains, décorées de magnifiques monuments, — leurs historiens le reconnaissent, — des enceintes fortifiées, des postes d'observation, des routes, des ponts et des aqueducs, qu'il leur a suffi d'entretenir ou de réparer. Sans nul doute, les fontaines et les thermes publics existaient encore, au moins à l'état de ruines pour ce qui est de ces derniers. Ces thermes, abandonnés par les chrétiens et condamnés par l'Église pour des raisons de moralité et d'orthodoxie, parce qu'ils étaient, disait-on, la sentine de tous les vices et le dernier refuge du paganisme, ces thermes n'eurent pas grand chose à faire pour devenir ce que les Espagnols catholiques ont appelé les « Bains mores ». Ils furent seulement moins magnifiques, plus stric-

temen
taines.
à Djer
les p
Syrie,
forme
stucs
été re
azulejo
Les
ont au
paysan
agricul
Bétique
l'incur
mêmes
Le sol,
moins
En tou
resses
des cor
par les
Andalo
près de
moins
dans le
séchere
surpren
historie
irrigués
Quo
en vale
qu'à re
fils du
gnols,
regarde
vieille
lants.
grandes
nouvea

tement utilitaires qu'à l'époque romaine. Et quant aux fontaines, il n'est que de voir celles qui subsistent à Timgad, à Djemila, à Dougga, ou à Pompéi, pour y reconnaître les prototypes des fontaines musulmanes, d'Égypte, de Syrie, d'Afrique, ou d'Espagne. C'est la même disposition en forme de niche, les mêmes couleurs éclatantes, couleurs des stucs coloriés ou des incrustations en mosaïques, qui ont été remplacées plus tard par les faïences émaillées des *azulejos*...

Les hobereaux arabes ou berbères, en arrivant en Espagne, ont aussi trouvé des terres admirablement cultivées par les paysans andalous qui, aujourd'hui encore, sont d'excellents agriculteurs, les dignes descendants de ceux qui ont valu à la Bétique sa réputation de fertilité. Il est même probable que l'incurie des nouveaux maîtres produisit en Espagne les mêmes résultats que dans l'Afrique romaine et byzantine. Le sol, moins bien cultivé, moins bien irrigué, devint aussi moins fertile. Certaines régions retombèrent en friche. En tout cas, à partir de la conquête musulmane, les sécheresses et les famines, des famines affreuses qui dépeuplent des contrées entières, tendent à se multiplier. Nous savons par les historiens arabes que la première émigration des Andalous au Maroc (749) fut causée par une famine, qui dura près de cinq ans. Dans le cours du ix^e siècle, il y eut au moins cinq grandes périodes de disette. Et, très fréquemment, dans les histoires, revient cette formule : « cette année-là, la sécheresse fut grande en Espagne » : ce qui ne laisse pas de surprendre ceux qui ont lu les dithyrambes de la plupart des historiens modernes sur cette Espagne si admirablement irriguée par les Arabes.

Quoi qu'il en soit, les nouveaux venus avaient à remettre en valeur un pays jadis fécond et prospère, qui ne demandait qu'à renaître. Mais, sans les vaincus, c'est-à-dire sans les vrais fils du sol, Arabes et Berbères n'eussent rien fait. Ces Espagnols, chrétiens, juifs, ou convertis à l'Islam, n'avaient qu'à regarder autour d'eux pour retrouver, dans les vestiges de la vieille civilisation hispano-romaine, des modèles ou des stimulants. Enfin, les vainqueurs, en leur ouvrant le chemin des grandes métropoles orientales, leur proposaient des modèles nouveaux, des formes d'art inconnues, et ils leur apportaient

aussi, dans leurs bagages, des inventions et des raffinements matériels ignorés de l'Occident. Aux vieilles disciplines helléno-latines s'ajoutaient, pour ces aspirants à une civilisation neuve, les influences byzantines, alexandrines et persanes. Byzance surtout apprit beaucoup aux architectes, aux sculpteurs et aux mosaïstes de Cordoue et de Medina Az-Zahara.

Certainement, sous les Abdéramès et au plus beau temps du Califat, l'Espagne musulmane aspirait à une renaissance. Avec une bonne administration, dans un pays tranquille et qui se sent en sécurité, où l'esprit public est exalté par le sentiment de la force et de la grandeur de la nation, il semble que cette renaissance aurait dû se produire. Mais ce mouvement fut entravé par toute espèce de circonstances défavorables...

POUR qu'un grand mouvement civilisateur se produise dans un pays, il y faut une certaine homogénéité de race, ou tout au moins une certaine communauté d'idées et de sentiments. Le siècle d'Auguste, ou le siècle de Louis XIV ne se comprend que par une relative unanimité de la nation. Or l'Espagne musulmane était un ramassis de populations hétéroclites. Pour s'en faire une idée, on peut établir une comparaison avec les pays du Levant, tels qu'ils furent jusqu'à ces derniers temps, avant l'unification violente imposée par les Turcs : Espagnols, Visigoths, Berbères, Arabes syriens, Arabes du Hedjaz ou de l'Yémen, chrétiens, juifs, musulmans, tous ces gens vivaient côte à côte, comme ils pouvaient, la plupart du temps sans se comprendre. L'unité de langue n'existait pas. L'arabe littéraire, langue officielle et langue religieuse, n'était compris ou parlé que dans les cercles cultivés ou dans les bureaux du califat. Le commun des musulmans parlait un arabe vulgaire, fortement mélangé d'expressions locales, ou de dialectes berbères. Les chrétiens et les juifs parlaient habituellement le « roman », première forme de l'espagnol, dérivée du latin. Toutefois, par la force des choses, vainqueurs et vaincus furent bien obligés de chercher à se comprendre. Nombre de Mozarabes, c'est-à-dire de chrétiens cultivés, connurent non seulement l'arabe vulgaire, mais aussi l'arabe littéraire. Et, d'autre part, les magistrats musul-

mans et
avec le
commar
parlaient
Menend
musulm
l'arabe..

Et de
de Gren
conséque
vera de
villages
et le bec

On n
ces élém
pas très
certaine
moindre
voir ce
Palestin
usent du
mais les
ne sont

Peut-
certain
toute un
comme
confessio
nistré pa
cite bien
des école
trois au
faubour
piété, un
pas avoi
en soit,
l'avaient
proviser
villes et
affirmer

mans et les Califes eux-mêmes finirent par se familiariser avec le roman. En général, c'était le degré de culture qui commandait l'usage des deux langues. Les personnes instruites parlaient l'arabe, les autres, le roman. « Nous savons, dit Menendez Pidal, que vers l'an 1050, il y avait à Tolède des musulmans illettrés, mais très pieux, qui ne parlaient pas l'arabe... »

Et de même, quatre cents ans plus tard, dans le royaume de Grenade, devenu le dernier refuge de l'Islam espagnol, par conséquent aussi arabisé ou berbérisé que possible, on trouvera des chrétiens qui ne parlent que l'arabe. Dans tels villages chrétiens, nous dit Marmol, c'est tout juste si le curé et le bedeau comprennent quelques mots d'espagnol.

On nous assure qu'il y avait compénétration entre tous ces éléments ethniques juxtaposés. Cette compénétration n'allait pas très loin. L'habitude de vivre ensemble n'entraînait qu'une certaine tolérance réciproque, vite tournée en hostilité au moindre froissement. Il suffit, pour s'en rendre compte, de voir ce qui se passe, aujourd'hui encore, en Syrie, ou en Palestine. Musulmans, chrétiens et juifs y vivent côte à côte, usent du même langage, ont souvent le même genre de vie, mais les âmes restent profondément différentes, quand elles ne sont pas violemment ennemies.

Peut-être que l'unité d'enseignement eût pu produire un certain esprit public favorable à la grande culture et même à toute une civilisation de caractère national. Mais les écoles, comme aujourd'hui encore dans le Levant, restaient purement confessionnelles. L'enseignement n'était pas organisé et administré par l'État : il ne relevait que de l'initiative privée. On cite bien le cas du pieux calife Hakam II, qui subventionna des écoles pour les enfants pauvres de Cordoue : il y en avait trois autour de la grande mosquée et vingt-quatre dans les faubourgs. Mais ce n'était là qu'un acte de bienfaisance et de piété, une « bonne œuvre » toute personnelle, qui ne semble pas avoir été imitée par les successeurs de ce calife. Quoi qu'il en soit, ces écoles primaires étaient nombreuses, comme elles l'avaient été à l'époque romaine, n'importe qui pouvant s'improviser maître d'école. Elles étaient nombreuses dans les villes et sans doute beaucoup moins dans les campagnes : affirmer que tout le monde savait lire en Andalousie musul-

mane paraît une bonne naïveté. Ces écoles, d'ailleurs, étant strictement confessionnelles, l'enseignement y était purement religieux. Celles que subventionna Hakam étaient destinées à « enseigner le Coran » aux indigents de la capitale : cela ne veut même pas dire qu'on y enseignât aux enfants à lire et à écrire en arabe. Enseigner le Coran, c'est apprendre à réciter par cœur des sourates du Livre saint...

Quant à l'enseignement supérieur, il n'existait pas, ou du moins il n'avait aucune existence officielle. Comme l'enseignement primaire, il était livré à l'initiative privée et d'ailleurs étroitement surveillé par les théologiens musulmans. Certains califes, comme Abd-er-Rhaman II, Abd-er-Rhaman en Naçir, ou encore Hakam II, ont pu favoriser ou protéger des poètes, des lettrés, des érudits, des savants et des philosophes : cela dépendait de leur bon plaisir. Les maîtres enseignaient à leurs risques et périls. D'ailleurs, cet enseignement, pour être toléré, devait se réduire à être purement formel ou utilitaire. Grammaire, rhétorique, prosodie, pour former des scribes et des versificateurs; théologie, exégèse, droit canon, pour former des juristes et des clercs; voilà à peu près toutes les matières qui s'enseignaient dans ces écoles privées dénommées « universités » par des historiens à l'imagination vive. S'il y eut, en Espagne musulmane, des écoles ressemblant de loin à nos universités, ce furent des écoles de théologie groupées autour des grandes mosquées et entretenues par des fondations pieuses.

Les sciences, telles que nous les comprenons, n'y avaient qu'une place des plus restreintes. Elles étaient suspectes à l'intolérance religieuse des fâquis, laquelle se traduisait souvent par des prohibitions ou des persécutions fort rigoureuses. Aux époques de grande rigueur, tout ce qu'on permettait aux étudiants en mathématiques, c'était d'acquérir les notions nécessaires pour orienter les mosquées dans la direction de La Mecque, pour déterminer les saisons, les lunaisons, l'heure exacte de la prière. Tout le reste était considéré comme dangereux. Si le vulgaire tolérât les astrologues, les devins, les jeteurs de sorts, les fabricants d'amulettes et de talismans, l'astronomie proprement dite, l'astronomie scientifique et rationnelle était réprouvée : ce qui ne l'empêchait pas, d'ailleurs, d'être cultivée clandestinement, ou même ouvertement,

lorsqu
les élé
chréti
c'étaie
l'alchi
sées p
même

La
tique,
eut d
célèbr
une p
ces m
étaier
intuit
rire a
blable
de bo
Toute
nôtre
augm
que l
bran
riens
réun
quatr
les c
poids
gése
main
mus
prog

E
«
Ren
ense
dans
Pén

lorsque les circonstances le permettaient. Ce qui attirait surtout les élèves, et même les chrétiens de toutes les régions de la chrétienté, autour de ces professeurs musulmans ou juifs, c'étaient les sciences occultes : la démonologie, la magie, l'alchimie, lorsqu'elles étaient tolérées, ou secrètement favorisées par des personnages puissants ou par les Califes eux-mêmes.

La médecine et la botanique, en raison de leur utilité pratique, échappaient aux sévérités de la censure religieuse. Il y eut des médecins et des chirurgiens espagnols fameux. Les célèbres écoles de Salerne et de Montpellier durent, paraît-il, une part de leur renommée à l'influence ou à la présence de ces médecins espagnols de langue arabe, qui, pour la plupart, étaient d'origine chrétienne ou juive. Mais, à part certaines intuitions tout à fait exceptionnelles, cette médecine fait sourire aujourd'hui. C'est un formulaire de recettes invraisemblables. On demeure rêveur, quand on pense que ces remèdes de bonne femme, ou de sorcier nègre, ont pu guérir autrefois. Toute cette prétendue science n'a rien de commun avec la nôtre. C'est la liquidation du vieil empirisme gréco-latin augmenté de l'apport alexandrin et oriental. C'est un fatras que l'âge moderne a dû abandonner. De même pour les autres branches de l'érudition ou de la « science » arabe. Nos historiens nous parlent avec émerveillement de la bibliothèque réunie à Cordoue par Hakam II, bibliothèque qui contenait quatre cent mille, d'autres disent six cent mille volumes. Si les chiffres sont exacts, cela fait évidemment beaucoup de poids. Mais, si vous défalquez de tout cet amas les livres d'exégèse et de théologie, de jurisprudence, de rhétorique, de grammaire, de prosodie, tout ce qui est strictement arabe ou musulman, que restera-t-il qui ait pu réellement servir au progrès de l'esprit humain ?

ENNEMIS des sciences en général, les théologiens musulmans l'étaient plus encore de la philosophie.

« Ce n'est que par une très décevante équivoque, écrit Renan, que l'on applique le nom de *philosophie arabe* à un ensemble de travaux entrepris, par réaction contre l'arabisme, dans les parties de l'empire musulman les plus éloignées de la Péninsule, Samarkand, Boukara, Cordoue, Maroc. Cette philo-

sophie est écrite en arabe, parce que cet idiome était devenu la langue savante et sacrée de tous les pays musulmans : voilà tout... *Les origines de la philosophie arabe se rattachent ainsi à une opposition contre l'Islam*, et voilà pourquoi la philosophie est toujours restée chez les musulmans une intrusion étrangère, un essai avorté et sans conséquence pour l'éducation intellectuelle des peuples de l'Orient... »

Il appartient aux doctes de décider dans quelle mesure ce sévère jugement est justifié pour la généralité des écrits philosophiques en langue arabe. En ce qui concerne les Espagnols, il est à remarquer d'abord que ces philosophes étaient, pour la plupart, d'origine chrétienne ou juive. Les plus fameux d'entre eux, un Ibn-Hazam, un Averroès, étaient, celui-ci d'ascendance juive, celui-là d'ascendance chrétienne. Et, comme le remarque encore Renan, leurs doctrines furent de nul effet dans les milieux musulmans : elles ne furent prises en considération, étudiées et discutées, que par les chrétiens. Enfin, le fond de ces doctrines se ramenait à la vieille scolastique gréco-latine, au néoplatonisme des alexandrins ou au péripatétisme aristotélicien plus ou moins déformé par les traducteurs et les commentateurs.

En tout cas, ces philosophes, qui n'étaient nullement des professeurs publics, mais des maîtres entourés d'auditeurs bénévoles, furent constamment en butte à la suspicion et à la haine des théologiens orthodoxes. La prétendue tolérance musulmane n'allait pas jusqu'au respect de l'opinion d'autrui. Ibn-Masarra, le philosophe cordouan qui passait pour avoir rénové le panthéisme d'Empédocle, dut s'exiler pour ne pas encourir l'accusation d'athéisme avec toutes ses conséquences, dont la plus grave était la peine de mort. Il ne put rentrer dans sa patrie qu'après l'avènement au trône du grand Abder-Rhaman III, qui sut modérer le zèle fanatique des fâquis. Encore dut-il cacher ses opinions sous un étalage de piété et d'austérité plus ou moins sincères. Mais cela ne désarma point le clergé qui, justement alarmé par les doctrines d'Ibn-Masarra, fit brûler, à défaut du philosophe lui-même, ses livres entachés d'athéisme ou d'hérésie.

Ibn-Hazam, en qui l'on veut voir un historien critique des religions (il y faut vraiment beaucoup de bonne volonté), subit la même persécution de la part des théologiens. Obligé par

eux de
neur d
il du
suivit.
brûler
se vit,
dépou
il y f
à rétr
Certai
les cra
En

rigueu
Mansc
à l'éga
de cor
ou les
les pr
les ou
les b
savan
Parmi
de ces
qui p
astres
lui co
qui fe

Fa
préoc
lante.
piqua
sous
théol
libre
cache

Qu
qu'el
ces tr

eux de quitter Mayorque, où il avait trouvé, dans le gouverneur de l'île, un protecteur et même un partisan de ses idées, il dut s'aller réfugier à Séville. La haine des fâquis l'y poursuivit. Le roi Almotatid, cédant à leurs remontrances, fit brûler publiquement ses livres. Un siècle plus tard, Averroès se vit, lui aussi, obligé de quitter Cordoue, après avoir été dépouillé de ses dignités et de ses biens. Réfugié au Maroc, il y fut emprisonné et contraint par le Calife almohade à rétracter ses erreurs devant la porte de la grande Mosquée. Certains ajoutent même qu'il y dut recevoir, en plein visage, les crachats des passants.

En général, les historiens arabes félicitent les Califes de la rigueur avec laquelle ils poursuivent les hétérodoxes : « El-Mansour, écrit Ibn-Adhâri, était aussi mal disposé que possible à l'égard de ceux qui s'occupaient quelque peu de philosophie ou de controverse religieuse, ou qui discouraient sur les matières ou les indications astrologiques, ou qui traitaient à la légère les prescriptions de la loi religieuse. Il livra aux flammes les ouvrages matérialistes et philosophiques que renfermaient les bibliothèques d'El-Hakam, en présence des principaux savants, et ce fut de sa propre main qu'il procéda à ces exécutions. Parmi ceux qu'il frappa pour des raisons analogues à celles de ces détestables opinions, figure Mohamed ben Abou Djoma, qui parlait, à ce qu'il apprit, d'un danger annoncé par les astres, menaçant de mettre fin à son pouvoir. Il ordonna qu'on lui coupât la langue, puis il le fit exécuter et crucifier : ce qui ferma toutes les bouches... »

Fermer toutes les bouches, ce devait être, en effet, la grande préoccupation de ces despotes à l'autorité toujours chancelante. Notons qu'El-Mansour était d'origine arabe et qu'il se piquait de certaines élégances intellectuelles. Au siècle suivant, sous le régime des fanatiques Almoravides, ou Almohades, les théologiens deviendront plus puissants que jamais : alors, la libre pensée sera plus que jamais poursuivie et obligée de se cacher...

Quoi qu'on puisse dire de cette philosophie et de cette « science » de langue arabe, il n'en est pas moins vrai qu'elles ont surtout profité aux chrétiens d'Occident. C'est par ces traductions, ces adaptations et ces commentaires que nos

scolastiques connaîtront Aristote, les médecins, les mathématiciens, ou les géographes de l'antiquité gréco-latine. L'influence de la littérature, ou de la poésie arabe, paraît beaucoup moins profonde, bien qu'on ait voulu voir certaines analogies entre celle-ci et la poésie provençale ou catalane, analogies de pure forme, portant uniquement sur la prosodie.

C'est que cette poésie est presque toute formelle. Elle est d'un verbalisme déconcertant pour nos esprits d'Occident. Laissons les professionnels se battre les flancs pour nous faire admirer une poésie toute en jeux de mots, en allitérations, en artifices et en raffinements métriques, — et avouons que toutes ces beautés sont étrangères à notre goût ou dépassent notre entendement. Qu'il s'agisse de poèmes guerriers, politiques, satiriques, ou de chansons bachiques, de petites pièces érotiques et galantes, ce sont toujours les mêmes métaphores voyantes et banales : les princes comparés à des lions, leurs ennemis à des tigres ou à des léopards, ou encore à des soleils avec leurs cortèges d'astres, de lunes et d'étoiles ; les femmes sont invariablement des gazelles, des colombes, quelquefois des chamelles, — et leurs joues ou leurs seins ne se peuvent comparer qu'à des lys, des roses, des jasmins, des jacinthes, des myrtes et des narcisses. Cependant, il n'est que juste de reconnaître qu'il y a dans ces poésies, souvent obscures, énigmatiques de parti pris, ou étrangement alambiquées, une musique verbale qui nous échappe.

Parmi tant de fleurs de rhétorique, j'avoue que je n'ai pu m'intéresser qu'à un très petit nombre. Quelques-uns de ces morceaux, comme, par exemple, celui-ci, se recommandent par une réelle sincérité, ou une réelle profondeur de sentiment. Ce morceau est du philosophe Ibn-Hazam, en qui l'on ne s'attendait guère à trouver une âme si sentimentale.

« Dans le palais de mon père, nous dit-il, il y avait une jeune fille élevée parmi les autres femmes. Elle comptait seize ans, et aucune ne l'égalait en beauté, en intelligence, en pudeur, en retenue, en modestie, en douceur... Personne n'osait élever ses désirs jusqu'à elle ; et pourtant, sa beauté conquérait tous les cœurs... Elle était sérieuse et n'avait pas de goût pour les amusements frivoles, mais elle jouait divinement du luth.

« J'étais bien jeune alors et je ne pensais qu'à elle. Je l'en-

tendais parler quelquefois, mais toujours en présence d'autres personnes. Et, pendant deux ans, j'avais vainement cherché l'occasion de lui parler sans témoins. Or, un jour, il y eut dans notre maison une de ces fêtes comme il y en a souvent dans les palais des grands et à laquelle des femmes de notre maison, de celle de mon frère, de nos clients et de nos serviteurs les plus considérés, avaient été invitées. Après avoir passé une partie de la journée dans le palais, ces dames allèrent au belvédère, d'où l'on avait une vue magnifique sur Cordoue et ses environs, et elles se placèrent là où les arbres de notre jardin ne gênaient pas le regard. J'étais avec elles et je m'approchai de l'embrasure où elle se trouvait. Mais, dès qu'elle me vit à ses côtés, elle courut avec une gracieuse rapidité vers une autre embrasure. Je la suis, elle m'échappe de nouveau... Heureusement, les autres dames ne se doutaient de rien, car, tout occupées à chercher le plus beau point de vue, elles ne faisaient pas attention à moi.

« Puis, les dames étant descendues au jardin, celles qui, par leur rang et leur âge, avaient le plus d'influence, prièrent la dame de mes pensées de chanter quelque chose. J'appuyai leur demande. Elle prit alors son luth et se mit à l'accorder avec une pudeur qui, pour moi, doublait ses charmes; après quoi, elle chanta ces vers :

Je ne pense qu'à mon soleil à moi, à la jeune fille souple et flexible que j'ai vue disparaître derrière les sombres murailles du palais. Est-ce une créature humaine? Est-ce un génie? Elle n'est qu'une femme, mais si elle a toute la beauté d'un génie, elle n'en a pas la malice. Son visage est une perle, sa taille un narcisse, son haleine un parfum et tout son corps une émanation de la lumière. Quand on la voit, revêtue de sa robe safran, marcher avec une légèreté inconcevable, on dirait qu'elle pourrait mettre le pied sur les choses les plus fragiles sans les briser.

« Pendant qu'elle chantait, ce n'étaient pas les cordes du luth qu'elle frappait de son archet; c'était mon cœur... Jamais ce jour délicieux n'est sorti de ma mémoire et, sur mon lit d'agonie, je m'en souviendrai encore... »

L'Espagnol qui a trouvé ces accents d'une sentimentalité

toute platonique, devance de trois cents ans les sonnets d'un Pétrarque. Mais ce n'est qu'un soupir perdu dans un vain bourdonnement de guitares. De toute cette poésie arabe, il n'y a pour ainsi dire pas, pour nous, une seule pièce à retenir : un cri de l'âme ou du cœur, un grand élan lyrique, une grande œuvre enfin d'un caractère si largement humain qu'elle s'insère tout naturellement dans la littérature universelle. Rien qui ressemble à la *Divine Comédie*; de même que, dans l'ordre intellectuel, les Arabes d'Espagne n'ont rien donné qui puisse se comparer à la *Somme* d'un saint Thomas. Enfin, pour ce qui est de l'architecture ou des arts plastiques, rien qui soit à la hauteur de nos cathédrales ou de la sculpture de notre *xiii^e* siècle. La civilisation du califat est plutôt une fin qu'un commencement : c'est la liquidation de la vieille civilisation méditerranéenne, non sans des aspirations incontestables, d'abord vers des formes d'art, puis vers des formes de pensée nouvelles. Ces aspirations ne se réaliseront que beaucoup plus tard, avec le grand mouvement de notre Renaissance. Ce n'est ni de l'Espagne musulmane, ni de l'Afrique, ni du Proche Orient que soufflera le vent de résurrection...

LOUIS BERTRAND.

(A suivre.)

BATAILLE DE LA MARNE

PIÈCE EN DEUX ACTES

ACTE II

(C'est l'aube. Entrant par le fond, France et le Messager.)

LE MESSAGER.

Voici ce pays dont je vous ai parlé.

FRANCE.

Je sais, je sais, marchons. Qu'est-ce qui vous arrête ?

LE MESSAGER.

J'ai peur que nous ne nous égarions. Ces jardins, ces parcs, ces bois sont trompeurs.

FRANCE.

Nous sommes dans le bon chemin.

LE MESSAGER.

Comment le sauriez-vous ?

FRANCE.

Je le sais.

LE MESSAGER.

Vous ne connaissez pas ce pays.

FRANCE.

Si, si... justement... si. C'est étrange... Allons !

(Ils marchent en silence.)

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} janvier.

FRANCE.

Comme ces nuits de septembre sont déjà fraîches !

LE MESSENGER.

Les nuits sont tièdes. C'est l'aube qui est froide.

FRANCE.

C'est l'aube maintenant ?

LE MESSENGER.

Il doit être un peu plus de quatre heures du matin.

FRANCE.

Quatre heures du matin ! C'est l'heure où je me couchais, jadis... Marchons.

LE MESSENGER.

Un instant ! Est-ce que, ici, on prend à droite ou à gauche ?

FRANCE.

A gauche, bien sûr.

LE MESSENGER.

Mais comment savez-vous ?

FRANCE.

Je sais... Allons !

LE MESSENGER.

Allons. (Ils marchent.) Vous n'êtes pas trop fatiguée ?

FRANCE.

Non, non, allons !

LE MESSENGER.

Pas un tout petit peu de fièvre ?

FRANCE.

Je n'aurai plus jamais la fièvre !

LE MESSENGER.

Hm... Hm...

FRANCE.

C'est comme ça... (Elle le retient par le bras.) Pas par là! Il faut toujours prendre à gauche jusqu'à ce qu'on arrive... à... cette... clairière... cette clairière où....

LE MESSENGER.

Attendez que je prenne ma carte.

FRANCE.

Laissez donc votre carte. J'ai tout ce pays dans le ventre.... Oui... oui... Je ne sais pas ce qui s'est passé dans la clairière. Mais quand nous y serons... je vous le dirai.... Oh! un petit lapin.

LE MESSENGER.

Je ne l'ai pas vu.

FRANCE.

Naturellement... Dites-moi...

LE MESSENGER.

Madame?

FRANCE.

Chut! Écoutez... ça n'est pas eux qui arrivent?

LE MESSENGER.

Ils n'arriveront qu'au jour levant. C'est le vent de l'aube.

FRANCE.

Ils arriveront au jour levant. Et.... ils n'iront pas plus loin?

LE MESSENGER.

Non, non, non, pas plus loin.

FRANCE.

Ils ne reculeront plus?

LE MESSENGER.

Ils ne reculeront plus.

FRANCE.

Vous me le jurez?

LE MESSENGER.

Je vous le jure. C'est ici que le général a décidé de livrer bataille.

FRANCE.

Asseyons-nous!... Asseyons-nous, je me sens soudain très fatiguée...

(Elle s'assoit. Le Messenger reste debout près d'elle.)

FRANCE, à voix basse.

Qu'a dit le général?

LE MESSENGER.

Oh! c'est tout une histoire... D'abord il n'a pas dit grand chose. Vous savez qu'il ne parle guère. Et vous n'aimez pas ça?

FRANCE.

Je commence à m'y faire... Alors?

LE MESSENGER.

Pendant tout l'après-midi, assis à cheval sur une chaise de paille, à l'ombre d'un grand frêne-pleureur, dans le préau de l'école de Bar-sur-Aube, il est resté en contemplation devant ses cartes pendues au mur en plein soleil. Étonnant!... Une sorte de contemplation... maniaque... presque idiote, oui! Des fois, je croyais qu'il dormait. Des fois je croyais voir un gros général en baudruche. Et alors, la sueur de l'angoisse me jaillissait du corps... Mais des fois, aussi, je voyais sa tête faire de petits mouvements pour bien se caser sur le dossier, son dos onduler, ses cuisses serrer leurs muscles sur la chaise. Et alors il avait l'air d'un formidable python à l'affût. Et je grelottais de confiance.

FRANCE.

Oui, oui... (Silence.) Alors?... (Silence.) Alors?

LE MESSENGER, se mettant à marcher de long en large.

Si... le général von Klück avait su, avant-hier, qu'au lieu d'une vague garnison de Paris il aurait, sur son flanc droit, la sixième armée française, croyez-vous qu'il eût foncé vers le sud-est, sur les talons de la cinquième armée, en se gardant seulement du côté de Paris par juste un corps d'armée de réserve? Le croyez-vous, madame?

FRANCE.

Je... mon Dieu...

LE MESSENGER.

Oui. Vous n'y comprenez rien.

FRANCE.

Mais je vous demande pardon, je...

LE MESSENGER.

Klück aurait marché droit sur notre sixième armée, l'aurait battue...

FRANCE.

Pas sûr?

LE MESSENGER, riant.

C'est vrai, au fait, ça n'est pas sûr... En tout cas, il ne l'a pas fait. Et c'est ce qui importe... Il ignore, — comprenez bien! — il ignore l'importance, le nombre, l'ardeur de cette sixième armée qui menace sa droite, qui va marcher, qui va rentrer dans son flanc droit.

FRANCE.

C'est magnifique!

LE MESSENGER.

Ça n'est pas mal, oui... Alors, Klück...

FRANCE, pouffant.

Hi! hi!

LE MESSENGER.

Qu'est-ce que c'est?

FRANCE.

Il a un drôle de nom!

LE MESSENGER.

Oui. Alors, le général von Klück, commandant la première armée allemande, se sentant frappé par derrière, va s'arrêter, va se retourner... Je pense... que l'armée anglaise et la cinquième armée française, qui lui font face, ne le laisseront pas se retourner tranquille...

FRANCE.

Sûrement pas!

LE MESSENGER.

Oui, enfin... on va voir... Sur quoi, la deuxième armée allemande dira son mot dans l'affaire. Ce qui intéressera beaucoup la neuvième armée française. Et ainsi de suite, d'armée en armée, de Paris jusqu'aux Vosges... (Un petit temps.) Tout cela va se déclencher ce matin même, dans ce pays où nous arrivons, sur un front vaste et harmonieux, et qui est beau comme un jardin.

FRANCE, se remettant debout brusquement.

Marchons!... Marchons, marchons!... Le jour va venir. Il faut que nous soyons au rendez-vous avant eux. Je veux être là quand ils...

(Coup de feu lointain.)

FRANCE.

Trop tard!

LE MESSENGER.

Ne bougez pas! (Il court vers le fond.) Non, non, c'est un chasseur.

FRANCE.

Un chasseur?

LE MESSENGER.

Eh bien! oui, un homme qui va à la chasse.

FRANCE, ravie.

Oh!

LE MESSENGER, revenant.

Il a tué un faisan.

FRANCE, alléchée.

Humm... Humm... Il est beau?

LE MESSENGER.

Superbe! Vous avez faim?

FRANCE.

Je ne sais pas, je... je suis creuse... je voudrais boire un bon quart de jus avec les soldats. Ah! marchons!...

(Ils marchent.)

Comment sont-ils?

LE MESSENGER.

Les soldats?

FRANCE.

Oui.

LE MESSENGER.

Heu... Ils marchent... Ils marchent...

FRANCE.

Marchons... Oh! Pourquoi est-ce que je suis si gaie?... Pourquoi est-ce que je...? Marchons, voici l'aurore... Dites donc, le saviez-vous?... C'est dimanche aujourd'hui... Le premier dimanche de septembre... Oh! le bel arbre!...

LE MESSENGER.

C'est un hêtre...

FRANCE.

C'est un châtaignier. Marchons, marchons, ça sent l'eau.

LE MESSENGER.

Il va pleuvoir?

FRANCE.

Non, l'eau qui coule... la grande eau de fleuve... Eh! eh!... Voyez!...

(Ils sont au fond. France se penche comme s'ils étaient sur une crête et dominaient un paysage. Elle dessine de la main, vers la droite, de grands méandres.)

La Marne !

LE MESSENGER.

C'est pourtant vrai que vous connaissez ce pays.

FRANCE.

Je le connais comme un enfant son berceau. Il sent le lait que j'ai sucé quand j'étais toute petite fille. Voulez-vous que je vous chante les chansons de ce pays. Hein?... Voulez-vous que je vous raconte ?

LE MESSENGER.

Calmez-vous, je vous en prie.

FRANCE.

Que je vous raconte les légendes de cette forêt? Voulez-vous que je vous dise l'histoire de ce parc... tout là-bas, tout là-bas... Il appartient à Sylvie. Il y a des urnes en pierre pleines de géraniums rouges. Voici Jacques, le jardinier. Il se lève avec le soleil. Il va tondre son gazon pour que le pied nu de la bataille puisse librement marcher !

LE MESSENGER.

Mais calmez-vous !

FRANCE.

Ah ! quelle joie... luxueuse !

LE MESSENGER.

Calmez-vous donc ! Vous êtes blessée !

FRANCE.

Mais non, mon vieux.

LE MESSENGER.

Ah ! pardon, vous êtes blessée.

FRANCE.

Non, je vous dis. Voulez-vous voir ?

(Elle fait mine de dégrafer son corsage.)

LE MESSENGER.

Madame...

FRANCE.

Même les gens de chez moi, mes amis les plus fidèles, les plus sages de mes serviteurs ont de moi je ne sais quelle méfiance... N'est-il pas vrai, messire?... C'est-y pas vrai, bonhomme?.. Osez dire le contraire, monsieur le Président!... Allons, allons, mon gros, regarde ça, regarde bien!... (Elle se noue vivement un mouchoir sur les yeux, tourne sur elle-même plusieurs fois, puis montrant la gauche.) Quand le diable y serait, voilà l'Île de France!... Où es-tu?... C'est gagné?

LE MESSENGER.

Oui, madame!

FRANCE.

Bravo!... Attention!... (Elle tourne sur elle-même, puis, flairant vers le fond gauche.) Que sainte Jeanne me pardonne si je ne sens pas... par là, l'odeur... (Elle flaire.) Humm!... dédorée du Valois... Encore gagné?

LE MESSENGER.

Encore!

FRANCE.

Et par là? (face fond) la Brie!... et par là (face droite) la Champagne!... Et par là (droite) le Barrois... (Elle ôte son mouchoir.) Et voilà!

LE MESSENGER.

Tout cela est vrai, madame, tout cela est vrai... C'est vrai!

FRANCE.

Eh bien! marchons... Voici le soleil!

(Trompette loin. Ils marchent.)

Oh!... Nous entrons dans la clairière où, il y a cent ans, en 1813, l'Empereur...

LE MESSENGER.

Chut! Chut! Chut!... Les voilà!

(Tous deux courent vers la gauche, premier plan, et se cachent.)

APPELS en coulisse.

Ho-hoo!... Ho-hoo!... Ho-hoo!...

UNE VOIX D'HOMME.

Qui c'est qui a vu le 48^e d'infanterie?... Le 48^e de Rennes?
Hein?

UNE AUTRE VOIX.

Mais où qu'il est passé, le 15^e d'artillerie?... d'artillerie!..
Oui, le 15^e?...

(Rumeurs.)

UNE VOIX DE FEMME, loin.

Marie!... Eh! Marie!...

(Rumeurs.)

RIRES, très loin.

Hahaha!...

(Entre, par le fond droite, un jeune officier français, assez débraillé. Il marche au pas, il siffle, il a les mains dans les poches. Il « fait du chemin » sur la scène, tourne, retourne, mais on sent qu'il sait où il va. Arrivé vers le milieu de la scène, il s'arrête, lit sa carte, consulte sa montre, murmure : « Parfait ! » et repart, en sifflant, d'un grand pas allongé. A l'avant-scène, vers la droite, il s'arrête, regarde autour de lui, murmure : « Voilà ! » et, toujours sifflant, reboutonne et retape son uniforme.)

UNE VOIX, en coulisse.

Rangez-vous ! Rangez-vous ! Laissez passer l'artillerie !

(Clameurs. Entrent, l'un par la gauche, l'autre par la droite, deux soldats qui, tout de suite, s'aperçoivent.)

PREMIER SOLDAT.

Tiens, v'là Jean. T'es pas mort ?

DEUXIÈME SOLDAT.

Bé non, tu vois.

PREMIER SOLDAT.

On m'avait dit que t'avais tout un côté de la gueule emporté.

DEUXIÈME SOLDAT.

Ah! oui? Eh ben! tu vois.

PREMIER SOLDAT.

Quelle pagaille, hein ? J'suis quand même content de te revoir. Bonjour, Jean.

DEUXIÈME SOLDAT.

Bonjour, Georges. Oui, c'est une sacrée pagaille.

TOUS DEUX, riant.

Hahaha !

(Ils sont descendus vers le lieutenant qui, toujours sifflant, défrise sa culotte.)

Appels en coulisse :

Hooo !...

LES DEUX SOLDATS.

Hé-oooh !... (Ils aperçoivent l'officier). Bonjour, mon lieutenant.

L'OFFICIER.

Salut, salut... ça va ?

LES DEUX SOLDATS se regardent, puis :

Ben... oui.

L'OFFICIER.

Tant mieux !

(Il fait mine de donner une petite glace de poche à tenir à un des soldats et, se baissant pour s'y voir, se recoiffe en sifflant.)

L'AUTRE SOLDAT, tombant assis d'un bloc.

Bon Dieu !

(Appels en coulisse, plus proches.

Hé-oooh !

L'OFFICIER, se recoiffant.

Hé-oooh !

LE SOLDAT qui tient la glace.

D'un côté, ça devient de plus en plus dur.

L'OFFICIER.

Oui.

DEUXIÈME SOLDAT.

Mais, d'un autre côté, on est de plus en plus entraîné.

L'OFFICIER.

Ah ! oui.

PREMIER SOLDAT.

On va encore reculer ?

L'OFFICIER.

Sais pas.

DEUXIÈME SOLDAT.

Est-ce qu'ils ont pris Paris ?

L'OFFICIER.

Sais pas du tout.

(Entrent, par le fond gauche, quatre femmes qui appellent à voix claire :)

Hé-oooh !...

L'OFFICIER.

Hé-oooh !

UNE FEMME, de loin.

C'est pas vous qu'on appelle.

L'OFFICIER.

Dommage !

(Les soldats rient.)

DEUXIÈME FEMME.

On a perdu une amie.

L'OFFICIER.

Elle est jolie ?

(Les soldats rient.)

TROISIÈME FEMME.

Elle n'est pas pour votre bec.

L'OFFICIER.

Eh bien ! retrouvez-la pour voir.

(Les soldats pouffent.)

LA FEMME.

Malhonnête !

(Elles descendent, en cheminant, vers l'avant-scène gauche.)

UNE VOIX DE FEMME, celle de Sylvie, à gauche, milieu.

Jacques!... Jacques!... Où êtes-vous donc?

VOIX DE JACQUES.

Là-haut, mademoiselle Sylvie. Dans le pommier, oui. J'y coupe le gui qui l'étouffe.

VOIX DE SYLVIE.

Bon! Mais vous n'avez pas encore taillé les gourmands des rosiers et, l'an prochain, nous n'aurons pas de roses.

PREMIER SOLDAT.

Quel beau jardin, hein?

DEUXIÈME SOLDAT.

La demoiselle n'est pas mal non plus.

PREMIER SOLDAT.

J'aime bien les jardins.

(L'officier fait un pas pour voir Sylvie en coulisse; appels en coulisse: les femmes sont arrivées à l'avant-scène gauche.)

L'OFFICIER, revenant.

Quand j'avais quatorze ans, je suis venu dans ces parages avec ma mère, passer deux mois de vacances. C'est ici.

(Rumeur derrière le théâtre.)

UNE VOIX de commandement.

Eh bien! les fantassins, avançons... Avançons!...

UNE AUTRE VOIX.

On ne peut pas passer. L'Intendance tient toute la route.

PREMIÈRE VOIX.

Sautez par-dessus l'Intendance!

(Clameurs de protestation.)

UNE AUTRE VOIX.

Sautez!

(Bruits et rires.)

L'OFFICIER, qui a prêté l'oreille, revenant vers les soldats.

C'est ici que j'ai découvert les fables de La Fontaine.

LES DEUX SOLDATS.

Ah ! ah !...

(Entrent, par le fond, deux soldats, une femme entre eux.)

PREMIER SOLDAT, de loin.

V'là Marie ! On l'a retrouvée !

DEUXIÈME SOLDAT, de même.

Et nous v'là avec Marie !

LES FEMMES.

Marie !

L'OFFICIER ET LES DEUX SOLDATS, près de lui (le 3^e et le 4^e).

Marie !

(Marie et les deux soldats descendent vers l'avant-scène. Quand ils y seront parvenus, la circulation des soldats et des femmes sur la scène, très vivante, évoquera quelque chose comme un marché en plein air, une réunion avant la noce.)

LES FEMMES, accueillant Marie.

La voilà !

PREMIÈRE FEMME.

Qu'est-ce qui t'est donc arrivé ?

PREMIER SOLDAT (François).

Salut, la compagnie !

DEUXIÈME SOLDAT.

Il est devenu blagueur !

MARIE.

Je vous ai perdues dans la gare de Château-Thierry...

DEUXIÈME FEMME.

Je l'avais dit !

(Entre un cinquième soldat.)

CINQUIÈME SOLDAT.

Le voilà ! Le voilà !

LES AUTRES SOLDATS.

Ah! mince, alors!

CINQUIÈME SOLDAT.

C'est lui! C'est bien lui!

TROISIÈME SOLDAT.

D'où que tu sors?

CINQUIÈME SOLDAT.

J'ai été prisonnier quatre heures. J'ai f... le camp. Et j'ai vécu deux jours avec les cuirassiers.

QUATRIÈME SOLDAT.

Quelle pagaille!

FRANÇOIS.

T'avais un cheval?

(Rires.)

DEUXIÈME SOLDAT.

Il est devenu blagueur!

VOIX DE SYLVIE.

Oh! voilà les soldats! Jacques, venez voir les soldats!... Est-ce qu'on va se battre par ici?

L'OFFICIER, s'inclinant.

Oui, madame.

SYLVIE, confuse.

Oh! pardon, monsieur!

L'OFFICIER.

Il n'y a pas d'offense.

TROISIÈME FEMME.

Ce gros monsieur anglais a été bien gentil.

QUATRIÈME FEMME.

Oui. Il disait toujours : « J'aime si fort la France !... »

TOUTES.

Haha ! La France !

QUATRIÈME SOLDAT.

J'ai perdu mon fusil... Et pis je l'ai retrouvé... Haha !...
 (Rires et conversations un peu partout à la ronde.)

FRANCE.

Qu'est-ce qu'on attend ?

LE MESSENGER.

Je n'en sais rien.

(Il part d'un grand pas, traverse les groupes et gagne le fond de la scène. Les rires et les voix ont monté d'un cran, sans cesser d'être harmonieux.)

Le premier coup de canon tombe là-dessus comme un œuf de Pâques. Personne n'y prête attention, sauf France qui, — elle est assise à l'extrême gauche sur les marches du proscenium, — se lève brusquement et descend sur le proscenium, où elle marche de long en large.)

TROISIÈME SOLDAT.

... Avec du beurre, oui, mon vieux.

QUATRIÈME SOLDAT, incrédule.

Allez ! Allez !

TROISIÈME SOLDAT.

Avec du beurre, oui, oui, mon vieux, du beurre, parfaitement !

MARIE.

Et alors, la vieille dame m'a donné ses bas.

TOUTES LES FEMMES.

Oh !...

CINQUIÈME SOLDAT.

Quoi ! « la Garde !... » Quoi ! « la Garde » !... Eh ben ! on l'a vue, la Garde.

FRANÇOIS.

On l'a même vue de dos.

DEUXIÈME SOLDAT.

Il est devenu blagueur !

(Rires.)

FRANCE, elle crie au Messager.

Qu'est-ce qu'on attend?... Qu'est-ce qu'on attend?...

LE MESSAGEUR, d'une voix vibrante.

Ça y est!

(Trompette loin. Un temps.)

UNE VOIX, derrière le théâtre.

Rassemblement!

L'OFFICIER, d'une voix tranquille et basse.

Allez! rassemblez-vous!

FRANCE, elle est à l'extrême-droite du proscenium.

Mon Dieu, mon Dieu, mon Dieu!

(Canon. Les soldats et les femmes se séparent lentement. Les soldats se rassemblent au milieu de l'avant-scène, face au public, sans hâte s'ajustent, remontent leur sac... A leur gauche, l'officier, tourné vers le fond, bien planté sur ses jambes, regarde au loin dans ses jumelles. Les femmes se sont groupées à gauche vers la porte du proscenium. Chuchotements. Rumeurs derrière le théâtre.)

LE MESSAGEUR, en avant de tout le monde.

Oh! la la la la...

FRANCE.

Quoi? Quoi?

LE MESSAGEUR.

Tout va bien.

FRANÇOIS, à mi-voix.

Dire qu'on va encore s'envoyer une cinquantaine de kilomètres!

LES SOLDATS.

Oui.

L'OFFICIER.

Silence!

UNE VOIX, très loin.

En avaaaaant!

L'OFFICIER, sans se retourner.

Attention!... En avant!

(Les soldats, bien ensemble, font trois grands pas vers le public. Le troisième pas descendra la première marche du proscenium.)

FRANCE, elle crie.

Eh !...

L'OFFICIER, se retournant.

Halte !... Pas par là, voyons !

FRANCE, LE MESSAGEUR, ET LES FEMMES.

Pas par là ! Pas par là !...

(Les soldats se sont arrêtés, net. On voit leurs têtes, d'abord ahuries, s'éclairer et comme s'élargir.)

L'OFFICIER.

Demi-tour !

(Canon. Les soldats se retournent, un pied sur la première marche ; l'autre sur l'avant-scène.)

FRANCE.

En avant !

(Les soldats partent, font deux pas en silence, crient : « Haaa ! » au troisième pas et soutiennent le cri pendant toute leur marche vers le fond. Au sixième pas des soldats, France se met à crier : « Haaa ! » et soutient son cri. Le Messager part derrière les soldats en criant aussi. Au neuvième pas des soldats, ce sont les femmes qui se mettent à crier. Un grand cri puissant, mais doux, comme soulagé.)

Les soldats sortent par le fond. Le Messager sort derrière eux. Silence sur la scène. Les bras des femmes retombent. Le cri des soldats s'éloigne. Canon. Silence.

France est à l'extrême droite de l'avant-scène. Immobile. Toute droite.

Les femmes, qui étaient à gauche de l'avant-scène, descendent sur le proscenium et vont se répandre sur les marches centrales, vers la droite, pour former, hors de scène, un petit groupe d'exilées. Elles attendent. Elles attendent de la bataille la permission de remonter sur la scène.)

UNE DES FEMMES.

Est-ce qu'on va bientôt pouvoir rentrer chez nous ?

LA CORYPHÉE.

Espérons-le !

LES FEMMES.

Espérons-le !

(Elles se mettent à tricoter. La coryphée commence à chanter à voix basse.)

FRANCE.

Et s'ils sont battus?... S'ils sont battus, qu'est-ce qu'il arrive?

(L'une après l'autre, les femmes unissent leurs voix à celle de la coryphée, mais doucement, très « en dessous ».)

Ils vont être battus... Ils sont trop fatigués... Ils ont eu un coup de fouet, comme ça, en partant, mais... Ça va tomber

d'un seul coup, vous allez voir... Et alors ?... Et alors ?... Oh ! la la la la !... Quelle suée !...

(Chanson des femmes qui tricotent. Un temps.)

VOIX DU MESSENGER, en coulisse à gauche premier plan.

Allez ! Allez ! Allez-y !... (Rumeur à gauche, premier plan.) Bravo !

(Le Messager entre par la porte du proscenium.)

LE MESSENGER.

Ah ! n... de D... ! Je vous demande pardon, mais... Ah ! n... de D... ! Pour un départ, c'est un départ !... Ha ! Je boirais bien un coup !... (A France, de loin.) Ils ne sont pas mal, tes soldats, ma vieille... Excuse-moi, mais tout change, tu comprends, tout change !... Brusquement, on est tous de vieux copains !... Haha !... On a dans le sang des... hein ?

FRANCE.

Oui.

LE MESSENGER.

Hein ?

FRANCE.

Oui, oui... Racontez !

LE MESSENGER.

Eh ben ! voilà...

(Les femmes écoutent sans regarder le Messager.)

La sixième armée se jette, — rrraf ! — sur le IV^e corps de réserve allemand, qui... cède ! Haha !... Les chasseurs marocains prennent Penchard. La 36^e division enlève Marcilly et Chambray. La 53^e tombe sur Barcy. Le IV^e corps allemand tout entier est refoulé vers l'est. Il est en pleine retraite dans les bois de Meaux. Voilà !

FRANCE.

Haaa !...

UNE DES FEMMES, se levant.

Au revoir !

LA CORYPHÉE.

Où vas-tu ?

LA FEMME.

Mon village est délivré.

(Elle s'éloigne vers la gauche du proscenium.)

LA CORYPHÉE.

Attends un peu !

LES FEMMES.

Attends.

LA FEMME, s'éloignant toujours.

Délivré !

LES FEMMES.

Attends donc !

LA FEMME, de loin.

Au revoir !... J'attendrai plus loin !... J'attendrai plus près de ma maison !...

(Elle poursuit son chemin, arrive aux marches à gauche du proscenium, en remonte une. Une rumeur dans la coulisse l'arrête. Elle s'assoit, le cou tendu vers la scène.)

LE MESSAGEUR, regardant par la porte du proscenium.

Les voilà ! Ils ont du mal !.. Allez !... Ça devient dur !... Ça... devient... de plus en plus... dur !... Hou la ! Hou la la ! (A France, très vite.) Klück est averti du danger. Alors il rappelle les troupes du sud et... (Canon. Le Messageur rentre la tête dans les épaules) il établit de la grosse artillerie sur le plateau de...

(Canon.)

FRANCE.

Pauv' petits !...

(Elle court vers la gauche et rejoint le Messageur.)

LE MESSAGEUR, il est tombe à genoux comme un soldat sous les obus.

Ils tiennent !... Ils avancent... Ils s'arrêtent !... Ils reculent !... Ils s'arrêtent !... Ils repartent !... Ils se battent ! Ils se battent !... (Se tournant vers France.) Oh ! madame, madame... admirons ces soldats !... (Canon) qui, hier, docilement, abandonnaient dix lieues par jour et qui, maintenant, se battent une

journée entière pour prendre un bois... un champ... un parc... une maison...

(Canon. France et le *Messenger* sortent par la porte du proscenium. Entre par la gauche milieu, Sylvie, suivie de Jacques, le jardinier.)

JACQUES.

Je vous demande mille fois pardon, mademoiselle. L'an passé, j'ai cueilli la dernière rose le 15 décembre.

SYLVIE.

Non, Jacques, non, non.

JACQUES.

Quand je dis le 15 décembre, c'est pas le 14, c'est le 15. Une Maréchal Niel, que vous avez mise toute seule dans la coupe noire pleine d'eau où elle nageait comme un nénuphar. Même que, le lendemain, il tombait de la neige. Ha!..

SYLVIE, qui se rappelle soudain.

Ah!... Ah! oui!... (Avec reproche.) Oh! Jacques, comment osez-vous me rappeler cette triste chose!... Pourquoi ce rosier a-t-il donné, donné, encore donné des roses pendant tout l'automne et — oui! — jusqu'à la mi-décembre!... Hein?

JACQUES, confus.

Ben...

SYLVIE.

Parce que l'extraordinaire petit apprenti que vous avez ramené ici, un jour que le vin était bon, l'a taillé en plein mois d'août, oui, l'a mutilé, martyrisé!... Alors, il a donné des roses. Il ne pouvait pas crier, ce pauvre rosier. Il fleurissait, il fleurissait avec désespoir. Honte sur vous, Jacques!... Qui est-ce qui vient là?

JACQUES.

Je vais voir.

(Il sort par la gauche, milieu.)

SYLVIE.

Les roses mourront tôt cette année.

(Elle se baisse tout autour d'elle sur des rosiers imaginaires.)

Il a fait beau trop... La passion les tue...

JACQUES, rentrant.

Mademoiselle Sylvie...

SYLVIE.

Oui...

(Elle revient vers Jacques.)

JACQUES.

Il y a là le... ce capitaine allemand qui a logé chez nous... Alors il s'en va... Alors, il voudrait dire au revoir à mademoiselle... Alors, le voilà.

SYLVIE, allant vivement vers la gauche, presque jusqu'à la sortie.

Eh! bien, au revoir! monsieur, au revoir... Vous partez?... Oui, oui, monsieur, oui... Mais oui... Oh! c'est oublié... c'est oublié... Vous vous forciez, si, si... ces façons ne vous étaient pas naturelles... (Avec hauteur.) Je n'ai pas eu peur une seconde, monsieur, je vous assure... Voilà... Adieu!... Je vous souhaite qu'il ne vous arrive rien de fâcheux.

(Elle s'incline légèrement. On devine que l'officier allemand s'en va. Elle le regarde partir et de nouveau, s'incline avec un tact, un calme suprême, puis à Jacques :)

Maintenant, allons voir ce que méditent nos chrysanthèmes.

JACQUES, avec une sorte d'adoration.

Mademoiselle Sylvie!... Mademoiselle Sylvie!... Si votre maman, là-haut...

SYLVIE, l'interrompant.

Mais pourquoi partent-ils comme ça?...

(Ils sortent par la gauche, milieu. Canon. Sur ce canon, entrent les soldats par la porte du proscenium. Une belle entrée, une belle ligne de « tirailleurs à trois pas », souple, agile, qui se couche d'un bloc sur l'avant-scène et que salue une dure mitrailleuse allemande. La mitrailleuse se tait. Les cinq têtes de soldats se lèvent lentement. La mitrailleuse reprend. Les cinq têtes retombent.)

FRANÇOIS, à la gauche, couché sur le côté.

Ça va?

LES SOLDATS.

Oui.

FRANÇOIS, *insistant.*

Ça va ?

LES SOLDATS.

Oui, oui.

FRANÇOIS.

Bon.

(Bandes de mitrailleuse pendant tout le dialogue suivant.)

DEUXIÈME SOLDAT.

Charles est mort.

TROISIÈME SOLDAT.

Non ?

DEUXIÈME SOLDAT.

Une balle entre les deux yeux.

TROISIÈME SOLDAT.

Ah ! dis donc !

CINQUIÈME SOLDAT.

Auguste aussi.

QUATRIÈME SOLDAT.

Auguste ?... Il n'avait presque rien.

CINQUIÈME SOLDAT.

Ça ne se voyait pas ce qu'il avait. Mais il en tenait !

TROISIÈME SOLDAT.

Il riait !

CINQUIÈME SOLDAT.

Oui, oui, il riait... Il riait drôlement !

DEUXIÈME SOLDAT.

Il disait que c'était rien.

CINQUIÈME SOLDAT.

Ah ! oui... Il a rendu du sang. Et il est mort... avec un air... épaté !...

LES SOLDATS.

Sans blague!....

CINQUIÈME SOLDAT.

Puisque je vous le dis!... J'étais à côté de lui...

(Il se soulève sur un coude et regarde dans le public.)

Tenez! Tenez! On peut le voir d'ici.

(Les soldats se soulèvent un peu et regardent.)

Vous voyez, là-bas, où il y a une espèce de calvaire?

TROISIÈME SOLDAT.

La croix en pierre?

CINQUIÈME SOLDAT.

Oui... Eh ben! à gauche, dans l'herbe... quèque chose de rouge... C'est sa culotte.

LES SOLDATS, découvrant le cadavre.

Ah! malheur!

DEUXIÈME SOLDAT, appelant vers le public.

Auguste!...

CINQUIÈME SOLDAT.

Absent!

(Fin de la mitrailleuse.)

FRANÇOIS.

Hop! Hop! Debout!... Allez, vite!

(Les soldats se dressent, font trois pas vers le fond en courant. Mitrailleuse. Les soldats se recouchent.)

On avance!

CINQUIÈME SOLDAT, ironique.

Ah! on avance!...

(Entre l'officier, en courant, par la porte du proscenium. Il s'appuie, haletant, contre le cadre de scène gauche.)

L'OFFICIER.

Le capitaine est mort. Je prends le commandement de la compagnie.

LES SOLDATS.

Couchez-vous, mon lieutenant!

CINQUIÈME SOLDAT.

On meurt beaucoup, ce matin.

(Mitrailleuse.)

LES SOLDATS.

Couchez-vous! Couchez-vous!

(L'officier met un genou en terre.)

CINQUIÈME SOLDAT.

Quel boulot!

L'OFFICIER.

Si je meurs, c'est l'adjudant Camus qui commandera la compagnie. François prendra le commandement de la section.

FRANÇOIS.

Bien, mon lieutenant.

CINQUIÈME SOLDAT.

Et moi, si je claque? Ça dérangerà personne?

L'OFFICIER.

Personne! Si le cœur t'en dit, tu peux y aller!

CINQUIÈME SOLDAT.

Le cœur ne m'en dit rien.

(Canon.)

DEUXIÈME SOLDAT.

Ah! j'déteste les obus!

LES SOLDATS, riant.

Ha! ha!

DEUXIÈME SOLDAT.

J'peux pas m'y faire!

L'OFFICIER, se relevant.

En avant! En avant! Allons!

(Bond des soldats. Mitrailleuse).

CRI en coulisse.

Haouf!

DEUXIÈME SOLDAT.

Qui c'est qui crie?

FRANÇOIS.

C'est Fernand!

QUATRIÈME SOLDAT, d'une voix blanche.

Il est mort?

CINQUIÈME SOLDAT, regardant vers la coulisse.

Hé! Fernand!

VOIX DE FERNAND.

Aïe! Aïe! Aïe!

FRANÇOIS.

Il n'a qu'une balle dans le bras.

CINQUIÈME SOLDAT.

Il manque à tous ses devoirs.

L'OFFICIER.

Dis donc, toi, pourquoi es-tu comme ça?

CINQUIÈME SOLDAT.

J'aime pas ce boulot-là! J'aime pas ce boulot-là!

FRANÇOIS.

Ah! mon vieux! nous non plus!

LES SOLDATS.

Nous non plus!

(Rires.)

L'OFFICIER.

En avant!

(Bond des soldats.)

L'OFFICIER.

Bien!... Eh ben! les enfants, on avance! (Il regarde au loin.)
On avance!... Les villages rentrent en France l'un après
l'autre, comme les poules au poulailler!

LES SOLDATS.

Ha! ha! ha!

(Mitrailleuse. La femme qui était assise sur les marches de gauche, se lève,
monte sur la scène, gagne la gauche, lève les bras au ciel, s'arrête un instant,
entre le cadre de scène et la première colonne, en s'écriant.)

LA FEMME.

Oh! la la la la la la... quelles ruines!

(Elle sort par la gauche. Le dernier bond des soldats les a amenés à hauteur
des deuxième colonnes gauche et droite.)

L'OFFICIER.

Attention! maintenant... L'ennemi est retranché au delà
de ce parc. Il s'agit d'arriver dessus en se servant des arbres.
C'est une espèce de jeu de cache-cache...

CINQUIÈME SOLDAT.

Si on est vu, on colle pour toujours!

L'OFFICIER.

Allons-y... Hop!...

(Les soldats se dressent et se jettent contre les colonnes, les uns debout, les
autres à genoux. Sans rigueur, bien entendu, sans « mouvement d'ensemble »,
l'un après l'autre, avec l'habileté du soldat à « se planquer ». Mitrailleuse.)

TROISIÈME SOLDAT, se faisant mince derrière sa colonne.

Mon lieutenant, c'est un sapin, ce truc-là?

L'OFFICIER.

C'est un pin.

TROISIÈME SOLDAT.

Eh ben! y prend dur! Ces mitrailleuses, vous parlez de
scieries mécaniques!

(Canon.)

FRANÇOIS.

Hep ! Hep !... Regardez donc le cèdre, là-bas, sur la grande pelouse !

(Grand bruit en coulisse.)

QUATRIÈME SOLDAT.

Fauché !

TROISIÈME SOLDAT.

Dis donc ! Un cèdre !

DEUXIÈME SOLDAT.

C'est pus des obus qu'ils envoient, c'est des trains.

L'OFFICIER.

Attention ! Attention !... A trois cents mètres !... sur l'ennemi qui débouche de l'allée de platanes...

LES SOLDATS.

Vu !

L'OFFICIER.

Feu à volonté !

(Les soldats tirent. Coups de feu. Entre Sylvie à gauche par le milieu.)

SYLVIE.

Le cèdre, maintenant ? Le cèdre !...

L'OFFICIER.

A terre ! Mademoiselle ! A terre ! A terre !

SYLVIE.

Mais, monsieur, jè...

(L'officier court à elle, la saisit à bras le corps et l'allonge par terre.)

L'OFFICIER.

Navré pour votre jolie robe, mais... les guêpes de votre jardin sont mortelles. (Aux soldats.) Tirez ! Tirez !... (A Sylvie qui fait un mouvement.) Ah ! ne vous levez pas !

SYLVIE.

Vous êtes bien debout !

L'OFFICIER.

Je suis invulnérable.

SYLVIE.

Taisez-vous !

L'OFFICIER.

Invulnérable. (Aux soldats.) Tirez !

FRANÇOIS.

Ils s'en vont, mon lieutenant.

L'OFFICIER, courant à François.

C'est vrai !... Cessez le feu !... (A Sylvie.) Mademoiselle, votre jardin est à vous pour toujours ! (Sylvie fait un mouvement.) Ne vous levez pas ! (Canon.) On va vous l'abîmer un peu !

(Il vient s'agenouiller près d'elle.)

SYLVIE.

Il n'a pourtant jamais rien fait de mal.

L'OFFICIER, désabusé.

Oh ! ça !...

SYLVIE.

Vous non plus.

L'OFFICIER.

Comment ?

SYLVIE.

Vous n'avez jamais fait de mal.

L'OFFICIER.

Euh ! Non... (Il réfléchit.) Vraiment, non.
(Canon.)

SYLVIE.

Vous êtes jeune.

L'OFFICIER, il rit.

Oui. Vous êtes belle.

SYLVIE, elle rit.

Oui.

ENSEMBLE.

Est-ce que ?...

L'OFFICIER.

Dites.

SYLVIE.

Non, dites, vous.

L'OFFICIER.

Non, non, vous d'abord.

SYLVIE.

Est-ce que nous vivrons encore ce soir ?

CINQUIÈME SOLDAT, il crie.

Non !

SYLVIE, sursautant.

Eh ?

L'OFFICIER.

Ne faites pas attention, ce copain-là, c'est le diable !

(Canon.)

SYLVIE.

Je crois qu'il a raison. J'ai toujours eu, depuis l'enfance...
(Elle soupire.) J'ai toujours eu dans la bouche le goût... de la vie...
brève !...

L'OFFICIER.

Oh ! oui... Oh ! la la... Moi, je... Oh !... Je disais à ma
mère... Naturellement, elle faisait pour moi des projets magni-
fiques... Je lui disais : « Impossible de me voir à vingt-cinq
ans ! »... Voulez-vous me dire votre nom ?

SYLVIE.

Je m'appelle...

(Canon.)

SYLVIE, elle pousse un petit cri d'oiseau, puis très vite.

J'ai une chose de fer dans le sein... Je m'appelle Sylvie...
Emmenez-moi... Emmenez-moi...

L'OFFICIER.

Ah !... A l'aide !

SYLVIE.

Non, non !... Vous seul !... Votre bras autour de moi...
Je veux marcher jusqu'à mon lit... Je m'appelle Sylvie...

L'OFFICIER.

Sylvie !

(Il l'aide à se mettre debout.)

SYLVIE.

J'avais fait ce jardin pour y accueillir l'homme que j'aimerais... pour m'y promener avec lui, son bras autour de moi... comme ça, oui, comme ça...

L'OFFICIER.

Sylvie !

(Ils vont vers la gauche, milieu.)

SYLVIE.

Est-ce que vous aimiez les oiseaux?... Est-ce que vous aimiez les roses?... Vite ! Vite ! Est-ce que vous aimiez les arbres?... Comment est votre nom ?

L'OFFICIER, éperdu.

Je m'appelle Gérard.

(Ils sortent. On entend l'officier répéter avec désespoir.)

Je m'appelle Gérard !

CINQUIÈME SOLDAT.

On meurt beaucoup ce matin.

FRANÇOIS.

Tirez, n... de D... !

(Coups de feu. Un temps. Quinze secondes environ. Rentre l'officier, par la gauche milieu, en courant. Il s'adosse à la deuxième colonne gauche et pleure, ouvertement, le visage offert au public. Puis il s'essuie les yeux avec sa manche et, soudain, part d'un grand pas désespéré, par le milieu de la scène, vers le fond, en criant :))

L'OFFICIER.

En avant !

LES SOLDATS.

En avant!

(Ils suivent l'officier qui, arrivé au fond, tombe comme une masse et roule dans la coulisse à droite.)

FRANÇOIS.

Mon lieutenant!

CRI DES SOLDATS.

Haaa!

(Canon.)

FRANÇOIS.

Je prends le commandement de la section!... Tirez! Tirez!...

(Coups de feu. Un temps. Puis sonnerie de clairon.)

Cessez le feu!

LES SOLDATS, en ligne, tout contre le mur du fond.

Ils s'en vont!... Ils s'en vont!...

(Les soldats agitent leurs képis. Rires. Joyeux brouhaha. Un temps.)

TROISIÈME SOLDAT.

Qui c'est qui a quelque chose à boire?

QUATRIÈME SOLDAT.

Veux-tu un peu d'eau rouillée? Parait que c'est bon pour le sang!

TROISIÈME SOLDAT.

Allez, allez, plaisante pas avec la boisson.

(Rires.)

CINQUIÈME SOLDAT.

J'avais du lait dans mon bidon, mais c'est devenu du fromage.

TROISIÈME SOLDAT.

Montre un peu.

(Rire.)

CINQUIÈME SOLDAT.

Ben, quoi, c'est pas mauvais, le fromage! (Rires.)

(L'un après l'autre, les soldats passent à droite et disparaissent. Mais leur tapage persiste. Tapage d'une troupe qui se détend après le combat.)

UNE VOIX, au milieu des soldats.

J'suis un héros.

LES SOLDATS, riant.

Ha ha ha ha!

LA VOIX.

Je n'suis pas un héros?

LES SOLDATS.

Si, si!

LA VOIX.

A la bonne heure!... Eh ben! dites à ce héros qui vous cause où est la route de Paris.

DEUXIÈME SOLDAT.

La route de Paris?

LA VOIX.

Oui, petit.

QUATRIÈME SOLDAT.

Derrière nous, mon vieux, toujours tout droit et derrière nous.

LA VOIX.

Merci beaucoup... et salut!

LES SOLDATS.

Salut, mon vieux!

(Entre, par le fond droite, un vieux chauffeur de taxi.)

LE CHAUFFEUR.

Toujours tout droit... derrière eux... Ah! voilà!...

(Il fait mine de lire une plaque indicatrice à une colonne.)

Paris, 60 kilomètres... Fffiou! C'est un sacré morceau pour un héros de mon âge!...

VOIX DE FRANÇOIS.

Debout!... Debout!... Allons, debout! On repart!

(Rumeur.)

LE CHAUFFEUR, tourné vers le fond, à droite.

Allons, au revoir et bonne chance!

TROISIÈME SOLDAT.

Viens avec nous!

LE CHAUFFEUR.

Ah! c'est pas l'envie qui me manque!

VOIX DE FRANÇOIS.

Garde à vous!... En avant... marche!... Pas de route!...

(Les soldats se mettent à chanter en s'éloignant : *Auprès de ma blonde.*)

LE CHAUFFEUR, regardant les soldats partir.

Ah! jeunesse!... Tant de jeunesse! et de gentillesse!

(Il chante au refrain.)

Qu'il fait bon, fait bon, fait bon,

Auprès de ma blonde

Qu'il fait bon dormir!

(Revenant lentement vers le public.)

C'est de la crème d'homme, ça, vous savez... C'est gai! c'est simple! c'est propre! (Le chant s'éloigne.) J'ai passé qu'une nuit avec eux... c'est comme si je perdais ma famille! (Tendrement.) Allons, au revoir... oui, oui, au revoir...

(Le chant se perd au loin.)

On a embarqué, hier matin, dans mon taxi!... Hier matin! On dirait qu'il y a dix ans!... Oui, on a embarqué, moi, le caporal et quatre hommes, dans mon taxi, devant l'École militaire... J'maraudais, comme ça, hier matin... hier matin!... sur la place de la Concorde, si on peut dire que j'maraudais, car pour les clients qu'on ramasse dans l'Paris d'aujourd'hui!... Enfin, bref, j'descendais tout doucement du Cours-la-Reine en écoutant le canon. Ah! y s'en donnait, l'canon, vous savez!... Tout le ciel, là, du côté de la gare du Nord jusque du côté de la gare d'Austerlitz, c'était qu'un raffût de : « Boum-boum!... Boum-boum! » Et y avait une foule de gens, assis sur les petits murs de la Seine, à guetter un avion allemand qui vient, tous les matins, à huit heures juste, tourner autour de l'Obélisque.

Si ça l'amuse, hein?... Ben... Un flic m'arrête juste au pont de la Concorde :

— Ah! m'sieu l'agent, que j'y dis, vous allez pas m'f... une contredanse en pleine guerre?

— Bondis, qu'y me répond, bondis tout de suite à l'École militaire. Ordre du général Gallieni. Y a du boulot pour toi!

J'y vas... Ah! mes amis!... J'tombe dans une marée de fantassins!... Toute la 62^e division (j'devrais pt'être pas dire ça?) qui s'embarquait dans une armée de taxis ...j'sais pas, moi... quinze cents... deux mille taxis qui ronflaient tout le long des trottoirs. Et il en sortait de toutes les rues!... Je prends la file comme pour la sortie des courses :

— Ici, mon père, que me crie un petit caporal en ouvrant la portière. Arrivez, les gars!

Et v'là quatre grands types qui vont pour sauter dans ma bagnole.

— Minute! fait l'caporal, oh! papa, qu'y me dit avec un air câlin, tu veux pas l'ouvrir? Y fait si bon!...

J'ouvre la bagnole. Ils s'installent, le caporal à côté de moi, les quatre grands types derrière. Et nous v'là partis à notre tour dans le cortège! Ah! bon Dieu!... Quelle noce!... Mes cinq lascars étaient heureux comme des princes. Y s'pavanaient sur les coussins! Y chantaient! Y rigolaient! Et un soleil! Et l'canon qui tapait dans le ciel! Et les gens qui criaient : « Bravo! » Alors, le caporal me dit :

— Dis, papa, fais-moi plaisir : baisse ton drapeau, j'voudrais voir combien que ça fera au compteur!...

(Il se mouche et se remet à marcher un instant en silence.)

Nous v'là sortis de Paris. Nous v'là dans la banlieue et, tout d'un coup, dans la campagne... Une campagne!... J'la connais bien, pourtant, c'te vieille Seine-et-Marne. Jamais je ne l'avais vue si belle!... Des grands jardins... des petits châteaux... des prairies... des forêts... tout ça bien vert, avec des fleurs... Et des rangées de peupliers, le long des routes, des peupliers... Vous savez bien! ces grands arbres pleins de feuilles qui bougent tout le temps.

— Quel pays! disait l'caporal. O ma mère, quel pays!...

Alors, vous savez pas? Les quatre copains, derrière, ont cessé de brailler. Y se sont mis, l'un après l'autre, à chanter en patois des chansons de chez eux. Y avait un Limousin, m'a

expliqué le caporal, un Morvandiau, un Tourangeau et un Breton. Cette France, quand même!... Si y avait eu un prix, j'l'aurais donné au Limousin. C'était beau c'qu'y chantait!... Il était neuf heures du matin. Et ce pays était d'un calme!...

(Il marche.)

Et on a roulé. On a dépassé des ambulances. On a dépassé des convois, de la cavalerie qui attendait, de l'artillerie qui tirait (c'est superbe, une batterie qui tire!) On a vu, — oui, nous! on a vu des fantassins, grands comme des soldats de plomb, qui s'en allaient à travers champs; d'autres qui sortaient des bois. Et on a jeté nos hommes juste à la porte de la bataille. Le canon cognait au plus haut du ciel droit sur nos têtes. Je n'avais plus un poil de sec!

Ça m'a fait une peine de quitter mes clients! une peine!.. vous pouvez pas savoir. Je leur ai fait un pas de conduite. J'ai embrassé le caporal su' les deux joues.

— Quelle balade! qu'y m'a dit. Ça vaut tout de même la peine de garder un pays comme ça.

— Oui, mon fils, que j'ai dit. J'avais envie de pleurer!

Après, il a regardé le compteur et il a crié comme un gosse :

— 92 francs 50! Tu sais pas, mon père, il nous faudrait un an de solde à nous cinq pour te payer l'addition.

(Il marche en soupirant.)

Voilà... J'les ai quittés tout frais, tout neufs... pleins de jeunesse!... J'les ai vus se jeter dans l'enfer en riant. Ils ont dû en faire un ravage!...

(Il est arrivé à la porte du proscenium.)

Ah! v'là Paris! Eh ben! ma vieille, t'es sauvée, va, t'es sauvée! T'as de la chance, mais t'es si belle! Ah! t'es si belle, couchée dessous ton grand soleil! T'es comme une rose!

(Il sort. Trompette au loin.)

(Entre, par le fond, le Messenger. Il s'avance jusqu'au milieu de la scène et dit:)

LE MESSENGER.

La première bataille est gagnée. (Trompette.) On l'appellera bataille de l'Ourcq. Le général von Klück vient de donner aux troupes de la première armée allemande, l'ordre de retraite vers le Nord.

(Trompette.)

Nous avons repris cinquante villages. (Les femmes, du proscenium, se lèvent d'un jet.) Nous avons repris Meaux, Coulommiers... La Ferté-sous-Jouarre...

(Une des femmes monte les marches du proscenium et s'en va lentement vers la gauche de la scène.)

Nous avons repris Montmirail... Château-Thierry... La Ferté-Milon...

(Une deuxième femme monte sur la scène et marche vers la droite.)

Fère-en-Tardenois... Villers-Cotterets...

(Une troisième femme monte sur la scène et marche vers la droite.)

QUATRIÈME FEMME.

Et Valenciennes?... Valenciennes, dans le Nord?... On n'a pas repris Valenciennes?

LE MESSENGER.

Nos deux armées de gauche et l'armée anglaise ont avancé d'environ quarante kilomètres.

(Trompette. Les trois femmes, suivies d'assez loin par la femme de Valenciennes, marchent lentement vers le fond et sortent par la droite. Silence, puis rumeurs au fond du théâtre.)

Les voilà repartis!... Ils sont infatigables!... Et ils sont morts de fatigue. Comment font-ils?... Comment font-ils?...

(Cris au fond du théâtre. Les quatre femmes qui venaient de sortir par le fond rentrent, affolées, en criant. La femme qui était sortie par la gauche (en disant : Quelles ruines!) rentre par la gauche et rejoint les autres en criant aussi.)

LE MESSENGER.

Eh ben! quoi?... Eh ben! quoi?... Elles sont folles?... Qu'est-ce qui se passe?...

(Les femmes sont descendues jusqu'à l'avant-scène. Elles se serrent l'une contre l'autre.)

LES FEMMES.

Hoooo!... Hoooo!...

PREMIÈRE FEMME.

Nous avons revu...

DEUXIÈME FEMME.

Nous venons de revoir...

TROISIÈME FEMME.

Les soldats français...

QUATRIÈME FEMME.

Nos soldats...

CINQUIÈME FEMME.

Reculer!

TOUTES.

Reculer!

Bref silence

PREMIÈRE FEMME.

Nous avons revu...

DEUXIÈME FEMME.

Un village de France...

TROISIÈME FEMME.

Mon village...

QUATRIÈME FEMME.

Les ruines de son village...

CINQUIÈME FEMME.

Envahi, réenvahi, repris...

TOUTES.

Par l'ennemi!

(Bref silence. Rumeur au fond. Puis on entend, très loin, le choral allemand du premier acte. Entre France, hors d'elle, par la gauche, milieu.)

FRANCE.

Le chant!... Le chant!... Le chant des Allemands!...
(Le choral se rapproche.) Pourquoi?... Qu'est-ce que c'est?... Qu'est-ce qu'il y a?... Pourquoi?

LE MESSAGEUR.

Nous sommes en train de perdre la deuxième bataille,
(Il s'en va en courant et sort par le fond, à droite. Choral plus proche.)

FRANCE.

Le chant des Allemands !

(Canon.)

PREMIÈRE FEMME.

Et voilà le canon !

DEUXIÈME FEMME.

Qui court après nous.

TROISIÈME FEMME.

De nouveau !

TOUTES.

De nouveau !

QUATRIÈME FEMME.

Voilà le canon !

TOUTES.

Revoilà le canon !

CINQUIÈME FEMME.

Qui nous poursuit.

PREMIÈRE FEMME.

Qui nous rattrape !

DEUXIÈME FEMME.

Qui tonne !

TROISIÈME FEMME.

Qui tombe !

QUATRIÈME FEMME.

Qui éclate !

CINQUIÈME FEMME.

Qui tue !

(Canon.)

TOUTES.

Le canon !

(Elles tombent à genoux. Rentre le Messager par le fond. Il restera en observation près du mur du fond.)

LE MESSENGER.

Les Allemands, repoussés à gauche, essaient d'enfoncer notre centre ! La Garde prussienne est déchainée. Elle a chassé les Français des marais de Saint-Gond. Notre 9^e armée se replie...

FRANCE.

Elle ne reculera pas longtemps.

LE MESSENGER.

Madame, ne vous bercez pas d'illusions... (Il regarde vers le fond.) Madame, madame... attendez-vous au pire. Notre ligne fléchit. La Garde est folle furieuse.

(Choral allemand.)

FRANCE.

Je n'ai pas peur. C'est drôle!...

LE MESSENGER.

La situation est critique !

FRANCE.

Je n'ai plus peur du tout.

LE MESSENGER.

Venez donc voir la Garde !

FRANCE.

Oui, j'irai voir la Garde !

(Elle rejoint le Messenger. Rumeurs. Canon. Choral.)

Je vois la Garde !

(Les femmes se lèvent. Elles sont au premier plan, vers la droite.)

LA CORYPHÉE.

Allons-nous en !

LES FEMMES.

Non.

LA CORYPHÉE.

Ça vaudrait mieux. Allons-nous en ! Gagnons une région plus tranquille de la France.

LES FEMMES.

Non !

LA CORYPHÉE.

Descendons vers la Touraine... Descendons jusqu'à la Loire... Allons-nous en !

LES FEMMES.

Non ! Non ! Non ! Non !

LA CORYPHÉE.

La belle, calme, grande Loire!...

(Canon.)

LE MESSENGER.

La Garde prussienne se jette sur Fère-Champenoise.

FRANCE.

Tenez bon, mes enfants !

(Rumeurs.)

LE MESSENGER.

Fère-Champenoise est perdue !

FRANCE.

Ça ne fait rien ! Ça ne fait rien ! (Choral.) Ah ! vous ne chanterez pas toujours !

LA CORYPHÉE.

Je vous en prie, allons-nous en !

LES FEMMES.

Jamais de la vie !

LE MESSENGER.

La Garde est ivre de bravoure. Notre ligne fléchit encore... Si elle crève...

FRANCE.

La Garde?... Il y a dix jours, mes enfants, à la bataille de Guise, vous avez culbuté la Garde !

LE MESSENGER.

La situation est tragique !

FRANCE.

Tout va bien ! Tout va bien ! Je vous jure que tout va bien !
 (Elle quitte le Messenger, court aux femmes et leur jette :) Tout va bien !...
 (Puis elle court au public et lui jette :) Tout va bien !... (Enfin, elle court
 à la porte du proscenium et crie :) Paris !... Paris !... Eh ! Paris !...
 La situation est excellente !

LES FEMMES.

Tout va bien !

VOIX LOINTAINES, du côté de Paris.

Tout... va... bien !...

FRANCE.

A la bonne heure !

LE MESSENGER.

Tout est f... ! (Il descend à grands pas vers le milieu de la scène.) La
 route de Paris est rouverte.

(Rumeurs. Les soldats rentrent par le fond et reculent face à l'ennemi, en
 combattant jusqu'à hauteur des deuxièmes colonnes. Choral. Mitrailleuses. Le
 Messenger monte sur une sorte de petite tour (qui devra flanquer la 3^e colonne
 droite.)

LES FEMMES, aux soldats.

Tenez bon !

FRANCE.

Tenez bon !

(Elle est à gauche, au premier plan.)

LES SOLDATS.

Trop fatigués !

LES FEMMES.

Tenez bon !

LES SOLDATS.

Éreintés !

(Ils tirent.)

LE MESSENGER sur sa tour.

La bataille s'étend vers la droite. Elle galope, elle gagne vers la droite avec la rage d'un incendie de forêt. Elle embrase toute la ligne du front. Nous fléchissons!

FRANCE.

Tenez bon, mes camarades! Derrière vous, tout de suite derrière vous, ce beau pays que vous défendez, baigne dans la douceur et le silence de l'automne. Grâce à vous, il y a des marchés sur les places des villages. Il y a des petits trains qui partent et qui arrivent à l'heure. Il y a de grandes feuilles jaunes qui tombent des arbres. Les vieux hommes et les femmes se préparent aux vendanges... (Elle regarde dans le public.) Oh! je vois une bonne femme rapetasser ce grand panier qui sera bientôt plein de raisin et qu'on appelle... qu'on appelle...

FRANÇOIS.

Un bénaton!

LES SOLDATS ET LES FEMMES.

Haha! Le bénaton!

FRANCE.

Mes enfants! Mes enfants! Vous boirez le vin de ce raisin!
(Canon.)

LE MESSENGER.

Sermaize est pris!...

FRANCE.

On est en retard pour battre le blé. On est en retard parce que vous êtes à la guerre. Mais on va le battre tout de même. Les femmes et les vieux hommes qui sont restés à la maison. Par-dessus le bruit du canon, j'entends le bruit de la batteuse. On bat le blé! Je vois s'envoler des fermes cette poussière de paille qu'on appelle...

LES SOLDATS ET LES FEMMES.

La balle...

FRANCE.

Oui, oui, la balle... O mes enfants! O mes hommes! Je vous jure que vous mangerez librement le pain de ce blé!

(Canon.)

LE MESSAGEUR.

La Garde prussienne au centre, à droite les Saxons se battent en chantant, tombent en riant et meurent dans l'herbe avec un air ravi. Le Kronprinz impérial exhorte ses soldats à vaincre pour le bien-être et l'honneur de l'Allemagne.

(Choral.)

FRANCE.

Pour la vie de la France, en avant!

LES FEMMES.

En avant!

LES SOLDATS.

En avant!

(Ils repartent en criant et s'établissent, en tirillant, tout contre le mur du fond.)

LE MESSAGEUR.

Attaque française sur toute la ligne! question de vie ou de mort!

(Canon.)

FRANCE.

Général Maunoury!...

VOIX, en coulisse.

Maunoury!

FRANCE.

Maréchal French et votre bonne armée anglaise!...

LES FEMMES.

Maréchal French!...

VOIX, en coulisse.

Armée anglaise !...

FRANCE.

Général Franchet d'Espérey ! Vous dont le nom est beau
comme une devise !

LES FEMMES ET LES VOIX.

Espérey !... Espérey !...

FRANCE.

Foch ! (Canon.) De Langle de Cary ! qui êtes carré comme
une tour d'angle ! Sarrail ! Castelnau ! Dubail !... (Un petit
temps.) Et Joffre !

TOUTES LES VOIX DISPONIBLES.

Et Joffre !

FRANCE.

Aidez-vous bien les uns les autres !

(Canon. Les femmes tombent à genoux. Rumeurs de bataille au fond.
Puis on entend le choral allemand s'avancer au lointain comme un navire
cuirassé. Mais la chanson des Français, soudain, lui saute dessus, le
repousse et l'étouffe. La chanson des Français s'éloigne. Silence.

LE MESSENGER.

Je vois, des bois de Verdun à la forêt de Compiègne, l'ar-
mée française s'avancer comme une énorme faux emman-
chée sur Verdun.

LES FEMMES.

Fauchez, armée française !

LE MESSENGER.

Je vois notre sixième armée envahir la région de Sois-
sons !

LES FEMMES.

C'est la victoire ?

LE MESSENGER.

Pas encore ! (Un temps.) Je vois l'armée anglaise et notre

cinquième armée franchir la Marne, franchir l'Aisne et se jeter sur le plateau de Craonne!

(Cloches lointaines et timides.)

LES FEMMES.

Est-ce la victoire?

LE MESSENGER.

Pas encore! Pas encore!... Mais Franchet d'Espérey fait, à la tête du 1^{er} corps d'armée, une entrée solennelle dans Reims.

(Cloches.)

LES FEMMES.

Mon Dieu! Les cloches de Reims! Les cloches de la cathédrale!

LE MESSENGER.

La cathédrale, muette, fume au milieu des ruines.

(Cloches.)

LES FEMMES.

Mais ce sont les cloches de Reims?

LE MESSENGER.

Ce sont les cloches de Reims.

(Canon.)

Foch rentre à Châlons.

LES FEMMES.

C'est la victoire? C'est la victoire?

LE MESSENGER.

Pas encore!... Je vois le Kronprinz marcher tristement à travers les champs de Valmy.

LES FEMMES.

Alors, c'est la victoire?

LE MESSENGER.

Attendez!

(Canon. Silence. Puis la chanson des Français *Auprès de ma blonde* éclate sur tout le fond du théâtre. Entre François, en titubant, un bras sur le front. Il est mortellement blessé. Il zigzague par la scène et va tomber aux pieds de France. France se penche sur lui et lui caresse le front.)

LE MESSENGER.

C'est la victoire !

FRANCE, elle se lève.

Haaa !

(Elle pleure.)

LES FEMMES, LES SOLDATS ET LES VOIX, en coulisse.

Haaa !

(Cloches. Carillons. Cris de joie.)

LE MESSENGER, aux femmes.

Rentrez chez vous, femmes de l'Ile de France, de la Champagne, du Barrois !... Et vous, femmes du Nord, de l'Aisne, des Ardennes, marchez derrière vos sœurs et attendez dans leurs bras !

(Les femmes se mettent en marche vers le fond sous les cloches et les cris de joie des soldats et de la coulisse. Entre par le fond gauche la mère du premier acte.)

LES FEMMES.

Madame ! Madame !

LA MÈRE.

Bonjour, mes filles ! Oui, c'est une belle journée ! Mon grand garçon est mort. Mais c'est une belle journée ! Une belle journée, mes pauvres filles !... Il est mort. (Elle pleure un court instant, puis relève un visage plein de larmes mais illuminé.) Une belle journée !

LES FEMMES.

Une belle journée !

(Elles sortent par le fond gauche.)

LES SOLDATS, victorieux, au fond.

Une belle journée !

(Le Messager est descendu de sa tour. Il rejoint France vers le milieu de la scène. Les cloches s'éloignent. Silence. France et le Messager marchent très lentement vers le public. Trompette au loin. Le jour baisse.)

LE MESSENGER.

Contente ?

FRANCE, avec passion.

Mon Dieu !

(Elle se retourne, d'un air soucieux, vers le fond. Volée de cloches, lointaine et comme oubliée. France et le Messenger font quelques pas en silence. France se retourne encore vers le fond, Elle serre le col de son manteau.)

Comme il fait frais !

LE MESSENGER.

Les soirées de septembre sont froides.

FRANCE.

Est-ce qu'il ne pleut pas un peu ?

LE MESSENGER.

Si... si, je crois. (Il étend la main.) Il va pleuvoir cette nuit.

FRANCE.

On sent déjà l'hiver.

(Elle se retourne encore. Les soldats, contre le mur du fond, remuent la terre, France, à voix basse :)

Qu'est-ce qu'ils font ?

LE MESSENGER.

Ils creusent des tranchées.

FRANCE, les yeux agrandis.

Des... tranchées ?

(Dernière volée de cloches à peine perceptible. Canon.)

ANDRÉ OBEY.

MÉMOIRES

II ⁽¹⁾

LA QUESTION DU DRAPEAU BLANC

LE RETOUR DE M. CHESNELONG

Ce fut pourtant à l'issue d'un de ces conseils, le jeudi 16 octobre, que j'appris de M. Ernoul le retour des négociateurs. Nos amis sont arrivés, me dit-il à l'oreille, en me priant d'abréger la séance. Il ne m'appartenait pas de recevoir la première confidence. J'étais d'ailleurs appelé impérieusement à Paris par un intérêt qui n'était guère moins grave. Le jeudi était le jour que j'avais fixé pour recevoir les ambassadeurs au ministère des Affaires étrangères pour leur éviter le déplacement de Versailles. Je savais que l'ambassadeur d'Allemagne était revenu de ses vacances dans les premiers jours de la semaine. Il ne pouvait manquer de me faire sa visite d'arrivée, et il était de la dernière importance que je susse ce qu'il apportait de la part de son tout-puissant patron. Je partis donc pour Paris sans rien savoir de ce que nos commissaires apportaient.

M. d'Arnim vint en effet, et il a raconté lui-même sa visite dans une dépêche adressée à M. de Bismarck le 17, et qui a été publiée avec les autres pièces de son procès : mais il lui a donné un caractère vraiment fantastique qui ne concorde en aucune manière avec mes souvenirs. Il s'est dépeint lui-même

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} janvier.

comme m'ayant tenu un langage terrible et comminatoire au sujet du ton de la presse ministérielle française, et il m'a dépeint à mon tour comme ému, troublé, presque suppliant. Le fait est qu'il m'est impossible de me rappeler exactement ce qui fut dit de part et d'autre dans cette conférence, ce qui suppose qu'elle n'eut rien de bien effrayant, sans quoi la légitime inquiétude que j'eusse éprouvée pour mon pays l'aurait gravé dans mes souvenirs. Je crois bien me rappeler qu'il me parla de publications imprudentes de nos évêques qui blâmaient en termes peu mesurés la politique religieuse de M. de Bismarck. Les journaux aussi, et surtout les journaux ministériels, eurent leur part de ces reproches. Mais tout cela fut dit, sans insister, à bâtons rompus, sur un ton d'avertissement plus que de menace, comme s'il eût voulu me prévenir de la mauvaise humeur de son maître, tout en me laissant entendre qu'il ne la trouvait pas fondée et ne la partageait pas. Sur la fin de l'entretien, il fit une allusion assez aigre au projet de restauration.

— Quel motif vous presse si fort, me dit-il, de faire la monarchie ? Êtes-vous si mal en république ?

Je lui répondis en riant :

— Si la forme républicaine vous tente, pourquoi ne la prenez-vous pas pour vous-même ?

Et je rompis l'entretien sans qu'il insistât.

La conversation ne me laissa donc aucun sujet de souci véritable, et je revins à Versailles, l'esprit aussi libre, mais aussi plein de curiosité que j'étais parti.

On me dit, à ma porte, quand je rentrai, que M. Chesnelong était venu me demander et avait paru fort contrarié de ne pas me rencontrer. J'en fus un peu surpris, car j'avais prévenu M. Ernoul que je serais toute la journée à Paris. J'envoyai chez M. Ernoul lui-même, qu'on ne put trouver. Je restai donc assez impatiemment dans mon ignorance, mais je ne tardai pas à apprendre par des visiteurs que tout Paris était déjà plein de la nouvelle de la grande concession faite par le comte de Chambord, et de la promesse du drapeau tricolore rapportée par M. Chesnelong. Je me couchai sur ce bruit public, qui me donnait beaucoup à penser.

A cinq heures du matin, mon neveu d'Haussonville entra chez moi ; il avait vu, dans la soirée, Pasquier, Decazes

et le comité des neuf et venait me trouver de leur part. Tous s'accordaient à reconnaître que le résultat de l'entretien de M. Chesnelong avec le Prince changeait et améliorait notablement la situation. Sur toutes les questions purement politiques, l'accord avait été complet et facile. Une constitution qui ne serait ni octroyée par le Roi, ni imposée à son consentement, mais délibérée en commun entre l'Assemblée et lui, toutes les garanties de liberté civile et religieuse stipulées dans cette constitution et indiquées par avance dans le décret de l'Assemblée qui rappellerait le Roi sur son trône, aucun de ces points (pas même celui de la responsabilité ministérielle qui constituait le véritable gouvernement parlementaire) n'avait fait difficulté un instant. La question du drapeau était plus délicate. Le comte de Chambord avait résisté plus longtemps ; les deux interlocuteurs étaient enfin tombés d'accord des points suivants. Rien ne serait changé au drapeau national avant l'arrivée du Roi. Une fois en possession du pouvoir, *le Roi se réserverait de présenter et espérait faire adopter par les représentants du pays une solution compatible avec son honneur et de nature à satisfaire l'Assemblée et la nation.*

Malgré l'enthousiasme assez naturel du jeune rapporteur, cette réponse ne pouvait me paraître entièrement satisfaisante. L'entretien que j'eus dans la journée avec M. Chesnelong, qui finit par me rejoindre, ne le fut pas davantage. J'appris de lui, en effet, que cette concession imparfaite et ambiguë n'avait été obtenue de M. le comte de Chambord qu'après plusieurs heures de discussion assez vive, le Prince établissant toujours entre son drapeau et son principe une solidarité étroite, qui ne lui permettait pas de renoncer à l'un sans affaiblir et compromettre l'autre. Ce scrupule n'avait évidemment pu être entièrement déraciné de son esprit, comme l'indiquaient assez les réserves qu'il mettait à la concession telle quelle qu'il avait permis de faire en son nom. Je pressai M. Chesnelong de questions, pour découvrir quelle pourrait être cette solution mystérieuse qui devait réconcilier tous les esprits. Il n'en savait rien et ne m'aidait pas à le deviner.

Ces renseignements insuffisants me laissèrent naturellement fort perplexe. Nous étions assez loin de compte, et je prévoyais encore bien des complications. Que faire cependant ? L'opinion publique avait pris le mors aux dents : les royalistes

de toute nuance, les princes d'Orléans en tête, entonnaient l'hymne monarchique. On ne pouvait, disaient-ils en chœur, refuser au Roi le droit de s'expliquer devant le pays, du moment où il ne prétendait pas imposer sa volonté, et s'en remettait en définitive au jugement du pays.

J'aurais vainement cherché à arrêter ce mouvement, et d'ailleurs il ne faut pas perdre de vue la situation fausse et faible où était le Gouvernement. Par cela même que la composition du ministère ne lui permettait pas de donner à aucune solution politique un concours actif, elle ne lui permettait pas davantage d'en entraver aucune arbitrairement. La résistance que j'aurais pu faire au nom de la paix publique à une prétention arrogante et hautaine, comme celle que les précédents manifestes du comte de Chambord nous avaient fait connaître, je n'avais ni le droit ni le moyen de l'opposer à une proposition qui respectait les droits des représentants du pays, n'avait d'autre tort qu'une ambiguïté regrettable, et ne nous exposait à d'autres périls qu'à une discussion plus ou moins épineuse dans l'Assemblée.

En réfléchissant, je finis par me persuader à moi-même que non seulement j'étais contraint, mais que j'avais raison de me contenter du résultat imparfait obtenu par M. Chesnelong. Après tout, le grand danger que j'avais voulu éviter, le danger du premier jour et de la première heure, le danger de la rébellion de l'armée était conjuré, puisque rien, absolument rien, ne serait ni fait, ni tenté avant que la restauration fût devenue un fait accompli. Puis, avec les dispositions que je connaissais à l'Assemblée, il était certain que dans la discussion qui précéderait le rappel du Roi, elle ferait connaître sa résolution de ne rien changer au drapeau national, de manière à déjouer d'avance le dessein, quel qu'il fût, qu'on persistait à tenir en réserve et comme en suspens sur nos têtes. Je me demandai quel moyen le Roi rétabli pourrait employer, quels auxiliaires il trouverait pour ramener l'Assemblée à sa conception bizarre, sur quels ministres même il pourrait mettre la main pour la proposer et la défendre. J'en vins à penser et, par moments, je pense encore, que, ne pouvant se résigner à céder de bonne grâce, après tant de défis imprudents, le Prince avait cherché un moyen indirect pour se faire et se laisser forcer la main.

Je fus confirmé dans cette pensée, quand j'appris le lendemain que, dans une séance officielle du Comité des neuf, un projet de déclaration à soumettre à l'Assemblée avait été rédigé, et qu'au nombre des articles figurait celui-ci : « Le drapeau tricolore est maintenu. Aucun changement ne pourra y être apporté que par le concours du Roi et de l'Assemblée nationale. » Cette formule significative, qui laissait en dernier ressort l'Assemblée maîtresse de la décision, avait reçu l'approbation de MM. Lucien Brun, Carayon La Tour et Cazenove de Pradines, confidents habituels du Prince, témoins de ses entretiens à Salzbourg, et connaissant comme moi l'Assemblée. Comment croire qu'ils n'en eussent pas prévu la portée ? Je conclus que la résolution négative de l'Assemblée était prévue et acceptée. Du moment où le Prince ne voulait que se faire faire violence, c'était un service qu'on pouvait lui rendre.

Le dé était donc jeté, et nous nous trouvions lancés dans l'une des plus grandes et qui pouvait devenir l'une des plus glorieuses aventures du siècle. Dès qu'on sut que le parti des chefs royalistes était pris, la France à la lettre ne respira plus. Chacun avait devant soi le livret des membres de l'Assemblée, et pointait, suivant ses appréciations, les noms de ceux qui voteraient pour ou contre la restauration. Quant à nous, membres du Gouvernement, bien que nous ne pussions prendre, à titre collectif, aucune part à la propagande, les soucis ne nous manquaient pas.

D'abord, cette neutralité, si difficile à maintenir, tant que durait l'incertitude, pouvions-nous bien la conserver, quand l'initiative de l'Assemblée aurait décidément mis la proposition monarchique à flot ? Des hommes de quelque valeur, doués de la capacité de parler, comme M. Ernoul et moi, pouvaient-ils sans déshonneur laisser débattre devant eux le plus grand des intérêts de leur patrie, en gardant une indifférence affectée, comme s'il se fût agi d'un projet d'intérêt local ? Pour moi, j'étais bien décidé à n'en rien faire et à jouer ma carte dans cette grosse partie. Mais alors, quelle figure feraient ceux de mes collègues qui ne partageaient pas nos sentiments ?

Nous battre, entre collègues, à la tribune, était-ce décent ? Dissoudre le cabinet et en former un tout monarchique, était-ce possible ? Le Maréchal s'y prêterait-il ?

Nous retirer en masse et laisser le Maréchal chercher des

auxiliaires en dehors de l'Assemblée et des partis politiques, à la veille de quitter lui-même le pouvoir, était-ce prudent ? N'était-ce pas ébranler l'autorité, au moment où sa main était plus nécessaire que jamais pour contenir l'agitation inséparable d'un interrègne ?

Je remettais ces questions, soir et matin, sur le tapis, sans trouver une solution satisfaisante, principalement avec mon collègue de l'intérieur, M. Beulé, qui partageait toutes mes angoisses. Je dois à cet homme vraiment distingué, et dont la fin tragique a suivi de si près cette grande crise, un témoignage de justice et d'admiration que je me croirais coupable de ne pas lui rendre. Jamais ministre ne fut engagé dans une tentative à la fois plus redoutable et plus contraire à ses instincts naturels. Plébéien d'origine, élevé dans l'atmosphère des sentiments et des préjugés universitaires, républicain assez ardent dans sa jeunesse, aucun lien, aucun attrait ne le rattachait à la royauté légitime. Il éprouvait même visiblement pour tous les souvenirs de l'ancien régime cet éloignement irréflecti commun presque à tous les enfants de 1789.

C'était lui cependant qui, en sa qualité de ministre de l'Intérieur, portait le poids de la responsabilité la plus lourde, et il s'y soumettait de bonne grâce, par fidélité de parti et pour faire honneur à la parole de ses amis. Je ne le vis pas un seul instant faiblir ni même sourciller. J'arrivais chez lui de grand matin pour ouvrir le courrier des départements. Je le trouvais pâle d'une nuit sans sommeil, souvent la main brûlante d'un accès de fièvre intermittente, mal contracté dans ses voyages d'Orient, et dont il ne s'était jamais défait complètement. Mais comme mes veilles à moi, malgré ma santé plus robuste, n'étaient pas plus paisibles, je ne faisais aucune remarque, et nous nous mettions ensemble à démêler, sous les paroles ambiguës et le langage prudent des préfets dans l'embarras, le véritable état de l'opinion.

Je n'oublierai jamais la visite et, si j'ose ainsi parler, la descente que nous fîmes ensemble, un jour, au ministère de la Guerre. Les chefs de cette administration passaient, non sans raison, pour être fortement entachés de bonapartisme, et le ministre lui-même était soupçonné de ne pas les détourner de cette tendance. Il se trouva que, par une coïncidence assez suspecte, une ordonnance du bureau de la guerre, sur laquelle le

Conseil des ministres n'avait pas délibéré, choisit le moment même de la réunion de l'Assemblée, pour opérer sur toute la surface du territoire une nouvelle distribution de troupes. C'était l'application de la dernière loi qui avait réparti l'armée entière en dix-huit corps, substitués aux anciennes divisions. Mais l'exécution de la loi aurait bien pu être retardée de quelques jours. La conséquence, en effet, de cet ordre intempestif, c'était que tous les régiments de France se trouvant, au même moment, par les chemins, il deviendrait impossible de savoir quels soldats et quelles populations seraient en contact ou en conflit à l'instant critique.

Avertis de cette imprudence, nous voulûmes au moins en atténuer les conséquences et nous allâmes, Beulé et moi, nous installer toute une matinée dans le cabinet du ministre, pour nous faire dire, étape par étape, le mouvement de chaque régiment, et déterminer le point où il se trouverait, le jour de l'ouverture de l'Assemblée. Il fallut faire descendre successivement un grand nombre d'employés. Tous devinaient le but de notre présence et le sens de nos questions. Les regards qu'ils nous lançaient n'avaient rien de rassurant. Heureusement, je fis le lendemain une visite plus consolante au général Ladmirault, qui me répondit du bon esprit de l'armée de Paris et de Versailles. Je fus aussi tranquilisé par une lettre que je reçus de mon quatrième fils, officier dans un régiment d'infanterie, à Lyon.

Il m'assurait que ses camarades, bien que peu enthousiastes pour la monarchie légitime, y étaient parfaitement résignés, et que si la population des émeutiers faisait mine de bouger, la répression serait aussi prompte qu'énergique. Ce langage venu d'une table d'officiers, prise au hasard dans le plus mauvais pays de France, me causa un véritable soulagement.

Je crois effectivement, que moyennant quelques précautions prises au sujet du drapeau, aucune émotion n'aurait eu lieu dans l'armée, et je soupçonne que les révolutionnaires le savaient.

Nous en avons eu, depuis lors, une preuve assez concluante. Dans le cours de l'hiver suivant, le parquet de la Côte-d'Or eut occasion, à propos d'une poursuite dirigée contre une association secrète, de saisir les correspondances échangées

entre les chefs du parti radical de cette contrée. On y racontait que l'un d'entre eux, M. Boysset, député et président du Conseil général de Saône-et-Loire, était venu haranguer ses amis, dans une réunion clandestine, pour les décider à protester contre l'attentat qu'allait commettre l'Assemblée nationale. Il les trouva unanimes pour déclarer qu'ils ne reconnaîtraient pas la légalité d'un tel acte. Mais quand il s'agit de savoir si on joindrait les faits aux paroles, et si on résisterait par la force, avant le vote le scrutin secret fut réclamé, et la résistance à main armée se trouva repoussée par la grande majorité des suffrages.

Mais si la soumission, ici satisfaite et là résignée, du pays au vote de l'Assemblée était à peu près certaine, il n'en allait pas si facilement du vote lui-même. Le charme du premier moment, en effet, n'avait pas tardé à tomber et, à la réflexion, la réserve mise à la concession tricolore donnait à réfléchir aux gens avisés. Plus d'un aussi, qui ne connaissaient pas M. Chesnelong, et ne savaient quelle foi méritaient ses paroles, se demandaient où était la garantie d'une promesse, en soi déjà assez équivoque. Les députés arrivaient des départements les uns après les autres, effarés, plus inquiets et plus incertains que mécontents, mais craignant qu'il n'y eût quelque mine cachée sous le terrain où on leur demandait de s'aventurer. A la réunion du centre droit qui eut lieu le 23 octobre, malgré l'exposé très éloquent, souvent même pathétique, que fit le duc d'Audiffret-Pasquier du résultat des négociations, et le tableau qu'il traça de l'avenir réservé à la monarchie, des dissidences assez importantes se prononcèrent, entre autres celle de M. Raoul Duval, orateur véhément, très goûté alors de la majorité conservatrice. L'adhésion de l'immense majorité ne fit pourtant pas défaut. Mais le procès-verbal qui fut rédigé par les deux jeunes secrétaires, MM. d'Haussonville et Savary, donna lieu dès le lendemain à une contestation qui fit toucher du doigt sur quelle base fragile résidait encore l'entente du parti monarchique.

A peine le document était-il inséré dans les journaux du centre droit, que ceux de la droite, *l'Union* en particulier qui passait pour recevoir les confidences directes du comte de Chambord, en contestaient l'exactitude. On avait dénaturé, disait *l'Union*, la pensée de « Monseigneur » et les gens bien

informés ajoutaient d'un air inquiet, qu'en allant au delà de la pensée du Prince, on s'attirerait un désaveu de sa part. *La Liberté*, journal bonapartiste à la vérité, affirmait savoir de science certaine et par des communications directes que le Prince n'avait rien approuvé du langage qu'on lui faisait tenir.

Vérification faite, il se trouva que les altérations se réduisaient à peu de chose. Le Prince avait dit que, rien ne devant être changé avant son arrivée aux emblèmes nationaux, les troupes viendraient le saluer avec le drapeau tricolore. Le procès-verbal lui faisait dire que *lui-même saluerait* le drapeau avec bonheur. — Où était le grand mal ? Pensait-on qu'il ne rendrait pas le salut ou qu'il le rendrait de mauvaise grâce ? — Il avait parlé d'une *solution* qu'il comptait proposer à l'Assemblée sur cette question réservée du drapeau et qui satisferait tout le monde. Le procès-verbal au mot *solution* substituait celui de *transaction*. Là encore, quelle gravité dans l'erreur ? Une solution qui satisfait deux parties en contestation peut-elle être autre chose qu'une transaction ? Voilà le crime, et jamais, depuis lors, ceux qui ont accusé le centre droit d'imposture n'ont pu en alléguer d'autre. En tout cas, si on avait prêté à la lettre, c'était pour la rendre plus claire dans le sens où on pensait rendre la restauration elle-même plus agréable au public. On ne fera jamais de cela un crime de trahison. Mais convenons que ces nuances étaient bien subtiles pour être saisies par le vulgaire. Il n'en concluait qu'une chose, c'est que ces querelles de mots n'indiquaient pas qu'on fût d'accord bien complètement sur le fond des choses.

Aussi, à un moment donné et qu'il eût été prudent de prévoir, un cri général s'éleva pour demander un peu plus de lumière. Des députés assez influents placés sur la frontière des partis, M. de Goulard, M. Gouin, etc., le même groupe dont le déplacement avait déterminé la chute de M. Thiers et le vote du 24 mai, déclarèrent que si le prétendant au trône n'expliquait pas plus nettement ses intentions, leur vote manquerait à l'appel. C'était une quinzaine de voix qui pouvait tenir, à l'heure décisive, la majorité dans sa main. Force fut donc, à la dernière heure, de mettre de nouveau, sinon des négociateurs, au moins des correspondants en campagne, pour obtenir

de M. le comte de Chambord une confirmation et un commentaire approbatif des promesses apportées par M. Chesnelong.

Dans la pensée où j'étais que le calcul du Prince était de se faire forcer la main par une décision de l'Assemblée, afin d'être quitte avec sa conscience et son principe, je n'augurai rien de bon de ce supplément d'instruction, et je vis dans les yeux de ceux qui savaient encore mieux que moi à qui nous avions à faire, que mes craintes étaient partagées. « Dites-lui, dis-je à l'un de ces correspondants qui me faisait confiance de ces inquiétudes, qu'il n'a pas besoin d'être long, qu'il affirme en deux mots que M. Chesnelong a bien compris et bien rendu sa pensée. On n'en demandera pas davantage, les amis feront le reste. Plus de paroles, quelles qu'elles fussent, donneraient lieu à de nouveaux commentaires. »

LA LETTRE DU COMTE DE CHAMBORD

On sait de reste que ce conseil ne fut pas suivi. Ce fut, par une étrange coïncidence, encore un jeudi, et pendant que je recevais les ambassadeurs, que la bombe éclata sur nos têtes. J'étais en train de causer familièrement avec l'ambassadeur d'Autriche, mon ami de longue date, dont les sentiments bienveillants pour la France et pour le parti monarchique en particulier m'étaient bien connus, quand on vint m'avertir qu'un des officiers de l'état-major du Maréchal, le colonel Broye, désirait me parler. Je sortis plein d'un fâcheux pressentiment. Le colonel me fit savoir que le Maréchal me mandait immédiatement à Versailles où il convoquait le Conseil des ministres. « Qu'y a-t-il donc? m'écriai-je? — J'ignore, dit le colonel, mais je crains que ce ne soit une mauvaise lettre du comte de Chambord. » C'était trop à craindre pour que j'en pusse douter. Je rentrai et expédiai le plus vite que je pus le comte Apponyi, qui vit clairement (il me l'a dit depuis lors) mon trouble sur mon visage, et je me mis en route sans perdre un moment.

A la gare Montparnasse, je rencontrai M. Beulé qu'on avait été chercher au Conseil d'Etat dont il présidait la séance ce jour-là; nous fîmes réserver un compartiment, et une fois seuls nous mîmes notre esprit à la torture pour deviner ce qui

nous attendait. En arrivant au palais de la présidence, je me heurtai contre un visiteur qui sortait tout effaré : il faisait déjà nuit, mais à la lueur d'un réverbère, je reconnus M. le duc de Bisaccia. Eh bien ! qu'est-ce ? lui dis-je. Il me répondit par un geste de désespoir, et des expressions entrecoupées s'échappèrent confusément de sa bouche.

Nous entrâmes dans la salle du Conseil, très mal éclairée par une seule lampe, et où nous attendaient, la figure littéralement bouleversée, MM. Ernoul et de la Bouillerie. Le Maréchal seul gardait l'expression calme qu'il devait avoir dans la tranchée de Sébastopol. On n'avait pu trouver ni M. Batbie, ni l'amiral d'Hornoy, et par une attention qui peint la délicatesse de caractère du Maréchal, il n'avait convoqué que les ministres favorables à la combinaison dynastique. Il nous épargnait ainsi l'amertume de lire la joie du triomphe écrite sur le visage railleur de nos collègues. La malheureuse pièce était sur le bureau telle que *l'Union* venait de la publier, et telle que tout Paris la lisait à la même heure. Le Prince n'avait pas fait au Maréchal et aux ministres qui risquaient leur vie pour sa cause, l'honneur de les prévenir, une heure avant le public, d'un document qui ne manquait pourtant pas d'intérêt pour eux. On me tendit le journal, sans mot dire, et j'en pris lecture.

Je n'ai rien à dire de cet étrange document que tout le monde ne sache, et qu'à ce moment du moins, tout le monde n'ait pensé. Tout, absolument tout ce qui nous avait été promis était retiré. Non seulement aucune concession n'était faite sur le drapeau et il n'était pas plus question de solution que de *transaction*, mais les garanties essentielles du gouvernement parlementaire sur lesquelles aucune difficulté, nous disait-on, n'avait été élevée, se voyaient traitées sur un ton qu'on n'avait pas entendu depuis la chute de l'Empire. C'était, comme l'a depuis très bien caractérisé le duc Pasquier, la constitution de 1852 enveloppée dans le drapeau blanc. Des éloges donnés au maréchal de Mac Mahon et au comte de Paris, évidemment pour les compromettre, ajoutaient à l'amère dérision dont on semblait prendre plaisir à nous accabler. Enfin, ce qui, dans cette pièce inouïe, déconcertera à jamais l'historien qui en rendra compte et l'observateur qui voudra l'analyser, c'est l'éloge de la véracité absolue de M. Chesnelong mis en tête du

démenti catégorique et absolu donné à toutes les assertions que ce digne homme avait propagées lui-même sous la garantie de sa bonne foi

Un silence glacial suivit la lecture. Ce que nous pensions, chacun peut se l'imaginer. Nous nous voyions devenus la risée de l'Europe et de la France. Qu'allait faire, qu'allait dire l'Assemblée, à son retour, dont cinq jours au plus nous séparaient? Quelles amères récriminations nous attendaient! Et quel écho ne trouveraient-elles pas dans les rangs de ceux-là mêmes qui, la veille, se laissaient entraîner, indécis et incertains, vers un but aujourd'hui démontré chimérique? Quel retour d'opinion! Quelle revanche du 24 Mai? Où s'arrêterait la réaction? Le ministère périrait sans doute: ce n'était rien. Mais le Maréchal, mais le parti conservateur pourraient-ils garder le pouvoir après cette brusque secousse? Et si M. Thiers y était ramené, pourrait-il gouverner lui-même et dominer le mouvement qui l'y porterait?

Enfin, au bout de quelques minutes, ce fut M. Ernoul qui prit la parole. « Je reconnais, dit-il timidement, qu'après les espérances que le pays avait conçues et la déception qu'il va éprouver, nous lui devons quelque chose. » Je le priai de compléter sa pensée, et avec quelques ambages, il arriva de lui-même à l'idée de la prorogation des pouvoirs du Maréchal, qu'il avait, jusque-là, toujours écartée. Ce fut lui, je l'atteste, qui, dans cet instant solennel, en prit l'initiative.

Je tenais tellement à lui laisser la responsabilité de l'ouverture que je ne la relevai pas immédiatement. Je me bornai à répondre qu'effectivement, c'était là depuis longtemps la ressource que j'avais prévue au cas où les mauvaises inspirations prévaudraient dans les conseils de M. le comte de Chambord; et que si on prenait le parti d'y recourir, il faudrait le faire sans délai. Mais j'ajoutai qu'on pouvait pourtant se donner jusqu'au lendemain pour voir nos amis, et connaître l'impression de l'opinion publique. Nous levâmes la séance en nous donnant rendez-vous pour le lendemain dès le matin.

Je devais dîner ce jour-là chez M. Deseiligny avec le président de l'assemblée, M. Buffet, en tête-à-tête. Je m'y rendis, en effet, en sortant du Conseil, et n'eus garde de dire à M. Deseiligny de quel endroit je venais. D'ailleurs, on ne

prit pa
comm
était
toutes

Le
Il ne
pas p
Il m'o
sition
de fai
elle-n
pas so
ne sa
esprit
tous
à tro
que t
bord,
n'a q
vent

P
c'étai
reten
avan
pren
M. C
à Di
M. I
éten
Qua
trou
soit
nan
et s
mer
bor
jam
son
d'H

prit pas le temps de me questionner. Mes deux convives étaient, comme je devais m'y attendre, tout entiers au document qui était la grande affaire du jour. M. Deseiligny en savourait toutes les expressions avec une joie mal contenue.

Le sens droit et la conscience de M. Buffet étaient révoltés. Il ne pouvait croire que l'indignation qu'il éprouvait ne fût pas partagée par tout le monde, et surtout par les royalistes. Il m'encouragea donc fortement à pousser en avant la proposition de prorogation, assurant que personne ne reprocherait de faire infidélité à la monarchie, quand elle s'abandonnait elle-même. Très disposé à suivre son conseil, je ne partageais pas son illusion : « Vous ne les connaissez pas, lui dis-je, vous ne savez pas jusqu'où va l'ascendant de la royauté sur leurs esprits. Lisez bien cette lettre : tous l'accusent aujourd'hui, tous l'excuseront demain, et après-demain, tous chercheront à trouver un autre coupable que celui qui l'a écrite. La faute que tout le monde aujourd'hui reproche au comte de Chambord, demain ce sera moi qui l'aurai commise. » L'événement n'a que trop prouvé que j'avais raison, et M. Buffet m'a souvent rappelé, depuis lors, combien j'avais été bon prophète.

Pour le moment, cependant, il n'y paraissait pas, et c'étaient bien, comme disait Buffet, les royalistes qui faisaient retentir le plus haut leurs plaintes, et parmi eux les plus avancés, La Rochefoucauld, Ernoul, Carayon La Tour. En prenant pour la première fois connaissance de la lettre, M. Chesnelong, touché au vif, s'écria : « J'en appelle du roi à Dieu. » J'ai su par le récit de M. Ernoul que l'impression de M. Lucien Brun avait été plus vive encore. On l'avait trouvé étendu sur son lit en proie à une véritable attaque de nerfs. Quant à Carayon La Tour et Bisaccia, ils vinrent d'eux-mêmes trouver Decazes et Pasquier et leur proposèrent d'aller offrir soit au prince de Joinville, soit au duc de Nemours la lieutenance générale du Royaume.

La démarche eut lieu en effet, dans la journée du samedi 23, et si les princes n'eussent écouté que leur légitime ressentiment, rien ne les empêchait de s'y prêter ; le comte de Chambord lui-même avait semblé les mettre à l'aise : croira-t-on jamais qu'il avait négligé de prévenir du parti qu'il prenait, son propre héritier, le comte de Paris, et que ce fut mon neveu d'Haussonville qui dut donner connaissance de la fatale lettre

à celui qu'elle allait peut-être pour jamais éloigner du trône? Mais les princes furent mieux avisés, et ne laissèrent pas même MM. de Carayon et de Bisaccia achever leur compliment. Bien leur en a pris, car, d'après ce que nous avons pu voir depuis lors, ceux-là mêmes qui les pressaient de prendre place sur le trône vacant, auraient été les premiers, trois mois plus tard, à leur reprocher d'y être montés et à les sommer d'en descendre. Puisque, après avoir donné eux-mêmes au maréchal de Mac Mahon sept années de pouvoir avec le titre de président de la République, ils lui ont fait un crime de ne s'être pas déclaré tout haut prêt à faire maison nette au premier signe du comte de Chambord, que n'eussent-ils pas dit d'un prince de la maison de Bourbon prenant la régence et la gardant, sans le consentement et contre les ordres de son Roi légitime?

Le refus des princes, fort approuvé par l'opinion, ne laissait plus de place à une autre combinaison qu'à la prolongation des pouvoirs du maréchal de Mac Mahon : ce fut l'avis général et le cri public. Mais quelle forme convenait-il de donner à cette disposition légale?

Je conviendrai volontiers que la résolution virile tout à fait digne d'hommes politiques eût été d'accepter tout haut et sans détour la forme républicaine, sauf à mettre immédiatement la République, pour un temps très long, sous la main et en quelque sorte sous la garde de l'épée du maréchal de Mac Mahon et à l'entourer de toutes les institutions, empruntées au régime monarchique, qui pouvaient le mieux tenir la place et préparer le retour de la royauté suspendue.

Du moment où nous consentions à passer un certain nombre d'années, privés du principe de l'hérédité monarchique, et sous le commandement d'un chef électif, par le fait nous nous mettions pour le même temps en république. Il faut bien qu'une fenêtre soit ouverte ou fermée, — et nous ne gagnions rien à nier l'évidence. Faire du maréchal de Mac Mahon un véritable régent, sous le nom de président, et de la France, sous le nom de République, une monarchie moins un roi, c'eût été là la véritable habileté en même temps que la véritable franchise. Nous n'aurions pas laissé à nos adversaires le prétexte de répéter que nous voulions faire languir et mourir la France dans le provisoire, et l'acte de baptême que nous lui aurions délivré nous-mêmes n'eût assuré à la Répu-

blique
plus.

M
homme
maréchal
pouvai
vaient

presqu
souver
ment

et en
défect
amis

répub
les co
de di

crus
aband

comb
longu

maît
resse

premi
voir

nait
veni

de r
Fran

meil
l'im
décl
Mah

là le
pou
sibl

pou
voi
int

blique ni une force ni un mérite, ni surtout une année de plus.

Mais il fallait compter avec les passions et les préjugés des hommes. Or, dans la majorité conservatrice qui avait porté le maréchal de Mac Mahon au pouvoir le 24 mai, et qui seule pouvait l'y maintenir, plus des trois quarts au moins éprouvaient pour le seul mot de république une répugnance, je dirai presque une horreur instinctive, trop bien expliquée par les souvenirs que ce mot rappelait. M. Thiers avait accru ce sentiment en voulant lui faire violence : la querelle s'était engagée et envenimée sur ce point entre l'ancienne majorité et ses défectionnaires du centre gauche, et si j'eusse proposé à mes amis de venir apporter à l'Assemblée un projet d'organisation républicaine, quel qu'en fût le chef, quelles qu'en fussent les conditions, de quelques instruments d'autorité et même de dictature qu'elle armât le chef du pouvoir, — ils se fussent crus perdus, déshonorés, et un grand nombre nous eussent abandonnés. De plus, un système entier d'institutions à combiner n'était pas l'œuvre d'un jour. Il y aurait fallu de longues, peut-être d'orageuses discussions. Or, ce que réclamait l'opinion publique, après la secousse qu'elle venait de ressentir, c'était un résultat obtenu dans la première heure du premier jour, un vote clair et net qui lui attestât que le pouvoir existait encore et que la main loyale et ferme qui le détenait n'était pas prête à le lâcher. Enfin, il faut bien en convenir, après tant d'institutions emportées et balayées par tant de révolutions, ce n'est plus aux lois, c'est aux hommes que la France donne sa confiance. La meilleure république et les meilleures institutions du monde n'eussent pas valu, pour l'impression à produire sur la masse du public, cette simple déclaration insérée au *Journal officiel* : le maréchal de Mac Mahon est pour dix ans le chef de l'État et de l'armée. C'était là le résultat qu'il fallait assurer à tout prix.

Je résolus donc de courir au plus pressé, et, cessant de poursuivre le désirable, de m'en tenir au nécessaire et au possible.

Assurer au maréchal de Mac Mahon le pouvoir exécutif, pour un long délai, sans déterminer le caractère de ce pouvoir, sans dire, par conséquent, s'il demeurerait pendant cet intervalle le chef d'un gouvernement intérimaire, le lieute-

nant général d'un royaume, le président ou le dictateur d'une République, — en renvoyant cette question à décider à la Constitution qui serait faite plus tard, — c'était le seul moyen de rallier une majorité en désarroi. Encore un coup, je ne fais nulle difficulté d'avouer ce que cet expédient avait de gauche, de peu logique, et combien il terminait peu la difficulté en l'ajournant. Mais la logique ne gouverne pas le monde, et reculer une difficulté est souvent le seul moyen de la résoudre. En fait, le maréchal de Mac Mahon a encore, au moment où j'écris, le pouvoir, pour la durée que je désirais lui assurer et que personne ne lui conteste plus. Si j'eusse compliqué la question de la durée en y mêlant une autre, quelle qu'elle fût, pouvoir et personne auraient assurément succombé. Plus tard, une évolution parlementaire longue et compliquée a fait prendre à la dignité, dont le Maréchal est investi, un caractère plus décidément républicain. Mais si le pays s'en est peu ému, s'il a supporté sans agitation une discussion constitutionnelle de deux mois pleine de péripéties orageuses, c'est précisément parce que le pouvoir exécutif, — le seul, hélas! qu'il connaisse et qu'il respecte, — n'était pas en question dans la personne de son chef, et que, tranquille sur ce point, il a considéré tout le reste comme des subtilités parlementaires peu dignes de son attention.

Telle qu'elle était, et réduite même à ses termes les plus simples, la proposition n'allait pas encore toute seule. Les difficultés naissaient en quelque sorte aux deux extrémités de la majorité, et se présentaient avec des exigences contradictoires. A l'extrême-droite, on voulait le moins de république possible. On me pressait, ne pouvant guère supprimer la chose, d'effacer au moins le nom, de faire disparaître l'étiquette républicaine du pouvoir, en faisant prendre au maréchal de Mac Mahon, comme signe de sa dignité nouvelle, le titre monarchique de régent ou la qualification inoffensive de chef de l'État. Je résistai à cette prétention qui nous aurait valu tous les orages d'une discussion sur la forme du gouvernement, sans nous assurer (dussions-nous nous-même l'emporter, ce qui était douteux) aucun des avantages de la solution monarchique. Je tins bon et finis par obtenir des plus pointus que le titre de Président de la République fût conservé, mais sous la réserve expresse que la modification pourrait en être proposée au moment où

les lois constitutionnelles viendraient en discussion. Cette concession fut indispensable, et je dus encore ici renvoyer au lendemain la difficulté qu'il eût été impossible de trancher le jour même, sans tout compromettre. Mais j'affirme qu'il ne me fut rien demandé d'autre. Quant à l'idée qu'au moment des lois constitutionnelles, on pût remettre en question le fond même du pouvoir qui allait être conféré au Maréchal, quant à l'idée plus étrange encore que le Maréchal pût s'engager à céder la place au comte de Chambord, quand celui-ci croirait le moment opportun pour la redemander, personne, je le *proteste*, n'osa l'exprimer devant moi. Les négociations, les pourparlers dont on a fait du bruit depuis lors, portèrent uniquement sur ce point : éviter tout ce qui pourrait donner à la forme républicaine une consécration solennelle et un caractère définitif. C'était déjà assez de devoir capituler avec cette prétention passablement incommode. On ne m'aurait arraché rien de plus.

A peine les affaires arrangées de ce côté, il fallait courir, pour ainsi dire, à l'autre bout de la majorité. Là, un groupe d'esprits modérés, qui ne reprochaient à M. Thiers que sa faiblesse pour les radicaux, auraient trouvé tout simple de constituer une fois pour toutes la République en l'entourant de bonnes institutions, et en la laissant à la garde du maréchal de Mac Mahon. Je les raisonnai de mon mieux et leur fis entendre que s'ils insistaient sur la forme dont leurs collègues ne voulaient pas, ils n'auraient ni les institutions qu'ils désiraient, ni le Maréchal qu'ils voulaient garder. Ils me comprirent, et je finis par décider le chef même de ce petit groupe, M. de Goulard, à développer la proposition de prorogation en adoptant la formule même consentie par l'extrême-droite, et qui fut revêtue de deux cents signatures prises dans les groupes divers de la majorité. Ainsi cette majorité se retrouvait reconstituée et sous les armes, le 5 novembre, moins de six jours après l'arrivée de la fatale épitre qui avait paru la frapper de mort. Je ne crois pas que jamais évolution parlementaire ait été faite si rapidement, et que jamais armée parlementaire ait changé de front sous le feu avec autant de prestesse et de promptitude.

LE SEPTENNAT

Je comptais un peu sur la rapidité vraiment prodigieuse de ce tour de force pour prendre nos adversaires par surprise, et enlever le vote d'assaut, dans la première séance, sans donner à l'Assemblée le temps de se reconnaître. Une indiscretion dont je ne saurai jamais clairement l'origine faillit tout déjouer. Dès l'ouverture de la séance, je devais demander la parole pour lire un message du Président, qui après avoir rendu compte de l'état du pays, et fait allusion, en termes discrets, aux dernières agitations politiques, concluait à une demande à peu près formelle de l'extension et de l'affermissement de son pouvoir. Tous les mots de ce document avaient été pesés de manière à ménager les scrupules anti-républicains de l'extrême droite, en établissant bien nettement que le pouvoir ainsi étendu et raffermi continuerait la trêve des partis et la neutralité constitutionnelle. M. de Goulard devait se lever alors, et faire aussitôt la proposition dans les termes convenus en demandant le renvoi d'urgence à une commission spéciale.

Suivant l'usage, le message avait été envoyé la veille à l'Imprimerie nationale afin qu'il fût tout prêt à être affiché et publié dans Paris, aussitôt qu'il aurait été prononcé à Versailles. Au moment où je me rendais à l'Assemblée, quelques exemplaires me furent apportés, que j'eus soin de serrer soigneusement. Quelle ne fut pas ma surprise, en venant prendre place au banc des ministres, d'apercevoir le document même qui venait de m'être remis, entre les mains de M. Dufaure (dont la place était directement derrière la mienne), qui le lisait attentivement. J'appris également que d'autres membres de l'opposition en étaient en possession.

Il me fut impossible de ne pas me souvenir alors que l'Imprimerie nationale avait pour directeur M. Hauréau, membre de l'Institut, érudit très distingué, mais d'opinion républicaine très avancée et ami intime de M. Jules Simon. M. Ernoul avait tenu à honneur de le conserver dans cet emploi, et aucune marque de déférence soit pour le Maréchal, soit pour le Ministère n'avait été refusée par lui. Je ne l'accuse pas précisément d'avoir trahi ce jour-là le secret professionnel. Mais il avait à sa nomination un grand nombre

d'emplois inférieurs; il les avait probablement répartis entre ses amis politiques, dont quelques-uns se seront montrés moins scrupuleux que lui. Effectivement, en allant aux informations, j'appris que l'attaché de mon cabinet qui avait porté le manuscrit la veille à l'impression était revenu peu édifié des propos qu'il avait entendu tenir dans les couloirs de l'imprimerie.

Quoi qu'il en soit, le résultat fut que M. Dufaure, averti à temps, eut le loisir de combiner son plan d'attaque et trouva sans peine le défaut de notre cuirasse. A peine M. de Goulard était-il descendu de la tribune, qu'il y montait, son thème tout fait, et préparé à faire ressortir ce qu'il y avait en réalité d'équivoque et d'irrégulier dans notre manière de procéder. Il demanda que la proposition, au lieu d'être examinée et discutée d'urgence dans une commission spéciale, fût renvoyée à une commission constitutionnelle, chargée de la comprendre, s'il y avait lieu, et de la faire entrer dans un ensemble de lois organiques. A un point de vue purement logique, je l'ai déjà dit, il n'avait que trop raison. Séparer d'abord le pouvoir exécutif de tous les autres pouvoirs publics, puis déterminer sa durée sans songer à ses attributions et sans définir son caractère, c'était procéder au rebours de l'ordre naturel des idées. Une loi ainsi faite, ayant un caractère tout personnel, ressemblait à la *lex regia* qui, au début de chaque règne, conférait aux empereurs romains le pouvoir absolu. C'était le germe d'une dictature. La logique impitoyable qui est le talent de M. Dufaure, était merveilleusement propre à donner à cet argument toute sa force. Aussi son discours très court, mais très serré, fit-il une vive impression sur l'Assemblée. J'y répondis de mon mieux, c'est-à-dire très médiocrement, car c'était moi, à mon tour, qui me trouvais pris au dépourvu, n'ayant pas pensé que le débat préliminaire prendrait un caractère aussi sérieux. M. de Goulard tenta une réplique qui n'eut guère plus de succès et, finalement, nous ne l'emportâmes qu'à la faible majorité de quatorze voix.

L'Assemblée était visiblement ébranlée. Son trouble devint plus apparent encore, quand il s'agit le lendemain de nommer les commissaires dans les bureaux. On ne put s'entendre sur le choix de certains noms, l'extrême-droite réclamant une part que le centre droit, déjà mécontent d'être compromis,

trouvait excessive. Bref, huit commissaires sur quinze furent hostiles à la proposition et on connut l'esprit de la commission par le choix qu'elle fit de deux amis personnels de M. Thiers, M. de Rémusat et M. Casimir Perier, pour président et pour secrétaire.

La commission, ainsi constituée, ne témoigna aucun empressement à se mettre à l'œuvre. Des lenteurs calculées firent voir qu'elle avait l'intention de trainer en longueur. Effectivement, c'était le plus grand mal qu'elle nous pût faire. Notre proposition ne gagnait pas à un examen approfondi, et le retard lui enlevait son principal mérite, celui de tirer promptement le public de peine. D'autre part, l'impression produite par la lettre du comte de Chambord dans le milieu parisien et parlementaire, impression dont les plus exagérés de l'extrême-droite avaient dû subir l'influence, n'était pas du tout la même dans les cercles légitimistes de province, bien plus séparés que les députés de la vie commune et habitués à se faire un point d'honneur de ne transiger avec aucune des exigences de la société moderne. Là, au contraire, c'étaient les concessions un instant arrachées au comte de Chambord qui avaient contristé les fidèles; et sa dernière lettre, bien loin d'être blâmée, paraissait une protestation héroïque contre l'esprit révolutionnaire, et un noble désaveu des faiblesses auxquelles les intrigues orléanistes avaient voulu l'entraîner. Du fond des châteaux ou des sacristies, de Bretagne ou du Languedoc, de la Vendée ou de la Gascogne arrivaient, chaque courrier, des épîtres irritées, gourmandant les preux chevaliers du trône et de l'autel de ce qu'on appelait leur infidélité, presque leur trahison envers leur souverain. Si nous n'avions pas eu leur engagement d'honneur pour la formule adoptée, nous ne les aurions sûrement pas gardés jusqu'au bout. Et nous ne pouvions même les tenir qu'à la condition de ne rien changer, pas un iota, pas une virgule à cette formule sacramentelle : ce qui ne rendait pas la discussion commode à la minorité chargée de nous défendre dans la commission. Ces braves amis, ainsi tenus en bride, ne pouvaient accepter aucun amendement, aucune transaction, quelque raisonnable, quelque modérée qu'elle pût être, de quelques solides raisons qu'elle fût appuyée. C'était se battre avec un bras paralysé.

Je donnerai un exemple bien frappant de cette étrange et pénible situation. La phrase convenue réservait, comme je l'ai dit, le droit de remettre en discussion, au moment des lois constitutionnelles, le titre de Président de la République. Cela résultait des termes suivants : « Le pouvoir (celui du Maréchal) sera exercé dans les conditions actuelles et avec le titre de *Président de la République*, jusqu'aux modifications qui pourraient y être apportées par les lois constitutionnelles. » Je trouvai à la réflexion que cette rédaction avait le tort d'appeler l'attention et, par suite le débat, principalement sur le titre mis en question, au lieu de confondre cette modification possible avec toutes les autres dont les attributions du pouvoir conféré au Maréchal pouvaient être susceptibles. Je décidai nos commissaires à intervertir l'ordre des mots et à tourner ainsi le membre de phrase délicat : « Le pouvoir sera exercé avec le titre de Président de la République, *et dans les conditions actuelles*, jusqu'aux modifications qui pourraient y être apportées, etc. » Cela avait juste la valeur des inversions que M. Jourdain, dans la comédie de Molière, fait subir à sa déclaration d'amour. Croirait-on pourtant que ce fut toute une affaire, et que je vis le moment où nos extrêmes, se tenant pour dégagés, ne voulaient plus rien voter du tout ? Et comme ils étaient représentés dans le conseil par M. de la Bouillerie, qui avait servi d'intermédiaire à la négociation, tout ce qui menaçait d'amener une dislocation parlementaire, entraînait aussi à peu près fatalement une crise ministérielle.

Tout se trouvait donc, de nouveau, livré à l'incertitude. Nous fûmes sauvés, parce qu'au fond, en insistant sur le caractère purement personnel des pouvoirs demandés pour le maréchal de Mac Mahon, nous avions, sinon suivi un procédé logique, au moins rencontré une idée juste et conforme au sentiment public. C'était bien là tout ce que désirait le pays, et la Commission, qui le sentit, ne voulut pas se mettre directement en opposition avec ce désir public. Peut-être aussi quelques-uns de ses membres qui ne passaient pas pour exempts d'ambition personnelle, comme MM. Casimir Périer et Laboulaye, par exemple, eurent-ils la pensée qu'après tout, et quoi qu'on fit, le Maréchal serait maintenu aux affaires et qu'il ne fallait pas le heurter directement. Toujours est-il que la majorité de la Commission consentit à accorder une proro-

gation pour cinq années à titre législatif et non pas constituant, c'est-à-dire que cette disposition devait demeurer révoquable comme toutes celles des lois ordinaires et ne deviendrait définitive que si elle prenait place dans un ensemble de lois constitutionnelles.

Cette fois, l'absurdité et l'illogisme passaient du côté de la Commission et l'axiome juridique, *Donner et retenir ne vaut*, trouvait ici une évidente et risible application. Dire à la France qui demandait la stabilité du pouvoir, qu'on l'accordait, mais en gardant par devers soi la faculté de la retirer, si on le trouvait bon, quelques mois plus tard, c'était se moquer de l'inquiétude publique. Je sentis la faute et ne voulus pas perdre un instant pour en profiter.

La preuve que je ne me trompais pas en attribuant la modération subite de quelques-uns des membres de la Commission à la pensée secrète de se mettre dans les bonnes grâces du Maréchal, c'est que son président, M. de Rémusat, et son secrétaire, M. Casimir Perier, demandèrent à être reçus par lui, afin, dirent-ils, de bien connaître ses intentions et l'usage qu'il comptait faire du pouvoir dont il s'agissait de l'investir. Le Maréchal aurait désiré que je restasse auprès de lui pendant cet entretien : je n'eus garde d'y consentir. Tout l'effet de la conversation eût été perdu, si j'eusse paru en dicter les termes, mais nous convinmes du langage qu'il tiendrait. Je lui expliquai que l'essentiel était qu'il se montrât inflexible sur le caractère définitif et irrévocable du mandat qu'il devrait recevoir de la loi. Point de prorogation ou une prorogation à titre incommutable, sans quoi la sécurité publique ne recevrait pas la garantie qu'elle réclamait. Il ne fallait pas sortir de là. Le Maréchal comprit et exécuta fidèlement le programme. Dans une conversation de plus de deux heures, d'abord flatteuse, puis insistante jusqu'à la menace, les commissaires essayèrent vainement de l'en faire départir ou de lui faire ajouter quelque chose à ces explications sommaires.

Le Maréchal fut insaisissable et quand on voulut enfin le presser tout à fait de dire son avis sur la nature plus ou moins républicaine ou monarchique du pouvoir qu'on allait fonder, il répondit, avec cette bonhomie qui lui est propre et qui n'est pas exempte de finesse, qu'il n'était pas chargé de faire la constitution, que l'Assemblée seule était constituante et que

déterm
l'Asse
pleme
du bo

No

ne leu

voir o

situat

Ce qu

pas t

sans

décla

voir,

conq

comm

culté

enga

fus

de ro

du 2

I

fois,

repr

l'As

m'i

san

gère

inc

réd

et

con

la

la

qu

Pr

à

m

pa

be

déterminer l'ensemble des institutions était la tâche de l'Assemblée et non la sienne. Quant à lui, il demandait simplement ce qui lui était nécessaire pour gouverner et répondre du bon ordre : le reste ne le regardait pas.

Nos gens se retirèrent assez penauds. Leur démarche, qui ne leur avait rien rapporté, avait eu pour effet unique de faire voir que le Maréchal était, de leur aveu même, le maître de la situation. C'était donc en maître qu'il lui convenait de parler. Ce qu'il avait dit aux commissaires, pourquoi ne le dirait-il pas tout haut à l'Assemblée et au public ? Je lui conseillai sans hésiter d'adresser à l'Assemblée un second message, et de déclarer très nettement qu'il n'acceptait ni ne gardait le pouvoir, si ce pouvoir devait, à un titre et à un moment quelconque, être de nouveau mis en question. En même temps, comme le délai de dix années soulevait d'assez grosses difficultés dans la majorité même où plus d'un trouvait que c'était engager pour bien longtemps les éventualités de l'avenir, je fus d'avis de consentir à une diminution de trois années, et de réduire ainsi la durée de la prorogation à sept ans, à partir du 20 novembre 1873.

L'avis fut adopté par le conseil, et le message rédigé cette fois, non par moi, mais par M. Batbie. J'aurais craint, en reprenant la plume, que ma manière d'écrire à laquelle l'Assemblée commençait à s'habituer fût reconnaissable, et il m'importait que le Maréchal parût entrer lui-même en scène sans qu'on pût voir en lui l'instrument d'une influence étrangère. Cette précaution ne fut pas, comme on va le voir, sans inconvénient, car je n'aurais peut-être pas fait une faute de rédaction dont M. Batbie se rendit coupable par inadvertance et qui nous créa un instant d'embarras.

L'expérience nous avait profité et nous ne fîmes aucune confiance à l'Imprimerie nationale. Aussi quand je montai à la tribune le lundi 17 novembre, jour fixé pour l'ouverture de la discussion, personne, même parmi nos amis, ne savait ce que j'y venais faire. Le langage très énergique tenu par le Président tomba comme la foudre sur la commission, qui vit à l'instant son petit manège percé à jour et déjoué. De mémoire d'homme, il n'y eut d'abord stupeur, puis fureur pareille. D'épouvantables clameurs couvrirent ma voix : des bancs de l'opposition, on se précipitait sur la tribune le poing

levé, et je crus plusieurs fois que j'allais en être arraché.

Une phrase, assez mal rédigée, j'en conviens, souleva surtout contre moi les flots de cette mer irritée. La France, disait le message, dont les vœux demandent pour le Gouvernement de la stabilité et de la force, ne comprendrait pas une résolution qui assignerait au Président de la République un pouvoir dont la durée et le caractère seraient soumis, dès le début, à des réserves et des *conditions*. Pour tout auditeur de bonne foi, ce mot de *condition* n'avait qu'un sens possible. La condition que repoussait le Maréchal, c'était celle que la commission proposait, celle qui faisait dépendre la solution définitive d'une loi et d'un débat ultérieur, et qui permettait à l'Assemblée de revenir sur sa concession. On comprit ou on fit semblant de comprendre que le Maréchal demandait un pouvoir sans condition et sans limite dans son exercice, c'est-à-dire un pouvoir dictatorial. De là, grand tumulte d'indignation. Des interruptions injurieuses, dont le *Journal officiel* a tenu registre, suivirent chacune de mes paroles.

Quand je descendis de la tribune, le rapporteur, M. Laboulaye, s'y précipita pour demander que la séance fût suspendue, afin de délibérer sur la situation que le message faisait à l'Assemblée. On m'avertit qu'on allait demander ma mise en accusation pour avoir osé solliciter de la Chambre l'établissement d'une dictature. On m'expliqua en même temps, ce que je n'avais pas bien compris, à quel malentendu l'expression dont le message s'était servi prêtait le flanc. Nos meilleurs amis étaient surpris et inquiets ; je n'eus pas de peine à leur expliquer qu'il s'agissait d'une condition *suspensive* mise au caractère définitif du pouvoir, non d'une limite constitutionnelle mise à l'étendue et à l'exercice du pouvoir lui-même, et pour empêcher que le public ne partageât l'erreur qui avait un instant égaré l'Assemblée, je repris des mains du secrétaire de la Chambre le manuscrit que je lui avais remis, et j'ajoutai en surcharge l'épithète *suspensive* au-dessus du mot *condition*. Peut-être cette épithète elle-même n'était-elle pas très bien choisie, et celle de *résolutoire* aurait-elle encore mieux rendu ma pensée. Car la Commission ne proposait pas de *suspendre* la loi de prorogation, elle voulait seulement se réserver le droit de la retirer dans un cas donné. Mais je n'avais pas le temps de peser mes mots. D'ailleurs, mon expli-

cation
amis
pour la
souten
mais n
saisir
incrim

Av
ce qu'
person
un per
oppos
et la b
le mot
son on
d'un a
qu'à l
supple
quelq
ne fut
encore

Le
ragés,
que le
où ell
conce
au Pr
en ét
sans
Aussi
la par
le mi
l'autr
objec
ne ri
incis
la co
elle-n
MM.
après

cation circula assez rapidement de bouche en bouche. Des amis officieux la colportèrent et la forcèrent même un peu pour la rendre plus claire et plus croyable. Bref, on en vint à soutenir que la phrase avait été non seulement mal comprise, mais mal entendue, et que le tumulte n'avait pas permis de saisir l'épithète qualificative qui déterminait le sens du mot incriminé.

Avais-je ou n'avais-je pas dit : condition *suspensive*? Voilà ce qu'on se mit à discuter sur tous les bancs. Heureusement, personne ne vint me le demander à moi-même, car j'aurais été un peu embarrassé pour répondre. Mais l'un des membres opposants de la Commission, M. Walonski, eut la bonne foi et la bonne grâce de déclarer qu'il avait parfaitement entendu le mot sortir de ma bouche. Il était plus habile que moi, et son oreille était bien fine. Quoi qu'il en soit, ce témoignage d'un adversaire, plus conforme à la réalité de mes intentions qu'à la vérité matérielle, termina le différend. Dans le rapport supplémentaire dont la Commission vint donner lecture quelques heures après, elle maintint sa proposition, mais il ne fut pas question de la dictature inconditionnelle, moins encore de la mise en accusation du ministère.

Les termes de ce nouveau rapport étaient tristes et découragés, car au fond, et malgré le tapage, la Commission sentait que le coup avait porté. Elle avait quitté le terrain logique, où elle était si redoutable, pour entrer dans un système de concession et de compromis, dans l'espoir de se rendre agréable au Président. Le Président n'agréant pas la concession, elle en était pour ses frais de politesse, et se trouvait avoir fait, sans profit, le sacrifice de tous ses avantages de discussion. Aussi, à partir de ce moment, la question fut-elle tranchée et la partie gagnée d'avance. A dire le vrai, ni la Commission, ni le ministère n'y brillèrent beaucoup. Il étaient placés l'un et l'autre dans une position faible, plus occupés d'éviter les objections que de les réfuter, et mesurant leurs paroles pour ne rien compromettre. Les orateurs vraiment éloquents et incisifs furent ceux qui, se plaçant résolument en dehors de la complexité de la situation, attaquaient la prorogation en elle-même comme M. Jules Simon, ou refusaient, comme MM. Rouher et Grévy, tout pouvoir à l'Assemblée de disposer après elle du sort de la France. Mais ceux-là étaient trop loin

du sentiment commun à la majorité de l'Assemblée pour produire autre chose qu'un effet oratoire passager. Le débat se traîna ainsi jusqu'au troisième jour et se serait terminé d'une façon assez insignifiante, sans un incident que je soulevai moi-même, avec une hardiesse, je dirai presque une témérité, justifiée par l'événement.

J'avais été vivement attaqué et constamment mis en cause par les orateurs de l'opposition. Les insinuations perfides, les invectives ou les épigrammes étaient tombés sur moi comme la grêle, et mon rôle dans l'aventure effectivement un peu ridicule de la fusion avait été l'objet de plaisanteries et de calomnies de toute sorte. Une partie de la majorité, atteinte de ce sentiment qui porte toujours les soldats à se plaindre de leurs généraux, quand ils ont perdu une bataille, avait plus d'une fois accueilli ces railleries avec une ferveur malicieuse. J'avais tout supporté en silence, me réservant de me lever à la dernière heure et de reprendre dans un résumé rapide l'ensemble des accusations. Dans cette pensée, je laissai même le dernier jour la parole à M. Depeyre, organe de la minorité de la Commission. Il parla bien, mais longuement, trop bien et surtout trop longuement, car l'heure de six heures était sonnée quand il descendit de la tribune. Le résultat du vote n'était plus douteux, et chacun était pressé d'en finir. Aussi, quand je me levai pour réclamer la parole, les cris « Aux voix », partirent de tous les bancs, même de ceux de l'opposition qui sentait qu'en m'enlevant la possibilité de me justifier, elle me faisait un tort personnel de nature à la consoler de la victoire politique que j'allais remporter. Mes meilleurs amis, cependant (à l'exception de deux ou trois fidèles à qui j'en saurai toujours gré), vinrent me supplier de renoncer à la parole. Je tins ferme et, comme il fallait pourtant aller dîner, je demandai que la séance fût suspendue et renvoyée à neuf heures du soir. On ne pouvait refuser d'entendre un ministre, et le renvoi fut accordé.

La mauvaise humeur de la majorité était extrême et se trahissait dans les couloirs par les propos les plus désobligeants sur mon compte. Le vote était acquis, disait-on, et je compromettais un résultat certain, dans l'intérêt de mon amour-propre. Pour sauver mon ministère, c'était le Maréchal que j'allais perdre. D'autres allaient même plus loin dans leurs

repro
projet
fait ju
centr
une c
préter
être c
goisso
léger
pour
parai
seuls
diner
A
je tro
quar
les é
rique
exem
sous
mon
qui
en m
depu
d'av
fract
on le
Gou
dans
sant
nelli
tenu
dive
grat
Des
inte
lieu
gur
dem
Per

reproches. Je tenais à parler, disaient-ils, pour donner au projet une couleur plus républicaine que le débat ne l'avait fait jusque-là, et ménager ainsi ma rentrée en grâce auprès du centre gauche. Rien n'était plus éloigné de ma pensée, mais une expression mal choisie sur un sujet si délicat pouvait prêter à ce soupçon quelque apparence, et le vote pouvait alors être compromis. Aussi tous mes amis étaient-ils dans l'angoisse. Quand je rentrai, je m'enfermai, me fis apporter un léger repas dans ma chambre, et rassemblant toutes mes idées, pour les résumer dans le moins de mots possibles, je me préparai à passer le défilé. Mes enfants, mon neveu, qui restèrent seuls dans la salle à manger, se souviendront longtemps de ce diner.

A neuf heures, je reparus assez sûr de mon fait. Et, en effet, je trouvai moyen dans un discours qui ne dura pas plus d'un quart d'heure de remettre le ministère en selle, en évitant tous les écueils. J'oserai même donner aux professeurs de rhétorique les premiers paragraphes de ce petit discours comme un exemple de ce qu'on peut faire avec la forme oratoire connue sous le nom de prétérition. En disant que, pour ménager les moments de l'Assemblée, je ne me défendrais pas des griefs qui m'étaient purement personnels, je réussis à les énumérer en une dizaine de phrases en les caractérisant de manière que, depuis lors, ils n'ont plus été reproduits. On m'avait accusé d'avoir manqué à la neutralité convenue entre les diverses fractions du parti conservateur. Je promis de faire voir, quand on le voudrait et quand l'Assemblée en aurait le loisir, que le Gouvernement avait accompli l'œuvre difficile de conserver dans son action collective la plus exacte impartialité, en laissant à chacun de ses membres la liberté de son action personnelle, et j'en donnai pour preuve l'intimité qui s'était maintenue entre tous les membres du Cabinet, malgré leurs divergences, et qui n'était, de ma part, chacun le savait, plus grande avec aucun de mes collègues qu'avec MM. Magne et Deseiligny. Un autre reproche m'était adressé, d'avoir fait intervenir le Maréchal pour nous couvrir dans le débat, au lieu de le couvrir nous-mêmes de nos personnes : ce fut l'argument *ad hominem* que j'employai pour y répondre. Je demandai si c'était moi qui avais sollicité pour MM. Casimir Perier et Rémusat une entrevue en tête-à-tête avec le chef de

l'État, et comme la déconvenue de ces messieurs avait divertì bien du monde, même sur les bancs de l'opposition, ce souvenir suscita plus d'un éclat de rire. Enfin, je réduisis tout à une question de confiance réciproque entre l'Assemblée et le Président, le Président s'en remettant à l'Assemblée pour déterminer les limites et les conditions de son pouvoir, et ne demandant, en retour, que le droit de l'exercer en sécurité et sans crainte de se le voir incessamment contesté; et je suppliai l'Assemblée de ne pas amoindrir elle-même, par une précaution injurieuse, les forces et l'autorité de celui à qui elle confiait la défense de la société.

Prise en soi, et relue aujourd'hui à tête reposée, cette harangue a certainement très peu de valeur et ne figurera dans aucun recueil des chefs-d'œuvre de l'éloquence parlementaire. Dans la circonstance elle eut le plus heureux effet, et je doute qu'aucune pièce d'éloquence eût pu en produire davantage. Elle était courte, incisive et ne heurtait aucune difficulté: trois mérites très appréciés par une assemblée passionnée, mais qui se sentait pourtant mal à l'aise dans le passage étroit et semé de pièges où elle était engagée.

Aussi les mêmes gens qui m'accusaient, une heure auparavant, me portèrent aux nues dès qu'ils sentirent que j'allais consolider la victoire au lieu de la compromettre, et j'ai rarement vu (bien qu'à la réflexion, j'aie encore de la peine à me rendre compte du fait) un pareil succès de tribune. Je m'aperçus de ce succès à l'attitude de mes adversaires. Ils m'écoutèrent d'abord avec une attention malicieuse, s'appêtant, à défaut du Maréchal dont ils voyaient bien qu'il fallait supporter le maintien, à faire au moins litière de son ministère. Quand ils virent que le ministère aussi allait être sauvé, leur rage ne connut plus de bornes. Je les vis tout d'un coup, et sans que mes paroles y prêtassent de prétexte au moins apparent, s'agiter, gesticuler, me menacer du poing et faire retentir l'Assemblée de véritables hurlements. Cette scène ne sortira jamais de ma mémoire. Il était nuit: les lampes, qui éclairaient assez mal la salle, renvoyaient dans mes yeux un reflet très gênant, qui m'empêchait de distinguer aucun objet. Je ne voyais qu'une masse confuse qui s'agitait jusqu'à se tordre; et je n'entendais que ces clameurs farouches, que dans une autre circonstance M. Buffet caractérisa par cette phrase énergique:

« Ces cris n'ont plus rien d'*humain*. » Je me serais cru volontiers dans une ménagerie d'animaux féroces.

Ce fut la dernière phase du drame. Le débat, qui se prolongea assez avant dans la nuit, ne fut plus qu'un défilé d'amendements successivement rejetés à des majorités croissantes. Enfin le vote définitif fut enlevé à 68 voix. Ce chiffre, si différent de celui du premier jour, était inattendu. M. Thiers, qui avait eu le mauvais goût de rester à la séance jusqu'à la dernière heure, comme s'il eût espéré donner le coup de grâce lui-même à son rival, ne put contenir sa surprise. Je crois rêver, disait-il, c'est un vrai roman !

L'incident le plus romanesque de cette soirée était ignoré de lui pourtant, comme de moi-même. J'ignorais, en effet, qu'à l'heure même où était prononcée la sentence qui mettait un terme aux espérances, ou si l'on veut aux illusions monarchiques, l'héritier de Louis XIV, le prétendant qui venait de jouer et de perdre sa couronne pour un lambeau de draperie blanche, errait solitaire et inconnu dans Versailles. C'est aujourd'hui un fait certain que M. le comte de Chambord a passé à Versailles, caché chez un de ses partisans, tout le temps de cette orageuse discussion. Le bruit s'en était répandu dans l'Assemblée : mais nous avions vainement cherché à le tirer au clair, et, bien que mise par nous en campagne, la police n'avait pu trouver trace ni de son arrivée, ni de sa demeure. C'est du reste une justice à rendre aux fidèles serviteurs qui environnent le Prince, que la police n'a jamais réussi à pénétrer les secrets de son entourage.

Une seule personne parmi nous connut la présence et même l'adresse du comte de Chambord, et m'en informa par le préfet de police. C'était M. le maréchal de Mac Mahon. A peine arrivé, en effet, le Prince avait fait prévenir le Maréchal en lui demandant un rendez-vous. Le Maréchal déclina poliment l'invitation, dont il ne fit confidence à personne, et dont il n'est convenu avec moi-même que plusieurs mois plus tard. Le comte de Chambord, m'assure-t-on, n'a jamais voulu croire à tant de discrétion. Il demeura persuadé que le Maréchal, en fidèle sujet, était prêt à lui rendre ses hommages, et que ce furent ses ministres, et moi en particulier, dont les conseils le détournèrent de la voie de l'honneur et du devoir.

Quel était le dessein de M. le comte de Chambord, en arri-

vant ainsi, de sa personne, sur le champ de bataille, après avoir lui-même congédié et dispersé ses troupes ? Je cherche vainement à le deviner. On a fait à cet égard plusieurs conjectures dont aucune ne satisfait. On a prétendu qu'il était venu, sur la demande de ses amis, dicter lui-même leur conduite dans le vote de la prorogation, et que la phrase sacramentelle dont ils avaient fait la condition essentielle de leur vote, était convenue avec lui. Cette hypothèse aurait l'avantage d'expliquer le prix étrange qu'ils attachèrent à cette formule. Mais la peine que ces mêmes amis se sont donnée depuis pour justifier aux yeux des royalistes leur adhésion au pouvoir septennal, les restrictions mentales qu'ils se sont efforcés de mettre après coup à leur engagement, prouvent assez qu'ils agirent ce jour-là sans autorisation comme sans ordre. Par une supposition toute contraire, on a soutenu que le Prince s'attendait à un vote négatif, et se disposait à entrer, au milieu de la confusion qui aurait suivi, dans l'enceinte même de l'Assemblée comme le *Deus ex machina*, le sauveur et le pacificateur providentiel. On va jusqu'à dire qu'il avait fait la répétition de son entrée en séance, et préparé son coup de théâtre. Il devait se présenter un drapeau tricolore à la main, et déchirer la bande rouge pour ne garder que la bleue et la blanche. Voilà, disent les gens qui prétendent tout savoir, quelle était la fameuse transaction qui avait donné tant de tablature à M. Chesnelong et au comité des neuf. Le rouge représentait l'esprit révolutionnaire, auquel les deux classes nobles et bourgeoises, représentées par le bleu et le blanc, auraient renoncé de concert, en scellant leur réconciliation au pied du trône. Le nouveau drapeau de la France aurait eu, ajouta-t-on, aux yeux du Prince, outre le mérite de ce symbolisme politique, celui d'être formé des mêmes couleurs que l'Église a consacrées à la Sainte Vierge et de renouveler ainsi implicitement le vœu de Louis XIII.

Je ne veux répondre d'aucune des chimères qui peuvent traverser la tête exaltée d'un proscrit. J'avoue même que ce petit conte me séduit à plus d'un point de vue. J'y vois la matière d'une scène de roman historique, comme les affectionnait Walter Scott et où je jouerais un rôle assez important. L'idée que, pendant que j'étais à la tribune, le petit-fils de Henri IV montait la garde auprès de la statue d'un grand roi,

tenant
couleur
éloqu
du co
quara
plus
ce qui
tion,
à ten
incert

Il
revint
quelq
Quan
incert
quelq
des d
sur s
venan
soit,
lende
petite
occup

C
comit
deva
prop
enco
péril
un v
tion
sible
nati
hors
un p
conc
Nou
mèn
sent
à cl

tenant un drapeau tricolore caché dans les plis d'un manteau couleur de muraille et attendant le succès ou l'échec de mon éloquence, saisit fortement mon imagination. Jusqu'à preuve du contraire pourtant, je mettrai tous ces récits fabriqués en quarantaine, et je m'en tiens à une explication que je crois plus naturelle. Inflexible sur ce qu'il appelle des principes, et ce qui n'est souvent qu'une étiquette monarchique de convention, M. le comte de Chambord est irrésolu dans la conduite à tenir pour les appliquer. Ses idées sont fixes, ses actes incertains.

Il avait à moitié cédé aux instances de M. Chesnelong et revint sur sa concession, reculant devant les reproches de quelques fanatiques et les difficultés inattendues de sa tâche. Quand il connut l'effet désastreux de sa retraite, une nouvelle incertitude le saisit, et il arriva pour voir s'il ne trouverait pas quelque moyen de revenir encore sur son refus. J'ajouterai que des doutes injurieux et dénués de fondement ayant été élevés sur son courage personnel, il tint peut-être à les dissiper, en venant payer audacieusement de sa personne. Quoi qu'il en soit, cette témérité ne fut pas mise à l'épreuve. Il repartit le lendemain du vote et la France ne connut que bien plus tard la petite pièce qui se jouait dans la coulisse, pendant que nous occupions le devant du théâtre.

Ce sont ces singularités malheureuses du caractère de M. le comte de Chambord, qui expliquent et justifieront, je l'espère devant la postérité, les incertitudes et les singularités de notre propre conduite. On nous a reproché, on nous reprochera encore, je m'y attends, d'avoir lancé la France dans la plus périlleuse des entreprises sans nous être assuré par avance, par un vote régulier de l'Assemblée nationale, et par une acceptation formelle du prétendant au trône, que l'accord était possible, à des conditions réciproquement convenues, entre la nation et son Roi futur. A coup sûr, si nous eussions eu affaire, hors de France, à un homme ordinaire, dans l'Assemblée à un parti ordinaire, le reproche serait fondé, et une tout autre conduite eût été commandée par la plus simple prudence. Nous aurions dû, comme en Belgique, noter d'avance nous-mêmes les conditions d'un pacte fondamental, puis les présenter à l'acceptation du Prince, sauf à nous passer de lui et à chercher ailleurs, s'il y refusait son assentiment. En admet-

tant que, dans ce cas même, on voulût à tout prix conserver le principe héréditaire dans la famille à laquelle la France avait dû sa gloire traditionnelle, le titulaire ne pouvant s'entendre avec le pays, on aurait pu suspendre l'exercice de ses droits, en lui en conservant le titre et en décernant la régence seulement à son héritier. Voilà ce qu'auraient fait, à notre place, j'en conviens, des libéraux constitutionnels ou des légitimistes vraiment dignes d'un si beau nom, c'est ainsi qu'ils eussent concilié le maintien du principe monarchique avec les exigences légitimes que toute société a le droit d'imposer à ceux qui prétendent la gouverner.

Mais nous n'avions malheureusement pas la liberté de nos mouvements. Le Prince auquel nous devons naturellement offrir en premier lieu la couronne, ne reconnaissait au fond aucun droit à l'Assemblée nationale, de qui seule il pouvait le tenir, mais dont il consentait à regret à le recevoir. Il cherchait à tout moment à passer, pour ainsi dire, par-dessus la tête de cette Assemblée, pour s'adresser, ou plutôt pour commander directement au pays duquel il se croyait en droit, en vertu d'un titre antérieur et supérieur, de réclamer l'obéissance. Aucune négociation régulière ne pouvait donc être engagée avec lui, puisqu'il n'accordait à personne un droit indépendant du sien. Il disait bien qu'il ne voulait pas, comme son aïeul, octroyer une charte à son bon plaisir, et qu'il consentait à la délibérer avec nous. Mais quand on insistait pour savoir en cas de conflit à qui resterait le dernier mot, jamais je n'ai pu faire dire à aucun de ceux qui parlaient en son nom, que sur un point quelconque il fût disposé ou résigné à céder.

Mais si nous ne pouvions rien faire avec lui par les voies régulières, nous passer de lui était également impossible. Le parti conservateur de l'Assemblée, — instrument nécessaire à la fondation de tout gouvernement régulier, — comprenait deux cents royalistes, qui tous assurément ne partageaient pas les doctrines absolues, moins encore les illusions de M. le comte de Chambord. Mais tous avaient pour lui un respect presque superstitieux et aucun n'osait le regarder en face. L'idée si simple, non seulement pour des libéraux de notre siècle, mais pour des aristocrates du moyen âge, de faire passer la couronne du titulaire au successeur, quand une incompatibilité d'humeur radicale et absolue existait entre le

pays
dans
sout
mod
vait
illus
pens
que
la p
le fo
d'ho
port
et m
que
I
l'As
de C
prêt
dan
mei
se p
bras
dès
blée
et p
ven
tric
mor
suis
25
bea

pays et le souverain, — cette idée tant de fois mise en pratique dans tous les pays monarchiques et qui est en quelque sorte la soupape de sûreté du principe héréditaire, — paraissait aux plus modérés d'entre eux un sacrilège dont la pensée même ne pouvait pas être abordée devant eux. Vainement, un de leurs plus illustres défenseurs, M. de Falloux, imprima-t-il un jour cette pensée sous cette forme aussi vive que juste : « Un roi n'est que l'usufruitier de sa couronne, il en a la jouissance et non la propriété. L'usufruitier ne peut pas couper la forêt ni ruiner le fond. » Les préjugés d'enfance, les scrupules, un faux point d'honneur, la crainte des propos de salon ou de sacristie l'emportaient sur les plus hautes considérations d'intérêt public, et maintenaient le parti tout entier dans une soumission plus que respectueuse pour la volonté du Prince.

Il était donc aussi impossible d'amener les royalistes de l'Assemblée à fonder la monarchie sans le concours du comte de Chambord, que d'amener le comte de Chambord à nous prêter ce concours dans des conditions acceptables. Et cependant, ces mêmes royalistes formaient le plus nombreux, le meilleur, le plus solide élément du parti conservateur, et en se plaçant en dehors d'eux, on tombait rapidement dans les bras et sous le joug du parti révolutionnaire. Voilà ce qui, dès le premier jour, a paralysé l'action de cette grande Assemblée, et lui a fait perdre tout le fruit de ses intentions éclairées et patriotiques. C'est contre cette difficulté que M. Thiers est venu échouer, dans la fondation de sa République conservatrice, et nous après lui, dans une entreprise de restauration monarchique. Un troisième essai est tenté aujourd'hui à la suite du compromis semi-républicain, semi-monarchique du 25 février.

Sera-t-il plus heureux que le précédent ? Je le souhaite sans beaucoup l'espérer.

31 mai 1875.

BROGLIE.

L'ILOT FRANÇAIS DANS LA CRISE MONDIALE

Vers le milieu de l'année 1929 la production mondiale, toujours plus active depuis 1925, entra brusquement dans une période de dépression qui n'est pas terminée à l'heure actuelle. Tous les indices de production, indice des textiles, indice des machines, indices des produits agricoles, etc... se mirent à baisser sans arrêt. La baisse moyenne atteignait déjà 15 à 20 pour cent un an plus tard et 25 pour cent environ au milieu de 1931, sans que l'on pût voir de signes d'amélioration certains. Naturellement, cette dépression a eu des répercussions marquées sur le marché du travail et la proportion des chômeurs a suivi une marche ascendante; à l'entrée de l'hiver 1931, les statistiques donnaient un total d'à peu près 20 millions de chômeurs pour les États-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne seuls.

Or, les indices de l'activité française métropolitaine, qui avaient même marqué une légère hausse au début de 1930, n'ont pas fléchi avant juillet, — à l'exception de l'indice des textiles, en baisse depuis l'accord franco-allemand d'août 1927, — et au cours de l'été 1931 le fléchissement moyen n'excédait pas encore 8 pour cent sur la période correspondante de 1929. En raison du départ de nombreux ouvriers algériens ou étrangers, du retour à la terre de quelques individualités et des efforts du patronat français, le nombre des chômeurs ne dépassait guère la centaine de mille en octobre. Depuis, ce nombre a forte-

ment augmenté, mais il n'est pas connu avec exactitude. Les faillites ont été relativement nombreuses, mais elles comprennent un nombre élevé d'entreprises minuscules.

En octobre, la situation de la France apparaissait donc tout à fait privilégiée en regard de la situation du reste du monde. De là à prétendre que la France s'enrichit aux dépens des autres pays, il n'y a qu'un pas, franchi depuis longtemps par les pays sur lesquels pèse la défaillance monétaire, et par les banques titulaires d'avances « gelées ».

Nous regrettons que la richesse française ne soit pas aussi grande qu'on l'imagine, et nous pensons utile d'exposer comment la France a pu, malgré l'interdépendance économique des peuples, se soustraire si longtemps à l'ambiance générale et combien cette euphorie relative est aujourd'hui compromise.

INTERDÉPENDANCE DES NATIONS ET PROSPÉRITÉ

On admet généralement que la France est un des rares pays qui se suffisent presque à eux-mêmes. Pourtant, avant de se coucher, le Français moyen a écouté la T. S. F. et le cuivre de son appareil, celui de l'antenne et des canalisations électriques viennent d'Amérique, d'Espagne ou d'Afrique; il s'endort dans des draps et sous des couvertures qui, comme son linge et ses vêtements, sont tissés avec du coton d'Amérique, du lin de Russie, de la laine d'Australie ou d'Argentine; à son réveil, il déjeune en lisant son journal; son café, son chocolat, son thé et le papier même de son journal viennent de l'étranger.

Personne ne prête plus attention à cette interdépendance des peuples et personne ne songe combien il faut remonter peu de générations pour trouver des ancêtres qui étaient strictement réduits à consommer exclusivement le blé, le beurre, les œufs, les fruits, la viande produits sur leur terroir et à ne porter que des vêtements faits du lin, du chanvre, de la laine produits dans leur province.

A cette époque, avec vingt millions d'habitants, la France était le pays le plus peuplé d'Europe, un des plus peuplés du monde et cependant les famines étaient fréquentes. Des philosophes, comme Malthus mort en 1834, hantés par la crainte que la Terre ne pût arriver à nourrir ses trop nombreux habi-

tants, préconisaient la restriction systématique des naissances. L'erreur était grossière, puisque depuis cette époque le nombre des habitants de la Terre s'est accru de plusieurs centaines de millions et que nous souffrons cependant d'une crise aiguë qui se manifeste par l'excès de la production sur la consommation.

C'est que, depuis lors, grâce à la navigation à vapeur, au chemin de fer et à l'automobile, les transports massifs de produits alimentaires, de matières premières, de marchandises ouvrees s'effectuent avec une vitesse, une certitude et un prix de revient tels que les lieux de production peuvent être aujourd'hui extrêmement éloignés des lieux de consommation. Les races opprimées, les races trop prolifiques à l'étroit dans leurs territoires ont émigré et sont allées sous tous les climats qu'elles pouvaient supporter, cultiver les territoires restés en friche et mettre en valeur les gisements miniers.

Le machinisme substitue de plus en plus la puissance mécanique à la force humaine ou animale, quelques manœuvres à peine spécialisés conduisent des métiers, des machines-outils, des machines agricoles et obtiennent en peu de temps, par le travail en série, le labour, l'ensemencement et la récolte mécaniques, des productions qui exigeaient auparavant des foules d'artisans et d'agriculteurs formés par d'interminables apprentissages. La proportion des agriculteurs et des artisans de toute nature doit donc sans cesse diminuer à notre époque ; mais il ne faut pas oublier que chacun de ceux qui subsistent, en quelque point du globe que ce soit, utilise un outillage dont la création, la mise au point, l'entretien sont l'œuvre d'une série d'industries en chapelet : industries extractives, métallurgiques, mécaniques, industries de force motrice et de transport, qui emploient elles-mêmes des manœuvres à peine spécialisés, encadrés et dirigés par des ingénieurs, équipés par des professionnels habiles : ajusteurs, outilleurs, metteurs au point, etc., et dont le siège est indépendant de celui des industries placées plus bas ou plus haut sur la chaîne.

Cet état de la production, résultat d'une évolution dont l'origine est à peine séculaire, se caractérise par l'indépendance des points d'extraction et de transformation, de production et de consommation. Plus cette évolution est marquée dans une nation, plus grande est la proportion de produits,

mè
poi
100
de
de
ora
l'Al
cote
ma
par
mer
l'Eu
lion
du
moi
de
vité
tech
A
latic
une
tion
l'ind
et le
duit
tion
l'act
Entr
de 6
s'éta
tion
Angl
Celle
égale
quan
régre
la ch

même périssables, qu'elle importe pour sa consommation des points du globe les plus éloignés. L'Angleterre importe 50 pour 100 de sa nourriture, 80 pour 100 de son blé, 100 pour 100 de son sucre, 70 pour 100 de ses fruits frais (poires et pommes de Californie, pêches du Portugal, fraises et cerises de France, oranges d'Espagne, bananes des Canaries et des Antilles, etc.); l'Allemagne importe 25 pour 100 de sa nourriture; mais les cotonnades anglaises, la houille anglaise et allemande, les machines anglaises et allemandes s'écoulent dans toutes les parties du monde.

Cette évolution se traduit par un immense développement démographique. Depuis cent ans, les populations de l'Europe et de l'Amérique du Nord ont augmenté de 400 millions d'hommes, celles de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique du Sud ont augmenté également, mais dans une proportion moins forte. Le confort, l'existence même de ces centaines de millions d'hommes sont suspendus au maintien de l'activité des transactions mondiales et à l'amélioration de la technique qui les entretient.

Au fur et à mesure des progrès du machinisme, une population agricole diminuant sans cesse a pu mettre en valeur une superficie toujours plus grande de la terre (1), et la production par tête a crû également sans cesse. Les progrès dans l'industrie ont en général été beaucoup plus marqués encore, et les besoins de tous se sont accrus avec la quantité de produits mise à la disposition de chacun. Les progrès de la production ont nettement stimulé les progrès de la consommation, l'activité des échanges relevant le *standard of living* général. Entre 1913 et 1925, la population mondiale avait augmenté de 6 pour 100 et la production de 16 pour 100. Le monde s'était enrichi et vivait mieux. Par exemple, la consommation par tête de beurre, bœuf, thé, fromage a augmenté en Angleterre de 50 pour 100, celle de bacon a presque doublé. Celle des produits industriels a considérablement augmenté également. Quelques pays ont cependant fait exception, et quand il s'agit de grands pays, leur stagnation, ou même leur régression, peut avoir une influence fâcheuse sur la marche de la chaîne des transactions.

(1) Quelque 60 millions d'hectares ont été défrichés depuis 1913.

TROIS CLIENTS DÉFAILLANTS

Or, il se trouve que trois pays, la Chine, les Indes anglaises, la Russie, dont la population globale atteint peut-être 900 millions d'hommes, sont précisément dans ce cas.

Depuis la révolution de 1911, le lien déjà assez lâche qui unissait les grandes provinces chinoises sous la domination de la dynastie mandchoue est complètement brisé ; la Chine n'est plus qu'une vague entité géographique, divisée entre quelques tyrannaux locaux appuyés sur des bandes armées. Les pillages répétés dont chaque province est victime tour à tour ont fait refluer dans les concessions européennes l'argent arraché aux habitants ou déterré çà et là et que les généraux y ont mis sous la protection des pavillons européens.

Les travaux publics n'existent plus, les ouvrages d'art ont été ruinés, l'entretien millénaire des digues a été abandonné, et maintenant les inondations détruisent ce que les pillards ont laissé aux paysans chinois. Après deux ans d'enquête sur place, Mr. E.-P. Bicknell, secrétaire général des Sociétés de Croix Rouge, a rapporté une documentation dont l'horreur dépasse l'imagination... Naturellement, les besoins des Chinois sont immenses, mais les moyens d'y satisfaire à peu près nuls, et les achats se limitent presque exclusivement aux vivres. Avant 1914, la Chine était exportatrice de blé ; de 1924 à 1926 elle a dû importer annuellement en blé et farine environ 5 millions de quintaux, et a dû laisser en Indochine une partie du riz dont elle manquait, mais qu'elle ne pouvait plus payer. Le pétrole lampant dont elle était le principal consommateur reste maintenant pour compte à la *Standard Oil* et à la *Shell*, etc., etc... En d'autres temps, les grandes nations blanches et les Japonais auraient contribué à rétablir l'ordre dans ce malheureux pays qui en a tant besoin, mais la propagande soviétique a semé la division et rendu la tâche de plus en plus difficile à des nations où le dernier mot appartient à l'électeur mal informé.

Aux Indes anglaises, la propagande socialiste et soviétique a porté également des fruits amers aux producteurs du monde entier. Dans ce pays qui, si loin qu'on remonte dans l'histoire, a toujours été divisé, ravagé par des guerres intestines ou des

raid
de B
écre
avec
très
rédu
rapi
et le
gogu
de d
saier
l'ind
europ
laine
filate
tions
aujour
25 po
L
de to
ment
sont
teur
Sovie
Russ
vaill
du tr
amér
A
ou su
sur l'
est co
trielle

Or
ticuli
depu
c'était

raids de conquérants, où de nos jours 200 millions de sectateurs de Brahma voudraient opprimer 80 millions de musulmans et écrasent 60 millions de parias, la domination anglaise avait, avec l'unité gouvernementale, l'ordre et la paix, apporté une très grande prospérité. D'immenses travaux hydrauliques réduisaient les famines auxquelles le crédit et les transports rapides permettaient de parer, mais les fonctionnaires locaux et les radjahs indigènes, excités ou encouragés par les démagogues européens et les agitateurs dressés à Moscou, s'efforcent de détruire la paix et l'autorité que 200 000 soldats blancs suffisaient à maintenir. En attendant les heureux (?) jours de l'indépendance totale, les Hindous boycottent les produits européens, spécialement anglais, Gandhi file son lin et sa laine, tisse lui-même ses vêtements, pendant que chôment les filateurs et les tisseurs de Manchester. Autrefois, les exportations et les importations hindoues s'équilibraient à peu près : aujourd'hui, les exportations dépassent les importations de 25 pour 100 en moyenne.

Le régime économique russe diffère radicalement de celui de tous les autres pays. Le commerce extérieur est intégralement entre les mains de l'État : exportations et importations sont complètement indépendantes des besoins du consommateur russe. Même les propagandistes les plus favorables aux Soviets sont obligés de reconnaître que le régime imposé aux Russes est un régime de privations très dures et que les travailleurs privilégiés sont très loin du *standard of living* du travailleur européen, *a fortiori* de celui du travailleur américain.

Ainsi, la moitié au moins des habitants du globe s'imposent ou subissent des privations qui se répercutent nécessairement sur l'économie des peuples évolués, entre les mains desquels est concentrée la plus grande partie de la production industrielle du monde.

LES MÉFAITS D'UNE PRODUCTION MAL ADAPTÉE

Or, de 1923 à 1927, les transactions mondiales ont été particulièrement actives, la production qui avait tant gagné depuis 1913 avait encore augmenté de 10 pour 100 environ, c'était un vrai « cycle de boom ». En activant la circulation

des richesses, on peut en effet augmenter considérablement la consommation par tête et, sous ce rapport, les États-Unis, avec leur « économie dirigée », y ont merveilleusement réussi pendant un certain nombre d'années. Le machinisme y ayant été poussé au dernier point de perfectionnement et de rationalisation, le pays étant par ailleurs exceptionnellement riche en matières premières de toute nature, la production par tête dépassait de loin celle de toutes les autres nations industrielles; aussi, sans que les prix de revient en fussent obérés outre mesure, les travailleurs pouvaient y recevoir des salaires presque triples de ceux de leurs congénères d'Europe et avoir une capacité d'achat chiffrée en heures de travail de 40 pour 100 au moins supérieure à la leur.

Les États-Unis étaient arrivés à représenter à peu près 20 pour 100 de la production de céréales et 50 pour 100 de la production industrielle du monde.

Pour accélérer l'allure de la chaîne des transactions, les ventes à tempérament s'étaient généralisées dans le pays, si bien que tous pouvaient acheter sans délai tout ce qui excitait leur envie. L'activité de toutes les branches de la production s'accroissait encore par l'inflation de crédit qui sévissait dans le pays. La hausse des titres et le développement des prêts sur titres multipliaient les disponibilités des capitalistes, leurs possibilités de se disputer les titres anciens et de souscrire aux émissions nouvelles. Grisés par leur prospérité, les États-Unis ne s'apercevaient pas que leur économie ne s'était pas adaptée, ainsi qu'il arrive généralement dans un « cycle de boom ». Ils étaient bien arrivés à stimuler la consommation, à répandre le goût de produits de plus en plus luxueux, à obtenir qu'on multipliât le nombre des automobiles dans chaque famille, qu'on changeât sans cesse les autos et les postes de T. S. F. pour profiter sans délai des moindres perfectionnements, etc..., mais on n'a jamais pu obtenir qu'un homme qui sort de table avale encore une livre de pain. La consommation des céréales est presque inextensible. C'est en ce qui concerne les produits agricoles, et spécialement le blé, que le défaut d'adaptation devait se manifester et faire gripper la chaîne des transactions.

Entre 1913 et 1929, la consommation de blé par tête a diminué dans les pays tempérés, où le pain était remplacé par des produits plus coûteux et plus agréables, et

augm
sible
c'éta
total
63 kil
au Ca
tait à
mach
surfa
d'hec
pend
20 po
A
marc
milli
134;

N
sible
l'exte
avaie
États
ceme
Cana

L
qui
excé
Whe
finar
orga
excé
et 8
A
pu à
de l
sonn
elle
stoc

augmenté dans les pays tropicaux où le pain devenait accessible aux indigènes (si paradoxale que la chose puisse paraître, c'était de part et d'autre signe d'enrichissement), mais au total la consommation moyenne par tête a baissé de 66 à 63 kilos. Aux États-Unis, elle était ramenée de 147 kilos à 125, au Canada de 314 à 214, tandis qu'en Europe la moyenne restait à 130 kilos. Si la consommation individuelle baissait, le machinisme agricole progressait dans le monde entier. Les surfaces emblavées passaient aux États-Unis de 19 millions d'hectares à plus de 24 millions (augmentation de 26 pour 100), pendant que, dans le monde entier, l'accroissement atteignait 20 pour 100.

Aussi depuis 1923 les stocks mondiaux de blé suivaient une marche ascendante accélérée des plus inquiétantes : 1923, 93 millions de quintaux ; 1926, 101 millions ; 1927, 113 ; 1928, 134 ; 1929, 216.

LA SURPRODUCTION AGRICOLE DÉCLENCHE LA CRISE

Naturellement, une telle accumulation de stocks était impossible par les seuls moyens des producteurs, d'autant plus que l'extension des emblavures et l'achat du matériel mécanique avaient épuisé leur capacité de crédit personnelle. Ce sont les États-Unis qui, pour la plus grande part, assumèrent le financement des extensions culturales, aussi bien chez eux qu'au Canada et en Argentine, et la valorisation des stocks.

Le *Federal Farm Board*, poussé par le président Hoover qui ménageait la puissance électorale des fermiers, achetait les excédents de récolte qu'on mettait en réserve. Le *Canadian Wheat Pool* en faisait autant de son côté avec l'aide de la finance américaine et anglaise. A la fin d'août 1929, ces deux organismes possédaient respectivement la presque totalité des excédents de leurs pays (220 millions de boisseaux de 36 litres et 80 millions de boisseaux).

Après la prodigieuse récolte de 1928, ces organismes avaient pu à grand peine valoriser la totalité des stocks ; or la récolte de 1929 fut en général médiocre, on renonça même à moissonner deux millions et demi d'hectares en Argentine, mais elle dépassa pourtant les besoins, et à la fin de la soudure les stocks étaient plus élevés que jamais. Cette fois, on était

géné à la fois par le manque de silos, de magasins et par la constatation déprimante qu'une mauvaise récolte ne corrigeait pas le défaut d'adaptation de la production.

Ce qui se passait pour le blé s'était passé pour le coton (*Federal Farm Board* et Gouvernement égyptien), pour le café (valorisation des cafés), pour le caoutchouc, etc... Les producteurs agricoles du monde entier étaient mis en face de l'impossibilité d'écouler leurs récoltes et leurs offres faisaient baisser les prix.

Le boisseau de blé se vendait 1 dollar 20 à Chicago avant la crise (1 dollar serait encore un prix acceptable), mais les cours tombaient rapidement à 0 dollar 75. Or la Russie allait apporter un élément perturbateur nouveau qui devait amplifier considérablement la crise. La récolte russe exceptionnellement abondante et le dépouillement des koulaks permirent aux Soviets de prélever 28 millions de quintaux destinés à financer le plan quinquennal. Cette quantité, bien que relativement faible comparativement à la récolte mondiale (830 millions de quintaux) et à l'exportation russe d'avant la guerre tombait sur un marché engorgé et fut vendue dans les conditions les plus désastreuses, même pour l'économie russe. Les cours effondrés dès 1930 le furent encore davantage au début de 1931, quand les Soviets vendirent à terme les excédents présumés de leur récolte de 1931. La baisse fut désastreuse pour tous. En septembre 1931, on offrait du blé au cours de 38 francs le quintal rendu dans un port français, soit environ le tiers du prix de revient mondial.

LA CRISE S'ÉTEND

La crise mondiale fut donc déclenchée par les excédents de blé, retardée et aggravée par la politique de valorisation des stocks de blé, de café, de coton, etc... L'arrêt des achats de la classe agricole fit gripper dans tous les pays la chaîne des transactions; chez les nations agricoles, principalement par suite de la mévente, des pertes sur la valeur des stocks; chez les nations industrielles, par suite de la cessation des achats des pays agricoles; chez les nations maritimes, par l'arrêt de la demande de fret. Les automobiles, meubles, appareils de T. S. F. et ménagers, etc... achetés à crédit aux États-Unis

furent mis en vente avant d'avoir été complètement payés et bloquèrent la production.

Par l'arrêt progressif des industries qui vendaient à la classe agricole, par la perte de la capacité d'achat de leur personnel et de leurs fournisseurs, les stocks destinés à des industries déjà congestionnées s'accumulèrent partout. Les stocks visibles de coton atteignaient 2 500 000 tonnes; ceux de cuivre 698 000 tonnes; ceux d'étain 60 000 tonnes; et les stocks de caoutchouc 550 000 tonnes.

Cette situation fut accompagnée d'un rapide dégonflement des valeurs en Bourse et de nombreuses défaillances de spéculateurs, de banquiers et d'industriels. Les titres baissèrent en Bourse de 60 pour 100 en moyenne.

Bien entendu, la crise se déclencha tardivement dans les pays qui avaient conservé un équilibre plus heureux entre l'agriculture et l'industrie, et qui défendirent le mieux leurs cultivateurs. Les pays scandinaves y réussirent un temps, mais eux aussi finirent par être gravement entraînés. En juin 1931, la proportion des chômeurs atteignait 25 pour 100 en Norvège, 12 pour 100 au Danemark et en Suède.

LA SITUATION DE LA FRANCE

La France est, de toutes les nations du globe, celle qui fut le mieux préservée. Pendant le « cycle de boom » (1925-1929), la prudence des hommes d'affaires et des banquiers français, les difficultés monétaires auxquelles il fallut parer en 1926, les impôts écrasants que devait supporter la production empêchèrent notre pays de suivre l'expansion incohérente des pays où le « boom » se manifesta le plus avec la collaboration des banquiers anglo-saxons, États-Unis, Canada, Argentine, Allemagne, etc..., et quand arriva la crise, l'économie nationale n'avait perdu ni son adaptation séculaire ni son harmonie interne entre la production agricole et la production industrielle. Dans ces conditions, les taxes douanières permettaient de défendre avec une facilité relative la classe agricole, et la loi du cadenas (élévation des droits et contingentement des exportations) eut une influence heureuse, malgré quelques inconvénients, tels que l'enrichissement excessif des importateurs de blé. Le cours du blé en France, qui avait fléchi à la

fin de 1930, fut ramené au-dessus du prix de revient français (115 francs environ) et se maintint entre 140 et 160 francs. Jusqu'à la fin de l'été de 1931, la classe agricole française ne perdit pas sa capacité d'achat, pas plus que la classe industrielle pour autant qu'elle alimente les agriculteurs et artisans campagnards. Là est le secret de la prospérité relative qui a régné dans l'ilot français au milieu de la crise mondiale.

Cependant, comme nous l'avons exposé au début de cette étude la France n'est pas indépendante de la chaîne mondiale des transactions, et les grippements qui gênaient le mouvement à l'extérieur devaient faire sentir leurs conséquences à l'intérieur. Tout d'abord, les matières premières et les produits alimentaires non contingentés, dont les débouchés habituels étaient restreints, s'offraient en France à des prix d'autant plus bas que les stocks visibles étaient plus forts (caoutchouc, coton, laine, soie artificielle, lin, cuivre, zinc, étain, plomb, etc...); il en résultait pour les producteurs et les transformateurs de la France métropolitaine ou coloniale une perte sèche sur les livraisons en cours, les stocks de matières premières et de produits. D'autre part, la hausse du blé, le maintien de la capacité d'achat des paysans, le poids écrasant des impôts créaient un décalage dangereux entre les prix de gros, — qui baissaient avec les cours internationaux de 619 en 1928 à 445 en septembre 1931, — et le coût de la vie qui montait pendant la même période de 105 à 120, en sens inverse du mouvement qui régnait à l'étranger (baisse des indices: Allemagne 152 à 134, Canada 98 à 88, États-Unis 101 à 85, Pays-Bas 170 à 154, etc...).

LA FRANCE TOUCHÉE A SON TOUR

Notre commerce extérieur, dont les exportations couvrent pour partie notre consommation de produits étrangers, s'est donc progressivement trouvé dans une situation de plus en plus difficile vis-à-vis de la concurrence étrangère, et le renversement de la balance du commerce extérieur a été accentué par le coup de fouet que nos importations ont subi du fait de la baisse des prix. En 1930, les importations ont augmenté de 8 pour 100 sur l'année 1929, les exportations ont baissé de 11 pour 100 et la situation ne s'est pas rétablie depuis. La balance, qui était

positive en 1927, est négative de sept milliards de francs pour les six premiers mois de 1931. On peut se dire pour se consoler que l'étranger vendant à perte, il vaut mieux être acquéreur que vendeur, mais, à vrai dire, la consolation est médiocre, et il ne faut pas se dissimuler que de mauvais jours sont venus.

La production française, qui travaillait pour l'étranger et pour les travailleurs retournés dans leur pays, a vu se raréfier ses transactions et c'est elle qui a perdu sa capacité d'achat. Une vague de restrictions s'est abattue sur la consommation des produits alimentaires et industriels dont le développement avait caractérisé la période d'euphorie antérieure : viande de boucherie, beurre, œufs, automobiles, appareils de T. S. F., etc. Entre novembre 1930 et novembre 1931, on a pu constater aux Halles et à la Villette les baisses suivantes : bœuf, 10,78 à 7,64 ; veau, 13,66 à 9,76 ; mouton, 17,58 à 13,90 ; porc, 12,20 à 10,20 ; beurre malaxé, 17,83 à 14,31 ; œufs de Normandie, 1328 à 1058 ; œufs étrangers, 920 à 643. La classe agricole a donc été finalement touchée par les restrictions qu'a dû s'imposer sa clientèle intérieure, et elle va l'être encore plus, l'Angleterre élevant une barrière douanière ; elle aussi perd progressivement une partie de sa capacité d'achat.

La chaîne des transactions intérieures françaises grippe à son tour.

Pendant que la France jouissait en 1930 et au début de 1931 de cette prospérité qui excitait la jalousie étrangère, les capitalistes français s'efforçaient de rapatrier leurs capitaux circulant à l'étranger par le canal des banques anglaises et hollandaises ; beaucoup de capitalistes étrangers, effrayés par les défaillances bancaires (plus de 2200 en un an et demi aux États-Unis) et par le dégonflement des titres soufflés par l'inflation de crédit qui sévissait aux États-Unis et qui s'était propagée, réalisaient leurs avoirs, achetaient des francs et abritaient leurs fonds en France, où les banques ne pouvaient plus leur donner d'intérêts en raison de la difficulté de les faire fructifier sans risques exagérés. Le besoin de sécurité primant toute considération, ces capitaux finirent par se transformer en or déposé ou vendu à la Banque de France dont l'encaisse dépasse aujourd'hui 60 milliards en regard d'une quantité de billets qui dépasse 80 milliards, en partie thésaurisés faute d'emploi qui paraisse suffisamment sûr à leurs propriétaires.

Cet afflux d'or apporte incontestablement une gêne sérieuse dans les opérations des Banques d'émission étrangères, mais il est hors de doute qu'il n'est en rien prémédité et même qu'il comporte un élément d'inquiétude pour l'avenir. Quand l'économie mondiale se sera adaptée, quand la chaîne des transactions reprendra sa marche active, les capitaux, venus se cacher sous forme de lingots dans les caves de la Banque de France, reprendront leur essor vers l'étranger. Il en serait encore de même si la dépression française s'aggravait trop sensiblement, si des troubles éclataient ou si le Gouvernement retombait sous le contrôle des socialistes. Les offres de francs contre devises et or seront alors massives et l'encaisse baissera aussi vite que sa crue fut rapide. L'effet moral sera considérable et la situation monétaire française en sera fortement troublée.

Si la reprise mondiale était prochaine, les prix de gros suivraient une marche ascensionnelle rapide et le désaccord avec les prix de détail intérieurs français pourrait disparaître avant que l'économie française eût été trop gravement ébranlée. Si au contraire la dépression se prolonge, l'industrie française sera de plus en plus paralysée, l'agriculture aura eu le temps de commencer à souffrir sérieusement et l'adaptation risque d'être plus difficile.

Déjà la loi de l'offre et de la demande a obligé les industriels à comprimer les éléments du prix de revient jusqu'à l'extrême limite accessible. Depuis longtemps, il n'était plus question de bénéfices; après avoir réduit les frais généraux de toute nature, ajourné des travaux même urgents, il a fallu toucher aux salaires. Et cependant la réduction des prix ne stimule pas les ventes. Des baisses massives de salaires peuvent devenir nécessaires, mais, même précédées d'une baisse sensible du prix de la vie et d'une extension du chômage, elles ne seront peut-être pas acceptées sans résistance. Peut-être devra-t-on reviser la fiscalité et réduire les charges fiscales et sociales qui pèsent sur la production et finissent par la désarmer complètement vis-à-vis de la concurrence étrangère, même sur notre marché intérieur. On peut se demander ce que sera la situation politique après les élections d'avril. Comment l'opinion publique aura-t-elle été éclairée et quelles auront été ses réactions? Ne peut-on redouter qu'une majorité mal préparée à examiner avec sang-froid et réalisme les

incidences économiques n'aggrave encore les imperfections de notre appareil fiscal? Les récents débats relatifs à la taxe douanière compensatrice de l'impôt sur le chiffre d'affaires montrent combien l'esprit de parti peut fausser le jugement.

PRONOSTICS

La France, loin de profiter de la crise mondiale, est intéressée à en voir la solution rapide; mais, si attentivement qu'on scrute l'horizon, on aperçoit aujourd'hui plus de nuages que d'embellies.

Tout d'abord, quand le moratorium général dont bénéficie actuellement l'Allemagne va expirer, il paraît tout à fait invraisemblable que les prêteurs puissent rentrer dans leurs avances. Dès 1927, l'Allemagne a souffert d'une rareté croissante de capitaux; le professeur Ohlin, de l'Université de Stockholm, a remarqué qu'à cette époque les milieux financiers avertis avaient déjà constaté que « des emprunts allemands effectués à l'étranger étaient utilisés d'une manière improductive et que les dépenses publiques n'étaient pas suffisamment restreintes ». Quand une banque continue les avances à court terme à de tels emprunteurs, le moins qu'on puisse faire est de la juger imprudente; quand arrivent les crises, de telles opérations se dénouent généralement par des faillites. Le malheur est que les capitaux ainsi aventurés atteignent des sommes astronomiques et que la situation de certains groupes financiers anglo-saxons est fort périlleuse. La question mérite réflexion et il n'est pas facile de décider s'il vaudra mieux procéder à une liquidation, malgré de pénibles répercussions, ou reporter le dénouement par une nouvelle inflation de crédit génératrice de nouveaux excès. Quelle que soit la solution adoptée, la remise en route ne peut en être facilitée.

Par ailleurs, la baisse de la livre sterling a fait subir de lourdes pertes aux producteurs déjà si malheureux et a compromis le mécanisme des compensations de crédit qui règlent les transactions internationales.

Les diverses nations se rejettent la responsabilité de la dépression mondiale et s'efforcent avant tout de protéger leur production nationale contre la concurrence étrangère qui s'intensifie. Elles élèvent des barrières douanières de plus en

plus hautes derrière lesquelles un chauvinisme exalté fait une publicité acharnée en faveur de la production nationale et organise le dumping d'après les méthodes allemandes : barrières et publicité qui gêneront efficacement la remise en marche de la chaîne des transactions.

Pis encore, certains pays (Allemagne, Finlande, Argentine, etc...) interdisent aux importateurs étrangers le change du produit de leurs ventes. Certains vont plus loin : l'Autriche bloque arbitrairement le règlement des importations de tout ce qui n'est pas matières premières pour son industrie ; la Hongrie décrète le moratorium des règlements à l'étranger. Que de difficultés pour l'avenir !

En tout état de cause, une remise en marche durable est tout à fait improbable, tant que la classe agricole du monde entier n'aura pas retrouvé sa capacité d'achat par la vente assurée d'une production normale à des prix rémunérateurs. Tant que la production mondiale de blé ne sera pas enfin équilibrée, l'économie mondiale ne pourra s'adapter réellement.

L'Europe, à l'exclusion de l'U. R. S. S., importe et les superficies emblavées en Europe ont peu varié de 1928 à 1931 (29,5 millions d'hectares contre 28,9). Elles ont sensiblement rétrogradé en Argentine, Australie, Canada, mais les États-Unis ont suivi une politique à courte vue dictée par le « président de la prospérité », le même qui annonçait en mars 1930 la reprise pour avril, et en juillet 1930 répondait à une délégation : « Messieurs, vous retardez de six semaines, nous avons franchi le mauvais pas. »

Le *Federal Farm Board* et d'autres organisations créées au cours de l'été 1929 en vue de l'application de la loi intitulée : *Agricultural Marketing Act*, ont travaillé à maintenir les prix du blé sans d'ailleurs obtenir un bien grand succès. Le seul résultat appréciable est que les surfaces emblavées par des agriculteurs officiellement encouragés ont été peu réduites et que les stocks visibles de blé y sont passés, entre mai 1930 et mai 1931, de 330 millions de quintaux à 500 millions de quintaux. Les États-Unis ne peuvent s'en prendre à personne de la continuation de la crise mondiale, sur laquelle la puissance de leur production a une influence décisive. A côté de ces stocks, les 28 millions de quintaux exportés de Russie sont peu de chose, bien que leur influence ait été grande sur l'effondre-

ment des prix et l'aggravation matérielle des pertes en raison de l'obstination avec laquelle les organismes d'État russes ont voulu en faire argent.

Il semble que la politique de restriction des emblavures, suivie en Argentine, Australie et Canada, y sera accentuée et sera suivie dans l'avenir aux États-Unis. La situation devrait donc s'améliorer progressivement, et vers le mois de juin on devrait pouvoir évaluer l'importance des stocks qui pèseront encore sur l'avenir. Cependant, du côté des États-Unis, le passé donne quelques motifs d'inquiétude sur l'usage qui sera fait des émissions de 500 millions et un milliard de dollars exigées par le président Hoover pour mettre à la disposition du Gouvernement américain des moyens d'intervention puissants.

Même si les stocks de céréales et de blé sont en régression sensible, même si les prix sont en hausse et tendent à se rapprocher du minimum compatible avec l'entretien de la classe agricole mondiale, le facteur soviétique restera redoutable. La capacité d'exportation normale de blé russe sera encore très longtemps faible à côté de celle des États-Unis, du Canada, de l'Argentine et de l'Australie, mais les opérations de réquisition sont conduites sans qu'il soit tenu compte des besoins intérieurs, et les organismes d'État qui traitent les opérations commerciales ne se préoccupent pas du prix de revient. Le marché des céréales restera longtemps sensible et des offres inopportunes ou répétées, même faibles, pourront briser tout espoir de relèvement ou de stabilité des prix. Or, sans finances ni réserves personnelles, sans pouvoir recourir à l'investissement de capitaux étrangers à long terme, les Soviets ont entrepris un plan quinquennal qui représente à peu près l'équivalent de la restauration des régions libérées françaises et qu'ils prétendent financer au jour le jour par l'exportation de pétrole et surtout de produits agricoles, bois, lin, blé particulièrement, qui s'abattent sur des marchés déjà saturés. La méfiance qu'inspirent leurs méthodes et leurs déclarations, leurs procédés commerciaux ont aggravé outre mesure le prix intrinsèque de l'opération et les privations imposées aux producteurs. Aux trois cinquièmes de l'exécution, le plan quinquennal a déjà coûté des sommes astronomiques, et il circule environ 425 milliards de traites dont le paiement est

problématique. Pour retarder une faillite probable, les Soviets auront vraisemblablement recours encore à des ventes désastreuses. Leur faillite accroîtrait d'ailleurs les difficultés des industriels, des banques et de l'État allemands, qui sont pour la plus grosse part porteurs et garants des traites russes.

L'interdépendance géographique des points de production et des lieux de consommation rend aujourd'hui les peuples solidaires sur le plan économique et l'arrêt généralisé de la chaîne mondiale des transactions est un phénomène nouveau qui dépasse de loin les crises antérieures. La dépression mondiale se manifeste par l'excès de la production sur la consommation et c'est ce qui la différencie essentiellement des périodes de calamité qui ont désolé la terre dans les siècles antérieurs. Il est démontré que la terre pourrait nourrir largement une population beaucoup plus nombreuse, mais il est également démontré que la production a crû trop vite pour pouvoir bien s'adapter aux nouvelles conditions des transactions et aux besoins certains : en dépit de quelques incohérences qui retardent la solution, cette adaptation se fera, elle se fait.

Malgré les difficultés à provenir éventuellement des faillites allemandes et russes répercutées en Angleterre, aux États-Unis, ailleurs aussi, il est certain que le monde surmontera la dépression actuelle. Dans l'ensemble, il est merveilleusement outillé pour produire et l'abondance des stocks de matières premières, qui pèse aujourd'hui sur les producteurs, permettra, en revanche, une remise en marche rapide de la chaîne des transactions le jour où la classe agricole aura retrouvé sa capacité d'achat. Le moment de la remise en route de l'industrie serait d'ailleurs rapproché, si les Indes, la Chine, la Russie rentraient dans le circuit. Dans ces deux derniers pays notamment, les besoins sont immenses, et c'est seulement l'anarchie ou des conceptions sociales absurdes qui y entretiennent des privations inutiles.

Il n'est pas douteux que les privations que supportent actuellement les producteurs et les travailleurs seront payées un jour par une réduction de la journée de travail et un accroissement du confort individuel.

J. BOISSONNET.

L'EXPOSITION D'ART FRANÇAIS A LONDRES

DANS le cadre massif et romain du palais de Piccadilly, maison de Sir Joshua Reynolds, où nous avons vu se succéder les expositions flamande, hollandaise, italienne, persane, qui sont de plus en plus l'événement de l'année artistique, c'est notre tour de donner la fête et l'on ne dira pas que nous n'avons pas bien fait les choses : la fête est vraiment magnifique.

Il faut remercier nos hôtes de la Royal Academy et puis tous nos amis, conservateurs du Louvre, des Arts décoratifs, MM. Jean Guiffrey, Vitry, Paul Jamot, Carle Dreyfus, Pol Neveux, Louis Metman, Alfassa, Guérin, tout l'état-major de nos musées qui prodigue sa peine depuis six mois pour organiser cette revue de la beauté française. M. René Huyghe s'est montré une fois de plus un metteur en scène accompli et le plus adroit des accrocheurs. M. Fortuny a dit aux brumes : *Fiat lux* et a exécuté des douches de lumière et des miracles d'éclairage. Chacun y a mis du sien et y a été de tout son cœur. Le résultat est un triomphe.

Mais ce qui distingue cette exposition de celles qui l'ont précédée dans le même local, c'est qu'elle était attendue et désirée depuis longtemps. L'opinion anglaise l'appelait. Chaque fois que je retourne à Londres depuis la guerre, j'y vois s'accroître, par les choix les plus intelligents, les collections françaises de la National ou de la Tate Gallery. Peut-être y a-t-il aujourd'hui dans certaines classes anglaises un public plus curieux de nos gloires contemporaines, Matisse, Derain, Vuillard, Bussy ou Segonzac, qu'on ne le trouverait chez nous dans des milieux équivalents. Quel changement depuis Ruskin !

SOUVENT, ces jours derniers, allant de Kensington vers le rond-point de Piccadilly, j'esquissais une histoire de nos rapports pittoresques et de nos amitiés artistiques franco-anglaises. Amitiés semblables au ciel de Londres, variables, capricieuses, pleines de sourires et d'éclipses! Climat lunatique comme la mer et chatoyant comme l'opale. Tandis que mes confrères disposaient leurs vitrines, arrangeaient leurs derniers tableaux et leurs derniers dessins, je descendais à Westminster, dans le chœur où reposent en cercle, comme dans un dortoir de légende, en gisants fantômes de cuivre, les antiques siècles des rois normands, Henri, Édouard, Richard, surtout Éléonore, chef-d'œuvre de William Torel, étendue comme un lys sur sa couche damassée de castilles et de léopards, qu'entoure cette épitaphe dont je ne me lasse pas : « Icy gist Alianor, jadis femme al rey Edeward... »

Sait-on que le plus vieux morceau de peinture française, panneau vermoulu, ravissant, bien antérieur à Giotto, et où se montre déjà tout le raffinement de Paris, se trouve conservé dans cette chapelle de Westminster? C'est dommage que ce doyen des primitifs français soit tout à fait intransportable. Sa ruine charmante formerait la préface de l'Exposition. On a dû se contenter du portrait de Jean le Bon, ce pauvre sire à front de bœuf et léger de cervelle : ce n'est pas la première fois qu'il quitte son Louvre pour un château des bords de la Tamise. Le prisonnier de Poitiers (on a eu le joli geste de mettre aussi à Burlington-House le *Poitiers* de Delacroix) connaissait le chemin de Londres. Qui sait si le tableau ne fut pas peint là-bas, par un des peintres que le Valois avait emmenés avec ses faucons, ses jongleurs, pour distraire les loisirs de sa captivité? Pendant tout le *xiv^e* siècle, il n'y eut qu'un art et qu'un langage des deux côtés du détroit. Cette longue aventure française de la Guerre de Cent ans, c'est un peu le pendant de notre équipée d'Italie : moitié envie, moitié amour, l'Angleterre pensa s'y perdre. Qui la rendit à elle-même, la détacha de nous, dénoua le nœud de nos destinées? Une jeune fille, la Pucelle, qui ne fit pas moins pour elle que la grande Élisabeth elle-même et à qui Londres doit comme Paris des autels. On ne peut s'empêcher de regretter cette absente à l'Exposition.

Un second épisode se place à la fin du règne de Louis XIV.

L'Angleterre insulaire, opulent vaisseau de haut-bord, puissante république de lords et de marchands, l'Angleterre de Saint-Évremond et des *Lettres anglaises*, devient pour le reste du monde ce qu'est aujourd'hui l'Amérique : nos peintres, portraitistes ou décorateurs, La Fosse, Desportes, Largillière, passent le détroit et vont à Londres comme nos contemporains font campagne à New-York. Parmi ces étrangers débarque un jour Watteau. Qu'allait chercher à Londres le pauvre Lélío ? l'argent ou la santé ? une diversion à sa mélancolie ou l'apaisement de ses nerfs et de la toux qui le tourmente ? Il venait, dit-on, consulter un fameux thérapeute appelé le docteur Mead ; l'Esculape ne sut le guérir. Le voyage fut un désastre. C'était l'hiver, la saison des brouillards, des frimas : le séjour le plus contre-indiqué pour un malheureux qui s'en allait de la poitrine. Loin de soulager ses maux, l'air humide de la ville, joint, disent ses biographes, à la fumée du charbon qu'on brûle dans le pays, ne fit que hâter la consommation. Il était parti menacé, il revint presque à l'agonie, la mort entre les dents. J'ai cherché à l'Exposition le beau dessin d'Oxford, conclusion de sa mésaventure, la sanguine du *Naufrage*. Je n'aime pas beaucoup l'histoire romancée, mais pourtant, je l'avoue, parmi les sujets de rêverie que je poursuis dans Londres, par les rues autour de Saint-Paul et les noires venelles qui dégringolent du Strand à la Tamise, comment ne pas chercher la silhouette du promeneur fiévreux et inquiet, grelottant et perdu dans la foule étrangère, en proie au spleen et au chagrin, agité par la nostalgie et pourchassé par son guignon ? Détresse de Watteau solitaire dans ce pays où ses songes un jour devaient enchanter tant de cœurs. Parfois, on imagine qu'un timide soleil hésitant derrière des vapeurs lui fait entrevoir les campagnes féeriques où ce malade a coutume de situer le bonheur ; et il arrive que dans le décor altéré de la ville, un semblable effet recompose une minute au-dessus de nos têtes le mobile paysage qui jadis consola Watteau.

Je laisse de côté les émigrés, les Vigée-Lebrun, les Danloux, la bande d'oiseaux dispersés par la Révolution. Troisième épisode : c'est après le blocus continental, un vif moment de curiosité et d'allées et venues entre les deux pays. Géricault expose à Londres son *Radeau de la Méduse* et en rapporte le

Derby d'Epsom ; en retour, Bonington travaille dans l'atelier de Gros, les Fielding s'installent à Paris, Constable y envoie ses paysages : coup de foudre pour le jeune auteur des *Massacres de Scio*, sur le point de partir pour Rome et qui prend brusquement passage pour l'Angleterre. L'influence des idées anglaises sur le groupe romantique, les Devéria, Eugène Lami, Paul Huet, le charmant Poterlet, n'est plus à signaler. Delacroix en est plein. Quel enthousiasme pour Wilkie, pour Turner, pour Lawrence ! Quelle ferveur pour Byron, Shakespeare, Walter Scott ! Il eût été facile de tapisser une salle rien qu'avec ses peintures anglaises. L'Exposition nous montre au moins son délicieux portrait en Ravenswood (à M. Paul Jamot) et le furieux *Combat du Giaour et du Pacha* (au comte de Lastours). Le Louvre a prêté enfin son incomparable exemplaire d'*Hamlet au cimetière*, avec son groupe pensif et son ciel trouble et sulfureux dont le soufflé agile l'aigrette de ce prince des songeurs :

Le vent qui fait voler ta plume noire
Et te caresse, Hamlet, ô jeune Hamlet !...

Enfin, quatrième moment : le voyage de Claude Monet et sa rencontre avec Turner, le chemin de Damas de l'impressionnisme. Artistes français fixés à Londres, comme James Tissot, Alphonse Legros, l'auteur de l'*Ex-voto* de Dijon, et qui fut le maître à dessiner d'innombrables *misses* de la société anglaise. Visites rituelles de Fantin-Latour chez ses amis Edwards qui lui trouvent des clients pour ses fleurs et ses fantaisies wagnériennes. Succès de Rodin, appelé par son camarade Legros, et président, après Whistler, de la Royal Academy.

Voilà, en quelques mots, et avec beaucoup d'omissions, un aperçu du thème : et je n'ai rien dit des cathédrales ni de la tapisserie de Bayeux (celle-ci malheureusement ne pouvait être déplacée). Mais la National Gallery vient d'acquérir, il y a quelques mois, une œuvre également historique et, pour l'art, beaucoup plus précieuse : c'est le fameux diptyque Pembroke, la perle de l'école de Malouel et de Brøderlam, et qui montre le roi Richard II présenté par saint Jean-Baptiste et les patrons de l'Angleterre à la reine du Paradis. Quelle fortune d'avoir le portrait du héros de Shakespeare peint par un maître de chez nous ! Le tableau est intact et d'une incroyable fraîcheur :

le panneau de la Vierge flottant sur la prairie, environnée de génuflexions et de froufrous de plumes, devant une haie d'anges au port d'armes de leurs ailes aiguës, est un concert en bleu, une symphonie d'azurs qu'égalent seuls certains vitraux de turquoise et de lapis : un morceau de ciel incarné en souriantes et courtoises figures. Mais la merveille est le revers qui ne montre autre chose qu'une biche couchée, aux écoutes dans l'herbe (cette biche était l'emblème de la mère du roi). Pisanello ni le Japon n'ont rien laissé de plus parfait. La jolie bête douce et perplexe, aux formes de jeune fille, dresse l'oreille et, comme le gazon dont les fines soies frangent le tableau, frissonne au moindre souffle. Charmante alarme, prompte à la fuite ! Craintif et léger animal, lueur furtive des clairières d'Albion, ami de Jacques le mélancolique ! Un magicien de chez nous a su apprivoiser la nymphe effarouchée, saisir sous la robe du faon le romanesque de l'âme anglaise. Saurons-nous à notre tour retenir la délicate, émue et poétique capture ?

Pour ce tableau de l'art français, on a eu la coquetterie de ne rien demander aux musées de Londres. Paris, la province, l'étranger, l'Italie, la Hollande, la Suède, la Pologne, l'Irlande, Vienne, Berlin, Edimbourg, New-York, Philadelphie, ont prêté leurs plus rares merveilles ; jamais tant de chefs-d'œuvre à la fois. Il y a pour quelques semaines aux bords de la Tamise une sorte de Louvre idéal, un ensemble momentané et suprême qui ne se reverra pas deux fois, comme si un despote, un tout-puissant génie avait eu le droit de faire son choix dans les premières galeries du monde et de réunir ce que le temps et les hasards ont dispersé.

Complet, il fallait bien se résoudre à ne pas l'être : la statuaire, qui est l'art français par excellence, n'est pas un art d'exportation. Il fallait s'en tenir à jalonner la route : une douzaine de figures, des statues de Corbeil à la *Diane* de Houdon et des Musiciens de Reims à l'*Age d'airain* de Rodin, marquent les étapes, les pierres milliaires de cette avenue royale de la sculpture française. Quelques bustes comme le *Morvilliers* de Germain Pilon, le *Richelieu* de Jean Warin, le *Louis XIV* et le *Grand Condé* de Coysevox, le *Napoléon* à profil de César du musée de Dijon, sans oublier l'aimable Sainte Nitouche, la

jolie Récamier de Chinard, rappellent discrètement les grandes pages de l'histoire et des gloires qui ont fait assez belle figure dans le monde.

Le moyen âge a son sanctuaire au seuil de l'Exposition, son écrin, son trésor de joyaux incomparables : chasses, émaux, reliures, coffrets, bijoux de nacre et de cristal, et les plus beaux ivoires du monde, épaves échappées au naufrage des siècles et où murmure un passé de croisades comme la rumeur de la mer au fond des coquillages. Ici, la panoplie des *regalia* du sacre, le glaive de Charlemagne, le sceptre de nos rois et la main de justice, le calice de saint Remi, l'œuf de la Sainte Épine. Reliquaires chargés de poésie, d'un immense pouvoir de songe ! Qui pourrait exposer de pareils titres de noblesse ? Au centre, dans son éclat barbare et composite, son luxe d'idole et de lingot, rayonne l'archaïque et baroque fétiche, la vénérable Majesté de sainte Foy de Conques. En trois siècles, de cette effigie sauvage et auvergnate, rude divinité chthonienne, semblable à quelque source rustique du Plateau central, jusqu'à l'exquise fleur de la Vierge du Louvre, la Vierge de vermeil donnée par Jeanne d'Évreux à la Sainte-Chapelle, miracle d'élégance attique et parisienne, quel parcours ! Entre ces deux figures tient tout le moyen âge : les siècles de la cathédrale dans le creux de la main.

C'est naturellement la peinture qui forme le principal de l'Exposition, et la peinture française n'a jamais été, avant le *xix^e* siècle, qu'une branche accessoire, presque un hors-d'œuvre de notre art. Quand la Hollande mobilise ses Hals et ses Rembrandt, elle a disposé de toute son armée : nos peintres ne sont qu'une troupe légère dans un corps qui comprend surtout des architectes et des sculpteurs. Il ne faut jamais oublier que la peinture proprement dite, sur panneau ou sur toile, ne constitue qu'une étroite province de la peinture française : la miniature et le vitrail jusqu'à la Renaissance, la tapisserie jusqu'à Louis XVI, ont été les formes nationales et les plus somptueuses de l'art de peindre. David est le premier des grands maîtres qui n'ait pas été avant tout un tapissier. Une exposition française qui ne comprendrait pas quelques tapisseries serait aussi incomplète que l'est nécessairement une exposition italienne, privée de fresques. La tapisserie joue chez nous jusqu'à la fin de l'Ancien Régime précisément le même

rôle que tient la fresque en Italie. C'est ce que n'ont eu garde de méconnaître les organisateurs de l'Exposition. Quelques pièces détachées de l'*Apocalypse* d'Angers, quelques Gobelins et quelques Beauvais rappellent au visiteur ce postulat de notre peinture.

C'est ce qui me dispense de m'attarder aux salles des Primitifs. Je laisse aux spécialistes le soin d'éclaircir la question des œuvres attribuées au Maître de Moulins. La petite *Nativité* d'Autun et le *Saint Georges* de Glasgow sont évidemment deux merveilles; j'ai peine à y reconnaître la main du même auteur. Je verrais plutôt des rapports entre le tableau de Glasgow et le magnifique donateur de la *Nativité* d'Avignon. Le problème des Clouet n'est pas moins compliqué : on trouvera ici le noyau solide des trois œuvres datées du second de ces artistes, le *Charles IX* de Vienne, la *Toilette* de Richmond et le tableau du Louvre, et il en résulte que le cadet des Janet est un bon praticien fort italianisé à la manière de Bronzino, tout à fait incapable de la délicate beauté et de l'application minutieuse et tendre que révèle le portrait d'*Élisabeth d'Autriche*.

Dans cette revue de trois cents tableaux qui résument l'histoire de la peinture française, il se trouve que le XVIII^e siècle paraît un peu sacrifié : on a pensé avec raison qu'il était assez populaire et qu'il paraissait superflu de le faire connaître davantage aux Anglais qui possèdent déjà la collection Wallace. Sans doute, la jolie *O'Murphy* (à M. Jean Charpentier), le grand portrait de la Pompadour (au baron Maurice de Rothschild) sont des morceaux de roi, mais ajoutent peu à ce que le Louvre nous apprend de Boucher. D'admirables Chardin (de Stockholm, de Glasgow), d'agréables de Troy, brillants et un peu vulgaires, d'aimables Lépicié (au baron Henri de Rothschild) ne sont pas non plus ce qu'on appelle des révélations. Un seul maître de cette époque (je ne parle pas de Watteau, dont le *Gilles* est décidément un des maîtres-tableaux du monde) sort grandi de cette exposition : c'est Perronneau, qui n'est pas seulement supérieur à La Tour et à tous les Nattier et les Drouais du siècle, mais dont certains morceaux, comme le portrait de Dublin ou celui d'un ecclésiastique d'Utrecht (à Sir Philipp Sassoon), surtout le spirituel *Cazotte* en veste rose crevette (à M^{me} Meyer-Sassoon) ne sont

guère comparables qu'à certains bustes de Goya. Quant au pastel de *M^{me} Chevetot* (au musée d'Orléans) et à l'inimitable *M^{me} de Sorquainville* (à M. David-Weill), cette fine mouche au regard si tendre, aux traits chiffonnés, délicats, dans une perfection de robe paille à échelles de soie bleu pâle, ce sont des choses inimaginables partout ailleurs qu'en France, le suprême de ce chef-d'œuvre de la vie civilisée que fut la femme française, l'honnête femme de ce temps-là.

Au contraire, deux siècles, le *xvii^e* et le *xix^e*, brillent d'une gloire insoupçonnée. On imagine difficilement le saisissement qui vous attend dans la salle Le Nain, ce qui se dégage d'éternel de ces graves peintures. Il y a là une tenue, une autorité, une élévation qui nous transportent à mille lieues des Steen et des Brouwer, une dignité de style qu'on ne trouve peut-être (avec moins de tendresse) que dans certains tableaux de la jeunesse de Velazquez. J'aimerais parler aussi de l'étonnant Dumesnil de la Tour, dont le tableau de Rennes est une des grandes choses de la peinture française. Mais tout s'efface et fait silence devant la royauté de Poussin. Bien peu de critiques avaient pu voir les magnifiques pendants qui appartiennent à lord Radnor; et le *Paysage aux trois moines* (à S. A. le prince Paul de Serbie), dont on ne connaissait que la réplique médiocre du musée de Montauban, sera certainement une des surprises de l'exposition. J'ai eu une joie particulière en retrouvant à une place d'honneur le *Mariage mystique de Sainte Catherine*, ce grand tableau de la collection Cook, à Richmond: j'ai toujours eu un faible pour cette œuvre dorée et toute giorgionesque, qui respire autant de volupté que la *Sainte Cécile* du Prado et que, je ne sais pourquoi, les érudits allemands comme M. Grautoff et M. Friedlaender retranchent du catalogue de Poussin. J'y vois au contraire une des plus belles effusions de la jeunesse du maître, encore sans contrainte, plein de flamme et d'abandon, lyrique, blond, expansif, somptueux, bien plus vénitien que romain, avec une grandeur de formes qui annonce déjà la sublime beauté du *Couronnement du poète*.

Je m'arrache avec peine à ces chants du génie. Qui ne voudrait s'arrêter, faire halte dans l'ombre des rêveries de Poussin? Que ne puis-je m'attarder au bord du golfe crépusculaire, dans le demi-jour où Claude dresse la masse confuse du *Château*

enchanté (à M. Thomas Lloyd), sous le clair de lune bleuté de la *Chasse de Diane*, ou devant la féerie radieuse de la *Flotte d'Énée* (à M. John Robarts)? Que n'ai-je le temps et la place de parler de Watteau? Watteau, Claude, Poussin, les trois maîtres depuis toujours les plus proches de l'âme anglaise, la vraie trinité poétique de notre peinture classique.

JE ne suis pas sûr que rien dans notre art me touche davantage. Mais c'est pourtant le siècle dernier qui forme le sommet de ces cinq siècles de peinture. Ici, il faut bien en convenir, l'art français n'a plus de rivaux. Aucune école au monde ne peut sur ce terrain lui disputer la première place. L'Italie n'a plus rien après ses Tiepolo et ses Guardi, l'Espagne s'éteint après Goya. Si Bruges et Florence ont sans doute un plus fécond *quattrocento*, ce qui nous manque dans les débuts s'équilibre et se regagne par l'ampleur de la fin. Le salon d'honneur de Burlington-House, où se concentrent les grandes œuvres de David à Cézanne, le *Saint Symphorien* d'Ingres, les *Femmes d'Alger* et le *Trajan* de Delacroix, la *Toilette* de Corot, vingt toiles de Courbet, de Manet, de Degas, de Renoir, offre un spectacle sans égal depuis le siècle de Léon X.

Ce qui est surprenant, c'est l'accord qui résulte de tant d'œuvres si différentes. Classiques, romantiques, naturalistes, impressionnistes, nous avons tellement pris l'habitude de ces classifications, qu'elles nous cachent la réalité, à peu près comme la division par siècles introduit des cloisons qui disloquent le courant continu de la vie. Au Louvre il faut chercher dans cinq ou six endroits, séparés par des lieues de galeries, l'œuvre non pas même d'un seul temps, mais d'un seul maître : on perd le fil dans ce dédale, les moments de l'histoire sont les grains d'un collier qui s'égrène. Ici, avec beaucoup de raison, on a recherché au contraire la liaison, l'amalgame. Sans brouiller l'ordre des temps, on n'a pas craint parfois de les laisser déborder légèrement l'un sur l'autre. Par d'insensibles glissements, par un jeu subtil des tableaux, on a un peu mêlé les cartes, rapproché des ouvrages venus des antipodes et qui, au bout d'un moment, fraternisent.

La *Source* d'Ingres s'étonne de former un pendant parfait à la *Toilette* de Corot. Le fougueux portrait du général Four-

nier-Sarlovèze par le baron Gros, équilibre sa tache écarlate avec le velours pourpre du *Portrait du Premier Consul*. Le prodigieux *Saint Symphorien* de la cathédrale d'Autun, ainsi que son vis-à-vis, le grand portrait équestre du *Comte Potocki*, par David, apparaissent encadrés respectivement par deux Manet, sans aucune trace de discordance. Entre tous ces ouvrages qu'on croyait ennemis règne la paix des chefs-d'œuvre.

Magnifique unisson de la peinture française! Peut-être n'est-il pas aisé à définir. A partir de David, il se produit dans l'art un fait nouveau, une dimension inédite, un agrandissement comparable à celui que Ronsard a opéré en prosodie ou Beethoven dans l'ordre de l'orchestre et des sons. A dater de ce moment, une succession de grands maîtres commence : Ingres et Géricault, Delacroix et Courbet, Daumier et Corot, Manet et Degas, Cézanne, Renoir, Monet, Seurat, Gauguin, une suite de quatre ou cinq générations qui accomplissent sur le langage plastique une série de transformations sans exemple depuis que le même travail s'était fait dans le passage de l'art roman à l'art gothique, ou qu'on l'avait vu à Florence au temps de Masaccio et de Donatello. Laboratoire inouï de formes et d'idées. Chacun ne s'occupe que de lui-même, semble s'opposer à tous les autres et tout s'enchaîne cependant comme une suite de théorèmes. Personne ne consulte ni ne copie autrui; personne ne veut du tout fait, tous paraissent se contredire et tous parlent la même langue.

C'est ce qui explique le développement particulier de la peinture française : point d'écoles comme en Italie, point de formules qui se répètent. L'art italien (c'est un de ses charmes) a presque toujours l'accent local : il y a un dialecte spécial, une beauté siennoise, ombrienne, qui n'est nullement celle de Florence, de Padoue, de Milan. En France, les choses se passent un peu différemment. A peine peut-on reconnaître chez Ingres un art de l'arabesque, de la ligne expressive qui se rattache nettement, quoique d'une manière tout à fait inconsciente, aux vieux sculpteurs du Languedoc et aux miraculeux stylistes de Toulouse et de Moissac. En général, on voit plutôt des phénomènes sporadiques, sans filiation apparente, se reproduisant à grande distance d'une façon assez mystérieuse : il y a des familles d'esprits, des groupes naturels qui se forment à de longs intervalles, nullement de père en

ils et de maître à élève, selon des lois qui nous échappent. Il y a un de ces groupes qui va des Le Nain à Chardin, à Corot, à Cézanne. Un second reparait de Vouet à Le Sueur, à Greuze, à Prud'hon, à Renoir. Rien de plus malaisé à tracer que de telles généalogies; rien de plus évident, de plus obscur et de plus positif que ces signes de la race.

Dans l'ensemble, chacune de ces œuvres représente une aventure et une expérience : s'il y a une chose française, qui ressort de toute cette Exposition, c'est l'absence de convention, l'horreur de toute manière et de toute rhétorique, une droiture intrépide qui refuse avant tout de tricher, de mentir. Ah! la bravoure, le « cran » de Manet! La gentillesse et la crânerie de *l'Enfant à l'épée*, de *l'Enfant aux bulles de savon*! Comme cela sort directement de Fouquet, de Chardin. Comme cela se tient! Comme c'est homogène! De toutes les toiles ici rassemblées, je n'en vois guère qu'une seule un peu dépaycée, c'est le *Trajan* de Delacroix : là il y a un peu de fracas, de théâtre, quelque chose de très beau, mais qui n'a pas l'accent d'ici et rappelle un peu la pompe d'un Tintoret, d'un Solimène. Combien on préfère à ce beau délire et à ces éclats de fanfares le calme magique des *Femmes d'Alger*! Combien cette composition charmante s'accorde mieux avec la simplicité d'un Manet, avec la candeur d'un Corot, avec la musique secrète de la *Femme à la mandoline* ou du *Bar des Folies-Bergères*! Il faut s'y reprendre à deux fois pour s'expliquer que de tels chefs-d'œuvre aient pu faire scandale. Mais rien de plus français qu'une pareille audace : la devise de M. Ingres, « la probité de l'art », ou celle de Hugo, que « l'art aussi est un courage ». Il n'y a pas plus courageux que cette peinture du XIX^e siècle, avec son goût du risque, son intransigeante passion du vivant et du vrai, disons d'un mot, l'honnêteté, et ce caractère qui l'apparente aux meilleures œuvres de notre génie, celui de l'authenticité.

Une des « sensations » de l'Exposition est le retable de Nouans, totalement ignoré jusqu'à l'été dernier, lorsque M. Paul Vitry le découvrit en se promenant dans une paroisse de son pays d'Indre-et-Loire : cette *Pietà* inconnue sera demain aussi célèbre que celle d'Avignon. Cette Passion avec ses deux groupes séparés par le pied de la croix, d'un côté la scène traditionnelle, de l'autre les gens du village, devient

une scène intime, quelque chose comme un deuil de famille : on dirait une illustration de Péguy. Ces visages de paysannes navrées, enveloppées de guimpes monacales, autour du chanoine donateur, agenouillé dans son surplis, c'est une chose qui ne ressemble à rien, profondément originale, ni italienne, ni flamande : et déjà, dans cette œuvre toute religieuse, on admire cette largeur de faire, cet accent de vérité et d'absolue indépendance qui sont l'accent reconnaissable de Manet et qui font la beauté d'*Argenteuil* ou de *Chez le père Lathuile*.

Du reste, il y a toujours, chez ces maîtres de France, un goût, un héritage de culture et d'esprit, une aristocratie native ou un instinct qui se charge, quels que soient les sujets, d'y mettre l'ordre et le style. Cet élément de rythme est peut-être plus apparent chez les nobles musiciens du *xvii^e* siècle, dans les oratorios ou les pastorales de Poussin, le Rameau de notre peinture, ou dans les fêtes galantes de Watteau, qui sont du Couperin, du Mozart. Il n'est jamais absent des meilleures œuvres de Manet. Il habite toujours, soit paysage, soit figure, tout ce qui est sorti du pinceau de Corot : jusqu'au moment où, pour sortir des trivialités du trompe-l'œil et du naturalisme, un Odilon Redon, un Seurat, un Gauguin ont voulu extraire, isoler cet élément musical, en faire le thème presque unique de la peinture.

Ce spectacle nous remplit de gloire. Ce qui inspire en revanche quelque mélancolie, c'est que de tant de chefs-d'œuvre, à peine avons-nous su conserver quelques-uns. Presque tous, proscrits, condamnés, honnis par l'opinion, nous reviennent aujourd'hui d'Allemagne ou d'Amérique. Nous avons laissé échapper nos trésors, comme le *xviii^e* siècle avait permis à la Prusse, à la Suède ou à la Russie de rassembler presque tout Chardin et tout Watteau. La consolation qui nous reste, c'est que ces beautés méconnues font notre propagande, parlent français à l'étranger. Peut-être nos artistes nous rendent-ils ainsi plus de services qu'ils ne feraient au Louvre. Peut-être la Providence fait-elle bien les choses. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'art français est le meilleur ambassadeur de notre esprit dans le monde.

LOUIS GILLET.

REVUE SCIENTIFIQUE

L'AMPLIFICATEUR DE T. S. F.

Ce mot figure maintenant au dictionnaire de l'Académie. Et c'est justice. Pour y entrer, — je parle du dictionnaire, — il faut être à la fois méritant et insistant. En ce qui concerne les mots, le mérite et l'insistance se confondent en une qualité unique qui est d'être usités. « Amplificateur » est un nom aujourd'hui employé, chaque jour, par des centaines de milliers de Français. Il désigne une créature, un être nouveau et envahissant, récemment introduit dans la jungle technique et qui y règne en maître. Par lui, par lui surtout, sinon par lui seulement, les ondes de la musique et de la parole reproduites, pareilles aux bras mouvants de quelque poulpe monstrueux, embrassent aujourd'hui le monde tout entier, ou du moins cet atome de monde où vagissent les hommes.

Et même si, dans un avenir improbable, de nouveaux progrès de la science devaient faire disparaître les amplificateurs, c'est-à-dire leur substituer d'autres engins plus parfaits, ils n'en mériteraient pas moins de figurer parmi les choses qui auront été vivantes et agissantes.

Est-ce que l'iguanodon et l'archéoptérix ne désignent pas des êtres, qui, pour révolus qu'ils soient, n'en sont pas moins classés et nommés ? Et, dans le domaine même de la T. S. F., le célèbre « radioconducteur » de Branly, que les Anglais avaient appelé « cohéreur », n'est-il pas dès maintenant au Panthéon des mots, encore que l'on n'emploie plus le tube à limaille ? « Ici-

git... point de nom », voilà ce qu'il ne devrait jamais être permis de dire d'aucun des appareils qui jalonnent le progrès, du moins le progrès technique, — mais est-il d'autres progrès?

Voyons donc ce que sont les amplificateurs, ou du moins, sans nous entortiller dans les réseaux barbelés de leurs caractéristiques purement numériques, voyons un peu ce qu'est, en gros, l'essentiel de leur fonctionnement, de leur physiologie, le suc de leur efficacité.

* * *

Si l'on en était resté à ce premier « détecteur » des ondes de Hertz que fut le tube de Branly, la T. S. F. ni la radiophonie n'eussent atteint le gigantesque développement qu'elles manifestent aujourd'hui. Ce développement a été rendu possible seulement par la réalisation d'un détecteur d'une sensibilité auparavant inconnue, et par la possibilité d'amplifier à volonté cette sensibilité. Le nouveau détecteur et l'amplificateur qui ont rendu possible ce que nous voyons, ou plutôt ce que nous entendons aujourd'hui, sont constitués par une lampe mille fois plus merveilleuse que celle d'Aladin, et à laquelle on a donné successivement les noms assez baroques, malgré leur pure ascendance hellénique, de *valve thermionique* ou *thermoïonique*, *thermion*, *valve électronique*, *audion*, *dynatron*, *kénatron*, *pliotron*.

Le jour où les humanités gréco-latines seront en sérieux danger, elles trouveront leur dernier refuge, non point tant sur les bords des pharmaciens que dans les laboratoires électrotechniques. Où la vertu va-t-elle se nicher! Bref, tous ces noms n'ont fait que passer, et on désigne aujourd'hui tout simplement et unanimement sous le nom de *lampe à trois électrodes* l'outil de merveilleux savoir dont nous allons tâcher maintenant de dévoiler un peu le fonctionnement comme détecteur et amplificateur de T. S. F.

Tout ici repose sur un phénomène découvert il y a près d'un demi-siècle par cet Edison, à qui récemment, et bien qu'il fût déjà mort, certains délicats contestaient la qualité de « savant », moins avisés et moins spirituels, en la circonstance, que le renard du fabuliste en présence des beaux raisins inaccessibles.

En 1884, Edison avait remarqué que l'espace vide, et normalement isolant, d'une lampe électrique à incandescence devient conducteur de l'électricité lorsque le filament devient lumineux

Disposant en effet, une petite lame métallique froide à l'intérieur de la lampe et à une petite distance de la lampe, il réunit respectivement aux deux pôles d'une pile électrique, d'une part le filament, d'autre part la petite lame métallique, par le moyen de fils métalliques traversant le culot de la lampe. Lorsque le filament était froid, aucun courant ne passait et l'espace vide situé entre le filament et la lame métallique restait donc isolant. Au contraire, lorsque le filament était rendu incandescent, on observait que le courant électrique de la pile traversait facilement cet espace vide. Ou, pour mieux dire, on remarquait que le courant passait lorsque le pôle positif de la pile était réuni à la lame métallique et le pôle négatif au filament incandescent, tandis qu'il ne passait pas lorsque ces connexions étaient inversées.

Telle fut la découverte de l'« effet Edison » qui devait, une quarantaine d'années plus tard, révolutionner la T. S. F. et la porter, pour les raisons que nous allons dire, au point où nous la voyons aujourd'hui.

Les physiciens qui étudièrent après lui le singulier phénomène mis en évidence par Edison, et qui vient d'être décrit, ne tardèrent pas à en trouver l'explication. Le filament incandescent d'une lampe, comme tout objet porté à une température élevée, a la propriété d'émettre en tous sens, avec une abondance d'autant plus grande que cette température est plus forte, des myriades d'« électrons », c'est-à-dire de ces granules élémentaires chargées d'électricité négative, et qui entrent dans la constitution des atomes de tous les corps. Nous avons expliqué ici même, le mois passé, que le courant électrique circulant dans un câble métallique ou à travers un gaz, n'est pas autre chose qu'un écoulement continu et dans un certain sens, de tels « électrons libres » à travers le métal ou le gaz. Pourquoi, lorsque le métal est chauffé suffisamment, une partie de ses électrons libres s'échappe-t-elle à travers sa surface dans l'atmosphère ambiante ? C'est ce qu'il est facile d'expliquer. Mais nous n'alourdirons point cet exposé par une théorie, puisque le fait seul nous importe, et le fait incontestablement mis en évidence par mille et mille expériences, c'est l'expulsion d'« électrons » par un métal chauffé.

Dans ces conditions, l'explication de l'« effet Edison » est simple. Puisque le filament incandescent émet des « électrons »,

ceux-ci, qui sont des granules d'électricité négative, seront attirés violemment par la petite plaquette voisine, si celle-ci est reliée au pôle positif d'une pile, c'est-à-dire chargée positivement. Ainsi s'établira entre le filament et la plaque, à travers le vide intermédiaire, une circulation d'électricité, un courant électrique qui équivaldra à réunir électriquement le filament et la plaque, comme le ferait un fil métallique, et qui permettra au courant de la pile de circuler dans le circuit ainsi fermé.

Si, au contraire, la plaque est reliée au pôle négatif de la pile, c'est-à-dire chargée négativement, les électrons négatifs émis par le filament incandescent seront chassés par cette électricité de même nom; ils seront empêchés de parvenir à la plaque et le courant de la pile ne circulera pas. Ce sont précisément les faits observés par Edison.

Tout se passe de la sorte à cause de cette vieille loi expérimentale, — et qui appartient à la physique non moins qu'à la psychologie, — que les électricités de noms contraires s'attirent tandis que, de même nom, elles se repoussent.

Et maintenant, avant de montrer comment ce phénomène a été utilisé pour réaliser les amplificateurs de T. S. F., il sied d'abord d'éclairer notre lanterne au sujet d'un point essentiel.

Lorsque j'échange avec un interlocuteur qui habite à quelques kilomètres de moi, une conversation téléphonique ordinaire, il n'y a en somme rien d'étonnant, au premier abord, à ce que je l'entende aussi bien que s'il était à quelques pas de moi. L'énergie sonore de ses paroles est en effet recueillie par un microphone qui la transmute en énergie électrique que mon propre écouteur retransforme en énergie sonore. L'énergie électrique, le courant microphonique qui sert d'intermédiaire, de messenger entre la bouche distante et mon oreille est en quelque sorte canalisée, drainée par le fil qui nous réunit et astreinte à ne pas sortir de ce fil. Par conséquent, il paraît tout naturel que l'énergie acoustique qui me parvient soit à peu près la même que celle qui fut captée à l'autre extrémité du fil.

Mais il en va tout autrement, lorsque mon interlocuteur parle dans une station radiophonique, dans une station de T. S. F. Ici l'énergie reçue par le microphone devant lequel il s'exprime n'est nullement canalisée dans une direction unique. Porté indistinctement et simultanément en tous sens sur tous les rayons de cette sphère grandissante que décrivent les ondes

hertziennes du poste émetteur, l'énergie du microphone émetteur est ainsi émiétée, divisée entre toutes les directions imaginables et d'autre part en proportion même de l'éloignement où se trouve celui qui écoute.

Pour qu'un conférencier, un chanteur ou un musicien radiophonant à Rome soit entendu en même temps à Paris, Madrid, Alger, Berlin ou Stamboul et partout avec la même intensité que si, dans chacun de ces postes, il parlait, chantait où jouait à quelques mètres de celui qui écoute, il faut nécessairement que son énergie sonore ait été, entre le départ et l'arrivée, multipliée, agrandie, amplifiée par quelque moyen.

C'est pourquoi la radiophonie n'est devenue possible que par les amplificateurs.

Or un amplificateur, ce n'est pas autre chose que ce que les télégraphistes appellent depuis longtemps un *relais*. Le plus ancien des amplificateurs, c'est le relais télégraphique. Sous sa forme la plus simple, il est constitué par un électro-aimant à armature légère, c'est-à-dire par un morceau de fer doux placé dans une bobine de fil métallique isolé et en regard duquel est une petite palette d'acier mobile au bout d'un ressort. Si un léger courant électrique, arrivant, par exemple, au moyen d'un câble, d'une station de télégraphe éloignée, vient à passer dans la bobine de l'électro-aimant, le fer doux, instantanément aimanté par ce courant, attire la palette d'acier qui, sous l'influence du ressort, reprend sa position de repos dès que le courant électrique aimanteur a cessé. Mais cette palette mobile, on peut lui faire faire tout ce qu'on veut. On peut, par exemple, lui faire fermer le circuit d'une batterie d'accumulateurs d'un débit de mille ampères, laquelle éclairera toute une usine. On peut la faire heurter une capsule de fulminate qui fera détonner quelques tonnes de dynamite et sauter une montagne.

Bref, le relais télégraphique permet à un très faible courant électrique de produire des effets dont l'énormité est hors de toute proportion avec l'énergie initiale. Le relais télégraphique est donc un amplificateur, comme peuvent l'être tous les relais.

La boule de neige qui, lancée par un enfant sur le flanc de la montagne, va devenir une désastreuse avalanche, l'accélérateur actionné par un petit pied de femme qui lance en avant l'automobile qui stationnait paisiblement au ralenti et va faucher, par l'effet de ce geste léger, quelques arbres, poteaux télégra-

phiques et murailles, sont dans leur genre des relais amplificateurs.

Petites causes, grands effets, telle pourrait être la devise de tous les relais et singulièrement de ceux de la T. S. F.

Pourquoi n'a-t-on pas utilisé purement et simplement, pour amplifier les sons en radiophonie, le relais télégraphique que nous venons de décrire ? Parce que c'était impossible, et ce l'était pour diverses raisons dont voici la principale : les ondes hertziennes que reçoit l'antenne ou le cadre d'un poste récepteur de T. S. F. sont des oscillations électriques, c'est-à-dire qu'elles se traduisent dans le circuit récepteur par des courants alternativement dirigés dans les deux sens. Or la rapidité de ces alternances est telle que, pour les ondes les moins fréquentes utilisées pratiquement aujourd'hui en T. S. F., les courants électriques captés au poste récepteur changent de sens environ quatre cent mille fois par seconde, et encore dix fois plus souvent pour les ondes les plus fréquemment usitées.

Il est impossible de suivre et d'amplifier ces variations avec la palette d'un relais télégraphique, parce que ces relais ont une certaine inertie, et que, si court qu'il soit, il faut un certain temps à la palette pour s'ébranler, se mettre en mouvement, obéir à l'impulsion reçue et que, même avec les relais les plus délicats et les plus sensibles que l'on puisse construire, ce temps est toujours infiniment supérieur à un quatre cent millième de seconde. Si bien que, sous l'influence des alternances des courants hertziens, les meilleurs relais télégraphiques restent parfaitement immobiles, étant comme tétanisés par la prodigieuse rapidité des changements de courants qu'ils subissent.

C'est ici que l'effet Edison intervient comme un *Deus ex machina*.

Reprenons la lampe munie à l'intérieur de son filament et de la petite lamelle située à côté et que nous allons appeler maintenant, pour obéir à la terminologie en usage, la *plaque*, laquelle est d'abord reliée au pôle positif d'une pile dont le pôle négatif est relié, d'autre part, au filament. Si on rend celui-ci incandescent, par exemple au moyen du courant de quelque accumulateur, un courant électrique va, comme nous l'avons vu, s'établir entre le filament et la plaque. Entre le filament et la plaque, intercalons maintenant une petite grille métallique. Nous aurons ainsi réalisé la *lampe à trois électrodes* (puisque une électrode, c'est un organe qui

recueil
tous t
culot
petite
passer
l'anten
— par
d'élect
à l'ins
la peti
d'élect
jusqu'à
Ma
considé
second
différen
tivité
lampe
faire, —
différen
sont pa
ce qui
franchi
lampe.
lampe
tude q
ces on
Et
électro
suivre
si rap
monde
nature
plaque
passer
phone,
Il
ficateur
l'exem
être re

recueille l'électricité, et que le filament, la plaque et la grille sont tous trois aptes à la recueillir). Au surplus, relions, à travers le culot de la lampe, l'antenne qui reçoit les ondes hertziennes à la petite grille située entre le filament et la plaque. Que va-t-il se passer ? A l'instant où le courant hertzien alternant qui parcourt l'antenne chargera la petite grille d'électricité positive, celle-ci, — par attraction des contraires, — activera la vitesse du courant d'électrons négatifs qui va du filament à la plaque ; au contraire, à l'instant où le courant hertzien parcourant l'antenne chargera la petite grille d'électricité négative, celle-ci s'opposera au courant d'électrons provenant du filament, le diminuera et pourra aller jusqu'à l'annuler.

Mais, entre les deux instants différents qui viennent d'être considérés, il s'écoule moins de la quatre cent millième partie d'une seconde. Ce temps est-il suffisant pour que deux actions aussi différentes et, en quelque sorte, opposées puissent agir effectivement et distinctement sur les mouvements des électrons de la lampe ? Oui, il est suffisant, car, — et voilà tout le secret de l'affaire, — les électrons, dans le vide de la lampe et sous l'action des différences de potentiel qui les sollicitent, ont des vitesses qui ne sont pas inférieures à plusieurs milliers de kilomètres par seconde, ce qui fait qu'il leur faut moins d'un milliardième de seconde pour franchir les quelques millimètres séparant les électrodes de la lampe. Autrement dit, le courant d'électrons circulant dans la lampe obéit aux variations des ondes hertziennes avec une promptitude qui est des milliers de fois plus grande que celle avec laquelle ces ondes elles-mêmes changent de sens.

Et c'est pourquoi, grâce à l'effet Edison et à la lampe à trois électrodes, on possède un relais pratiquement sans inertie, qui peut suivre fidèlement toutes les modulations des ondes hertziennes, si rapidement alternantes soient-elles, qui portent à travers le monde les harmonies radiophoniques. Comme, d'ailleurs, par la nature même de la lampe à trois électrodes, le courant filament-plaque, — en vertu de la vieille remarque d'Edison, — ne peut passer que dans un seul sens, il sera apte à actionner un microphone, et à « détecter » ainsi les ondes radiophoniques.

Il est clair, d'ailleurs, — et ici le détecteur « devient amplificateur », — que le courant filament-plaque, considéré dans l'exemple précédent, et qui suit les modulations hertziennes, peut être rendu jusqu'à une certaine limite aussi intense qu'on le désire,

puisque cette intensité, qui est facilement le décuple de celle du courant hertzien reçu, dépend du débit des accumulateurs chauffant la lampe et de la pile qui relie le filament à la plaque.

Il ne reste plus qu'à faire passer le courant ainsi modulé dans un microphone et à « se mettre à l'écoute », comme on dit aujourd'hui, révérence parler.

Mais le courant filament-plaque, ainsi modulé par l'antenne et d'intensité décuplée, peut aussi, — si on est encore plus exigeant, — servir à actionner, non pas un microphone, mais la grille d'une deuxième lampe à trois électrodes, ce qui modulera à son tour le courant filament-plaque de cette seconde lampe, ledit courant destiné à actionner le microphone étant d'intensité dix fois plus grande que le courant modulateur provenant de la première lampe, lequel était déjà décuple du courant modulateur de l'antenne. C'est ce qu'on appelle avoir deux *étages d'amplification*, lesquels servent donc à *centupler* l'énergie initiale.

On peut la multiplier bien davantage en augmentant encore le nombre des étages d'amplification.

Je ne me flatte pas, dans cet exposé, d'avoir décrit des montages effectivement utilisés par les sans-filistes et, en particulier, les radiophonistes. Je me flatte, au contraire, de n'en avoir rien fait, ayant voulu seulement faire comprendre, sans inutile ésotérisme, la nature et non le détail de ce qui se passe. Le surplus, — diverses sortes de montages utilisés et utilisables avec leurs avantages respectifs et leurs modes de réalisation, — est l'affaire des contremaitres et des spécialistes. Cela ne saurait figurer à cette place où, — et c'en est tout l'agrément, — l'on ne se pique de rien que de tâcher à voir les grandes lignes de quelque paysage scientifique, d'assez haut et d'assez loin pour que l'œil ne soit point offusqué par la vermine contingente des détails.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LES DISCOURS DU NOUVEL AN

L'éloquence officielle, au nouvel an, est traditionnellement optimiste. Cette année, cependant, à Paris, le discours du Nonce apostolique, doyen du corps diplomatique, et la réponse du Président de la République ont reflété les graves préoccupations qui assaillent les Gouvernements et troublent la tranquillité des peuples. Monseigneur Maglione constate avec tristesse que le malaise économique éprouve durement toutes les nations et il indique les remèdes : « Chacun voit qu'il est nécessaire de prendre des mesures spéciales en faveur de la classe des travailleurs, de consolider la paix, indispensable et première condition du rétablissement de l'équilibre économique, de réduire les dépenses publiques aux proportions strictement exigées par l'administration des services de l'État et par la juste et légitime préoccupation de sauvegarder la sécurité nationale, d'intensifier enfin la collaboration internationale. » M. Paul Doumer affirme que la crise économique devrait avoir pour effet de promouvoir « une politique d'entraide et de soutien mutuels ». La France est prête à y donner un concours qui « n'aura d'autres limites que le légitime souci de sa propre stabilité et la garantie que les sacrifices à consentir ne risqueront pas de compromettre un équilibre qui est un précieux gage de paix ».

Ce qui frappe, dans les paroles du Président de la République, comme dans celles du Nonce, c'est le sentiment discrètement indiqué que les souffrances matérielles dont pâtiennent tous les peuples ne sont pas seulement le résultat de circonstances d'ordre économique ; leur origine est politique et morale. Ce sont les

plaintes incessantes de l'Allemagne, c'est sa volonté tenace de ramener toutes les difficultés à la satisfaction de ses revendications qui aggravent, quand elles ne le créent pas, le malaise général dont elle devient, par un naturel retour, la première victime. Le Président Hindenburg n'a pas manqué de profiter des réceptions du nouvel an pour exhaler, une fois de plus, les plaintes des Allemands et formuler leurs vœux. « Il est inadmissible qu'on persiste à établir une différence entre les peuples en ce qui concerne la question des armements. »

Il est dans la nature des Allemands de regarder leur propre intérêt comme le centre du monde et le critère de la justice. Ce que demande, dans cette petite phrase d'apparence inoffensive, le Président du Reich, n'est pas autre chose que la destruction du traité de Versailles dans l'une de ses dispositions essentielles, l'une de celles qui, tout en ne lésant en rien l'Allemagne, si ce n'est dans son orgueil, ont été considérées par toutes les nations signataires du traité de Versailles comme indispensables à la paix et à la sécurité générale. Si les exigences de l'Allemagne étaient satisfaites sur ce point, se trouverait automatiquement restaurée cette domination envahissante de l'Allemagne bismarckienne qui l'a finalement incitée à la guerre et qui redeviendrait pour l'Europe une source permanente d'insécurité et de trouble. L'Allemagne, même vaincue, même affaiblie par une terrible crise économique, prend avec le droit des gens des libertés sans exemple. Quand a-t-on vu, en d'autres pays, un chef d'État réclamer, dans un discours officiel, la révision des traités qui sont la base contractuelle du statut de l'Europe ? Dans aucun discours d'un chef de gouvernement ou d'un ministre français, de 1870 à 1914, on ne trouverait pareil manque de tact. Quel tapage Bismarck n'aurait-il pas fait ! Et pourtant la France avait subi la plus cruelle de toutes les injustices, l'arrachement de deux provinces contre la volonté unanime de tous leurs citoyens.

L'Allemagne, à force de se croire prédestinée à régenter l'humanité, finit par considérer comme une injustice tout ce qui l'entrave dans sa marche à l'étoile. Il n'y a vraiment, en Europe, qu'un problème crucial : canaliser la masse allemande vers une activité pacifique, contenir sa liberté dans le juste cadre où elle ne lèse pas la liberté des autres, l'articuler à une Europe pacifiée. Hors de là, tout est vain, tout est voué à l'échec ; car l'esprit de l'Allemagne prussianisée est un phénomène unique. L'oublier,

c'est vouer les nations à de nouvelles catastrophes. Le traité de Versailles apporte à ce problème essentiel une solution imparfaite sans doute, mais cependant efficace. C'est pourquoi le détruire est l'unique préoccupation de la nation allemande et de ses gouvernants.

LE RAPPORT DU COMITÉ DES EXPERTS

C'est ce problème, et lui seul, qui est en jeu dans la phase nouvelle du problème des réparations et des dettes. Sous les dehors d'un débat financier, ce sont, en réalité, des passions nationales qui se heurtent, des mystiques qui s'affrontent. Si les intérêts seuls étaient en jeu, isolés des sentiments qui les animent, la solution, au prix de sacrifices réciproques, serait trouvée sans trop de peine ; mais les passions soufflent dans les voiles. Les régimes démocratiques sont ceux où l'opinion des masses, excitée par la presse, reflétée dans les discours parlementaires, exerce un pouvoir tyrannique sur les Gouvernements ; or, elle est plus accessible aux emportements du cœur qu'à la froide logique de la raison. Si l'on réunissait les chefs des principaux Gouvernements, loin du bruit du forum, ils auraient vite fait de se mettre d'accord pour trouver au problème des dettes et des réparations la solution qui léserait le moins les intérêts réels de chaque peuple. Les hommes qui gouvernent les États-Unis, instruits par l'expérience, sont convaincus que l'abolition générale des dettes serait à l'avantage de tous les peuples, même des créanciers ; mais le Congrès veille, ameute l'opinion publique : l'Europe et l'Amérique se débattent vainement dans une impasse.

Le rapport du Comité des experts réunis à Bâle a été publié, au moins dans sa version anglaise ; il fait, depuis lors, l'objet des commentaires de la presse des deux mondes, chacun cherchant à y découvrir ce qu'il croit favorable à sa thèse. C'est un document consciencieux et sérieusement étudié. Tout ce qu'on pourrait appeler la partie historique, c'est-à-dire l'exposé des erreurs, souvent volontaires, qui ont conduit l'Allemagne à la détresse où elle s'enlize actuellement, est écrasant pour la politique du Reich, dont les fautes et les manquements sont mis en lumière avec une redoutable objectivité. Il n'appartenait pas à la Commission de proposer les sanctions dont la désastreuse gestion des Gouvernements allemands devrait être l'objet ; ses conclusions

ne pouvaient porter que sur la question précise qui lui était soumise, sur la capacité actuelle et prochaine de paiement du Reich. Elle conclut, en présence de la situation présente, que l'Allemagne est et sera pour un temps assez long dans l'incapacité de transférer la tranche conditionnelle des réparations.

Il est important, en suivant le rapport des experts, de retenir quelques faits et quelques chiffres, car, à l'origine de la crise générale, il y a la mauvaise gestion des finances allemandes et le ferme propos de ne pas payer les réparations : « Les difficultés financières de l'Allemagne, dit le rapport, sont dans une large mesure la source de la croissante paralysie du crédit dans le monde. » Le total de la dette extérieure à court terme s'élevait, fin juillet, à 12 milliards de marks ; il restait, à la date du 13 novembre, de 6,8 milliards environ. On sait que la balance commerciale du Reich se solde par un excédent créditeur considérable. Les experts considèrent qu'un tel excédent a un caractère exceptionnel et anormal ; il tient à la diminution des importations, symptôme de marasme industriel, à la liquidation à tout prix des stocks, au surcroît d'exportations provoqué par l'annonce des tarifs protecteurs anglais. De ses ventes à l'étranger, l'Allemagne ne tire pas les bénéfices que l'on pourrait croire, parce qu'en raison du manque de confiance elle doit payer comptant ses importations, tandis qu'elle consent de longs crédits pour ses exportations (notamment en Russie où elle exporte pour 80 millions de marks par mois). Certains exportateurs parviennent, en dépit de la surveillance, à laisser à l'abri à l'étranger le produit de leurs ventes. Les pertes de la Reichsbank apparaissent considérables ; ses réserves n'ont cessé de diminuer, tombant de 2 685 millions de marks à la fin de 1930 à 1 161 millions au 15 décembre dernier. La Banque du Reich, loin de diriger l'assainissement nécessaire, a multiplié les appels au crédit. « L'atrophie progressive de l'industrie et du commerce, la situation très grave de l'agriculture, le ralentissement général de la vie économique, le fléchissement des bénéfices, la réduction des salaires, se traduisent par des moins-values fiscales de plus en plus accentuées. Les dépenses ont, cependant, de 1929 à la fin de 1931, été comprimées et ramenées de 4 780 millions de marks à 3 720 millions. Les chemins de fer, qui tiennent une place importante dans l'économie du plan Young, sont actuellement hors d'état de faire honneur aux engagements qui leur incombent au titre

des réparations, mais leur situation est saine et ils pourront, dans l'avenir, donner un excédent net d'exploitation.

L'Allemagne, durant la période d'inflation, avait à peu près éteint sa dette publique et ses dettes hypothécaires. Depuis la stabilisation du mark, elle a appelé chez elle environ 18 milliards de marks de capitaux étrangers ; pendant la même période, elle a payé, au titre des réparations, 10,3 milliards de marks. Les experts concluent que, durant cette période, elle a investi une quantité « inusitée » de capitaux dans des entreprises publiques ou privées : en tout 32 845 millions de marks dont plus de 22 milliards pour des travaux d'intérêt public, routes, canaux, maisons, jardins, etc. La dette dépasse 25 milliards de marks. Les États et les communes ne couvrent leurs dépenses par leurs ressources propres que jusqu'à concurrence de 75 pour 100.

Telle fut la gestion catastrophique des finances et de l'économie allemandes. Les experts, malgré leur discrétion, ne cachent pas que cette détestable administration est responsable de la détresse actuelle du Reich ; c'est elle qui a multiplié les difficultés dans lesquelles se débattent les banques et les États.

Ainsi la situation déplorable que les Allemands prétendent n'attribuer qu'aux réparations est la conséquence de leurs propres erreurs. Ce que les experts ne pouvaient ajouter, c'est que l'Allemagne s'est jetée allègrement dans cette politique de casse-cou pour se donner la satisfaction de ne pas payer les réparations. Les efforts du ministère Brüning, notamment le récent décret-loi qui impose par voie d'autorité des mesures véritablement révolutionnaires, viennent bien tard pour être efficaces. En présence d'une telle situation, les conclusions des experts ne pouvaient être autres que ce qu'elles sont. Ils déclarent sagement que « les difficultés financières de l'Allemagne qui sont, dans une large mesure, à la source de la croissante paralysie du crédit dans le monde, rendent nécessaire une action concertée que seuls les Gouvernements peuvent entreprendre ». Les Gouvernements n'oublient pas que « tout transfert d'un pays à l'autre fait sur une si large échelle qu'il déséquilibrerait la balance des comptes ne peut qu'accentuer le chaos actuel ». Mais, en second lieu, « tout allègement en faveur d'un pays débiteur... risquerait de transférer cette charge à un pays créancier qui, étant lui-même débiteur, serait incapable de la supporter. Un ajustement de l'ensemble des dettes intergouvernementales à la situation troublée du

monde, — ajustement qui devrait avoir lieu sans délai, si l'on veut éviter de nouveaux désastres, — est la seule mesure capable de rétablir une confiance qui est la condition même de la stabilité économique et de la véritable paix. Enfin, bien que le Gouvernement allemand ait pris des mesures énergiques pour défendre la stabilité de sa monnaie, il est nécessaire de faire en sorte que les résultats de ces mesures ne soient pas éphémères ».

Dans ces conseils si mesurés, tout l'essentiel est dit. Il serait inique et d'ailleurs impossible d'alléger la charge du débiteur principal qui est l'Allemagne sans exonérer dans la même proportion ses créanciers qui sont, en même temps, débiteurs vis-à-vis des États-Unis : un ajustement immédiat de l'ensemble des dettes intergouvernementales est la seule mesure efficace qui s'impose. En ce qui concerne l'Allemagne, qui s'est, par sa faute et non par suite des réparations, jetée dans d'inextricables difficultés, il est nécessaire de ne pas abandonner ses finances à la fantaisie d'un Hitler, s'il accédait demain au pouvoir ; contre ses propres entraînements, l'Europe a le devoir de la prémunir. Ce que les experts insinuent discrètement, les Gouvernements, dont les représentants vont se réunir vers le 20 janvier à Lausanne, ont le droit de le dire très haut : il serait immoral et contraire à l'intérêt général que la désinvolture financière des Gouvernements du Reich restât sans aucune sanction. Cette sanction ne peut être qu'un droit de regard sur les affaires de la Reichsbank et les finances publiques allemandes, confié à un représentant des créanciers de l'Allemagne. Si elle avait suivi les conseils du général Dawes, qui fut, à Berlin, agent général des paiements, l'Allemagne ne serait pas au bord du fossé et la crise générale serait beaucoup moins aiguë. La faiblesse, en l'occurrence, serait du plus mauvais exemple et encouragerait les revendications allemandes jusqu'au jour où, en présence d'exigences pires encore, les fusils partiraient tout seuls. Il ne s'agit pas là d'un intérêt français, car notre budget peut être équilibré sans les versements de l'Allemagne, mais d'un intérêt général. La crise, encore une fois, relève plus de la psychologie que de l'économie.

La presse allemande est unanime à conclure : « Plus de réparations ! » Quand on vient d'étudier le rapport du Comité de Bâle et qu'on lit, dans un journal sérieux comme la *Gazette de Cologne* : « Personne ne sait combien de temps encore le peuple allemand torturé réussira à porter dans le calme le fardeau écrasant des réparations », on est obligé de conclure que l'Allemagne est en

proie à une dangereuse psychose collective. Et nous ne parlons pas des journaux nationalistes ou hitlériens ! On ne reprendra jamais, pensent-ils, les paiements, parce que c'est le premier stade de la destruction du traité de Versailles. C'est pourquoi nous avons, nous, un intérêt capital à maintenir, au moins en principe, le plan Young, et à réserver, après un moratoire plus ou moins prolongé, la possibilité d'une reprise des paiements. Il importe, pour l'avenir de l'Europe, de restaurer la notion de contrat et le respect des engagements, sans lesquels les rapports internationaux deviennent impossibles.

Il semble que l'Angleterre commence à se rendre compte que, sur ce point, nous défendons ses intérêts en même temps que les nôtres. Les banques d'Angleterre et des États-Unis ne peuvent espérer rentrer un jour partiellement dans leurs avances à l'Allemagne que si elles associent étroitement les dettes privées aux réparations, que si leurs pays lient leur politique à la nôtre. Les États-Unis n'en prennent pas le chemin. Le Congrès, en ratifiant de mauvaise grâce le moratoire Hoover, a voté une résolution aux termes de laquelle toute annulation ou réduction de dettes des pays étrangers envers les États-Unis est contraire à la politique voulue par les deux Chambres. Mais un revirement commence à s'opérer dans l'opinion britannique : l'intransigeance du Congrès de Washington lui fait désirer de chercher en Europe un terrain d'entente. L'*Economist* déclare, sans ambages : « Le Parlement britannique ne sera pas plus enclin que le Palais-Bourbon à voter des budgets prévoyant des paiements à l'Amérique qui n'auraient pas pour contre-partie des rentrées provenant des réparations. » Il faut que, à Lausanne, l'Europe arrive à un accord, en dépit des revendications « d'un autre continent dont la population doit apprendre avec nous que la guerre ne paie pas ». Un homme de l'autorité de Sir Arthur Salter, ancien président de la section économique de la Société des nations, s'appuyant sur le rapport des experts, arrive, dans l'*Observer*, à des conclusions inspirées du même esprit. Les experts de la Trésorerie britannique, Sir Frederick Leith Ross, sont en contact avec les hauts fonctionnaires du ministère des Finances dirigés par M. Flandin ; on cherche à aboutir à un accord avant la Conférence de Lausanne. Quand les techniciens auront établi des propositions satisfaisantes, M. Laval et M. Ramsay Macdonald se rencontreront, ainsi que le Premier britannique y a déjà convié son collègue.

L'*Economist* du 2 janvier a publié un article très remarqué où il insiste sur la nécessité de restaurer l'honnêteté dans les contrats, « sinon, il n'y aura plus de crédit et l'on ne fera plus d'affaires que contre argent comptant ou sous la forme du troc ». Il ne s'agit pas de traiter l'Allemagne comme une affaire en faillite, « mais de créer des conditions de confiance telles que les capitaux demeurent volontairement en Allemagne ». L'Allemagne ne s'est acquittée qu'en recourant à l'emprunt ; « les paiements de réparations ne reprendront pas avant qu'il puisse y être fait face sur un excédent normal d'exportations ». Il n'est pas impossible que ce jour arrive : « Les Allemands ayant passé leurs anciennes dettes par profits et pertes, leur budget, en temps normal, ne devra pas avoir de peine à s'équilibrer, et le volume du commerce mondial devrait permettre de transférer, sans la moindre dislocation, des sommes plus considérables. » C'est un devoir pour l'Amérique, conclut l'*Economist*, de chercher les moyens de ne pas renier les obligations qu'elle a contractées par le plan Young ; mais « le monde entier, y compris les principales Puissances créancières, serait beaucoup plus heureux si l'on balayait tout cela. Ce serait le meilleur tonique que l'on pût offrir au monde ».

En France, la *Dépêche de Toulouse* a publié un article où est nettement préconisé l'abandon des réparations. Il est déplorable qu'à la veille de la Conférence de Lausanne, la nécessaire unité de front en France et en Angleterre soit ainsi rompue. Ce n'est sans doute pas le moyen d'amener l'opinion américaine à une plus juste compréhension de la situation européenne : or, la clef du problème est là-bas. La politique indiquée avec beaucoup de nuances par l'*Economist*, plus brutalement exposée par la *Dépêche de Toulouse* pourrait se défendre s'il ne s'agissait que de finances et d'économie ; mais, comme nous le disions, nous sommes dans le domaine politique et moral, en présence d'un cas de psychose collective. Et l'expérience n'a que trop montré que toute concession est interprétée comme une faiblesse et devient l'origine de réclamations plus âpres et plus injustes. L'abandon des réparations ne pourrait se discuter qu'à deux conditions : si les États-Unis renonçaient à leur créance sur l'Europe ; si l'Angleterre, les États-Unis, l'Italie, la France se déclaraient solidairement résolus à maintenir le statut politique fondé sur les traités de 1919. En sommes-nous là ? Il ne reste donc d'autre voie que la fermeté dans notre droit et l'entente avec l'Angleterre.

EN EXTRÊME-ORIENT

Les Japonais ont occupé, sans coup férir, la ville de Tchintcheou, naguère siège de la puissance militaire du jeune maréchal Chang-hsue-liang. C'est, quand on vient de Tien-tsin, la porte de la Mandchourie, la première ville importante au nord de la Grande-Muraille. Elle est située sur le chemin de fer, au point où, après avoir quitté le rivage du golfe du Pet-chi-li, il s'enfonce dans les terres de la Mandchourie. Le chemin de fer qui, plus au nord, se ramifie est ici la seule voie de communication entre la Chine et la Mandchourie. Les Japonais ont maintenant dans leurs mains la clef de la Mandchourie ; ils ont ainsi, sans guerre, réalisé leur dessein ; ils ont évincé Chang-hsue-liang et son armée, qui avaient l'investiture de Nankin et du Kuomintang ; ils sont libres de poursuivre les nombreux soldats débandés et les bandits qui infestent la région. Le conflit, laissé à sa libre évolution, devrait donc toucher à son terme ; il s'achèverait soit par la constitution d'un État autonome protégé par le Japon, soit par le maintien du pouvoir effectif du Japon et de la souveraineté juridique de la Chine. Les Chinois déclarent qu'ils opposeront une farouche résistance à toute avance au delà de la Grande-Muraille ; les Japonais étant résolus à rester en deçà, tout risque de bataille est écarté. Mais voici que la Chine fait appel de nouveau à la Société des nations en raison de l'occupation de Tchintcheou : aucun avantage n'en peut sortir pour les Chinois, mais un grand préjudice pour la Société des nations. A Fou-tcheou et sur plusieurs points de la Chine, des troubles violents ont éclaté contre les Japonais ; le boycottage de leurs produits reprend. Le véritable danger, pour un avenir proche, est là.

En Chine, le désordre est à son comble ; l'insécurité est partout ; l'autonomie des provinces et des chefs militaires est de plus en plus accentuée. Le conflit se poursuit entre les partisans de Chang-kai-sek et le parti cantonais qui représente la pure doctrine révolutionnaire et nationaliste. Celui-ci a essayé d'organiser un Gouvernement à Nankin ; mais les cadets de l'École militaire ont obligé M. Sun-fo, héritier de Sun-yat-sen, et M. Eugène Chen à s'enfuir à Changhaï. Le Comité central exécutif du parti a tenté alors l'expérience paradoxale d'un ministère d'union nationale, surveillé lui-même par un triumvirat dont ferait partie Chang-kai-sek ; tout cela n'existe que sur le papier. Ainsi l'opinion chinoise se satisfait

toujours de mots, de formules et d'apparences. L'arrivée à Changhaï de Feng-yu-siang, le fameux « général chrétien », disparu de la scène depuis plusieurs années, et qui demande le commandement de l'armée du nord, est un fait positif qui peut avoir d'importantes conséquences : il est douteux qu'il contribue au bon ordre.

Le nouveau vice-roi des Indes, lord Willingdon, ancien haut fonctionnaire de l'Administration britannique dans l'Hindoustan, inaugure, à l'encontre de son prédécesseur lord Irwin, une politique de répression ; il croit qu'après l'échec de la Conférence de la Table ronde, où le Gouvernement britannique avait apporté toute sa bonne volonté, toute concession au nationalisme intransigeant serait dangereuse. M. Gandhi, à peine de retour aux Indes, vient d'être arrêté à Bombay avec les principaux chefs du mouvement national. Il ordonne à ses partisans de reprendre le programme de désobéissance civile et de boycottage des marchandises britanniques, mais sans violences, sans attentats contre les personnes. Mais déjà des manifestations tumultueuses ont provoqué l'intervention de la police. Les intentions généreuses du mahatma risquent d'être bien vite dépassées. L'Inde est entrée dans une crise révolutionnaire dont on ne peut prévoir l'issue ; la tâche du cabinet MacDonald ne s'en trouve pas simplifiée.

M. André Maginot, ministre de la Guerre, vient de mourir. C'est, pour la France et pour son armée, une perte irréparable au moment où va s'ouvrir la Conférence de Genève pour laquelle il s'était de longue date fortement préparé. Son œuvre est de celles dont se prolongent les effets bienfaisants ; avec la fermeté lorraine de son caractère et son expérience d'administrateur, il apportait toute son énergie au renforcement de la défense nationale anémiée par le service d'un an ; il eut le mérite d'appeler à la tête de l'armée, dont il avait la confiance, les chefs les plus éprouvés, les plus dignes ; il veillait activement à l'achèvement du réseau fortifié qui doit mettre la frontière à l'abri d'une invasion brusquée. Grand blessé de guerre, médaillé militaire, M. Maginot était populaire ; le pays ressentira douloureusement une telle perte. Sa mort pose, pour le Gouvernement, une question politique très délicate.

RENÉ PINON.

.
.
s
.
e
a
e
a
.
a
l
s
e
t
e
e
-
s
i
i
d
;
rt
e.
.
.
.
.